REPUBLIQUE DU VIET-NAM

Viet-Nam DIRECTION GENERALE DU PLAN

P R O J E T

d e

P L A N Q U I N Q U E N N A L

(1957 - 1961)

INTERNATIONAL MONETARY FUND
Joint Library
Washington 25, D. C.
45562
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

S O M M A I R E

PAGES

Rapport de présentation 1

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION 7

L'esprit de la planification au Viet-Nam et la signification du Premier Plan Quinquennal

CHAPITRE I

La situation économique - Rétrospective et conjoncture 9

CHAPITRE II

Les principaux objectifs du Plan 22

CHAPITRE III

Le Plan en termes d'agrégats 27

CHAPITRE IV

Recherche des meilleurs critères pour les investissements 43

CHAPITRE V

Moyens, instruments et concepts pour la réalisation du développement economique 46

x

x x

DEUXIEME PARTIE

LES PROJETS

T I T R E I

AGRICULTURE

§ 1 - Généralités 67

§ 2 - Les cultures : 74

- Le riz 74
- Le mais 85
- Le soja et le dolique vert 88
- Les arbres fruitiers 89
- Le the 91
- Le café 93
- Le poivre 94
- Le caoutchouc 96
- La canne à sucre 103
- Le tabac 105
- L'arachide 107
- Le cocotier 108
- Le ricin 110
- Le coton 111
- La soie grège 113
- Le jute 115
- La ramie 117

PAGES

§ 3 - Elevage 118
§ 4 - Eaux et Forêts 130
§ 5 - Pêches 141
§ 6 - Recherches 165
§ 7 - Le crédit agricole 174

x

x x

TITRE II

INDUSTRIE

§ 1 - Généralités 186
§ 2 - Les plans d'action : 192
- Filatures et tissage 192
- Charbonnages de Nông-Sơn 194
- Cimenteries de Long-Tho et de Ha-Tien 197
- Papeterie 200
- Verreries 202
- Sucrerie 203
- Wall board 205
- Materiaux de construction 205
- Pneumatiques pour bicyclettes 207
- Industries mecaniques 208
- Phosphates des Iles Paracels 210
§ 3 - Besoins connexes à la réalisation des projets 211
- Energie 211
- Cadres techniques 212
- Financement 214
§ 4 - Annexes

x

x x

TITRE III

EQUIPEMENT PUBLIC

§ 1 - Transports et Communications : 229
- Généralités 229
- Transports routiers 231
- Chemins de Fer 238
- Transports aeriens 241
- Navigations maritime et fluviale 247

	Pages
§ 2 - Postes, Télégraphes , Téléphones	255
§ 3 - Météorologie	261
§ 4 - Adduction d'eau	263
§ 5 - Hydraulique agricole	270
§ 6 - Energie électrique	274

x

x x

TITRE IV

EQUIPEMENT SOCIAL

§ 1 - EDUCATION NATIONALE

- Généralités	281
- Enseignement populaire	284
- Enseignement primaire	286
- Enseignement secondaire	287
- Enseignement technique	288
- Université de Saigon	289
- Faculté de Médecine et de Pharmacie	290
- Faculté vetérinaire	290
- Faculte des Sciences	291
- Ecole Superieure d'Agriculture	292
- Ecole des Hautes Etudes Commerciales	293
- Bibliothèque Nationale et Centre Culturel	294

§ 2 - SANTE PUBLIQUE

- Généralités	295
- Formation technique	297
- Eradication du paludisme	298
- Reorganisation des hôpitaux	300
- Developpement de la Sante rurale	301
- Approvisionnement d'eau dans les villages	302
- Equipement de la Pharmacie Nationale	303

§ 3 - ACTION SOCIALE

- Généralités	304
- Formation des cadres	305
- Garderie d'enfants	306
- Centres de protection materpelle et infantile	307
- Centre d'orthopedie et de readaptation professionnelle	309

§ 4 - LOGEMENT 310

§ 5 - TRAVAIL

- Enquête sur la main-d'oeuvre	313
- Service de l'emploi	314
- Formation professionnelle	317
- Relations professionnelles	318

§ 6 - DEVELOPPLMENT COMMUNAUTAIRE 320

TITRE V

D I V E R S

	PAGES
§ 1 - SERVICES FINANCIERS	326
§ 2 - SERVICES GEOGRAPHIQUES	329

République du Viêt-Nam

IRECTION GÉNÉRALE DU PLAN
ttaché à la Présidence
de la République

No 213-TTP/NKH/M

Saigon, le 7 Août 1957

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PLAN

à

Monsieur LE SECRÉTAIRE D'ETAT À
LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE,

- SAIGON -

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-inclus le projet de Plan Quinquennal dans sa forme complète.

Deux séries de consultations ont précédé la présentation de ce document.

1/- Les projets mentionnés dans la 2 partie sont dûs à l'initiative des ministères intéressés et retenus par nous après examen des intéressés.

J'ai sollicité une nouvelle fois l'avis des Ministères sur ces projets dans leur forme actuelle. Les réponses reçues ne proposent aucune modification du texte ou du contenu des projets retenus.

2/- Diverses personnalités éminentes ont été consultées à la suite de l'exposé que j'ai fait devant le Conseil Supérieur de la Monnaie et du Crédit le 1er Juillet écoulé et en exécution des instructions de M. le Président de la République. J'ai tenu compte de leurs suggestions constructives, notamment celles de M. Vũ-Quốc-Thúc, dans la rédaction du chapitre V sur la politique économique. Le chapitre IV relatif aux critères des investissements répond spécialement aux recommandations que vous avez bien voulu me faire.

M. Vũ-Quốc-Thuc est d'accord sur tout l'ensemble de ce projet de Plan Quinquennal dans sa forme actuelle.

x x
x

Je me permets d'attirer votre attention sur les conditions difficiles dans lesquelles nous avons travaillé.

Un plan ne saurait s'appuyer sur des statistiques imprécises et incomplètes. Force nous a été de faire nous mêmes des recherches, de recouper les renseignements, de discuter les chiffres, tout un travail dont la Direction Générale du Plan se croyait dispensée.

Notre Plan Quinquennal prend comme base l'année 1956. Or, jusqu'à ce jour, des renseignements d'importance capitale concernant cette année font encore défaut : revenu national, formation de capital, dépenses du Gouvernement ...

Ceci explique la peine que nous avons eue de présenter ce plan le ler Juillet comme nous l'avons toujours promis.

Alors que les autres pays mobilisent, pour l'élaboration de leur plan, des milliers de personnes, je dispose d'une équipe de collaborateurs qui se compte sur les doigts, plus deux experts des Nations Unies. Pour prendre un exemple asien, le Pakistan s'est attaché, dans cette entreprise, le concours de 12 experts étrangers. La leçon devrait nous profiter pour l'avenir.

Je vous serais en conséquence très reconnaissant de bien vouloir tenir compte de ces facteurs dans le jugement que vous porterez sur le document.

x x
x

Une analyse sommaire ou exhaustive du Plan me paraît inopportune dans le cadre de ce rapport.

Nous avons maintenu le chiffre des dépenses publiques du Plan à 17,5 milliards de piastres en 5 ans, soit 3,5 milliards ou 100 millions de dollars par an.

Ces 17,5 milliards sont répartis comme suit :

- Agriculture	3.	milliards ou	17,2o/o
- Industrie	1,6	"	9,1o/o
- Energie et Hydraulique agricole	2,3	"	13,1o/o
- Travaux Publics	5,5	"	31,5o/o
- Equipement social	1,7	"	9,7o/o
- Divers et provision	3,4	"	19,4o/o

En réalité, les investissements neufs minima devront atteindre 20 milliards dont une partie proviendra du secteur privé.

Je dois préciser que sur les 17,5 milliards de dépenses publiques envisagées, 2,9 milliards constituent des participations dans les affaires ou des prêts - c'est-à-dire qu'ils seront récupérables - ce qui représente 2,9 milliards par an en moyenne alors qu'actuellement les investissements sont de l'ordre de 2,2 milliards pour le Secteur public.

Les investissements non monétisés effectués à travers le programme de développement communautaire sont évalués a 1 milliard de piastres. Avec l'ampleur que ne manquera pas de prendre ce mouvement sous l'impulsion gouvernementale, sa contribution à la formation de capital pourra s'accroître d'une façon natable.

L'accroissement du produit national escompté s'élevera à 12 milliards sur lesquels 4,5 milliards devront être obligatoirement consacrés à la formation de capital. L'utilisation des 7,5 milliards restants pose un choix qui déterminera largement la politique économique dans les années à venir.

Il convient à mon avis de réserver une partie pour la consommation, au moins pour maintenir le niveau actuel de vie, compte tenu de l'accroissement démographique. Finalement une tranche d'environ 3,5 milliards pourra être affectée à la relève partielle de l'aide extérieure et réduire le déficit intérieur, si le gouvernement adopte ce point de vue.

Sous l'angle de la répartition inter-secteurs notre plan reste dans la ligne de ceux des autres pays Asiens.

D'aucuns pourraient s'étonner de la faiblesse relative du secteur social. C'est perdre de vue les objectifs primordiaux du Plan. Nous mettons l'accent sur la production, particulièrement la production des biens et sur les secteurs qui la soutiennent directement. Les investissements dans le domaine social engendrent, d'autre part, d'énormes frais de fonctionnement alors que nous cherchons à éviter le gonflement des dépenses de l'Etat.

Nous avons créé une provision d'environ 3 milliards pour financer totalement ou partiellement (sous forme de participation gouvernementale) les projets intéressants qui naîtront dans la vie du Plan. C'est d'autant plus souhaitable que les projets actuels ne couvrent pas tous les secteurs de l'économie.

La politique économique préconisée ne manquera pas de décevoir ceux qui imaginent le Plan comme une douce panacée à nos difficultés. Il serait dangereux de ne pas voir la réalité en face. Et quand on demande un effort à la nation, comme c'est le cas ici, il est bon que chacun en comprenne la signification.

S'agissant enfin des projets soumis par les Ministères, la Direction Générale du Plan s'est trouvée dans l'obligation d'en écarter un certain nombre. Je me permets de vous exposer ici à nouveau les critères qui ont guidé notre choix.

1/- Les projets doivent concourir au développement économique et social, en ce sens qu'ils doivent fortifier l'appareillage national. Mieux encore, nous nous limitons à l'appareillage au service du secteur civil, ce qui conduit à écarter les projets répondant à des fins militaires.

2/- La production des biens et tout ce qui soûtient directement cette production font l'objet d'une attention particulière.

a) <u>Agriculture</u>

La place de choix de l'agriculture s'explique par les considérations suivantes :

- l'agriculture emploie le plus gros pourcentage de population active et dans l'état actuel des techniques elle est encore capable d'absorber une main d'oeuvre appréciable.

- elle alimente nos principales exportations

- les progrès sont plus facile parce qu'elle utilise un appareillage sous-employé durant les années de guerre et des connaissances techniques largement répandues dans la population et parce que les perspectives d'amélioration des rendements sont très encourageantes

- exige peu d'investissements, pour deux activités qui contribuent puissamment au produit national, la riziculture et la pêche, les rapports investissements/production sont très bas, respectivement 0,25 et 0,22.

- elle amorce le développement régional.

b) Industrie

La création d'une industrie légère de transformation répond au souci de donner plus de stabilité à notre économie jusqu'ici essentiellement agricole. D'autre part, l'amélioration de la balance des paiements devra provenir de la combinaison de l'accroissement des exportations avecc la réduction des importations de produits manufacturés de grande consommation.

Les projets retenus au Titre II de la 2è partie satisfont aux exigences suivantes :

- approvisionnement du marché intérieur

- utilisation des matières premières locales ou facilement importables

- utilisation du potentiel technique existant (cadres et main d'oeuvre)

- rapport investissement - production favorable, moyenne 0,71

c) Les projets d'équipement public et social créent une infrastructure économique et un climat social favorables à l'expansion.

3/- Les projets doivent avoir un caractère général quant aux bénéficiaires. Ainsi la création d'une orangeraie envisagée au profit des anciens combattants, pour prendre un exemple concret, doit s'intégrer dans le projet plus large de développement de la culture des arbres fruitiers.

4/- La capacité de production ou l'appareillage existant actuellement dans le pays doivent être utilisés à plein avant de songer à créer du nouveau.

5/- Les projets doivent faciliter et non contrecarrer le développement régional.

6/- Les réalisations qui entrainent d'importantes dépenses de fonctionnement ou d'entretien doivent se concilier avec le souci d'éviter un gonflement des dépenses de l'Etat.

7/- Les projets qui accroissent la consommation vont à l'encontre de nos préoccupations en matière d'investissement et de réduction du déficit intérieur et extérieur.

x

x x

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération./-

HUYNH-VAN-DIỄM
Ingénieur en Chef des T.P.

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

L'ESPRIT DE LA PLANIFICATION AU VIET-NAM ET LA SIGNIFICATION DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

Au Viêt-Nam, les principes suivants régissent le développement économique : libre entreprise dans le cadre d'une planification où le rôle de l'Etat consiste essentiellement à susciter, orienter, harmoniser et aider l'effort de la nation. Cette conception a prévalu dans l'élaboration du Premier Plan Quinquennal et commandera à son exécution. L'Etat compte donner à l'économie une orientation voulue; la politique budgétaire fiscale, monétaire encouragera tel secteur ou découragera tel autre. Le pays sera doté d'une école d'agriculture plutôt que d'une faculté d'architecture; les crédits pour la culture de l'hévéa favoriseront les plantations en terres rouges; une campagne de propagande invitera les cultivateurs à substituer le maïs au riz comme nourriture pour l'élevage, les biens d'équipement bénéficieront de droits d'entrée peu élevés; des surtaxes pèseront sur les ventes de bijoux.

Le Plan Quinquennal propose des cibles relativement modestes, susceptibles en principe d'être réalisées grâce à une utilisation plus intense et plus disciplinée des ressources nationales.

La formation de capital dans le Secteur Public est expressément appelée à donner une impulsion aux investissements privés productifs auxquels un rôle appréciable est réservé pour la mise en valeur. Au Viêt-Nam, la Planification doit créer un niveau de production et un climat économique pour permettre peu à peu à l'Etat de circonscrire ce dirigisme partiel nécessaire pour amorcer le développement économique dans les pays sous développés.

Tel est l'esprit qui préside à la Planification et dont le Premier Plan Quinquennal est l'outil de démarrage.

Un Plan comprend l'échafaudage d'une politique économique et des projets spécifiques qui doivent être le tremplin de la réalisation de cette politique. Un plan engage la population tout entière. Sa consultation prend du temps. Un Plan exige aussi des études poussées de longue haleine, des statistiques fournies et précises qui ne pouvaient être à la disposition d'un pays sortant de quinze années de crise. Placé devant le choix entre d'une part dresser l'inventaire du pays et se livrer à des recherches approfondies, ce qui eût pris beaucoup de temps, et d'autre part, échafauder rapidement un Plan pour servir de plateforme à discussion et pour mobiliser l'intérêt du pays en faveur du développement économique, le Gouvernement a cru devoir opter pour cette dernière solution.

CHAPITRE I

LA SITUATION ECONOMIQUE
RETROSPECTIVE ET CONJONCTURE

1.- GENERALITES.-

Depuis près de vingt ans, l'on a vu la guerre et le désordre dans le monde entier. Dans peu de pays, cependant, les bouleversements ont été aussi prolongés et continus qu'au Viêt-Nam. Depuis 1939, notre pays a vécu cinq années de blocus suivies par dix années de guerre, puis par une période de trêve dans laquelle, aujourd'hui, la sécurité s'affirme. Ces trois phases, dont la physionomie économique variait, ont eu cependant un dénominateur commun - un climat défavorable à tout solide épanouissement de l'économie.

Si pendant la Deuxième Guerre Mondiale le Viêt-Nam n'a pas connu la guerre chaude, le blocus soumettait le territoire à une autarcie forcée plutôt qu'à cette diversification réfléchie de l'économie qui, aujourd'hui, doit succéder à la monoculture de la période coloniale. Par ailleurs, pendant cette même période, la Métropole d'alors, occupée et dissociée de la Péninsule Indochinoise, n'a pu effectuer au Viêt-Nam ces investissements qui ont caractérisé la période entre les deux guerres.

Dans la décade qui a suivi la fin du deuxième conflit mondial, la guerre chaude a sévi sur le sol viêtnamien. Dans son discours d'Octobre 1955, à l'occasion de l'inauguration du barrage de Đồng-Cam, le Président de la République a évalué les répercussions désastreuses de cette guerre.

..." Durant cette période, les Viêt-Minh communistes ont poursuivi avec aveuglement la politique d'appauvrissement général et de

estruction. Notre économie en a été presque totalement paralysée. a production annuelle, comparée à celle d'avant guerre, connait ne réduction de 50%. Presque la moitié des superficies cultivées uparavant est aujourd'hui en friche. Le chiffre des bêtes de la- our a été réduit de 50.000 unités. Le nombreux dégâts ont été ausés aux instruments aratoires. Partout, les ouvrages d'irriga- ion ont subi des détériorations ... Tout cela affaiblit dans les ortes proportions notre activité agricole. Les établissements ndustriels installés à l'extérieur des grands centres ont été galement anéantis. L'artisanat n'est plus qu'une branche d'acti- ité secondaire en raison des dégâts causés aux instruments de fabrication et de l'envahissement des produits étrangers sur le arché local. Par ailleurs, du fait de la guerre, de nombreuses oies de communication ont été coupées. Quant aux moyens de trans- ortsfluviaux, il n'en reste que 20% environ par rapport à ceux d'avant guerre".

Les Accords de Genève en 1954 ouvrirent l'ère la plus récente. Lorsque les ravages de la guerre chaude prirent fin, il fallut que la République du Viêt-Nam pleinement souveraine entre- prît la conversion d'une économie de guerre en économie de paix, d'un régime colonial en régime national, ce double effort devant s'accomplir dans un territoire par surcroît scindé. Encore une fois, il est opportun de citer le discours du Président soulignant certains des problèmes propres à cette période de transition.

"Mais le grand danger réside dans le bouleversement de notre orga- nisation économique en raison des évènements. Ces dernières années, pour des raisons de sécurité, un grand nombre d'habitants ont cherché refuge dans les grands centres pour gagner leur vie, ils

exercent le négoce - ils achètent pour revendre : chaque marchandise avant de parvenir aux mains du consommateur, passe ainsi par un grand nombre d'intermédiaires : le coût de la vie devient par conséquent très élevé et les classes laborieuses en ressentent les plus fâcheuses conséquences. Aujourd'hui la guerre a pris fin, mais nous devons faire face à de nombreuses difficultés. L'exode d'un million de nos compatriotes du Nord, obligés de tout quitter pour chercher refuge et refaire leur vie dans le Sud, souvent avec les mains vides, ainsi que leur réimplantation, pose au Gouvernement les problèmes les plus ardus. Au surplus, certaines activités industrielles ou commerciales nées de la guerre, disparaissent par suite du rétablissement de la paix et du rapatriement du Corps Expéditionnaire Français, plongeant ainsi un certain nombre de gens dans le chômage".

Depuis lors, une action administrative efficace a permis la réimplantation de la majorité des 900.000 réfugiés du Nord dans plus de 300 villages. La résorption des chômeurs engendré non seulement par le départ en 1956 du Corps Expéditionnaire Français, mais aussi par la démobilisation partielle de l'Armée Viêtnamienne, semble s'effectuer graduellement. Les perturbations économiques que la transformation de l'économie de coloniale en nationale devaient inévitablement entraîner s'apaisent. Si cependant, depuis Genève, certaines des difficultés économiques et sociales les plus pressantes ont pu être partiellement dissipées, tous les grands problèmes de fond, auxquels allusion vient d'être faite, restent à résoudre. Une analyse de la conjoncture en révélera la portée.

Il est opportun de souligner que les bouleversements de

la guerre, la disparition et la dispersion des archives, les changements successifs dans les frontières du territoire économique, Union Douanière et Monétaire, Etat Associé du Viêt-Nam, République du Viêt-Nam, pèsent lourdement sur la solidité et la consistance des statistiques qui doivent être à la bass d'une évaluation économique. C'est une réserve dont on devra toujours tenir compte à la lecture de ce document. Les chiffres représentent souvent des ordres de grandeur.

2.- POPULATION.

Le rapport entre la population et la production est d'importance capitale dans l'évaluation d'une situation économique. Le recensement reste à faire, mais on estime que la population au dessous du 17è parallèle est de l'ordre de 12 millions. La population qui habitait dans le Sud s'était grossie d'un million de réfugiés nordistes en 1955. Avant la Deuxième Guerre Mondiale, la population des provinces qui constituent la République d'aujourd'hui se chiffrait aux environs de 8 millions. Le rapport entre la population et les ressources alimentaires - riz et poisson - a toujours été favorable dans le Sud. Il le reste encore aujourd'hui, nonobstant l'accroissement dû à la poussée démographique - 1,2% par an et que le progrès médical et les aménagements sociaux doivent encore renforcer - et à l'immigration récente des populations du Nord. Pourtant, si le potential des ressources, - surtout alimentaires, - est adéquat, la production tarit. Un produit intérieur de biens plus petit que celui de l'avant-guerre, doit desservir une population accrue.

3.- PRODUCTION.-

(a) Biens

Le tableau ci-dessous des superficies consacrées aux principales récoltes et du volume de leur production souligne la contraction indubitable, par rapport à l'avant guerre, de l'activité agricole. Un deuxième tableau fait ressortir l'affaissement du produit des forêts, de la pêche et de l'élevage.

La production agricole

1942 - 1956

	Superficie		Quantité	
	avant guerre	Année récente	avant guerre	Année récente
Riz	2.811.000	2.271.750	3.710.500 T	2.829.670
Caoutchouc	104.980	83.000	52.630	65.000 T
Tabac	9.400(1)	9.000(2)	8.300	7.335(2)
Mais	44.000(1)	27.990	35.000	29.640
Thé	6.400(1)	8.000(2)	4.000	3.500(2)
Café	7.400(1)	3.091(2)	2.950	1.820(2)
Mûrier	3.400(1)	1.033	56 T (soie grège)	20 T (soie grège)
Cocotiers	25.000	23.880	29.000 T	20.500
Arachide	39.000(1)	20.230	26.000	19.615

(1) Y compris la partie du Centre Viêt-Nam située au Nord du 17è parallèle

(2) Chiffre de 1955

	Quantité	
	Avant guerre(1)	Année récente
Bois d'oeuvre	421.000 m3	551.377
Bois de feu	1.832.000 Stères	771.704 Stères
Bois de charbon	74.750 T (2)	50.800 T
Pêche	(1945) 180.000 T	130.000 T
Elevage (Abattages)	863.200 têtes	947.595 têtes

(1) Y compris les provinces du Centre Viêt-Nam au dessus du 17è parallèle

(2) Chiffre de 1943.

L'industrie a joué un rôle très secondaire au Viêt-Nam. Le tableau sommaire qui suit suggère, pour les postes permettant des comparaisons, que le secteur industriel et minier n'a accusé aucune progression sensible depuis l'avant guerre.

Production	Industrielle	
	1940	1956
Alcool	460.200 hl (1)	108.000 hl
Tabac	4.487 T	5.610 T
Sucre raffiné	19.868 T	1.981 T
Allumettes	277.340.000 boites (2)	50.870.000 boites

(1) Viêt-Nam et Cambodge

(2) Indochine

Certaines autres activités, relativement récentes ou pour lesquelles des données statistiques comparatives manquent, ont pu donner un certain essor à l'industrie.

Des chiffres précis ne peuvent être avancés, mais il est permis d'estimer que dans son ensemble, la production industrielle dans le Sud s'est accrue. Pourtant, l'industrie ne joue qu'un rôle très secondaire au Viêt-Nam; en 1955, elle fournissait seulement 10% du produit national. L'accroissement de la production s'impose.

(b) Services

Une capitale à population démesurée, produit des évènements, où le négoce l'emporte sur la production, est l'une des causes de cette carence de la production de biens et de ce boursoufflement de la production de services déjà noté. C'est là un équilibre qui, en général, ne convient pas aux économies des pays sous-développés. Par ailleurs, non seulement les services jouent quantitativement un rôle démesuré dans l'économie, mais le secteur qui produit les services en tire un rapport très favorable, ceci aux dépens du secteur contribuant à la production de biens, surtout des biens agricoles. Il en résulte que le commerce et autres services du secteur privé chiffraient récemment pour 35% du produit national. Une nouvelle répartition est plus conforme à l'intérêt national.

(c) Investissements

On vient de constater l'insuffisance de la production de biens au Viêt-Nam. Depuis de longues années déjà, la formation de capital naissant du produit interne ou de sources extérieures est inadéquate. On peut supposer que pendant les années de guerre, la destruction et les carences dans les remplacements (dépréciation) ont égalé la formation brute de capital, et qu'il n'y a eu aucune formation nette. En 1955, la formation brute, venant de l'intérieur et de l'extérieur, publique et privée, est chiffrée à 6 à 7% du produit intérieur. Cette formation brute reflète un niveau assez bas. L'accroissement de la formation de capital s'avère aussi impératif que l'accroissement du produit intérieur dont il est d'ailleurs la genèse.

4 .- CONSOMMATION.-

Si production, surtout de biens, et investissements au Viêt-Nam semblent insuffisants - l'on peut supposer leur niveau absolu comme étant au dessous de ceux d'avant guerre - les niveaux de consommation par contre paraissent élevés, et il est généralement reconnu qu'ils dépassent ceux de 1939.

Le standard de vie des populations urbaines s'est accru de façon manquante; le paquet de biens et services consommé étant à la fois plus grand et plus varié; même les campagnes jouissent aujourd'hui d'un mieux être certain. On doit se demander comment, compte-tenu de cette production décrue, surtout de biens, la consommation par tête s'est ainsi amplifiée malgré l'accroissement de la population. D'une part, il est probable qu'avant la guerre, une part nettement plus importante du produit intérieur était réservée à l'investissement; par ailleurs, une part également plus importante du produit national était transferée, on peut le supposer, à la métropole en rémunération des investissements de cette dernière. La portion du produit disponible pour la consommation de la population viêtnamienne se trouvait ainsi comprimée. Aujourd'hui, une plus grande part du produit intérieur est consacrée à la consommation. Mais ce n'est là qu'une des raisons de l'accroissement de la consommation en face de la production défaillante des biens traditionnels, les produits agricoles. D'une part, le Corps Expéditionnaire a vivement stimulé la production de services. Ces exportations sur place réalisèrent un volume important de devises qui, à leur tour, finançaient des importations de biens de consommation à une échelle importante. D'autre part, et en même temps, le Viêt-Nam a bénéficié d'injections d'Aide Extérieure. Aujourd'hui que les exportations invisibles du Corps Expéditionnaire ont disparu, c'est l'Aide qui étaye surtout le standard de vie. L'Aide, l'on le sait, dessert le Secteur Public où elle finance surtout la consommation, en l'occurence les dépenses du budget militaire. Aujourd'hui, les dépenses pour la consommation et l'investissement - ce premier poste absorbant 95% du total en 1955 - dépassent le produit intérieur par l'envergure de l'Aide Extérieure, qui (également en 1955) se chiffrait à environ 15% du produit intérieur. L'Aide elle même sert à financer le déficit intérieur (auquel elle est destinée) et, pour le moment, elle façonne et comble, grosso modo, le déficit extérieur.

5 - LE BUDGET EXTERIEUR.-

La balance marchandise favorable, traditionnelle dans cette région avant le deuxième conflit mondial, s'est muée depuis longtemps en déficit chronique. Pendant les trois dernières années, la couverture des importations par les exportations étaient en 1954 de 18% pour l'Union Douanière et Monétaire, de 26% et de 20% pour la République en 1955 et en 1956. Comme il a déjà été noté, les exportations invisibles naissant de la présence du Corps Expéditionnaire et l'Aide Extérieure ont rendu possible des indices ci-dessous :

1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
100	133	138	189	188	208	186	142

L'indice a baissé depuis 1954, mais il faut se rappeler que ce volume décru de quelque 25% dessert une population dégonflée de plus de 50% si l'on compare la population actuelle de la République à celle des Etats Associés. Cependant, tandis que les importations ne cessaient de croître, les désordres de l'époque pesaient sur les exportations de marchandises. L'indice du niveau des exportations en 1956 était à 81 par rapport à 1949, et il y a lieu de supposer qu'en 1949 le niveau des exportations n'égalait pas celui d'avant guerre tandis que le niveau des importations dépassait déjà celui de 1939. Cette défaillance des exportations reflète dans une grande mesure la carence de la production déjà observée. Si la production et l'exportation du caoutchouc a été en augmentation pendant ces dernières années - il faudra d'ailleurs prévoir un temps d'arrêt sur ce secteur - la production et l'exportation du riz a tari; enfin les exportations secondaires, toujours minimes dans cette économie à deux grandes cultures, se sont encore rapetissées. Le niveau insignifiant des exportations de riz en 1955 et en 1956 reflétait une conjoncture d'insécurité

très spéciale. Cependant, un point d'interrogation sur les débouchés éventuels pour le riz viêtnamien se pose. Le problème des débouchés éventuels est lié, dans une mesure considérable, à celui des prix, question à laquelle on reviendra. Combler, peu à peu ce déficit extérieur est un des impératifs de l'heure.

6 - LE BUDGET INTERIEUR.-

Le Budget intérieur, comme le Budget extérieur, accuse des déficits chroniques. D'une part, les exigences de la Défense Nationale ont gonflé énormément les dépenses. D'autre part, les perturbations ont rendu difficile la tâche du fisc. Le tableau qui suit révèle, en des chiffres très approximatifs, l'évolution récente budgétaire au Viêt-Nam.

	1954		1956		1957	
Dépenses (en milliards de piastres)	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total
Militaires	12,5	67,5	7,0	42,6	6,6	38,6
Civiles	5,5	29,8	6,6	40,3	7,5	43,8
Développement	-	-	2,1	12,8	3,0	17,6
Réfugiés	0,5	2,7	0,7	4,3	-	-
TOTAL	18,5	100%	16,4	100%	17,1	100%
Recettes (en milliards de piastres)						
Impôts	7,6	41,25	7,0	42,6	8,5	49,7
Aide	9,0	48,5	9,4	57,4	8,6	50,3
Déficit financing	1,9	10,25	-	-	-	-
TOTAL	18,5	100%	16,4	100%	17,1	100%
	(Etat Associé du Viêt-Nam)					

On peut tirer les conclusions suivantes : Les dépenses totales semblent rester relativement stables en prix constants, compte tenu de la scission du territoire en 1954 et de la hausse des prix depuis cette époque. La part des dépenses militaires est en baisse; celle des dépenses pour le développement est en croissance. Le recours à des moyens inflationistes pour couvrir le déficit est en voie d'élimination.

En 1954, et encore plus pendant des années antérieures, l'insuffisance de recettes classsiques avait obligé le Trésor du Viêt-Nam à emprunter des fonds de novo de la Banque. Une certaine amélioration dans la proportion des recettes non inflationistes créées par le pays semble se preciser. Un aménagement important de la fiscalité vient d'être réalisé. Cependant, si la fin de la guerre a pu annoncer certaines tendances relativement favorables dans l'évolution budgétaire, ce problème de fond d'un déficit de taille, financé par l'Aide Extérieure, continue à persister.

7 - <u>LES PRIX.-</u>

Les années de guerre ont vu une forte poussée dans le niveau des prix au Viêt-Nam. Il y a eu les carences dans la production interne, les difficultés de transport, les interruptions dans les arrivages. Cependant, la somme totale des biens et services à la disposition de l'économie s'accroissait, et c'est essentiellement à l'augmentation de la masse monétaire par des financements inflationistes doublée d'une intensification de la vélocité de la monnaie, née de l'avilissement même de sa valeur, qu'il faut attribuer l'inflation des prix. On se rappellera aussi qu'après Genève les moyens des paréments - circulation fiduciaire et dépôts bancaires, qui desservaient l'Etat Associé - devinrent en fait la masse monétaire du Sud seulement. Cependant, l'indice du Coût de la vie des Familles Ouvrières à Saigon semble suggérer aujourd'hui un certain fléchissement de la courbe ascendante.

	1953	1954	1955	1956	1957 (1)
Maximum	192	200	239	262	231
Minimum	149	187	193	224	225
Différence %	29%	7%	24%	17%	2,66%

(1) Quatre premiers mois.

Le niveau du mois d'Avril 1957 est au dessous du niveau maximum de 1955, enregistré en fin d'année. Cette tendance vers la stabilité des prix doit être partiellement attribuée à la récente politique monétaire déflationniste. Pendant la période 1956 - 1957, les opérations du Trésor et du Fonds de Stabilisation, certaines répercussions de la règlementation du Commerce Extérieur ont dégonflé la masse monétaire et agi sur le niveau des prix. La stabilité relative des prix est un préalable de cet investissement productif dont a besoin le Viêt-Nam, l'inflation ayant incité pendant ces dernières années la fuite des capitaux, la thésaurisation de l'or, le stockage, l'investissement dans les terres ne formant pas le capital, autant de contre-indications économiques. La stabilité relative de prix est également un préalable à l'équilibre de la balance commerciale. Depuis longtemps déjà, le niveau gonflé et croissant des prix intérieurs par rapport au taux officiel du change fait obstacle aux exportations. Mettre fin à l'inflation des prix qui s'annonce est une autre nécessité du moment.

C H A P I T R E II

C H A P I T R E II

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PLAN

Le précédent chapitre a fait ressortir les caractéristiques suivantes de la situation économique en 1956 :

- un déficit considérable de la balance des paiements (compte courant) ce qui veut dire qu'il existe un excès substantiel de dépenses nationales (consommation et investissements) sur le produit national;
- un déficit considérable du compte gouvernemental qui, en gros, est équivalent au déficit de la balance des paiements;
- un niveau relativement bas des investissements bruts;
- un niveau des prix qui, comparé à celui d'autres pays, est élevé; ainsi la position compétitive du pays est faible .

En formulant sa politique économique, le Gouvernement doit prendre en considération l'actuelle situation économique défavorable telle qu'elle vient d'être décrite ci-dessus.

Le premier but du Gouvernement est d'élever la production au plus haut degré possible. Ceci lui permettra de réduire le déséquilibre entre la production d'une part, et la consommation et l'investissement d'autre part, ou ce qui revient au même, de réduire le déficit de la balance des paiements. Cette politique semble justifiée pour deux raisons au moins. D'abord, l'indépendance économique dans un laps de temps raisonnable. En second lieu, on ne peut pas raisonnablement attendre que l'aide étrangère qui comble à présent l'écart entre la production et les dépenses, continue indéfiniment. Le désir d'une plus grande

plus grande indépendance économique coïncide par conséquent avec la nécessité de remplacer graduellement l'aide étrangère par la production nationale.

Le Gouvernement vise à réaliser l'objectif de production par l'utilisation des ressources humaines au plus haut degré possible. Non seulement il croit que le fait d'avoir un emploi élève le moral comme le bien-être de la population, mais il reconnaît aussi que le capital est rare dans le pays. Pour ces deux raisons, en règle générale, le Gouvernement préfère encourager davantage une production intensive par le travail plutôt qu'une production intensive par le capital. Il vise à employer l'accroissement de la population active prévu dans les cinq années à venir, et en plus à réduire le sous-emploi déguisé ou déclaré. Cependant, le Gouvernement se rend compte parfaitement qu'il faut un minimum de capital pour donner un emploi à un travailleur et que la réalisation du plein-emploi dépend dès lors du montant de capital disponible.

Quand un pays est en présence d'un déficit de la balance des paiements, cela montre qu'un ou plusieurs secteurs de l'économie souffrent d'un excès de dépenses par rapport à la production. Dans notre pays, le déficit de la balance des paiements est étroitement lié au déficit budgétaire. En fait, le déficit de la balance des paiements équivaut à peu près au déficit du budget national. Les dépenses du Gouvernement en consommation et en investissement excèdent largement son revenu courant. Une importante contribution à la solution du problème de la balance des paiements consiste évidemment à réduire le déficit gouvernemental.

Le Gouvernement accepte cette vue, mais il reconnaît en même temps que réduire le déficit gouvernemental est une tâche difficile, étant donné les circonstances. Car, en vue du premier but, à savoir élever la production à un niveau aussi haut que possible, le Gouvernement devra exécuter un grand nombre de projets de développement qui, entre autres, demanderont des fonds substantiels pour les investissements publics, pour les participations gouvernementales dans les entreprises privées, pour la formation des techniciens, etc... Ces "dépenses de développement" entraineront une augmentation des frais annuels de fonctionnement. L'extension du réseau routier, par exemple, nécessitera, chaque année, plus de frais d'entretien, et il en sera de même d'un accroissement de capacité des aérodromes civils. Egalement, l'augmentation du rendement du travail qualifié .....

techniciens entre autre) accroîtra les frais annuels de formation. Au oins, les dépenses civiles auront tendance à augmenter de façon subs- antielle. Une partie de l'accroissement des dépenses gouvernementales era couverte par une meilleure rentrée d'impôts grâce à une production lus forte et à un revenu plus grand, quand bien même le taux des impôts emeure inchangé. Si malgré tout, la pression fiscale actuelle est sera in- uffisante pour couvrir le total du déficit et de l'augmentation des épenses, le Gouvernement devra financer la différence par des moyens oninflationnistes, c'est-à-dire : les impôts et les emprunts à long erme. Pour ce faire, on aura en vue ce principe qu'à long terme les épenses courantes doivent être financées par des impôts, et la for- ation de capital par des emprunts.

La situation de la balance des paiements ne serait pas si sé- ieuse si le déficit était compensé par un niveau d'investissement levé. En d'autres termes, les perspectives du pays auraient été meil- eures et la tâche du Gouvernement plus facile si une plus grande part e l'aide étrangère, avec laquelle on finançait le déficit extérieur, vait été employée à élever la capacité productive par des investissem ents plus grands. Le niveau actuel de l'investissement brut est cepen- ant bas, et les investissements nets sont presque négligeables.

C'est un fait que l'investissement brut dans ce pays est plus as que dans d'autres pays Asiens, et par conséquent, on est presque sûr ue très peu de chose a été fait pour augmenter le potentiel de produc- ion, et qu'un élément important pour un accroissement rapide de la roduction fait défaut. Le Gouvernement estime qu'une beaucoup plus rande part des ressources totales (produit national et aide étrangère) oit être consacrée à la formation de capital public et privé, ce qui 'a pas été le cas jusqu'ici, et que l'utilisation des ressources aturelles doit être

.../...

ntensifiée. La nécessité d'un grand programme d'investissement evient également évidente quand on prend en consideration le rapide ccroissement de la population. Chaque nouveau travailleur qui entrera dans le circuit de production devra être équipé d'un certain capital (terre, usines, machines etc...) Mais en outre, une notable augmentation de la production ne peut être atteinte que si le capital par tête de population active s'est accru.

Le besoin d'une formation substantielle de capital combiné vec le désir de réduire le déficit de la balance des paiements exige ne augmentation appreciable de l'épargne ou plutôt une diminution mportante dans le montant de la désepargne (consommation dépassant e revenu national). L'effort du Gouvernement pour atteindre ce but era de réduire son deficit. En outre, le secteur privé doit y contriuer lui aussi, et le Gouvernement se prépare à créer les conditions ropres à augmenter l'épargne privee. On estime que la stabilisation u niveau des prix, maintenue le plus longtemps possible, n'est pas eulement un objectif important, mais aussi l'un des moyens efficaces our accroitre la propension à epargner. La confiance dans la monnaie ationale, qui ne peut naître que par la stabilité des prix, doit être n important facteur d'intensification de l'épargne privée et de réuction de l'exportation légale ou illégale de capitaux. Une répartiion appropriée des revenus doit être considérée comme un deuxième nstrument capable d'élever le montant de l'épargne privee. Parce que a répartition de revenu est en même temps l'objet de la politique ociale, il faut concilier les aspects économiques avec les buts ociaux.

La stabilité des prix doit être considérée aussi comme un important but de la politique économique pour cette bonne raison que la capacité de concurrence du pays sur le marché mondial est faible. En général, le présent coût de production rend très difficile pour le Viêt-Nam l'exportation de ses produits car les prix mondiaux sont souvent plus bas que les coûts de production viêtnamiens. Si l'on suppose que les coûts de production dans les pays concurrents s'élèvent graduellement, notre position compétitive pourrait s'améliorer si nous adoptions une politique grâce à laquelle les coûts de production intérieurs restent stables ou au moins demeurent inférieurs à ceux de ces pays. Une telle politique requerra la pleine coopération des syndicats et des organisations des employeurs. Il est dans les intentions du Gouvernement, par conséquent, d'avoir des réunions régulières avec les représentants des travailleurs et des entrepreneurs qui lui donneront l'occasion de discuter du niveau souhaitable des salaires en fonction des problèmes économiques généraux du pays.

Nous espérons que les objectifs économiques généraux proposés ci-dessus fournissent la base pour améliorer le bien-être et le standard de vie de la population et d'autre part, pour rendre l'économie viêtnamienne plus apte à se suffire par elle-même dans les années après I96I .

CHAPITRE III

LE PLAN EN TERMES D'AGREGATS

Note préliminaire. Le présent chapitre est une tentative d'évaluation des données du Plan, des possibilités de sa réalisation et de ses résultats escomptés.

C'est une discussion macro-économique qui enrobe aussi bien les secteurs couverts par le Plan que ceux qui lui échappent. Les chiffres qu'elle fait ressortir doivent être interprétés comme des agrégats de la comptabilité nationale. A la lumière de cette vérification générale qui sert de contre estimation les objectifs du Plan apparaissent tout à fait dans les limites réalistes et réalisables.

I- CONSIDERATIONS GENERALES

La deuxième partie du Plan contient une description détaillée des projets qui visent un accroissement appréciable de la production dans les divers secteurs de l'économie nationale. Les projets n'enrobent pas toute l'économie; ils ont trait principalement à ces parties qui, grâce aux instruments dont on dispose présentement, peuvent être influencées par le Gouvernement d'une manière directe, ou pour lesquelles on a des renseignements sur les plans d'investissement privé. Etant donné que les projets concernent seulement des fragments de l'économie nationale, ils ne permettent pas au lecteur d'avoir une image complète des futures tendances possibles par lesquelles les objectifs économiques généraux décrits dans le précédent chapitre peuvent être jugés. Le présent chapitre, par conséquent, traite des futures tendances possibles en termes d'agrégats, tels que le produit national total, le volume des investissements, celui de la consommation privée, etc. De plus, il pose le problème des priorités. Etant donné que l'accroissement du produit national, comme dans d'autres pays, est

limité, la question qui se pose est de savoir comment et dans quelle mesure cette augmentation limitée doit être répartie. On peut l'employer à réduire l'aide étrangère pour arriver à une plus grande indépendance économique. On peut aussi l'utiliser à élever le standard de vie ou le niveau des dépenses du Gouvernement. Il s'avère que plusieurs combinaisons sont possibles. Etant donné que la présente situation économique est caractérisée par un sérieux déséquilibre entre les ressources et les dépenses nationales, le problème des priorités sera certainement le plus difficile que le Gouvernement aura à résoudre dans le domaine économique dans les cinq ans à venir.

2- DONNEES DE BASE ET PREMISSES

Population. Comme il a été mentionné dans le chapitre précédent, la population de la République du Viêtnam est estimée à 12 millions.

Pour une économie essentiellement agricole, la répartition de la population n'est pas économique entre les villes et la campagne avec une concentration excessive dans les villes. Presque 1/6è de la population totale vit à Saigon.

Dans le but d'évaluer la population économiquement active, c'est-à-dire toutes les personnes qui ont un emploi (employeurs, personnes qui travaillent pour leur propre compte, employés, salariés et travailleurs familiaux non rémunérés) et toutes les personnes qui n'ont pas d'emploi mais qui cherchent du travail, le Gouvernement a retenu le pourcentage de 42 o/o, avancé par la Mission d'Etudes Economiques des Nations-Unies dans son document "Les perspectives du développement économique". Si l'on prend en considération ce pourcentage qui est basé sur les chiffres disponibles pour les pays Asiens ayant une économie sensiblement semblable, on peut estimer la population active à 5 millions.

On évalue l'accroissement annuel de la population totale entre 1,2 o/o et 1,5 o/o. Pour la réalisation du Plan, il est

upposé qu'ensemble la population totale et la population économique-
ent active s'accroissent d'au-moins 6 o/o dans les cinq années à
enir.

La situation de l'emploi-Aucun renseignement précis n'est dispo-
ible quant à la grandeur, aux caractéristiques et à la répartition
e la force de travail, sauf vis-à-vis de certaines professions et
'ingénieurs qualifiés. Il y a, cependant, une pénurie aiguë de
echniciens, d'instructeurs et de travailleurs qualifiés; d'un autre
ôté, il existe un surplus considérable de travailleurs non qualifiés.

Cette carence d'information sur la force de travail consti-
ue un sérieux handicap pour les autorités chargées de la planifica-
ion, ce dont le Gouvernement est pleinement conscient, et que l'en-
uête sur la main-d'oeuvre actuellement entreprise par le Ministère
u Travail, comblera en temps voulu. En attendant, l'on reconnaît
u'il existe un chômage latent important mais non enregistré. On
e connait pas le degré précis auquel les chômeurs sont entièrement
nemployés, s'ils sont sur le point de changer de métiers, s'ils
ravaillent à temps ou s'ils sont momentanément sans travail, ou
'ils sont engagés en agriculture et employés seulement d'une façon
aisonnière. Les causes sont bien connues et ont été discutées
illeurs.

Le chômage au Viêt-Nam, pour la majeure partie, est déguisé. Ceci n'est pas seulement dû au fait qu'il n'existe pas d'inscription pour les chômeurs, mais aussi parce que ces personnes inoccupées sont d'habitude soutenues par les membres de leur famille qui restent au travail, et également parce que beaucoup de travailleurs agricoles ne désirent pas embrasser une autre tâche durant les périodes d'inactivité saisonnière.

Le but ultime du Gouvernement est d'atteindre le plein emploi sans inflation. Mais en tenant compte de tous les faits, il considère actuellement comme une cible modeste pour les prochaines cinq années une réduction du chômage équivalente à 2 o/o de la population active. D'après les suppositions qui ont été faites sur

l'accroissement de la population totale et de la population active une réduction du chômage de 2 o/o aurait pour effet d'accroître le nombre de travailleurs du pays d'environ 400.000 c'est-à-dire une réduction du chômage actuel de 100.000 personnes et un accroissement national de la population active de 300.000 personnes

Le Revenu National Brut - Selon les premières estimations de la Banque Nationale, le Produit National Brut du Viêt-Nam était d'environ 72 milliards de piastres en 1955. On n'a pas encore de chiffre pour l'année 1956, mais pour le besoin de ce document, il a été supposé que le P.N.B. en 1956 s'était élevé à 75 milliards environ.

Le rapport capital-revenu dans la plupart des pays varie autour de 3,5, ce qui veut dire que le total du stock de biens capitaux (terres cultivées, usines, équipement, etc...) est à peu près 3,5 fois plus grand que le produit national.

Rapport capital-revenu dans un certain nombre de pays.

EGYPTE	3,34	CHILI	3,51
REPUBLIQUE DOMINICAINE	3,42	PHILIPPINES	3,56
TURQUIE	3,43	GRECE	3,61
ARGENTINE	3,50	MEXIQUE	3,65

Pendant la guerre, le remplacement normal des biens capitaux usés a été différé et une partie du stock capital a été détruite. On est par conséquent presque sûr que la production s'est accommodée d'un montant relativement faible de biens-capitaux. En supposant que le rapport capital-revenu dans ce pays, soit 3,3, le total du stock de biens capitaux s'élèverait approximativement à 250 milliard ou à 50.000 par tête de population active.

La Banque Nationale estime provisoirement que les investissements en 1955 se sont élevés à quelque 3,5 milliards. Il semble, cependant, que ce chiffre soit un peu sous-estimé car il exclut certains investissements en agriculture et dans l'artisanat par exemple. Les renseignements sur les investissements en 1956.

font défaut, mais tout porte à croire qu'ils étaient plus élevés en 1956 qu'en 1955. Par conséquent, l'investissement brut en 1956 a pu très bien atteindre la somme de 4,5 milliards soit 6 o/o du P.N.B.; en comparaison avec d'autres pays Asiens, ce taux est extrêmement bas.

Investissements bruts donnés en pourcentage du P.N.B. dans un certain nombre de pays Asiens.

PAYS	A Moyenne	B Après-Guerre
BIRMANIE	13,7	11,3
CEYLAN	9,5	7,7
INDE	11,0 - 11,5	9,0 - 9,5
MALAISIE	9,3	8,8

A)- Les frais d'entretien et de réparation sont compris

B)- Les frais d'entretien et de réparation ne sont pas compris.

Par ailleurs, l'on suppose que le remplacement des biens-capitaux en 1956 et pendant toute la durée du Plan atteint 4 o/o du produit national.

3 - LES BESOINS D'INVESTISSEMENTS -

Les principaux facteurs de production sont le travail et le capital. Sans l'affectation d'un montant suffisant à la formation de capital dans les prochaines 5 années, un accroissement sensible de la production ne sera pas possible. L'objectif minimum de l'investissement est de garder inchangé le stock-capital par tête de population active effectivement employée. Dans le précédent paragraphe, l'on suppose que la main-d'oeuvre augmente de 8 o/o ou 400.000 pendant la durée du Plan, et le stock-capital est évalué à 50.000 par tête de population active.

...

Ces chiffres impliquent qu'une formation de capital de 20 milliards est nécessaire pour atteindre l'objectif minimum, ce qui équivaut à 8 o/o du stock-capital existant.

Si l'on adopte l'objectif minimum, un montant d'investissement plus élevé sera requis dans le cas où la population s'accroit de 7 $\frac{1}{2}$ o/o, au lieu de 6 o/o comme il a été supposée; on doit se rappeler qu'une telle augmentation de la population est défendable. D'autre part, si la réduction du chômage déguisé - 2 o/o du chiffre de population active était une cible trop difficile à atteindre, le montant de l'investissement pourrait être plus bas. Il s'ensuit qu'on doit considérer les 20 milliards d'investissements nouveaux comme un minimum réel. Ce montant ne provoquera pas un accroissement du stock-capital par tête de population effectivement employée(capital deepening).

L'on doit noter que les 20 milliards viennent s'ajouter au stock-capital existant. Pour évaluer le montant des investissements bruts, il convient d'y ajouter le remplacement des biens-capitaux usés, qu'on évalue à 4 o/o du produit national annuellement, ce qui équivaut approximativement à 16 milliards de piastres pendant toute la durée du Plan. Si l'on considère les taux d'amortissement qui ont été retenus pour d'autres pays Asiens d'une part, et le fait d'autre part que durant la dernière guerre, les remplacements normaux ont été différés, l'utilisation de 4 o/o du produit national pour le remplacement paraît tout à fait justifiée.

Par conséquent, le total des investissements bruts durant la période du Plan devrait être de 36 milliards de piastres dont 20 milliards pour les investissements nouveaux et 16 milliards pour les remplacements.

Quant à l'échelonnement dans le temps, il semble raisonnable de compter avec un accroissement graduel du niveau de 1956, lequel est estimé ci-dessus à 4,5 milliards. Les investissements bruts devront augmenter annuellement de 0,9 milliard pour atteindre en 1961 le montant de 9 milliards, ce qui équivaut à un accroissement de 4,5 milliards, comparé au niveau de 1956.

Les projets présentés dans la deuxième partie comptent approximativement pour 15 milliards d'investissements bruts, de sorte que la majorité des investissements devra provenir des particuliers. Il va de soi que dans un pays comme le nôtre, où les entreprises libres prédominent, un climat favorable pour investir doit être créé pour atteindre ce programme d'investissement relativement lourd.

4 - <u>LA PRODUCTION ET SON ORIGINE</u> -

L'expérience dans maints pays montre qu'il existe un rapport assez constant entre le montant des investissements nouveaux et l'accroissement du produit national en résultant. Il convient cependant de préciser que ce rapport varie d'une façon plutôt considérable entre les pays, à peu près de 4 à 1,5. Le chiffre le plus bas de 1,5 a été récemment trouvé pour le Mexique et l'Inde. Comme ces dernières relations datent de

1955 et qu'elles se rapportent à des régions sous-développées, nous pensons qu'un coefficient favorable pourra être appliqué à l'économie du Viêt-Nam, c'est-à-dire qu'un bon résultat pourra être obtenu avec une addition relativement faible de capital. En fait, l'on suppose que les 20 milliards d'investissements nouveaux provoquent un accroissement du produit national de 12 milliards, ce qui implique un rapport capital additionnel-rendement de 1,6. En 5 ans, l'accroissement s'éleverait à 16 o/o (ou à 3 o/o chaque année). On arrive à peu près au même résultat quand on calcule l'accroissement de la production, non seulement en fonction de l'accroissement du stock capital, mais en tenant compte également des hypothèses sur l'emploi.

Nous avons admis que la population s'accroîtra de 6 o/o en 5 ans ou de 1,2 o/o par an, les chiffres respectifs de l'augmentation du produit national par tête d'habitant sont nécessairement de 9,5 et 1,8. Le tableau ci-dessous donne des chiffres comparés pour six pays comptant pour à peu près 85 o/o de la population totale de l'Asie du Sud-Est.

Taux d'accroissement pour l'Asie du Sud-Est de 1948 à 1953

Pays	P.N.B. total	Population	P.N.B. par tête
		Pourcentage	
Birmanie	2 1/4	1	1 1/4
Ceylan	2 3/4	2 3/4	0
Inde	2 1/2	1 1/3	1 1/5
Malaisie	3 1/2	2 1/2	1
Pakistan	2 1/4	1 1/4	1

Si l'on compare les tendances de la production dans la période d'après-guerre des autres pays Asiens avec les prévisions pour le Viêt-Nam, ces prévisions paraissent assez optimistes. Néanmoins, l'on doit se rappeler que l'une des prémisses les plus importantes a le caractère d'une cible, ainsi en est-il de la réduction du chômage déguisé de 100.000 personnes et de la fourniture d'un montant adéquat de biens capitaux pour cet "accroissement de la force de travail". Ceci n'a pas seulement d'effet sur la production dans son ensemble mais affecte spécialement le PN.B. par tête.

L'on a déjà précisé que les projets qui figurent dans la deuxième partie ne couvrent pas, pour de bonnes raisons, tous les secteurs de production de l'économie. Ceci rend quelque peu difficile de donner une spécification complète et vraisemblable de l'accroissement de la production de 16 o/o par branche d'activité. Afin d'arriver à une vue générale indicative, des tentatives d'estimation ont été faites concernant ces parties de l'économie qui échappent aux projets, telles que l'artisanat, les services, entre autres.

Accroissement de production par branche durant la période 1956-1961

(Projets plus les tentatives d'estimation pour le reste)

Agriculture	27 o/o
Pêche	70o/o
Industrie et Artisanat	20 o/o
Transport, commerce, assurances et banques	15 o/o
Autres services	5 o/o
TOTAL	18,5o/o

Quoique ces chiffres soient une combinaison des estimations indicatives et des estimations fermes, ils démontrent clairement que l'approche par branche d'activité conduit à un accroissement moyen de la production qui dépasse le résultat obtenu par l'approche macro-économique qui est loin d'être pessimiste. La principale raison de ce désaccord réside dans le fait que les ministères et autres services gouvernementaux qui soumettent les projets supposent des rapports capital-rendement très favorables; avec des investissements relativement peu élevés, ils croient possible de réaliser des accroissements de la production relativement intéressants.

Il ne nous parait pas nécessaire de concilier les résultats des deux approches. Les renseignements statistiques sur les investissements et sur la production s'échelonnant sur une assez longue période n'existent pas. Il en résulte qu'il est impossible d'établir des coefficients capital-rendement par branche qui pourraient remplacer ceux impliqués dans les divers projets. Par le temps qui court, ils ne pourraient non plus être obtenus d'autres pays Asiens, à supposer qu'ils existent. En second lieu, même si les renseignements étaient disponibles, nous n'ignorons pas que des circonstances particulières à chaque

branche d'activité peuvent toujours modifier les connexités généralement acceptées. Finalement, il paraît encourageant que les auteurs des projets qui sont en partie responsables de l'exécution, se soient fixés des buts qui ne sont pas faciles à atteindre. Encore faut-il qu'à tous les échelons on tienne à coeur de réaliser le maximum sur les prévisions.

D'un point de vue de politique économique générale, il semble sage cependant de se baser sur une approche macro-économique, dont les résultats, quoique modérément optimistes, sont plus dans la ligne des tendances d'après-guerre d'autres pays de l'Asie ayant une structure économique pas trop différente de celle du Viêt-Nam.

5 - REPARTITION DE L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION -

Puisque l'accroissement escompté de la production peut seulement être atteint grâce à un montant suffisant de formation de capital, il s'ensuit qu'une partie de cette augmentation sera absorbée par l'accroissement des investissements bruts.

Pour l'année 1956 le niveau des investissements bruts a été supposé s'élever à 4,5 milliards et selon les calculs, il devra atteindre environ 9 milliards en 1961. Ceci veut dire que 4,5 milliards de l'accroissement de la production doivent être mis de côté pour augmenter la formation de capital et que seulement 7,5 milliards seront consacrés à d'autres buts. Dans la mesure où le niveau des investissements bruts est plus bas que celui supposé de 4,5 milliards, l'accroissement de 1956 à 1961 doit être plus important.

Les autres buts pour lesquels la part restante pourra être employée sont en principe :

- la réduction du déficit de la balance des paiements;
- l'augmentation de la consommation par tête;
- l'accroissement des dépenses courantes du Gouvernement.

Le moment est venu maintenant de discuter certains des objectifs économiques généraux qui ont été avancés au chapitre II et il est clair que l'affectation de cette partie de l'accroissement qui n'a pas été absorbée par la formation de capital crée un problème de priorités.

Avant d'entrer plus avant dans ce problème, il est nécessaire d'indiquer quelques chiffres.

Le déficit de la balance des paiements en 1956 (compte courant) s'établissait entre 7,5 et 8 milliards.

La consommation privée augmentera approximativement de 4 milliards entre 1956 et 1961, si une politique est adoptée pour garder inchangé le standard de vie, défini par la consommation par tête.

Si l'on se réfère aux projets, les dépenses courantes du Gouvernement augmenteront d'environ 0;5 milliard sous forme de dépenses de développement autres que la formation de capital fixe. Ces dépenses courantes comprennent les frais de fonctionnement et les frais de recherche.

De plus, on a des raisons de croire que les dépenses militaires seront maintenues au niveau de 1956.

On peut maintenant illustrer le problème des priorités dans la répartition de l'accroissement escompté de la production, par deux exemples donnés dans le tableau ci-dessous :

Répartition de l'accroissement de la production:

	A en milliards VN $		B	
- Production	+	12,0	+	12,0
- Investissements bruts	+	4,5	+	4,5
- Part restante	+	7,5	+	7,5
- Balance des paiements	+	7,5	+	3,0
- Consommation privée		0	+	4,0
- Dépenses courantes du Gouvernement				
a) Civiles		0	+	0,5
b) Militaires		0		0

Ce tableau montre que si le pays fait un sérieux effort, il pourrait peut être réduire le déficit de sa balance des paiements à presque zéro. Il est bon de se rappeler la nécessité de réduire le chômage déguisé et d'élever graduellement le niveau des investissements bruts à un peu plus de 10o/o du produit national, pourcentage qui n'est pas rare dans d'autres pays libres de l'Asie.

Bien que l'indépendance économique semble attrayante par elle-même, sa réalisation dans l'espace de 5 ans serait une lourde charge pour la population qui s'accroîtra très vraisemblablement d'au moins 6o/o. En gardant inchangée la consommation privée totale, comme dans l'exemple A, la consommation par tête devrait diminuer de 6o/o au moins, c'est-à-dire exactement le pourcentage de l'accroissement de la population.

Dans l'exemple A, il n'y a non plus place pour une augmentation des dépenses courantes du Gouvernement. En d'autres termes, les dépenses de développement des projets, ayant un caractère courant, doivent être payées sur le coût des services civils publics actuellement fournis à la communauté. Une réduction

des services publics pourrait seulement être évitée en améliorant l'efficacité de l'Administration.

Cependant nous pensons que la répartition suggérée dans l'exemple A doit être rejetée principalement en considération d'une réduction énergique de la consommation privée par tête de population. Il serait préférable de :

1) - négocier avec les Gouvernements d'autres pays en vue des programmes d'aide à long-terme.

2) - créer les conditions susceptibles de stimuler l'importation de capitaux par les investisseurs privés étrangers.

Si cette politique réussissait, elle permettrait de réaliser le programme suggéré dans l'exemple B. Ce programme postule :

- une réduction importante du déficit de la balance des paiements.
- un accroissement appréciable des investissements bruts.
- un niveau constant de la consommation par tête.

Déjà un niveau constant du standard de vie, durant les 5 années du Plan, est une perspective plutôt peu brillante aux yeux de la population. En fait, il signifie très probablement un léger recul par rapport au reste du monde libre, où le standard de vi montre d'habitude une tendance à s'élever graduellement. Si l'on tient compte du fait que les ressources sont limitées et qu'il existe un sérieux déséquilibre dans la balance des paiements l'on est en même temps convaincu qu'il sera difficile d'établir les priorités sur une base autre que celle indiquée ci-dessus.

6 - <u>LA BALANCE DES PAIEMENTS</u> -

Pour la discussion des problèmes de la balance des paiements, on a adopté la répartition de l'accroissement du produit national suggéré dans l'exemple B du paragraphe précédent.

Dans ce cas, la balance des paiements en compte courant doit s'améliorer de 3 milliards en 5 ans.

Les diverses composantes des dépenses nationales et les exportations contiennent un certain montant de marchandises importées, soit en matières premières, soit en produits finis. Si la structure de production de l'économie se modifie, n'importe quelle augmentation dans les dépenses nationales et les exportations augmente nécessairement, le montant des importations d'une quantité proportionnelle et même davantage si la capacité de production dans l'une ou plusieurs branches de l'industrie était limitée en comparaison avec l'augmentation de la demande.

Le montant de l'accroissement probable des biens importés a été estimé en deux paliers. Au premier palier, des coefficients d'importation ont été appliqués à l'accroissement des investissements bruts et au reste des dépenses nationales et des exportations. D'après les projets et les renseignements disponibles pour l'année de base (1956), on pense que n'importe quel accroissement dans les investissements bruts nécessite un montant assez élevé d'importations, principalement parce que tout l'équipement doit pratiquement être importé.

Au second palier, le montant des importations auquel l'on était arrivé au premier palier, a été ajusté en vue de remplacer les produits importés par la production locale. Les projets visent à accroître la production, qui tend à satisfaire à la demande de marchandises actuellement importées.

Quant aux exportations, les accroissements estimés dans les divers projets ont été totalisés. L'on doit remarquer que les projets couvrent pratiquement toutes les branches exportatrices de l'industrie et de l'agriculture.

Le processus qui vient d'être décrit conduit aux modifications suivantes de la balance commerciale.

MODIFICATIONS DE LA BALANCE COMMERCIALE DE 1956 à 1961

(en milliards VN $)

	Produits exportés	Produits importés
I - AUGMENTATION DES DEPENSES ET DES EXPORTATIONS		
Investissement		+ 1,8
Consommation privée Consommation publique Exportations		+ 0,8
II - PROJETS	+ 3,1	- 1,7
III - AMELIORATION DE LA BALANCE COMMERCIALE		+ 2,2
IV - TOTAL	+ 3,1	+ 3,1

Quant aux invisibles, il est très probable que l'actuel déficit sur les transactions courantes augmentera. Les pays n'a aucune industrie susceptible de rendre des services aux pays étrangers et aucune création de telles industries n'a été envisagée dans les projets. L'expansion de l'économie en général, et celle du commerce extérieur en particulier exigera un montant plus élevé de services importés. En outre, on doit remarquer qu'un accroissement d'importation de capitaux par des investisseurs privés, comme il a été recommandé dans le paragraphe précédent, entraînera sans aucun doute une augmentation de transferts de profits et de dividendes. On a donc, de bonnes raisons de croire que l'amélioration du déficit de la balance des paiements sera moindre que l'amélioration de la balance des paiements estimée ci-dessus.

Dès lors, il est absolument nécessaire que les auteurs des projets fassent de sérieux efforts, soit pour augmenter les exportations au delà des niveaux prévus, soit pour réserver une part plus grande de l'accroissement de la production à remplacer les produits importés.

CHAPITRE IV

RECHERCHE DES MEILLEURS CRITERES POUR LES INVESTISSEMENTS

Le chapitre précédent a fait ressortir la nécessité d'un olume d'investissements important dans les cinq années du Plan. Suivan uel ordre de priorité ces investissements vont-ils se réaliser?

Il est évident que les critères dégagés dans ce qui suit s'ap- liquent d'abord aux investissements publics; cependant les conditions réées par ces derniers et les autres mesures prises par le Gouvernemen ans le domaine de la fiscalité, du crédit, du commerce extérieur déter ineront largement la direction et la destination des investissements rivés.

Les investissements publics prioritaires se divisent en deux atégories :

1)- ceux qui créent une infrastructure économique et un climat ocial favorable à l'expansion ;

2)- ceux qui ont trait directement à la production des biens.

A - PROJETS D'EQUIPEMENT PUBLIC ET SOCIAL

La priorité accordée aux projets d'équipement public et social se justifie par les considérations suivantes :

a)- un accroissement notable de la production exige l'extensio et l'amélioration du réseau de routes, de chemins de fer et d'autres communications pour relier les centres de production existants et à créer d'une part, les points de destination des produits d'autre part.

b)- un approvisionnement suffisant en énergie constitue une autre base du développement car la demande d'énergie ne cesse de s'ac- croître. D'où la nécessité d'équiper les sources d'hydroélectricité et l'exploitation des mines de charbon de Nông-Sơn. Ceci permettra de rem- placer partiellement les importations fort onéreuses de combustibles liquides ou solides .

c)- les programmes de formation répondent à notre besoin ctuel de cadres techniques. En même temps, il faut jeter les bases 'une formation plus large car ce besoin s'accroît avec les progrès e notre économie.

d)- l'amélioration de la santé et du climat social contribue- l'élévation de la productivité.

B - PRODUCTION

L'objectif primordial du Plan réside dans l'accroissement e la production intérieure qui permettra de réduire l'écart actuel ntre consommation et produit national et d'accélérer le rythme de ormation du capital. Les critères suivants déterminent l'importance es secteurs et président au choix des projets : utilisation optima u potentiel matériel et humain existant, rapport investissement - roduction favorable, rapidité des résultats .

I) AGRICULTURE

La place de choix de l'agriculture s'explique par les consi- érations suivantes :

- l'agriculture emploie le plus gros pourcentage de population active, et dans l'état actuel des techniques, elle est encore capable d'absorber une main-d'oeuvre appréciable .
- elle alimente nos principales exportations;
- les progrès sont plus faciles parce qu'elle utilise un appareillage sous-employé durant les années de guerre et des connaissances techniques largement répandues dans la population et parce que les perspectives d'amélioration des rendements sont très encourageantes;
- elle exige peu d'investissements; pour deux activités qui contribuent puissamment au produit national, la riziculture et la pêche, les rapports investissements - production sont très bas, respectivement 0,25 et 0,22 .
- elle amorce le développement régional .

2)- INDUSTRIE

La création d'une industrie légère de transformation répond u souci de donner plus de stabilité à notre économie jusqu'ici essen- iellement agricole. D'autre part, l'amélioration de la balance des aiements devra provenir de la combinaison de l'accroissement des xportations avec la réduction des importations de produits manufac- urés de grande consommation .

Les projets retenus au Titre II de la 2è partie satisfont ux exigences suivantes :

- approvisionnement du marché intérieur
- utilisation des matières premières locales ou facilement importables
- utilisation du potentiel technique existant (cadres et main-d'oeuvre)
- rapport investissement - production favorable, moyenne 0,7I.

CHAPITRE V

-:-

MOYENS, INSTRUMENTS ET CONCEPTS POUR LA REALISATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

-:-

Pour assurer le succès du Plan, il est indispensable de suivre une politique économique nettement définie. Cela ne veut pas dire qu'une politique économique doive être formulée à l'avance pour les 5 ans à venir. Une telle conception est aussi peu réaliste que dangereuse.

Nous nous bornons, dans ce qui suit, à passer en revue les problèmes qui devraient être résolus dans le cadre de cette politique. Les suggestions émises ne sont en aucune façon des innovations. Certaines d'entre elles peuvent ne pas rallier les suffrages pour des raisons d'ordre doctrinal. L'adoption de telle ou telle mesure ne saurait procéder d'un principe rigide. Leur combinaison doit tenir le plus grand compte de la conjoncture; l'essentiel est qu'elles forment un tout et l'on doit veiller à éviter des actions divergentes.

A - LE FINANCEMENT DU PLAN

-:-:-

Le financement du Plan se fera soit par des fonds d'origine publique, soit directement par l'effort privé. Bien que les investissements doivent être évalués en termes monétaires, dans une économie de pays sous-développé comme la nôtre, il est indéniable qu'une partie importante de ces investissements prendra une forme non monétisée.

La persistance du sous-emploi et l'insuffisance des capitaux démontrent le déséquilibre entre les ressources susceptibles d'être utilisées dans le développement économique. Le processus normal de la formation du capital, même assorti de sévères mesures pour réduire la consommation, suppose l'instauration de mécanismes qui font encore défaut dans notre société, par exemple l'intensification des échanges. Pour accélérer les progrès, nous pensons, dans certains cas, à canaliser directement l'effort de la nation vers la création du capital fixe. En d'autres termes, une utilisation plus intense des ressources humaines suppléera dans la mesure possible, à l'insuffisance et à la rareté des capitaux.

Le Plan est par lui-même un instrument de politique économique. L'action de l'Etat s'exercera sur ces rouages essentiels dont la bonne marche déclenchera le mouvement souhaité dans les autres secteurs.

Les investissements dans le secteur public joueront donc un rôle déterminant et ceci nous amène à examiner comment s'effectuera leur financement.

Les projets retenus dans la 2è partie du document totalisent environ 15 milliards. Cependant, la part définitivement supportée par le budget de l'Etat sera de quelques milliards inférieure parce que la création des industries par exemple sera financée par le secteur privé et que les prêts ou avances seront remboursés dans les années qui viennent. Même ramenées à cette limite, certaines

charges financières incombant à l'Etat pourront être remplacées par les contributions non monétisées de la population : certains travaux d'hydraulique agricole, développement de l'enseignement primaire, utilisation de l'armée dans l'exécution de certains programmes de routes, de chemins de fer, etc...

Dans ces conditions, l'aide étrangère au niveau actuel, les rentrées fiscales prévues par le Ministère des Finances et les emprunts éventuels permettent de faire face aux dépenses incombant à l'Etat.

Partant des considérations qui précèdent, nous pouvons classer les projets en trois grands groupes au point de vue du financement.

1er groupe — Secteur public

a/ Projets financés par les ressources budgétaires normales.

- équipement social (2è partie - titre IV)
- projets divers (2è partie - titre V)

Titre IV	Education	508.500.000$00
	Santé	425.000.000$00
	Action Sociale	73.384.000$00
	Travail	86.225.600$00
Titre V	Service financiers	405.405.000$00
	Services Géographiques	I6.970.000$00
		I.5I5.484.600$00

b/ Equipement public (titre III) 7.956.000.000$00

Le financement se fera principalement par l'Aide Extérieure, les Réparations de guerre et l'Emprunt.

c/ Secteur Agricole

LES GRANDS PROJETS REGIONAUX (Cái-Sắn, Baclieu, Càmau Plaine des Joncs, P.M.S.) Il s'agit de dépenses de préparation, d'organisation pour permettre à la population implantée de mettre

en valeur ces régions :

- Grands projets régionaux (riziculture)	758.249.400$00
- PMS (15.000 ha à raison de 26.400$ l'hect.)	396.000.000$00
- Elevage	51.270.000$00
- Forêts	409.274.000$00
- Pêche (Recherches et Service des Pêches)	87.272.000$00
- Recherches	156.304.900$00
- Crédit Agricole (organisation et fonctionnement)	100.000.000$00
	1.958.370.300$00

2è groupe Secteur privé

Ce secteur englobe les projets qui demandent une concentration du capital. Par l'intervention d'organismes appropriés, l'Etat provoque la création d'affaires ou d'entreprises qui appartiennent ou sont progressivement cédées aux particuliers. Citons :

- les projets industriels
- le logement
- les plantations

- Projets industriels	1.594.410.000$00
- Logement	500.000.000$00
Caoutchouc	550.000.000$00
Autres plantations (cocotier, poivrier, café arbres fruitiers)	103.800.000$00
- Crédit agricole (autres prêts et avances)	200.000.000$00
	2.948.210.000$00

Pour le logement, l'Office National de la Reconstruction fonctionne déjà depuis plusieurs années. Il reste à lui donner un programme plus réaliste et plus dirigé vers l'effort humain.

Pour la création d'industries, le Centre de développement industriel, actuellement à l'étude s'occupera, entre autres activités, de la mise sur pied d'entreprises qui seront progressivement cédées aux particuliers.

Le Crédit agricole dispensera des prêts pour la création ou le renouvellement des plantations (arbres fruitiers, caoutchouc café, poivre etc...)

3è groupe Développement communautaire

La caractéristique des projets groupés sur ce titre réside dans leur aspect non monétisé. Il s'agit de projets qui normalement exigent des investissements de l'Etat ou des particuliers mais qui, dans des circonstances actuelles, sont réalisés grâce aux contributions volontaires de la population bénéficiaire sous forme de travail, d'argent ou de matériaux.

Le succès de ces projets dépend des facultés contributives de la population que nous chercherons à pousser au maximum. Le Gouvernement fournira l'assistance technique, une aide matérielle dans certains cas, et ne prendra qu'à titre exceptionnel la relève de l'initiative collective privée.

Le champ d'action du développement communautaire est très vaste. On peut pour le moment lui réserver les activités suivantes :

Hydraulique agricole (génie rural)	250.000.000$00
Développement de l'instruction primaire	215.000.000$00
Lutte contre l'analphabétisme	29.055.000$00
Santé rurale (y compris approvisionnement d'eau)	110.000.000$00
Développement de l'élevage	-
Diversification des cultures	-

Bien que certains postes ne puissent être évalués avec précision, nous pensons que la contribution du développement communautaire atteindra environ 1 milliard de piastres. Si ce mouvement prendra, comme il est permis de l'espérer, une plus grande ampleur, et si la population en sera plus pénétrée, cette contribution pourra augmenter dans de notables proportions.

B.- MOBILISATION DES RESSOURCES HUMAINES

- o 0 - 0 o -

- Pour le Développement Economique, l'accroissement de la production, première priorité au Viêt-Nam dépend non seulement de la disponibilité des ressources financières, de la disponibilité des ressources naturelles qui, en fonction des visées du Premier Plan, ne doivent causer aucun goulot d'étranglement, mais également de la disponibilité des ressources humaines. S'il y a surabondance de la main-d'oeuvre non spécialisée et un grand problème de sous emploi, il y a d'autre part une pénurie de techniciens, d'administrateurs et de contremaîtres . Des crédits sont prévus dans le Plan en faveur d'un investissement dans les ressources humaines qui formeront les cadres de demain. La formation des cadres cependant n'est qu'un aspect de la mobilisation des ressources humaines, la question de l'utilisation des ressources actuelles, surtout de la main-d'oeuvre non spécialisée, en est un autre.

Une redistribution professionnelle et géographique de la main-d'oeuvre est indispensable pour le succès des projets agricoles, pour arriver à une modification de structure du produit national et pour résoudre le problème de chôma ge et du sous-emploi.

Le développement régional devra être poursuivi avec obstination pour décongestionner l'agglomération de Saigon, véritable tête hypertrophiée pour un corps de 12 millions d'habitants - et les provinces surpeuplées du Centre Viêtnam. A cette fin, de grosses dépenses pour l'équipement public et surtout pour l'Action sociale (Santé, Education, Logement), seront effectuées dans les provinces.

Sur les terres, un pourcentage accru de la population active, s'emploiera à la production des biens, le secteur service se dégonflera en conséquence.

Cependant si le chômage et le sous-emploi constitue un grand problème dans les centres urbains que la colonisation

agricole doit résoudre, un problème parallèle prévaut dans les régions rurales où le caractère saisonnier de l'activité agricole veut que la population reste sans activité pendant certains mois de l'année. La colonisation agricole accroîtra la production des biens agricoles, pèsera sur celui des services d'après l'objectif du Gouvernement, mais ne résoud pas en lui-même le problème du sous emploi rural. Elle pourra même l'aggraver. Le Gouvernement entrevoit donc, pendant la vie du premier Plan diriger la population rurale - ancienne et nouvelle - à la réalisation des projets accroissant l'appareillage des biens fixes (investissements), une première priorité de la politique économique.

Il a déjà été question de la mobilisation des ressources financières dans ce but. Sous les auspices de projets de développement communautaire, la population rurale sera invitée à construire des digues, canaux et routes, écoles et dispensaires. Certaines ressources financières seront requises, mais elles seront minimes. La population se consacrera à cette tâche volontairement et gratuitement pour une formation de capital largement non monétisée. Elle s'y consacrera pour les uns quand les activités agricoles seront en veilleuse, pour les autres qui seraient inemployés ou seulement partiellement employés dans les activités agricoles. Cette politique de mobilisation de main-d'oeuvre créera aussi une part de ce capital dont le pays a besoin comme tremplin d'une production accrue. Il ne faut pas minimiser l'effet civique que ces activités volontaires ne manqueront pas d'entraîner.

C.- LA POLITIQUE DE LA FISCALITÉ

-oOo-

La fiscalité fait partie intégrante de notre Plan Quinquennal.

Elle peut revêtir un aspect négatif en ce sens qu'elle crée des taxes dans le dessein de ne pas les percevoir : taxes frappant les investissements sans intérêt national, taxes décourageant certaines consommations.

Mais c'est surtout l'aspect positif de la fiscalité qui retiendra les préoccupations du Gouvernement. Puisque l'aide extérieure dessert le secteur public, son délestage demande un effort interne compensateur ; puisque le budget doit même se gonfler dans une petite mesure pendant les années à venir, un effort fiscal encore plus grand s'avère nécessaire. Il est donc question ici de cette fiscalité concue pour générer les recettes dont l'Etat a besoin, tout en tenant compte des ménagements fiscaux qui doivent soutenir l'investissement privé. Le Revenu National est estimé à 75 milliards en 1956, année qui a vu les recettes atteindre 7,3 milliards, soit environ 9;7 o/o du produit. Le réeménagement de la fiscalité du début de 1957 représente un accroissement des rentrées d'impôt de 1,2 milliard. L'effort supplémentaire à réaliser est donc de 3,5 milliard, 3 milliards pour suppléer à l'Aide, 0,5 milliards pour faire face à l'accroissement des charges. La fiscalité en 1961 consommerait donc 13;7 o/o du produit prévu de 87 milliards. Trois aspects de ce problème sont à noter. Primo; puisque la production interne doit graduellement et partiellement remplacer l'importation, il faudra transférer sur la production interne la fiscalité qui pour le moment pèse sur les importations ; un réaménagement est donc nécessaire. Secundo, le seul fait de l'accroissement du revenu national gonflera les recettes; il y a automatiquement plus value sans aménagement fiscal. Tertio, il y a un ultime besoin de

recettes qui, lui, ne peut être satisfait que par un accroissement de la pression fiscale proprement dite. La politique fiscale devra concilier les principes suivants :

Le Gouvernement est en faveur d'un système de taxation simple entrainant peu de frais de perception,ce qui réduit au minimum les possibilités d'évasion fiscale.Dans les circonstances actuelles, cela implique que les contributions indirectes resteront la source principale de recettes budgétaires.

Dans le cadre de ce système de taxation simple, on veillera au respect de la justice sociale et à la réalisation des objectifs de politique économique.

La progression fiscale sera introduite par l'institution de lourdes taxes sur les articles de luxe intérieurs ou importés généralement consommés par les riches cependant que les produits de première nécessité du lot des biens de consommation seront taxés seulement dans la mesure requise par le souci de maintenir inchangé le niveau de vie. Dans cet ordre d'idées, les services rendus aux personnes privées seront classés en général parmi les articles de luxe.

On fera une discrimination en faveur de ces branches de l'industrie et de l'agriculture dont le développement est considéré comme dans l'intérêt de l'économie nationale.

En déterminant le niveau des droits à l'importation frappant les produits étrangers qui concurrencent la production locale, le Gouvernement tiendra compte des différences entre les coûts de production respectifs. De cette manière, on encourage la production interne tout en maintenant une concurrence loyale.

Pour favoriser les exportations, on examinera dans quelle esure les droits accumulés durant les stades précédant la production inale pourront être remboursés lorsque les coûts de production 'avèreront supérieurs aux niveaux du marché mondial.

Dans le but d'accroître l'épargne privée, le Gouvernement référera taxer les dividendes plutôt que les profits globaux des ociétés.

Les discriminations fiscales régionales engendrées par es règlements édictés par les autorités locales devront disparaître. es taxes locales pourront bouleverser la politique de stabilisation es prix; en tout cas, elles constituent des injustices pour les abitants des régions qui y sont assujetties.

D - LA POLITIQUE DES PRIX

La stabilisation des prix à leur niveau actuel est un préalable de l'investissement et de l'exportation, deux impératifs au Viêt-Nam. L'inflation encourage le stockage, la thésaurisation, les investissements spéculatifs, décourage la formation de capital et l'épargne qui l'engendre.

Le Gouvernement dispose à l'heure actuelle de deux instruments en matière de prix. Les hausses purement passagères et spéculatives sont combattues par le système de la fixation des prix. A l'exportation, la disparité marquante entre les niveaux des prix intérieurs et mondiaux en fonction du taux de change officiel est comblée par le recours aux taux multiples ou aux subventions.

Dans les deux cas, il s'agit de moyens artificiels et extérieurs qui ne s'attaquent pas au fond du problème. Car le niveau des prix est fonction de deux facteurs : les coûts de production et l'offre et la demande.

En ce qui concerne les coûts de production, la politique envisagée agit aussi bien dans le sens de la hausse que de la baisse. L'accroissement de la production est estimé à 16 o/o et celui de l'emploi à 8 o/o, par conséquent la productivité s'accroîtra d'environ 7;5 o/o. Cet accroissement de la productivité compense largement l'effet enchérisseur de la fiscalité. Pourvu que ces deux facteurs continuent à jouer jusqu'à l'échelon de l'acheteur final, il n'y aura pas de hausse des prix. La politique fiscale dès lors, ne doit pas contrecarrer l'objectif de

stabilisation des prix.

Il s'ensuit que tous les efforts pour augmenter la production devront mériter la plus grande attention et le soutien du Gouvernement, non seulement pour accroître la quantité de biens disponibles dans le pays mais également pour assurer le succès de la politique des prix. On a noté que le commerce de gros et de détail emploie un trop grand nombre de personnes par rapport au volume des marchandises commercialisées. Le Gouvernement étudie des mesures pour augmenter la productivité et l'efficacité dans le commerce, de manière à réduire l'écart entre les prix à l'usine ou à la ferme d'une part, ceux payés par le consommateur final d'autre part.

Le Gouvernement entend également s'assurer contre les facteurs de hausse qui ne dépendent pas de sa volonté, telles les variations de prix sur le marché mondial qui influent sur ceux des produits importés.

La structure des revenus et coûts de vie au Viêt-Nam est caractérisée par une notable différence entre Saigon et le reste du pays. Cela veut dire que les coûts de production à Saigon sont également plus élevés que partout ailleurs. Dans les cas où les frais de distribution supplémentaires, principalement les transports, ne dépassent pas la différence des salaires, le Gouvernement envisage dans une certaine mesure de déplacer certaines activités économiques de Saigon vers l'intérieur du

pays. Une telle politique ne contribue pas seulement à la stabilité des prix; elle décongestionne Saigon et entrainera une répartition plus égale de la population. Ainsi se concilient les intérêts économiques et sociaux.

Le taux de l'intérêt affecte également le niveau des prix. Cette question est traitée dans un autre paragraphe.

En ce qui concerne l'offre et la demande, le régulateur principal devra être trouvé dans le volume de la production interne et des importations. Le maintien des traitements et salaires aux niveaux actuels, qui sera discuté ailleurs, est une contribution appréciable au maintien de l'équilibre entre offre et demande. La masse monétaire devra faire l'objet d'une surveillance attentive. Elle s'élève, à l'heure actuelle, à environ 18 o/o du produit national brut. De l'avis des experts, le marché monétaire paraît serré. Néanmoins, les prix accusent une tendance à la hausse, qui s'explique par des coûts plus élevés à la suite de l'introduction des taxes nouvelles. Il paraît dès lors justifié d'adopter le présent rapport entre la masse monétaire et le produit national comme une base pour l'avenir, à la condition cependant que, dans son calcul, le produit national soit évalué au prix de 1956. Les ajustements du rapport seront nécessaires dans la mesure où les secteurs non monétisés de l'économie passent dans le système monétaire de même que lorsque le secteur privé paraît détenir des réserves inactives trop importantes.

E.- POLITIQUE DU CREDIT ET POLITIQUE MONETAIRE.

-+-+-+-+-+-+-

a) Politique du crédit. On concoit difficilement une expansion économique sans intervention du crédit. Une politique libérale et judicieuse du crédit aidera non seulement à la formation des capitaux, mais encore luttera efficacement contre l'usure. A côté des capitaux existants possédés en majorité par des étrangers, ne pourront se créer des capitaux Viêtnamiens que grâce à un crédit plus libéral.

Le loger élevé de l'argent pèse sur les prix et empêche toute réalisation industrielle. Les entrepreneurs qui sont obligés de s'adresser aux prêteurs particuliers ne s'intéressent qu'aux affaires qui procurent un gros profit, affaires qui en général ne sont pas dans les secteurs qui développent l'économie, mais dans les secteurs de service. Le crédit abondant et bon marché agira donc dans le sens d'une baisse des prix et compensera largement des effets d'une inflation limitée éventuelle.

b) La Politique Monétaire

A part les institutions spécialement créées par l'Etat pour l'octroi du crédit à des activités productrices prioritaires, à part la fiscalité d'encouragement, le Gouvernement entrevoit une politique monétaire susceptible de diriger le crédit du système bancaire commercial vers des investissements productifs. Le Gouvernement entrevoit que les banques commerciales, viêtnamiennes et étrangères joueront un rôle plus important dans le financement de l'industrie et de l'artisanat que par le passé. Pour faciliter cette éventualité et surtout pour encourager des prêts desservant l'expansion de la production prioritaire, la Banque Nationale pourrait avoir des plafonds sur des investissements bancaires jugés d'importance secondaire, pourrait accepter comme réserves des prêts ou investissements jugés d'intérêt national. Une autre technique voudrait des niveaux différents de réserves requises par la Banque Nationale en fonction de la contribution au développement des différents investissements des banques

ommerciales. Ainsi la Banque influera sur la disponibilité de crédits aveur des secteurs desservant le mieux les objectifs du Développement conomique.

F.- CONTROLE DU COMMERCE EXTERIEUR -

Il ne nous paraît pas possible de lever même partiellement le ontrôle du commerce extérieur dans la période quinquennale. L'améliora- ion de la balance commerciale prévue dans le chapitre précédent doit tre considérée comme un minimum.

Ceci dit, une plus grande discipline s'avère nécessaire dans l alisation des importations et des exportations.

Les surplus exportables ont été estimés dans divers projets. On eillera cependant à éviter des ponctions intempestives qui créeraient de énuries artificielles ou gêneraient le fonctionnement des industries ationales.

A l'importation, la conformité avec les objectifs du Plan sera la ègle. Nos industries devront recevoir les équipements, matières premièr u produits semi ouvrés suivant le calendrier prévu. Le volume des biens e consommation tiendra compte des progrès de la production intérieure et u souci de ne pas accroître la consommation. Notre marché intérieur éta rès sensible, toute rupture de stocks provoque inévitablement un affolement t des hausses spéculatives, d'où la nécessité d'un approvisionnement égulier et d'une discipline plus stricte dans l'utilisation des licence

Il ressort de l'examen des statistiques du commerce extérieur u'un effort louable a été accompli en 1956 pour éliminer les importatio on indispensables. Les réductions brutales dans certains cas exigeront robablement des réajustements, mais l'excellence du principe demeure.

G.- ORIENTATION DE L'UTILISATION DU REVENU

Le taux actuel de formation de capital se révèle en dessous es exigences de notre économie. A supposer que l'épargne privée se

réalise, elle prend souvent le chemin des valeurs réelles (immeubles, terres, or et pierres précieuses) ou s'investit dans des activités donnant un profit malsain pour l'économie.

On ne change pas facilement la mentalité des épargnants. C'est pourquoi on ne devra se refuser à aucun effort susceptible d'orienter l'épargne vers les investissements bonafides, sous forme d'entreprises individuelles ou collectives ou vers les dépôts mobilisables aux fins d'investissements.

H.- MAINTIEN DE LA CONSOMMATION AU NIVEAU ACTUEL -

Il a été souligné à plusieurs reprises que la consommation dépasse le produit national. Un temps d'arrêt dans la tendance à l'accroissement de la consommation s'impose. La réduction de certaines importations, un effort sévère pour l'exportation, une fiscalité pour capter une partie du pouvoir d'achat ou pour encourager les investissements paraissent appropriés pour atteindre ce but .

Dans le même ordre d'idées, les majorations des salaires et traitements constituent des contre indications. Outre qu'elle accroît la consommation, la hausse des salaires se répercutera sur les prix et celle des traitements rendra impossible le maintien des dépenses de l'Etat dans les limites prévues. La compensation devra résulter d'une baisse des prix.

I.- PROPAGANDE POUR LE PLAN

Le Plan intéresse la vie de toute la nation, il postule pour sa réussite les efforts convergents et même certains sacrifices de tous.

Il est donc indispensable que chacun se pénètre, d'une facon aussi approfondie que possible de son contenu, des progrès de sa réalisation pour tirer les conséquences qui s'imposent. Non seulement le Plan devra faire l'objet d'une large diffusion, mais encore il est nécessaire de créer un esprit pionnier pour le développement du Plan. Il est indispensable que chaque service concoive son importance pour l'Etat et que chaque individu pense à sa réalisation comme objectif patriotique. Le développement communautaire dans son programme en fera un de ses premiers objectifs.

Pour davantage intéresser les différents corps de la Nation et des particuliers, une estimation des résultats obtenus sera publiée périodiquement pour pouvoir attirer l'attention sur les points faibles.

Cette surveillance constante dans l'exécution du Plan par son organe de contrôle, par les Services de l'Etat et par les particuliers sera une condition sine qua non de l'atteinte des objectifs visés.

DEUXIÈME PARTIE

-:-:-:-:-:-:-

LES PROJETS

Cette partie du document traite des projets. Ils sont groupés en 4 secteurs principaux : agriculture, industrie, équipement public et équipement social .

Le secteur équipement public peut se subdiviser en (a) Travaux Publics et Communications et (b) Hydraulique et Energie .

Les crédits d'origine publique consacrés au Plan Quinquennal s'élèvent à I7,5 milliards de piastres. Ils sont répartis entre les secteurs de la manière suivante :

Agriculture, élevage, forêts et pêche	: 3	Milliards ou	I7,2
Industrie	: 1,6	-"-	9,1 o/o
Travaux Publics et Communications	: 5,5	-"-	3I,5 o/o
Hydraulique et Energie	: 2,3	-"-	I3,1 o/o
Equipement social	: 1,7	-"-	9,7 o/o
Divers et provisions	: 3,4	-"-	I9,4 o/o

Dans le secteur Agriculture, les investissements s'élèvent à 2 milliards, le reste étant des dépenses de développement. Les superficies cultivées s'accroissent de 450.000 ha., la production de 4,5 milliards et les exportations de 3,1 Milliards.

Dans le secteur Industrie, les investissements totalisent 1,3 Milliard. L'accroissement de la production atteint I,8 Milliard.

Les investissements du Secteur Travaux Publics et Communications s'élèvent à 5,5 Milliards .

Le secteur hydraulique et énergie reçoit des investissements pour 2,3 Milliards. La production de l'énergie électrique augmente de 850 Millions de KWH.

Dans le secteur Equipement social, l'Enseignement, la Santé et le Logement se voient attribuer les plus importants crédits, respectivement 0,5 - 0,4 et 0,5 Milliard.

La provision de 3 Milliards est destinée à financer d'autres projets qui surviendront durant le Plan .

TITRE I

AGRICULTURE

---

§ 1.- GENERALITES

§ 2.- RECOLTES

- Riz
- Maïs
- Soja et Dolique
- Arbres fruitiers
- Thé
- Café
- Poivre
- Caoutchouc
- Cannes à sucre
- Tabac
- Arachide
- Cocotier
- Ricin
- Coton
- Soie
- Jute
- Ramie

§ 3.- ELEVAGE

§ 4.- EAUX et FORETS

§ 5.- PECHES

§ 6.- RECHERCHES

§ 7.- CREDIT AGRICOLE

TITRE I

AGRICULTURE

---

§ I.- GENERALITES

Il n'est point besoin de souligner le rôle prépondérant de l'Agriculture dans l'économie de la République du Viêt-Nam .

L'Agriculture occupe environ 80 o/o de la population . La production agricole représente 40 o/o du revenu national en 1956; elle fournit les principales denrées alimentaires pour la consommation locale et alimente la quasi totalité des exportations.

Le Plan Quinquennal n'envisage pas un développement de l'économie au détriment de l'agriculture; il se propose au contraire de renforcer sa structure et sa position .

PROBLEMES DE L'AGRICULTURE

1o) Rétablissement du potentiel de production d'avant guerre

Le potentiel de production agricole a durement souffert de la guerre par suite

- des destructions (arbres fruitiers, caoutchouc, moyens de travail)
- de l'insécurité rendant impossible le travail des champs (culture du riz), l'exploitation des forêts,
- de la nécessité d'exploiter trop intensivement certains périmètres (forêts, caoutchouc) .

L'effort de rétablissement sera analysé en détail dans la suite; cependant, dans certains cas, il ne donnera son fruit qu'au delà de la période comprise dans le Plan.

2o) Diversification de la production végétale et animale

Le riz et le caoutchouc constituent les principales exportations de la République du Viêt-Nam. Pourtant, le pays n'a eu à aucun moment l'occasion d'utiliser simultanément sa pleine capacité : avant la guerre, on a dû limiter la production des plantations de caoutchouc;

.../...

epuis la guerre, le riz trouve de plus en plus difficilement preneur ur le marché mondial. Le grand rôle dévolu à ces deux produits expli- ue le caractère précaire de notre prospérité et les difficultés d'é- uilibrer la balance commerciale. Il convient de développer d'autres ultures pour enrichir la gamme de nos exportations et réduire les risques sus-mentionnés.

Mais le Plan Quinquennal cherche également à promouvoir la création d'industrie de transformation des produits agricoles pour satisfaire à la consommation locale. L'agriculture aura pour mission de fournir selon les cas, une partie ou la totalité des matières premières.

Le développement de l'élevage conduira à une utilisation plus rentable de certains produits exportés jusqu'ici comme le maïs et les dérivés du riz.

La diversification de la production contribuera à résorber le sous-emploi dans les campagnes; elle accroîtra le revenu des masses paysannes et améliorera leur niveau de vie, lequel dans l'ensemble, reste bas.

3o) <u>Abaissement des prix</u>.

Les prix de nos productions agricoles ne sont pas compétitifs. A l'exportation, il a fallu recourir à des mesures de soutien indirect telles que compte EFAC, cession d'une partie des devises obtenues au cours du marché parallèle, échanges compensés. A l'importation, certains produits étrangers sont frappés de surtaxes diverses pour combler le handicap des produits locaux .

Souvent les coûts de production élevés s'expliquent par la faiblesse des rendements due aux techniques culturales surannées et à l'utilisation d'un matériel végétal de qualité dérisoire .

Les améliorations attendues dans ce domaine ne sauraient être spectaculaires bien que nous soyons encore loin de la limite des rendements décroissants.

Parallèlement, certains éléments des coûts de production peuvent être réduits grâce à une organisation plus rationnelle du

.../...

ravail et un assainissement du circuit de distribution .

Les problèmes ci-dessous exposés se retrouvent à des degrés ivers dans chaque production .

Toutefois, un point est d'ores et déjà acquis; nous disposons l'un encadrement technique suffisant pour les activités agricoles nvisagées. Les ingénieurs et techniciens du Ministère de l'Agriculture rouveront des auxiliaires efficaces, jusqu'à l'échelon village, dans es cadres du développement communautaire, mouvement accueilli avec nthousiasme par la population .

RAPPORT INVESTISSEMENT PRODUCTION POUR LES PROJETS

CONCERNANT :

1'AGRICULTURE

MATIERES	PRODUCTION (1) (Accroissement)	INVESTISSEMENT	Rapport Investissement/ Production
CULTURES -			
Riz	986.000.000	250.000.000	0,25
Maïs	60.000.000	o	
Soja et Doliques	69.000.000	o	
Arbres fruitiers	(Après le plan)	75.380.000	
Cannes à sucre	288.000.000	-	
Café	7.000.000	20.300.000	2,9I
Poivre	8.000.000	24.000.000	3,00
Thé	I5.700.000		
Tabac	90.000.000		
Caoutchouc	(Après le plan)	550.000.000	
Jute	60.000.000	-	
Soie grège	I68.000.000	-	
Coton	26.300.000	-	
Arachide (gousses)	84.000.000	-	
Coprah (sec)	(Après le plan)	64.600.000	
Ricin (graines)	28.000.000	-	
Ramie	25.000.000	-	
EAUX ET FORETS -			
Bois d'oeuvre et de feu	I9I.000.000	300.000.000	1,57
ELEVAGE ET PECHE -			
Elevage	825.500.000	I.200.000.000	1,45
Pêche	2.I60.000.000	474.000.000	0,22

(1) Il s'agit de la production brute

REMARQUES -

1o)- L'estimation des Investissements dans l'Agriculture s'avère très délicate. Les investissements ne comprennent que les dépenses formant le capital. Les prêts de campagne remboursables en un an par exemple ne constituent pas des investissements.

Pour le développement de certaines cultures, l'élément "investissement" est insignifiant et il s'agit plutôt d'une utilisation plus intense des possibilités existantes.

Dans les cas où cet élément a été retenu, il concerne seulement l'apport ou l'appui de l'Etat dans l'effort d'investissement, la part revenant au secteur privé n'ayant pû être précisée .

2o)- Les mêmes difficultés se rencontrent dans l'estimation des accroissements de la production agricole. Certaines cultures telles que les Arbres fruitiers, le Caoutchouc, le Coprah ne donnent des résultats qu'après la fin du Plan Quinquennal. Pour d'autres comme le Café, le Poivre, une production partielle est attendue dans les dernières années du Plan; dans ces cas les rapports $\frac{\text{Investissement}}{\text{Production}}$ basés sur les chiffres de production de I96I sont évidemment désavantageux .

SITUATION DE L'AGRICULTURE AU DEBUT ET

Matières	Superficies I956 I.000 ha.	Production I956 (I.000 Tonnes)	Valeurs en I956 (millions $ VN)
		PRODUCTION	
z	2.27I	2.829	6.79I
is	28	29	72
ja et Doliques	1,2	0,952	I4
bres fruitiers	I8 (1)	200	
nnes à sucre	20	5I8	
afé	3 (1)	1,8	2I6
ivre	0,15	0,12	12
né	8 (1)	3,5	28
abac	9 (1)	7,3(1)	I46,7
outchouc	83	65	I.404
ute	0,3(1)		
ie grège	1	0,02	I2
oton	1	0,1	3
rachide (gousses)	20	I9,6 (gousses)	I37
uile coprah (coprah sec)	24	20,5	205
icin (graines)	0,2	0,18	1
Ramie	0,I6	0,08	8
ois d'oeuvre (I.000 m3)		55I,5 (	
ois de feu (1.000 stères)		77I,5 (	3I7
harbon de bois (I.000 tonnes)		50,8 (	
		PRODUCTION	
	Effectif I956 (I.000 têtes	(I.000 têtes)	
ovins	626,4	60	
ubalins	446	2I,5	
orcins	2.I69	I.263	2.365,9
olaille	I5.400	6.380	
oissons d'eau douce (I.000 tonnes)		80	3.000
oissons de mer (I.000 tonnes)		I20	
		M I S E E N	
	25		
		E T U D E S ET	
		C R E D I T	
TOTAUX			I4.7I2,6

1) Chiffres de I955, les chiffres de I956 ne sont pas disponibles.
2) Compte tenu de l'abattage annuel dont le pourcentage est de 3o/o, soit

erficies I96I .000 ha.	Production I96I (I.000 Tonnes)	Valeurs en I96I (millions $ V.N.)	PREVISIONS DE DEPENSES (en millions $VN)		
			A fonds perdus I.000 US$	Prêts	Totaux
EGETALE					
.600	3.500	8.400	978,00	I.284	I.022,94
48	53	I27			
7	5,6	84			
24				25	25,00
33	858 sacs				
4	I,92	223		20	20,00
0,5I	0,2	20		I0,8	I0,80
I0	4,5	43,7			
I4	I0,3	236,7			
I00 (2)	65	I.404		550	550,00
5	4	60			
I4	0,3	I80,8			
9,3	0,93	29,5			
35	3I,6	22I			
30	20,5	205		55	55,00
5,2	4,18	29,26			
0,66	0,33	33			
	I.000				
3.450	933	508	382,00	786	409,5I
NIMALE					
	Effectif I96I				
I.000 têtes	(I.000 têtes)				
769,4	I06,6				
542	54,6	3.I9I,4	47,00	I22	5I,27
2.879	I.7I5				
7.495	7.8I5				
	85				
	260	5.I60	83,772	I00	87,272
LEUR DU P.M.S.					
40			396,00		396,00
CHERCHES			I56,30		I56,30
RICOLE			I00,00	200	300,00
		20.I56,36	2.I43,072	2.292	860,8 3.084,092

5 o/o en 5 ans

§ 2 - LES CULTURES

L E R I Z

Le riz constitue la principale richesse de la République du Viêt-Nam.

Dans les années normales, la superficie emblavée oscillait autour de 2.500.000 ha; le maximum a été atteint en 1942-1943 avec une superficie de 2.797.000 ha. donnant une production de 3.692.600 T. de paddy.

Les rizières du Sud-Viêtnam représentent 4/5 des superficies cultivées.

A/- PRODUCTION et CONSOMMATION INTERIEURE

Le riz fournit la base de l'alimentation du Viêt-Nam. Mise à part la grande famine de 1945 dans le delta du Nord Viêt-Nam qui s'explique par la rupture des transports Sud-Nord, les provinces composant la République du Viêt-Nam n'ont traversé aucune situation catastrophique en ce qui concerne le ravitaillement du riz.

La consommation humaine actuelle est satisfaisante; elle s'établit à 160 kg de paddy ou 105 kg de riz décortiqué par tête d'habitant par an. Vraisemblablement, cette moyenne ne sera pas appelée à s'accroître durant la période du Plan.

En 1956, la consommation humaine absorbe 2.000.000 T. de paddy et les semences 150.000 T.; la nourriture du bétail est estimée à 50.000 T.

L'accroissement de la population portera en 1961, dernière année du Plan, la consommation humaine à 2.120.000 T. de paddy. Le développement de l'élevage aura une conséquence plutôt négative sur la consommation du paddy parce qu'on orientera les éleveurs vers l'utilisation du mais et d'autres produits végétaux.

... / ...

En dépit de la vocation agricole du Viêt-Nam, la culture du riz reste une culture extensive. Le rendement moyen n'a jamais atteint 1 T 5 à l'hectare; certaines rizières donnent moins d'une tonne.

Au Sud-VietNam, on ne fait qu'une récolte par an.

La production de paddy en 1956 est estimée à 2.829.670 T. Elle sera portée en 1961 à 3.500.000 T. Cet accroissement est raisonnable, compte tenu des superficies remises en culture et de l'amélioration escomptée du rendement.

Cette production permettra de couvrir les besoins intérieurs (alimentation, semences, bétail) les exportations envisagées (400.000 T. de riz, soit 615.000 T. de paddy) et de constituer un stock indispensable, vu l'importance de cette denrée dans la vie du pays.

B/- SUPERFICIES CULTIVEES

Comme il a été mentionné ci-dessous, le Sud Viêt-Nam possède les 4/5 des rizières du pays. La situation générale de la riziculture reflète donc exactement celle de cette région.

Les provinces du Centre Viêt-Nam faisant partie du territoire de la République cultivent environ 500.000 ha., ce qui correspond à une superficie de rizières moindre, étant donné la double récolte annuelle. La densité de la population, la rareté des terres cultivables autorisent à croire que le niveau d'emblavement antérieur sera atteint à bref délai malgré une légère chute due à la guerre.

Au Sud Viêt-Nam par contre, un gros effort de remise en culture des rizières abandonnées reste à faire. Toutefois, il ne sera pas question de rattraper le maximum atteint en 1942-1943 pour tenir compte des débouchés extérieurs.

... / ...

TABLEAU DES SUPERFICIES CULTIVEES EN RIZ AU SUD VIETNAM

Années	Superficie cultivée	Récolte en paddy	Rendement à l'Ha. T/Ha
de 1935 à 1940	2.181.740	2.750.115	1,3
1942 - 1943	2.303.000	3.179.300	1,4
1943 - 1944	2.204.000	2.612.800	1,2
1944 - 1945	1.987.000	2.214.100	1,1
1945 - 1946	1.715.000	1.976.300	1,2
1946 - 1947	1.330.000	1.575.300	1,2
1947 - 1948	1.316.000	1.661.800	1,3
1948 - 1949	1.103.000	1.330.400	1,2
1949 - 1950	1.191.170	1.550.840	1,3
1950 - 1951	1.237.400	1.688.500	1,4
1951 - 1952	1.287.840	1.892.900	1,5
1952 - 1953	1.348.920	1.899.770	1,4
1953 - 1954	1.540.970	1.975.840	1,3
1954 - 1955	1.572.400	1.977.420	1,26
1955 - 1956	1.802.809	"	"
1956 - 1957	2.105.000 (chiffre provisoire)	"	"

... / ...

Il ressort de ce tableau que le recul de la riziculture s'amorcait dès 1943 pour s'amplifier avec la guerre d'Indochine. La 1ère phase du recul coincide avec les difficultés d'exportation rencontrées durant les dernières années de la 2ème Guerre Mondiale.

La reprise a commencé dès 1949-1950. Elle s'est effectuée au début grâce à l'initiative privée, à la faveur du rétablissement relatif de la sécurité. Depuis 1956, le mouvement a recu une impulsion gouvernementale énergique avec la réimplantation des réfugiés du Nord Viêt-Nam. Ainsi fut concu le projet de Cái-Sắn qui s'intègre lui-même depuis 1957 dans le vaste Plan spécial de développement agricole.

Entre 1957 et 1961, l'effort de remise en culture portera sur environ 350.000 ha. (exactement 328.250) et la superficie totale cultivée atteindra 2.600.000 ha. pour toute la République.

.../ ...

RIZIERES A REMETTRE EN CULTURE DE 1957 à 1961

REGIONS	1957		1958		1959		1960		1961		TOTAL		TOTAL
	Gouv.	Popul.	Gouv.	Popul.	Gouv.	Popul.	Gouv.	Popul.	Gouv.	Popul.	Gouv.	Sect.priv.	
	ha	ha		ha		ha		ha		ha	ha	ha	ha
CAI-SAN (13.000ha en 1956)	9.000	11.000		17.000		17.000		17.000		16.000	9.000	78.000	87.000
PLAINE des JONCS	15.000		30.000		5.000	5.000	5.000	5.000	5.000	5.000	60.000	15.000	75.000
BACLIEU-CAMAU	15.000		0.000		15.000	15.000	15.000	15.000	15.000	16.250	90.000	46.250	136.250
AUTRES PROVINCES				30.000								30.000	30.000
T O T A U X	39.000	11.000	60.000	47.000	20.000	37.000	20.000	37.000	20.000	37.250	159.000	169.250	ha 328.250
	50.000		107.000		57.000		57.000		57.250		328.250 ha		

Le problème de la main-d'oeuvre agricole ne se pose pas. En effet, avec une population de 5,4 millions d'habitants, le Sud-Viêtnam a pu mettre en culture en 1942-1943, 2.303.000 ha. Avec la sécurité, beaucoup d'agriculteurs qui affluaient à la ville ont regagné la campagne. Par ailleurs, les réfugiés du Nord-Viêtnam fournissent une main-d'oeuvre appréciable.

D'autres problèmes soulevés par la remise en culture seront examinés au paragraphe "Investissements" ci-dessous.

C/- EXPORTATIONS

Le riz a toujours conservé, sauf circonstances exceptionnelles, la 1ère place parmi les exportations du territoire de la République du Viêt-Nam, en dessous du 17è parallèle.

Théoriquement, le Nord et le Centre Viêtnam n'ont pu disposer à aucun moment d'un surplus car la production était constamment inférieure à 2 quintaux par tête d'habitant.

Les statistiques du commerce extérieur jusqu'à une date récente, ne permettent pas d'isoler la part du Sud-ViêtNam dans les exportations de riz de l'Indochine. Il convient également de tenir compte des mouvements intérieurs de riz par cabotage pour se faire une idée plus exacte des capacités du Sud-Viêtnam.

EXPORTATION DE PADDY, RIZ ET DERIVES DE L'INDOCHINE

DE 1936 À 1956

Années	Tonnage	Observations
1936	1.781.000 T.	Valeur pour toute l'Indochine
1937	1.529.351 dont 139.987 T. paddy	"
1938	1.053.998 dont 37.649 T. paddy	"
1939	1.672.870	"
1940	1.586.475	"

... / ...

Années	Tonnage	Observations
1941	944.481	Valeur pour toute l'Indochine
1942	974.000	"
1943	1.023.471 dont 5.879 T. paddy	"
1944	498.523	"
1945	44.817	"
1946	109.379	"
1947	90.625	"
1948	232.906	"
1949	117.140	"
1950	110.767	"
1951	275.436	"
1952	153.752	"
1953	101.064	"
1954	171.371	"
1955	71.000 T	Valeur pour le Viêtnam seulement
1956	23 T.	

QUANTITES DE PADDY, RIZ ET DERIVES TRANSPORTEES
PAR CABOTAGE DE I936 À I953

1936	100.986 T.
1937	175.107
1938	141.844
1939	137.687
1940	123.533
1941	314.216
1942	398.135
1943	421.000
1944	267.345
1945	74.259
1946	-

... / ...

1947	:	31.623
1948	:	40.136
1949	:	87.045
1950	:	100.278
1951	:	33.110
1952	:	53.579
1953	:	142.454

L'exportation du paddy, peu importante dans le passé en comparaison avec le riz et ses dérivés, a disparu.

De 1936 à 1938, on a enregistré, en pleine période normale, des écarts importants entre les quantités annuelles exportées.

La situation est dans l'ensemble mauvaise depuis 1944, et le Viêt-Nam en supporte toutes les conséquences.

En 1956 les dons de riz reçus dépassent les exportations.

Pour 1957, le Viêt-Nam compte exporter 250.000 T. de riz. Etant donné l'écart entre les cours mondiaux et les prix intérieurs, une prime indirecte est donnée aux exportateurs par le rachat par l'Office des Changes de 30 o/o des devises au cours du marché libre.

Le plan prévoit une exportation annuelle de 400.000 T. de riz à la fin de la période quinquennale. Comme une plus forte baisse des prix à la production ruinerait les agriculteurs,

... / ...

le soutien gouvernemental à l'exportation par des moyens appropriés reste indispensable.

D/- INVESTISSEMENTS

1) Sélection des semences. Le Ministère de l'Agriculture fournira des semences pour les rizières à remettre en culture.

La sélection aura un caractère massal. Une station de production de semences de 10 ha financée par les fonds publics sera créée en 1958, elle donnera 15 T de semences.

Des stations de reproduction organisées par les particuliers fourniront respectivement 375 T. (250 ha) et 8.000 T. (3.400 ha) de semences en 1959 et 1960. Les semences ainsi produites seront vendues à l'Administration Générale du Plan de Développement Agricole qui les cèdera aux agriculteurs.

2) Administration agricole des projets de développement agricole.

Le premier projet gouvernemental de grande envergure a été concu en 1956 pour Cái-Sắn. Il s'agit d'un projet à but multiple pour réimplanter les réfugiés du Nord-Viêtnam, opérer la réforme agraire et remettre les rizières en culture.

Le Gouvernement prend à sa charge toutes les dépenses d'implantation des agriculteurs, d'organisation des communautés et d'hydraulique agricole. L'Office National du Matériel Agricole Mécanique fournit les services de labour pour parer à l'insuffisance de bêtes de travail.

La dépense s'élève à 4.650$ par hectare.

Le processus a été étendu à partir de 1957 à la Plaine des Joncs et à la Prairie de An-Xuyên Ba-Xuyên, plus connue sous le nom de Plaine de Camau.

L'Administration Générale du Plan a pour mission d'amorcer le mouvement, de fournir les services de labour mécanique, et de guider les agriculteurs au point de vue technique. Les investissements prévus à ce titre s'élèvent à :

... / ...

	Piastres	Dollars	Total en piastres
1957	186.068.500	1.283.740 (soit 44.930.900$ VN)	230.999.400
1958	268.500.000		268.500.000
1959	86.250.000		86.250.000
1960	86.250.000		86.250.000
1961	86.250.000		86.250.000
	713.318.500	1.283.740 US $	758.249.400

Ces estimations sont basées sur le coût en piastres d'un hectare tel qu'il ressort des projets concus pour 1957, à savoir 5.800$00 pour Cái-Sắn, 4.800$00 pour la Plaine des Joncs et 4.150$00 pour An-Xuyên Ba-Xuyên.

3) Secteur privé

Le total des superficies qui seront remises en culture par l'effort des particuliers atteint 169.250 ha répartis comme suit :

Cái-Sắn	78.000 ha
Plaine des Joncs	15.000 ha
An-Xuyên Ba-Xuyên	46.250 ha
Autres provinces	30.000 ha
	169.250 ha

Il est juste que le Crédit agricole leur apporte une certaine aide financière.

... / ...

TABLEAU COMPARATIF DU RIZ

--++++--

Numéro	Matières	1942	1956	1961
	Superficie cultivée en 1.000ha			
	Sud Viêtnam	2.300)	2.271	2.100
	Centre Viêtnam	494)		500
	Total	2.794	2.271	2.600
2	**Rendement par Ha. en Paddy**			
	Sud Viêtnam	1,4)	1,24	1,4
	Centre Viêtnam	1,1)		
3	**Production en 1.000 T Paddy**			
	Sud Viêtnam	3.180)	2.829	2.950
	Centre Viêtnam	513)		550
	Total	3.693	2.829	3.500
4	**Production en 1.000 T. Riz**			
	Sud Viêtnam	2.070)		1.920
	Centre Viêtnam	335)	1.840	360
	Total	2.405	1.840	2.280
5	**Population**	7.973.000	12.300.000	13.050.000
6	**Consommation en Paddy**			
	Consommation humaine	1.315.500	2.000.000	2.120.000
	Consommation de l'élevage	50.000	50.000	50.000
	Semence	184.000	150.000	174.000
		1.549.500	2.200.000	2.344.000
	Consommation en riz			
	Consommation humaine	835.000	1.300.000	1.380.000
	Consommation de l'élevage	33.000	33.000	33.000
	Semence	120.000	98.000	114.000
		988.000	1.331.000	1.527.000
7	**Disponibilités** (stock et exportation)			
	en paddy	2.143.500	629.000	1.156.000
	ou en riz	1.417.000	409.000	753.000

LE MAIS

A la suite des destructions répétées durant les dernières années de guerre, la superficie cultivée en maïs dans la République du Viêt-Nam s'est trouvée réduite de 32.000 ha (1943 - 1944) à 10.000 ha (1950). La reprise a été amorcée en 1953, mais un effort reste à faire dans ce domaine pour pouvoir suffire à nos besoins intérieurs qui ne tarderont pas à croître avec le présent Plan Quinquennal (consommation humaine et animale)

Années	Superficie cultivée en maïs
1943 - 1944	32.000 Ha.
1950	10.000
1953	21.925
1954	22.037
1955	27.990

Les 27.990 ha. cultivés en 1955 se répartissent de la façon suivante :

Centre Viet-Nam	:	12.900 ha.
P.M.S.	:	8.000
Sud Viet-Nam	:	7.090
		27.990 Ha.

La superficie cultivable en maïs dans la République atteindrait 100.000 Ha.

Centre Viet-Nam	:	35.000 Ha.
P.M.S.	:	15.000
Sud Viet-Nam	:	55.000
		100.000 Ha.

Pourtant, l'extension de la culture sera limitée, non par l'espace disponible, mais par les possibilités d'écoulement sur les marchés intérieur et extérieur.

La consommation intérieure actuelle s'élève à 35.000 T.

Consommation humaine (12 millions d'habitants) :

2,7 x 12 x 106 = 32.400.000 Kg.

Consommation animale - = 2.414.000

Total = 34.814.000 Kg.

A la fin du présent Plan quinquennal, cette consommation connaîtra une augmentation notable due à l'accroissement de la population (1,5% par an) et du cheptel :

Accroissement de la consommation humaine :

2,7 x 927.000 : 2.502.900 Kg.

Accroissement de la consommation animale : 17.497.000

19.999.900 Kg.

soit 20.000 T.

Marché extérieur -

La République du Viet-Nam exportait du maïs principalement vers la France et l'Afrique Française. Mais depuis 1955, ces marchés ont été satisfaits quasitotalement par le maïs cambodgien.

D'ailleurs la France, l'Afrique, ainsi qu'un grand nombre d'autres pays consommateurs de maïs ont adopté la politique d'autarcie dans ce domaine.

Il convient donc d'être prudent dans la prévision des possibilités d'exportation. Le Ministère de l'Agriculture les estime à 4.000 T.

.../

Le présent Plan quinquennal du maïs vise en conséquence l'objectif de production de 24.000 T. seulement, soit :

5.000 Ha de maïs roux pour l'exportation.

15000 Ha de maïs blanc pour la consommation intérieure

Total : 20000 Ha.

ECHELONNEMENT ET REPARTITION REGIONALE DE L'EXTENSION

Années	Sud Viet-Nam : Maïs roux	Sud Viet-Nam : Maïs blanc	Centre Viet-Nam : Roux	Centre Viet-Nam : Blanc	P.M.S.	TOTAL
1957	Ensemencement du maïs roux					
1958	200	700	100	600	700	2.500
1959	900	1.400	600	1.000	1.500	5.400
1960	900	1.400	600	1.100	1.800	5.800
1961	1.000	1.500	700	1.100	2.000	6.300
	3.000	5.000	2.000	4.000	6.000	20.000
	8.000		6.000		6.000Ha	

La culture du maïs sera développée dans les provinces suivantes :

Sud Viet-Nam : An-Giang (Châu-Đốc Long-Xuyên) Phước-Tuy (Baria) Biên-Hoà, Long-Khanh, Phước-Long.

Centre Viet-Nam : Quảng-Nam (variété naine très recherchée pour l'exportation) Quảng-Ngãi, Phú-Yên, Bình-Định.

P.M.S. : Régions occupées par les réfugiés.

Dans le but d'encourager le développement de la culture du maïs, le Gouvernement accordera une aide aux cultivateurs :

1)- Fourniture gratuite des semences de maïs roux à raison de 40 Kg. par hectare nouveau.

2)- Prêts aux planteurs et avances aux coopératives.

LE SOJA ET LE DOLIQUE VERT

-:-:-

Le soja et le dolique vert sont deux cultures secondaires très importantes, venant immédiatement après le maïs. Pratiquées indifféremment sur les mêmes terrains, ayant le même cycle végétatif - ce qui amène à les grouper ensemble - elles fournissent un complément alimentaire très courant. La production n'a pas couvert ces dernières années la consommation locale, et le Viet-Nam en a importé 733 T en 1955, 471 T (soja) en 1956.

Par ailleurs le soja s'exporte facilement.

Le présent projet vise à satisfaire entièrement les besoins nationaux et à permettre une exportation de 2.500 T en 1961.

Les sols propices ne manquent pas surtout au Sud Viet-Nam, parmi les terres rouges et les terres alluvionnaires.

L'extension de la culture portera sur 5.800 hectares répartis comme suit :

Sud Viet-Nam	4.000 Ha
Centre Viet-Nam (delta)	1.000 -
Centre Viet-Nam (plateaux)	800 -

Les rendements par hectare s'établissent à 1 T. pour le soja et 0 T.600 pour le dolique vert.

Le soja se verra réserver la moitié des superficies au Sud Viet-Nam, les 2/3 dans le delta du Centre Viet-Nam et la totalité dans les plateaux du Centre Viet-Nam.

La culture du soja et du dolique vert ne pose aucun problème particulier.

ARBRES FRUITIERS

-:-

C'est un fait que la consommation des fruits s'accroit quand le niveau de vie s'améliore. Malgré sa production fruitière, le Viet-Nam importe chaque année des quantités importantes de fruits (frais, secs et en conserve), de confitures et jus de fruit.

Le Sud Viet-Nam était, avant la guerre, riche en fruits. Mais les vergers avaient subi de graves dégâts. En 1955, 18.670 hectares d'arbres fruitiers produisaient 200.000T de fruits, cependant on ignorait l'importance de chaque espèce.

Importations de fruits, confitures et jus de fruits

	Tonnage	Valeur
1949	2.277 T	24.403.000 $ VN
I950	4.243 T	39.387.000 "
I95I	5.786 T	55.495.000 "
I952	7.859 T	74.883.000 "
I953	8.769 T	92.09I.000 "
I954	-	-
I955	I6.6I4 T	I42.I27.000 "
I956	8.282 T	9I.345.000 "

L'objectif du projet consiste à accroitre les superficies de 6.000 hectares, sur lesquels 4.000 Ha donneront un rendement immédiat et 2.000 Ha produiront après le Premier Plan. Des cultures secondaires peuvent être faites dans les vergers.

L'accroissement de la production fruitière permettra de mieux satisfaire la consommation intérieure et d'augmenter les exportations, de bananes notamment.

Pour atteindre ce résultat, il convient de créer des vergers nationaux, des vergers spécialisés, des pépinières provinciales, d'accorder des prêts aux arboriculteurs, d'organiser

des coopératives fruitières.

Les vergers nationaux réunissent les arbres fruitiers de qualité pour étudier, leur croissance, le maintien de la qualité, l'augmentation des rendements et la conservation des fruits.

Les vergers spécialisés, établis dans les provinces d'origine des espèces renommées ou dans les provinces réunissant des conditions de sol et de climat analogues, ont pour but de préserver ces espèces et d'améliorer leur qualité.

Les pépinières existent déjà dans certaines provinces. Elles fournissent aux agriculteurs, à bas prix et en quantité suffisante, des jeunes plants provenant des souches de qualité, conformément aux objectifs du Plan.

L'importance des prêts et les modalités de remboursement varient avec les espèces d'arbres : 10.000$000 pour un hectare d'agrumes, 20.000$000 pour un hectare de mangoustans. Les remboursements s'effectuent par annuités après la première récolte normale, c'est-à-dire après 7 ans pour les agrumes et 11 ans pour le mangoustan.

Les coopératives veillent au moment optimum et à la technique de cueillette, à la présentation des fruits suivant leur calibre, aux procédés d'emballage et d'expédition, au stockage dans les entrepôts frigorifiques.

DEPENSES PREVUES

a)- Vergers et pépinières : Voir le chapitre Recherches

b)- Prêts aux planteurs :

- Agrumes, mangues, longanes, letchis, durions (1.500 Ha)	I5.000.000$00
- Mangoustans (500 Ha)	I0.000.000$00
	25.000.000$00

LE THE

La superficie plantée en thé s'élève en 1955 à 8.000 Ha. donnant 3.500 T. de thé. Les renseignements statistiques ne sont pas disponibles pour 1956; cependant la situation du marché du thé ne pousse plus les planteurs, ces dernières années, à augmenter les superficies. Néanmoins la production a dû augmenter parce que des jeunes plantations commencent à produire. La plus grande partie du thé produit est consommé dans le pays. Les exportations ont atteint les tonnages suivants :

1949	: 681 T.	valant	22.255.000.00
I950	: 868 T.	"	22.806.000.00
I951	: 505 T.	"	I4.440.000.00
I952	: 155 T.	"	4.266.000.00
I953	: 28 T.	"	1.093.000.00
1954	:		
1955	: 166 T.	"	4.304.000.00
I956	: 271 T.	"	11.364.556.00

Mais le Viêt-Nam importe aussi chaque année certaines quantités de thé, principalement du thé de Chine :

1955	: 105 T.	valant	5.652.000.00
I956	: 37 T.		I.I49.000.00

Le Plan Quinquennal envisage une augmentation de 2.000 hectares et une production accrue de 1.000 T. de thé, étant donné le délai de croissance des théiers.

I958	.....	400 Ha.	en plus
1959	.....	400 "	"
1960	.....	800 "	"
1961	.....	400 "	"

.../

Le développement de la culture s'effectuera dans les provinces du Haut-Donnai (Variété Shan) et Darlac (Variété Assam).

La technique du semis direct et de la plantation en haie sera vulgarisée pour obtenir des rendements plus élevés.

On produira du thé vert pour les marchés d'Afrique du Nord, Sud-Est Asiatique et du thé noir pour l'exportation en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Parallèlement la production locale remplacera les quantités de thé importées jusqu'ici.

Les planteurs se verront accorder des prêts pour améliorer les techniques de préparation et de présentation commerciale du thé.

Les bénéfices qu'ils réalisent de la sorte leur permettront de développer la culture par auto financement.

Il convient également de créer des coopératives pour assurer la relève de la chaîne des intermédiaires dont la défection a été l'une des causes du marasme actuel du thé.

Enfin une aide à l'exportation est indispensable comme pour les autres produits agricoles. Nos prix de production sont trop élevés par rapport aux cours mondiaux (70,00 environ contre 40 à 50,00) et l'abaissement attendu ne saurait à bref délai supprimer un tel écart.

C A F E
-:-

Le Viet-Nam ne produit pas suffisamment de café pour sa consommation. Il a dû importer :

1953	120 T
1954	402 T.
1955	169 T (valant 4.903.772$00)
1956	397 T (" 9.778.000.00)

En 1955, la superficie plantée s'élève à 3.09I hectares et la production à I.820 T.

L'objectif du Plan consiste à produire dans le pays tout le café consommé. Il sera atteint par un accroissement des superficies plantées de 1.000 Ha dans les provinces de Darlac (600 Ha), Baria (200 Ha) et Biên-Hoà (200 Ha), échelonné comme suit :

1958	200 Ha
1959	200 -
1960	200 -
1961	400 -

Le fruit de cet accroissement ne sera recueilli qu'après la fin du Plan.

L'Arabica courant ne réussit pas au Viêt-Nam à cause des parasites. La culture se fera avec le Robusta ou d'autres variétés après expérimentation.

Une station expérimentale de 2 Ha sera créée à Ban-mê-thuột pour essayer notamment la variété Arabica de l'Inde, résistante aux parasites, pour fournir aux planteurs des semences et pour étudier les maladies. (Pour les dépenses, voir le chapitre Recherches).

Les planteurs, de leur côté, doivent être encouragés par des prêts s'élevant à 20.000$00 par hectare, remboursables en 5 annuités à partir de la 5ème année, soit :

20.000$00 x 1.000 = 20.000.000$00

LE POIVRE

A l'heure actuelle, le poivre occupe environ 150 Ha dans la République du Viêt-Nam. Certaines plantations commencent à peine à rapporter; la production annuelle est estimée à 120 T.

On manque de normes pour évaluer les besoins du pays. Les importations se sont élevées en 1956 à 121 T. cependant le voisinage du Cambodge, gros producteur de poivre alors qu'il vient après la Malaisie comme fournisseur, laisse supposer que les importations non enregistrées pourraient être importantes.

L'extension envisagée de la culture du poivre intéresse 360 Ha, mais la première récolte n'aura lieu qu'après la fin du Plan Quinquennal.

Dans la durée du Plan, la production annuelle ne dépassera pas 200 T. Signalons que les 360 Ha sous mentionnés donneront 570 T de poivre en 1966, commencement du plein rapport.

REPARTITION REGIONALE ET ECHELONNEMENT DE L'EXTENSION

Centre Viet-Nam	180 Ha
Sud Viet-Nam	180 -
	360 Ha

1958	60 Ha
1959	100 -
1960	100 -
1961	100 -
	360 Ha

Pour réaliser l'extension, il convient d'accorder des prêts aux planteurs, de leur distribuer gratuitement des boutures et de poursuivre les recherches pour améliorer la culture et lutter contre les parasites.

) EPENSES PRVUES
-:-

1/- Prêts aux planteurs - Les frais de culture et d'entretien d'un hectare jusqu'à la production s'élèvent à 90.000$; l'Etat prêtera 30.000$00 réparties en trois tranches annuelles de I0.000$00 chacune. Le remboursement s'effectuera en 5 annuités à partir de la 5è année.

30.000$00 x 360 = I0.800.000$00

2/- Distribution des boutures

Il faut créer des pépinières pour fournir des boutures, à raison de 3.600 boutures par hectare.

(Pour les dépenses, voir le chapitre "Recherches")

LE CAOUTCHOUC

-+-

Le caoutchouc est une culture récente au Viet-Nam ; la première plantation commerciale aurait été créée en 1897 et l'essor datait de 1920.

Les frais élevés de défrichement, le long délai de rapport font du caoutchouc le champ d'investissement par excellence des capitaux francais de l'époque coloniale. La nature pénible du travail de défrichement, les abus qui ont été commis, placent encore, à l'heure actuelle, cette activité dans un contexte psychologique défavorable.

Pourtant, il serait dangereux de perdre de vue l'importance du caoutchouc dans l'économie vietnamienne. Depuis de nombreuses années il a ravi au riz la première place parmi les exportations.

a) Superficies plantées.

Presque toutes les plantations de caoutchouc se trouvent au Sud Viet Nam. Les statistiques ne concernent que les plantations supérieures à 500 ha.

L'accroissement des superficies plantées s'était effectué d'une manière continue jusqu'en 1944, mais dès 1935, l'abattage des vieux arbres réduisait l'accroissement net. L'administration coloniale contrôlait également l'extension des superficies, en fonction des décisions prises sur le plan international.

1934	98.200 ha.
1935	-
1936	98.670 -
1937	99.871 -
1938	98.370 -
1939	104.420 -
1940	102.620 -
1941	-
1942	103.170 -
1943	103.321 -
1944	106.587 -
1945	-
1946	71.506 -
1947	71.506 -
1948	71.506 -
1949	-
1950	62.342 -
1951	62.264 -
1952	61.224 -
1953	61.275 -
1954	63.752 -
1955	63.060 -
1956	63.000 -

Les petites plantations (inférieures à 500 ha.) sont moins bien connues. On estimait leur superficie totale à 40.000 ha en 1944 ; elles totalisent à l'heure actuelle 20.000 à 22.000 ha. Leur exploitation revêt un caractère plutôt familial.

Les plantations de caoutchouc ont souffert de lourdes destructions comme le montrent les chiffres ci-dessus.

Les statistiques mentionnent la replantation à partir de 1935. En effet, à cette date, les plus vieilles plantations dépassèrent déjà la limite d'âge utile de 30 ans et il faut 7 ans pour qu'un arbre puisse être saigné.

La guerre d'Indochine avait arrêté pendant quelques années l'effort de rajeunissement indispensable ; cet effort a repris sur une petite échelle, compte tenu des circonstances, insécurité, insuffisance de main-d'oeuvre. Les renseignements statistiques disponibles donnent, pour les grandes plantations 1.190 ha. de 1946 à 1950 et 2.809 ha. de 1951 à 1961.

Théoriquement, le ra jeunissement doit s'opérer au rythme de 3 o/o par an. Cependant, on n'a pas intérêt à maintenir des plantations dans certaines terres grises.

Pour rattrover le retard, le Plan quiquennal préconise les chiffres suivants pour chacune des cinq années :

Replantation dans les grandes plantations	2.000 ha.
Replantation en terre grise (petites plantations)	2.000 -
Nouvelles plantations ou replantation en terre rouge (petites plantations)	2.000 -
	6.000 ha.

soit un peu plus de 7 o/o du total des superficies existantes.

La replantation se fera dans toute la mesure du possible avec le matériel végétal à haut rendement.

b) <u>Production et exportation</u>.

Dans les meilleures années, les superficies exploitées dans les grandes plantations se situaient aux environs de 80.000 ha.

	Production du V.N. (en Tonnes.)	Exportation de l'I.C. Tonnage (en Tonnes)	Exportation de l'I.C. Valeur (en 1.000 $VN)	Observations
1938	43.000	58.000		
1939		68.900		
1940	52.090	64.526	1.080.452	
1941		50.251	913.012	
1942	52.630	37.835	813.869	
1943	51.516	36.081	419.879	
1944	42.933	150	5.381	
1945		61	2.069	
1946	12.921	136.979	462.965	
1947	26.241	51.707	185.794	
1948	27.633	42.066	309.081	
1949	27.386	41.533	363.171	
1950	32.968	52.375	772.616	
1951	37.280	53.575	1.232.159	
1952	45.602	63.247	861.597	
1953	53.256	59.468	846.220	
1954	54.917	55.928	849.616	
1955	65.000	61.771	1.400.000	Exportations du Viet-Nam.
1956	64.740	59.423	1.283.518	

Le rendement est conditionné par l'âge des plantations et le matériel végétal de qualité.

Le rapport de la Mission d'Etudes des Nations Unies fait ressortir les renseignements suivants pour 1955 :

Superficie en production croissante : 28,60 o/o
" " stable : 31,91 o/o
" " décroissante : 39,49 o/o

Dans le même ordre d'idée, d'autres renseignements intéressants ont été fournis concernant 94 o/o des grandes plantations : 59.125 ha. sur 63.000 ha.

Superficies plantées	avant 1930	43 o/o
"	de 1930 à 1935	21 o/o
"	de 1936 à 1945	29 o/o
"	de 1946 à 1950	2 o/o
"	de 1951 à 1956	5 o/o

De 1946 à 1950, les superficies exploitées ont beaucoup baissé au Sud Viet-Nam. En 1949, les superficies en saignée s'élèvèrent à 25.246 ha. contre 77.403 ha en 1944. Les pourcentages entre superficies exploitées et superficies exploitables ont été de 48 c/o en 1947 et 1948, 55 o/o en 1950 .

On note une reprise à partir de 1951 :

1951	:	70 o/o
1952	:	87 o/o
1953	:	93 o/o

Les grandes plantations en terre rouge, utilisant un matériel de qualité, obtiennent de 1T. à 1 T,5 par hectare par an. Même les vieilles plantations donnent des rendements manifestement supérieurs à ceux de la Malaisie par exemple, ce qui amène de reviser la corrélation établie jusqu'ici entre l'âge et la production .

Les petites plantations en terre grise donnent seulement en rendement moyen de 0 T, 700 par hectare, elles ont produit 12.600 T en 1955 .

Aucun accroissement de la production ne peut être escompté durant le Plan Quinquennal .

La majeure partie du caoutchouc obtenu est exportée ; l'industrie du caoutchouc est encore embryonnaire. La production n'augmentant pas, les exportations se maintiendront au niveau actuel .

Les cours du caoutchouc, produit stratégique, varient souvent brutalement en raison de la conjoncture internationale ; la caoutchouc naturel, d'autre part, subit une sérieuse concurrence de la part du synthétique. Il arrive que les prix sur le marché local subissent des variations hors de proportion avec celles du marché mondial pour les petits producteurs qui n'exportent pas directement.

D'une manière générale, la situation financière des plantations n'est pas brillante ces deux dernières années.

L'exploitation du caoutchouc bénéficie du compte E.F.A.C. de 15 o/o qui constitue bel et bien un soutien indirect pour rajuster les prix. Ce soutien devra être maintenu à cause de certains éléments incompressibles du prix de production.

c) Investissements .

1o) Recherches. A l'heure actuelle, les recherches sur le caoutchouc se poursuivent sur deux plans : au Viet-Nam par l'Institut des Recherches sur le caoutchouc de l'Indochine (I.R.C.I.) en France par l'Institut Francais du Caoutchouc (I.F.C.)

Le recours à un organisme étranger est indispensable.

Les recherches sont payées par les producteurs eux-mêmes.

Il convient de maintenir les dépenses de recherches au niveau actuel. Il sera demandé à l'I.R.C.I. de prendre davantage de stagiaires viêtnamiens pour augmenter le nombre de techniciens du caoutchouc.

2o) Replantations dans les grandes plantations . Les prévisions concernant les grandes plantations ne se traduiront pas par une charge financière excessive pour elles si l'on les compare aux chiffres de 1940 à 1944 .

On pourrait songer à assimiler ces dépenses aux investissements nouveaux et leur accorder des avantages en conséquense.

3o) Petites plantations.

Les replantations dans les terres grises reconnues aptes bénéficeront d'un prêt de 20.000 $ par hectare, soit :

20.000 $ 00 x 2.000 x 5 = 200.000.000$00

Les replantations ou créations de nouvelles plantations en terre rouge (remplacement des mauvaises plantations en terre grise compris) recevront des prêts de 35.000$00 par hectare soit :

35.000$00 x 2.000 x 5 = 350.000.000$00.

Le total des prêts s'élève à 200 millions $ + 350 millions = 550 millions en 5 ans .

LA CANNE À SUCRE

-+++-

Le Viet-Nam importe chaque année environ 50.000 T de sucre. Le Plan Quinquennal envisage une extension importante de la culture de la canne à sucre pour alimenter l'industrie sucrière et réduire dans des proportions notables les importations de sucre.

Avant la guerre d'Indochine, la culture de la canne à sucre se faisait sur une vaste échelle dans la République du Viet-Nam, 13.000 ha au Centre et 17.000 ha au Sud. Mais seule la production du sucre blanc était connue de facon précise, 20.000 T par an. Une bonne partie des cannes a toujours été consommée frais.

Pour la campagne 1955, les superficies cultivées s'élevaient à :

Sud Việt-Nam	11.690 ha
Centre Việt-Nam	8.065 ha
	19.755 ha

donnant 518.390 T de cannes environ.

L'industrie du sucre blanc a beaucoup baissé : 1768 T. en 1955; la production contrôlée de sucre roux atteignait la même année 5.264 T.

Les possibilités d'extension de la culture de la canne restent grandes. Le Plan prévoit 13.000 ha supplémentaires de 1957 à 1961 dont 8.000 ha au Centre Viet-Nam et 5.000 ha au Sud Việt-Nam.

(Quảng-Nam	500 ha	
(Quảng-Ngãi	5.000 -	
(Bình-Định	500 -	
(Phú-Yên (Tuy-Hòa)	2.000 -	
		8.000 ha
Sud Việt-Nam Hiệp-Hòa		5.000 -
		13.000 ha

L'échelonnement de l'extension s'opère comme suit :

1958 : 3.200 ha
1959 : 2.600 -
1960 : 3.500 -
1961 : 3.700 -

Au terme du Plan, la production supplémentaire de cannes s'élèvera à 480.000 T correspondant à 24.000 T. de sucre blanc et 8.000 T de sucre roux, ce qui permettra de ramener les importations de sucre à 20.000 T par an.

Les besoins en sucre et le projet de création des sucreries seront analysés dans le chapitre "Industrie".

Pour atteindre ces objectifs, il faudra développer les stations expérimentales, accorder des prêts aux planteurs et organiser des coopératives.

Les stations expérimentales font des recherches sur les variétés à haut rendement, sur les engrais et approvisionnent les planteurs en boutures de qualité.

La culture de la canne à sucre exige des frais élevés. Des prêts devront être accordés aux planteurs pour y faire face.

Les coopératives serviront d'intermédiaires entre les planteurs d'une part, les organismes de crédit ou les sucreries de l'autre; elles s'occupent du ravitaillement en engrais et en instruments de travail, du ramassage et du transport de la récolte; elles conseillent les membres sur la technique de culture, le choix des boutures, l'utilisation des engrais et la période de récolte.

Dépenses prévues

a) Stations expérimentales -

3 stations expérimentales de 10 ha chacune seront créées à Quản-Ngãi, Tuy-Hòa et Cholon. Elles font partie du programme d'activité existant du Ministère de l'Agriculture.

b) Prêts aux planteurs et avances aux coopératives -

Ces prêts et avances seront accordés par l'Office National du Crédit Agricole.

LE TABAC

La culture du tabac s'est développée à un rythme rapide ces dernières années. Au Sud-Viêtnam, les superficies cultivées ont dépassé les niveaux d'avant-guerre : 3860ha. en 1935 contre 3.100 Ha. en 1942, 3.563 ha. en 1943 (maxima connus).

Pour tout le Viêtnam, les chiffres suivants ont été enregistrés pour 1955 :

	Superficies plantées	Production de feuilles sèches
Sud-Viêtnam	3.860 Ha.	3.470 T.
Centre-Viêtnam	5.140	3.885 T.
	9.000 Ha	7.335 T.

La plus grande partie de cette production est constituée par un tabac très fort, utilisé dans les campagnes. Seules les provinces de Phú-Yên, Khánh-Hòa, Ninh-Thuận et Bình-Thuận ont approvisionné partiellement les manufactures établies à Saigon. Celles-ci ont importé des tonnages importants de tabacs bruts :

1955 : 4.875 T. valant 202.251.000$00

1956 : 5.545 T. - 230.034.000$00

Sur les 4.875 T. importées en 1955, il y avait 1.770T de tabac blond.

Le Plan prévoit les réductions suivantes dans les importations de tabacs bruts, lorsque l'extension de la culture sera entièrement réalisée :

Tabac brun : 2.400 T.

Tabac blond : 600 T.

Pour atteindre ces objectifs, les superficies à mettre en culture au delà du niveau actuel s'élèvent à :

Tabac brun	Sud-Viêtnam	500 Ha.
	Centre-Viêtnam	3.500 -
		4.000 Ha.
Tabac blond	Sud-Viêtnam	1.000 Ha.

L'extension de la culture du tabac brun ne se heurte à aucune difficulté majeure.

Pour le tabac blond, les coopératives doivent prendre en mains toutes les opérations de séchage et de préparation et s'équiper en conséquence.

Pour cette raison, bien que la culture se pratique déjà, la livraison aux manufactures n'est envisagée que pour 1961.

ECHELONNEMENT DE L'EXTENSION

I.- Tabac brun

	Sud-Viêtnam	Centre Viêtnam	TOTAL
1958	100 Ha.	900 Ha.	1.000 Ha
1959	100 -	600 -	700 -
1960	100 -	1.000 -	1.100 -
1961	200 -	1.000 -	1.200 -
	500 Ha.	3.500 Ha.	4.000 Ha.

II.- Tabac blond

1958	200 Ha.
1959	200 -
1960	300 -
1961	300 -
	1.000 Ha.

L ' A R A C H I D E

-:-

En 1955, l'arachide occupe 20.230 ha.

Centre Viêt-Nam : 15.000 ha.

Sud Viêt-Nam : 5.230 ha.

20.230 ha.

La production en gousses est évaluée à 19.615 T. Une partie seulement de cette production est pressée , le reste étant consommé sous forme de graines ou dans la pâtisserie et la confiserie.

La production de l'huile d'arachide raffinée est insuffisante et il a fallu importer (importations commerciales)

1955 : 154 T.

1956 : 204 T.

L'extension de la culture a pour but de couvrir intégralement la consommation intérieure et de dégager un surplus exportable de 2.000 T. d'huile par an.

Elle porte sur 15.000 ha. donnant 12.000 T. de gousses :

Sud Viêt-Nam : 10.000 ha.

Centre Viêt-Nam : 5.000 -

Echelonnement de l'extension

1958 : 3000 Ha

1959 : 3000 -

1960 : 4000 -

1961 : 5000 -

La constitution des coopératives est indispensable pour l'extraction, le raffinage et l'écoulement de l'huile

LE COCOTIER

Les cocoteraies couvrent en 1955 23.880 ha dont 18.880 ha au Sud Viêt-Nam et 5.000 ha au Centre Viêt-Nam.

La production de coprah sec était estimée cette année à 20.500 T environ correspondant à 4.700 T d'huile.

La consommation des savonneries a été évaluée en 1956 à 3.900 T d'huile; les exportations contrôlées s'élevaient à 300 T en 1955, 573 T en 1956.

Les cocoteraies ont souffert de sérieuses destructions notamment au Sud Viêt-Nam. Ailleurs, elles n'ont pu être entretenues, ni rajeunies de manière satisfaisante.

Pour couvrir l'accroissement de la consommation intérieure, et augmenter les exportations, il est nécessaire de planter 6.000 ha en cinq ans, tant pour remplacer les vieilles plantations que pour réaliser une extension nette.

Le Sud Viêt-Nam fera 4.000 ha et le Centre Viêt-Nam 2.000 ha. Seulement les nouvelles plantations ne produiront que vers 1968.

ECHELONNEMENT DE L'EXTENSION

1957 } Création des pépinières et production des jeunes plants.
1958 }

1959 : 1.500 ha.

1960 : 1.500

1961 : 3.000

6.000 ha.

Les pépinières seront créées à My-Tho, Bên-Tre, Bacliêu, Vinhlong, Tam-Quan, Bồng-Sơn, Sông-Cầu pour fournir 1.200.000 plants, la densité d'arbres par hectare variant de 160 à 200 pieds.

Les planteurs recevront des prêts pour créer des plantations nouvelles ou remettre en état les anciennes plantations à raison de 8.000$00 par hectare.

Les prêts de la Ière catégorie sont exigibles en 4 annuités après la 7è année.

La coopérative de An-Hoa (Sud Viêt-Nam) doit être renforcée; une nouvelle coopérative sera créée à Bông-Sơn, Elles veillent au séchage du coprah, défectueux jusqu'ici, s'occupent de l'extraction, du raffinage et de la vente de l'huile, et organisent l'industrie des sous-produits (fibres, charbons).

Dépenses prévues

a) Pépinières (Voir le chapitre Recherches)

b) Prêts aux planteurs :

8.000$00 x 6.000 ha - 48.000.000$00

L E R I C I N

-:-

La culture du ricin a connu une grande extension durant la 2è Guerre Mondiale, surtout au Nord Viêt-Nam.

De 1950 à 1954, elle ne se pratiquait plus que sur une échelle très réduite (120 à 250 ha par an) et a pratiquement disparu depuis 1955.

La consommation intérieure de l'huile de ricin est insignifiante. Par contre, les possibilités d'exportation sont très encourageantes.

Les sols favorables ne manquent pas. Nous envisageons de développer la culture du ricin sur 5.000 ha dont 3.000 ha au Sud Viêt-Nam et 2.000 ha au Centre Viêt-Nam.

Echelonnement de l'extension :

1957	15 ha. (production des semences)
1958	600 -
1959	900 -
1960	1.500 -
1961	2.000 -

Le rendement étant de 800 K. à l'hectare, la production obtenue dans la dernière année du Plan s'élèvera à 4.000 T.

L'exportation se fera sous forme de graines ou d'huile.

L'extension de la culture sur une échelle aussi importante nécessite une aide aux planteurs, l'organisation des coopératives pour la vente, parallèlement des recherches sont nécessaires pour obtenir des rendements en graines et en huile plus élevés.

LES PLANTES TEXTILES

-:-

LE COTON

La culture du coton est le plus frappant exemple de l'effort de diversification de notre économie. Chaque année le Viêt-Nam importe des quantités considérables de filés et tissus de coton (16.000 T. valant 507 millions de piastres).

Les projets de création d'industrie de filature et de tissage du coton seront analysées dans le titre "Industrie".

L'extension de la culture du coton vise seulement à fournir une partie de la matière première utilisée dans la filature.

Dans le passé, la République du Viêt-Nam n'a pas produit beaucoup de coton. En 1930, les superficies plantées s'élevaient à 3.400 ha; un effort a été fait durant la 2è Guerre Mondiale, (7.000 ha.) mais on est retombé à un niveau très bas à l'heure actuelle (3.030 ha. en 1955, 1.000 ha en 1956). Le coton récolté est filé artisanalement.

La culture du coton se heurte encore à de nombreuses inconnues. Les rendements obtenus sont bas et les prix de production très élevés.

C'est pourquoi, durant le présent Plan Quinquennal, l'extension envisagée reste prudente; parallèlement, des recherches intensives seront menées pour permettre, dans l'avenir, un développement éventuel sur une plus grande échelle.

Aux 1.000 ha. existants s'ajouteront jusqu'en 1961 : 8.300 ha échelonnés et répartis comme suit :

1958	2.100 ha
1959	1.200 -
1960	1.700 -
1961	3.300 -
	8.300 ha

Sud Viêt-Nam	800 ha
Centre Viêt-Nam (Delta)	7.100 -
Centre Viêt-Nam (Plateaux)	400 -
	8.300 ha

On obtient $0^{T}.100$ de coton égrené à l'hectare.

Aux prix actuels, la culture du coton se traduirait par une perte notable pour l'agriculteur.

Dans les provinces familiarisées avec cette culture, des ccopératives seront créées pour servir d'intermédiaire avec les organismes de crédit, assurer la collecte et l'égrenage du coton brut. Le coton égrené sera vendu aux filatures mécaniques.

Une garantie du prix s'avérera nécessaire pour permettre au coton local de supporter la concurrence du coton importé.

Une station expérimentale de 5 ha sera créée (Voir le chapitre Recherches).

LA SERICICULTURE

-:-

Le Viêt-Nam a des possibilités prometteuses en matière de production de soie qui ne sont pas entièrement exploitées.

Les importations de soie grège et tissus de soie ont atteint les chiffres suivants ces dernières années :

	Soie grège		Tissus de soie		TOTAL	
	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur
1949	86T	10.I59.000	6T	2.I02.000	92T	I2.26I,000
1950	73	23.573.000	I3	2.573.000	86	26.I46.000
I95I	265	54.377.000	I3	4.I04.000	278	58.48I.000
I952	237	48.252.000	I9	5.774.000	256	54.026.000
I953	288	I03.273.000	20	9.796.000	308	II3.069.000
I954	888	III.I05.000	-	-	-	- (1)
I955	235	83.I92.000	I5	5.446.000	250	88.638.000
I956	57	20.307.000	-	-	57	20.307.000

(1) En 1955, le V.N. a exporté, principalement vers le Cambodge, de tissus de soie d'une valeur de 14.969.000$00.

Avant 1945, les superficies plantées en mûrier atteignaient 6500 ha et la production de soie grège environ 130 T.

A l'heure actuelle, la Sériciculture se fait sur une échelle réduite.

Mûraies		Production de soie grège
Centre V.N.	7I3 ha	20 T
Sud V.N.	320 -	
	I.033 ha	

Les besoins en soie grège, 300 T par an, peuvent être satisfaits, sans grande difficulté, par la production locale, moyennant la mise en culture de 13.I00 ha supplémentaires de mûrier répartis comme suit :

Centre V.N.	(Delta)	6.500 ha
"	(plateaux)	600 -
Sud V.N.		6.000 -
		13.100 ha

La superficie totale des mûraies sera ainsi portée à 15.000 ha en chiffres ronds.

Echelonnement de l'extension :

1957	500 ha
1958	1.000 -
1959	2.500 -
1960	4.000 -
1961	5.100 -

Ce programme d'extension entraîne la création de stations expérimentales, des magnaneries modèles, des ateliers de grainage, des coopératives pour la préparation et commercialisation de la soie grège.

L'aide aux producteurs sera assurée par des prêts de campagne, la distribution des boutures de mûrier et des oeufs de vers-à-soie, des prêts pour la construction des magnaneries.

Mesures secondaires : règlementation de la culture du tabac dans le voisinage du mûrier, dispense provisoire d'impôt foncier en faveur des mûraies.

LE JUTE

Le Viêt-Nam a un grand besoin de sacs de jute tant pour l'exportation que pour le commerce intérieur de ses productions agricoles. Sauf circonstances exceptionnelles, il a toujours dû importer ces sacs.

Avant la 2è Guerre Mondiale, la culture du jute était insignifiante. Sous l'occupation japonaise, on s'était lancé dans une politique d'extension inconsidérée de cette culture, surtout au Nord Viêt-Nam.

Mais les importations ont repris et les superficies cultivées en jute ont baissé d'une facon brutale.

Importation de sacs et emballages

1955	3.216 T.	valant	34.326.000$00
1956	I.889 T.	"	I7.295.000,00

Superficies cultivées

	1944	1954	1955
Centre Viêt-Nam	670 (1)	négligeable	nébligeable
Sud Viêt-Nam	3.332 ha	350 ha	360 ha

L'objectif du projet consiste à accroître les superficies de 5.000 ha (4.000 ha au Sud Viêt-Nam, 1.000 ha au Centre Viêt-Nam) pour obtenir une production supplémentaire de 4.000 T. de fibres.

---

(1) Toutes les provinces du Centre-Viêtnam

Année	Superficie : Plantes dans l'année	Superficie : Accroissement par rapport à l'année précédente	Production de l'année	Production : Accroissement par rapport à l'année précédente
1958	500	500	400 T	400 T
1959	I.500	I.000	I.200	800 T
I960	I.000	I.500	2.400 T	I.200 T
I96I	5.000	2.000	4.000 T	I.600 T

La capacité de la sacherie de Khanh-Hôi suffit pour cette production.

Les besoins ne sont pas complètement satisfaits dans ces conditions et le recours à l'importation est encore nécessaire. Cependant, les services agricoles étudieront un projet de culture de la roselle qui complètera ou remplacera celle du jute.

L A R A M I E

La ramie est cultivée sur une petite échelle au Viêt-Nam. 160 ha à Baria. La production de fibre, estimée à 80 T. est insuffisante pour approvisionner les pêcheurs. Les importations de ramie peignée se sont élevées à :

1955	:	137 T.
1956	:	20 T.

Les pêcheurs semblent s'orienter vers l'importation des filets devant la pénurie des fibres naturelles.

Le présent projet envisage de développer la culture de la ramie sur 500 ha. pour accroître la production de 250 T. de ramie (valant 25.000.000$00).

Répartition régionale et échelonnement de l'extension :

Sud Viêt-Nam	:	300 ha.
Centre Viêt-Nam	:	200 -
		500 ha
1958	:	80 ha
1959	:	80 -
1960	:	160 -
1961	:	180 -
		500 ha

Une coopérative sera créée pour s'occuper particulièrement de la préparation des fibres.

§ 3 - E L E V A G E

A.- OBJECTIFS

I.- SITUATION ACTUELLE -

1.- Généralités -

Au Viêt-Nam, l'élevage du gros bétail a toujours été fonction des besoins dans les travaux champêtres et domestiques. La satisfaction de la consommation constitue un objectif secondaire, et c'est ainsi qu'on n'abat que les bêtes vieilles ou inaptes aux travaux. Ceci explique en partie la carence de notre cheptel agricole car la répartition de nos ressources végétales pouvant servir de nourriture au cheptel est en fonction inverse de l'importance de la population et des besoins.

Dans les plaines où les rizières nécessitent un grand nombre de gros bétail pour les cultures, le pâturage fait défaut. Par contre, dans les régions à vocation pastorale telles les P.M.S. la faible densité de la population et le mauvais état des voies de communication ne favorisent pas le développement de l'élevage.

A l'exception de quelques rares propriétés possédant un troupeau de 4 à 500 têtes, l'élevage reste une affaire familiale dans notre pays. Les troupeaux ne dépassent pas en général une dizaine de têtes, le chiffre moyen étant de 2 ou 3.

Notre effectif de vaches laitières est très restreint (un millier de têtes en tout) et principalement concentré dans la région de Saigon-Cholon.

Pendant les 8 années de guerre, le pillage et l'insécurité qui sévissent dans nos campagnes entravent sérieusement à l'accroissement normal du cheptel.

Le contrôle sanitaire est en outre déficient en période de trouble et un grand nombre de bêtes périssent de diverses maladies contagieuses faute de médication préventive.

L'élevage des porcins et volailles subit les mêmes influences et des efforts doivent être faits en ce domaine.

2.- BESOINS DU PAYS -

L'effectif actuel de l'elevage au Viêt-Nam se compose de : 626.400 bovins dont 1.000 vaches laitières donnant

360.000 litres de lait,

446.000 bubalins,

2.169.000 porcins

5.500.000 poules

5.700.000 cannetons

En se basant sur les chiffres statistiques d'abattage, pn déduit la moyenne suivante de la consommation par tête d'habitant au Viêt-Nam :

- 2 gr. d'oeuf
- 18 gr. de viande dont (13gr. de porc, 2gr. de boeuf ou de buffle, 3gr. de volaille)
- la consommation laitière moyenne est négligeable.

Ces chiffres constituent une preuve flagrante de notre sous-alimentation en viande. Ils ne représentent que le 1/3 de la consommation moyenne en viande des populations asiennes voisines

3.- COMMERCE INTERIEUR ET EXTERIEUR -

Dans l'état actuel des choses, le commerce intérieur des produits de l'élevage, et du gros bétail essentiellement, rencontre beaucoup de difficultés faute de moyens et d'organisarion.

Avant la guerr., (1939), l'Indochine exportait annuellement entre autres, 15.000 porcins et 200.000 canards.

Depuis 1950, nous n'exportons plus qu'une quantité restreinte de produits de l'élevage.

Nos exportations des produits de l'élevage en 1956 ont sensiblement baissé par rapport à celles de 1955.

Nature des produits	1955		1956	
	Quantité	Valeur	Quantité	valeur
-Oeufs de volailles sous toutes les formes	2.739.000K	33.401.000	139.000K	1.245.000$
-Plumes et duvets de canards	1.020.000K	44.951.000	359.000K	17.801.000$
-Cuir non entier	60.000K	569.000	459.000K	1.403.000$
-Os et poudre d'os	678.000K	1.888.000	727.000K	2.257.000$
-Cuir entier	-	-	171.000K	4.280.000$

En ce qui concerne les importations, mis à part le secteur privé pour lequel nous ne disposons pas de renseignements précis, le Gouvernement a importé des animaux de labour (bubalins) et des animaux pour la reproduction (bovins, porcins, volailles, lapins).

Voici les chiffres pour 1956 :

Nature	Quantité	Valeurs
Bovins	2.669 unités	4.250.000 $.VN
Porcins	2.666 -	1.600.000 -
Bubalins	13.645 -	40.935.000 -
Poules	102.621 -	3.050.000 -
Lapins	2.239 -	650.000 -
Oeufs selectionnés...	48.400 -	484.000 -
	Total :	50.929.000 -
	soit 1.460.000 US $	

Nous importons d'autre part des quantités importantes de cuir et ouvrages en cuir :

Nature	1955		1956	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cuir brut	344.000 K	3.882.000$	55.000 K.	413.000$
Cuir tanné	481.000 -	41.833.000$	345.000 K.	30.252.000$
Ouvrages en cuir..	68.000 -	8.533.000$	11.000 K.	1.608.000$

II - OBJECTIFS VISES -

1o) Accroître le cheptel et l'abattage (voir tableau annexe)

2o) Accroître d'une part les exportations, et réduire d'autre part les importations de certains produits de l'élevage.

Importations

Matière	Importation actuelle 1956	Importation 1961	Réduction	Taux
Cuirs tannés	345.000 Kgs	276.000Kgs	69.000 Kgs	20%
Exportations				
	Importations actuelles 1956	Importation 1961	Augmentations	Taux
Plumes et duvets de canards	359.000 K	1.224.000 K	865.000 K	240%
Os et poudres d'os	727.000 -	1.090.000 -	363.000 -	50%
Oeufs	2.780.000 -	3.380.000 -	600.000 -	21,5%
Porcs	0	33.800 -	33.000 -	-
Canards	0	845.000 -	845.000 -	-

III - MOYENS PRECONISES -

Le problème de l'élevage se présente sous 3 aspects différents :

1o) Prévention médicale

2o) Etudes et recherches

3o) Production

1o) Prévention médicale -

La carence actuelle de cette branche provient de 2 causes :

- Manque de médicaments, vaccins,
- Manque de personnel médical du Service Vétérinaire.

Afin d'y remédier, le présent Plan Quinquennal aura comme programme d'action :

a) l'extension de l'Institut National de Bactéréologie pour augmenter la production des vaccins,

b) le développement du Service de la Prévention Médicale Vétérinaire.

2/- Etudes et recherches -

Le but du présent Plan Quinquennal, en ce qui concerne les Etudes et Recherches, est essentiellement de sélectionner et d'améliorer les races locales par introduction des races étrangères et principalement des vaches laitières de races Sind et Jersey.

A cet effet, on créera :

- des centres d'élevage pilotes dans les principales régions à vocation pastorale.
- des centres d'adaptation climatique des animaux importés.
- des centres d'insémination artificielle.

En outre, des études seront faites pour l'installation des usines alimentaires pour les animaux domestiques autres que le bétail.

3/- Production -

a) Commerce

Il s'agit d'aider les éleveurs dans l'achat des animaux locaux et étrangers en créant des marchés à bestiaux avec parcs de stockage. Afin d'assurer l'approvisionnement de ces foires à bestiaux, des améliorations seront nécessaires pour rendre les moyens de transport des animaux moins onéreux.

b) Elevage

Des moniteurs volants seront formés à l'échelon provincial et communal avec la tâche de vulgariser les méthodes d'élevage et de prévention contre les maladies contagieuses des animaux. A cet effet, on distribuera des livres et affiches populaires.

Des concours d'élevage avec primes d'encouragement aux propriétaires des meilleurs animaux seront organisés dans différents centres.

On incitera les villageois à transformer les terres abandonnées en champs de pâture en leur fournissant des herbes sélectionnées et des engrais.

B.- DEPENSES PREVUES

1) PREVENTION MEDICALE

Extension de l'Institut National de Bactéréologie Développement du Service Vétérinaire	11.500.000

2) ETUDES ET RECHERCHES

Importations des races étrangères: (100 vaches et 250 taureaux Sind et Jersey) 2.500 porcs, 50.000 volailles, 65.000 oeufs de poules à couver, 1.000 lapins et 1.000 caprins)	4.260.000
Création et extension de 17 centres d'élevage pilotes	20.000.000
Création d'insémination artificielle	2.000.000
Etudes d'installation des usines alimentaires pour les animaux domestiques	700.000
	26.960.000

3) PRODUCTION

a) Commerce :

Construction des marchés et des parcs à bestiaux	2.050.000
Transport de bétail ..... (Réduction du tarif des chemins de fer)	3.300.000
Achats de procelets, poussins et cannetons	200.000

b) Elevage

Formation des 460 moniteurs volants	1.500.000
Impression de 90.000 livres et 45.000 affiches	360.000

Primes d'encouragement	1.550.000
Aménagement des champs de pâture	3.750.000
	12.710.000

RECAPITULATION

Matière	Dépenses
Prévention médicale	11.500.000
Etudes et Recherches	26.960.000
Production	12.710.000
	51.170.000

Il va sans dire que, dans une branche telle que l'Elevage, le concours du secteur privé est primordial.

Nous estimons à 351.000.000$ VN environ la participation de ce secteur, rien que pour l'achat des animaux :

Bétail :	175.720.000
Petits animaux :	168.080.000
Importation des races étrangères	7.200.000
Total :	351.000.000

ECHELONNEMENT SUR 5 ANS

Les crédits investis par l'Etat pour la réalisation de ce Plan Quinquennal se montent à 51.170.000$ VN

Années	A fonds perdus
1957	13.620.000
1958	12.120.000
1959	10.010.000
1960	8.720.000
1961	6.700.000
TOTAL	51.170.000

C.- AUTRES MESURES

Le projet d'élevage postule certaines mesures. Elles sont essentiellement d'ordre économique et douanière.

1/- MESURES ECONOMIQUES -

Approvisionnement en produits agricoles destinés à l'alimentation du bétail. Une baisse est escomptée dans ce secteur en raison de l'augmentation de la production dans la période quinquennale. Les dépenses à cet effet sont importantes et concernent généralement les céréales telles que : son de riz, brisure de riz, maïs, paddy, haricots, patate, manioc, en addition avec quelques verdures (feuilles de patate, troncs de bananier etc...) et des tourteaux.

Années	Valeurs
1957	696.300.000 $ VN
1958	726.400.000 -
1959	750.000.000 -
1960	790.000.000 -
1961	854.300.000 -

Pour plus de détail, voir le tableau annexe.

2o) MESURES DOUANIERES -

Nous devons favoriser les exportations des produits de l'élevage et des produits dérivés par quelques mesures d'élargissement :

a) Exemption des taxes à l'exportation des canards,

b) Autorisation aux exportateurs de porcins, canards, oeufs et plumes, soit de convertir un pourcentage des devises obtenues aux taux du marché libre, soit d'exporter suivant le mode des échanges compensés .

D.- RESULTATS ESCOMPTES

1o) Répercussions sur la balance des paiements -

Nous avons, d'une part les dépenses de devises provoquées par les importations d'animaux de races sélectionnées étrangères, et d'autre part un gain en devises provenant de l'augmentation des exportations des produits de l'élevage et des produits dérivés.

Dépenses de devises - Importations -

Matières	Quantité	Valeur en piastres
Porcs	2.500	3.000.000
Poules	50.000	
Oeufs	65.000	650.000
Bovins	350	5.550.000
Caprins, ovins et lapins	2.000	2.260.000
		11.460.000 $ VN
soit	..... 322.000 US $	

Gain en devises -

Matières	Quantité	Valeur piastres VN.	Valeur US $
Produits directs de l'elevage.	Compensation des Importations actuelles		
	Bovins : 2669 unités		
	Porcins : 2666		
	Bubalins : 13645		
	Poules : 102621	50.929.000	1.460.000
	Lapins : 2239		
	Oeufs sélectionnés : 48400		
	Exportations en 1961		
	Porcins : 33.800		
	Canards : 845.000	62.500.000	1.780.000
	Oeufs : 33.380.000		
Produits dérivés de l'élevage.	Accroissement des Exportations		
	Plumes et duvet de Canards : 865 T.	43.250.000	1.240.000
	Os et poudre d'os : 363 T 500	1.128.000	32.000
	Réduction des importations		
	Cuirs tannés: 69.000 K	6.050.000	172.000
		163.857.000	4.784.000

La différence entre entrée et sortie des devises

s'élève à : 4.784.000 - 322.000 = 4.462.000 US $

2o) Répercussions sur le Revenu National -

Le projet de l'Elevage apporte un accroissement du Revenu National de 825.530.000 $ VN échelonné de la façon suivante :

1958	:	142.886.000 $
1959	:	143.369.000 $
1960	:	232.450.000 $
1961	:	306.825.000 $
		825.530.000 $

PRODUITS AGRICOLES DESTINES A L'ALIMENTATION DU BETAIL
(PLAN QUINQUENNAL 1957-1958)
Nông phẩm dùng làm thức ăn gia-súc (chương-trình ngũ-niên 1957-1961)

	1956		1957		1958		1959		1960		1961	
VALEUR en 1.000$ V.N.) Trị giá	675.400		696.300		726.400		750.700		790.700		854.300	
	Valeur en mille piastres	Poids en Tonnes	Valeur en 1000: piastres	Poids en Tonnes	Valeur en 1000: piastres	Poids en Tonnes	Valeur en 1000: piastres	Poids en Tonnes	Valeur en 1000: piastres	Poids en Tonnes	Valeur en 1000: piastres	Poids en Tonnes
Son de riz Cám	472.780	214.900	452.590	205.722	431.840	196.291	412.880	187.673	395.350	179.704	427.150	194.159
Brisure de riz Tấm	60.790	24.314	55.700	22.280	73.640	29.456	75.070	30.028	79.070	31.628	66.640	26.656
Maïs Bắp	8.440	2.414	34.820	9.949	58.910	16.831	82.580	23.594	118.600	33.886	170.860	48.817
Paddy Lúa	43.900	17.560	34.820	13.928	36.820	14.728	37.530	15.012	39.540	15.416	1.710	684
Haricots âu	Insignifiant	Insignifiant	6.960	696	14.730	1.473	15.010	1.501	15.810	1.581	25.630	2.563
Tourteaux Bánh dầu	1.690	422	6.960	1.740	14.730	3.682	30.030	7.507	39.530	9.882	59.800	14.950
Patate Manioc Khoai sắn	20.260	8.104	34.820	13.928	36.820	14.728	37.540	15.016	39.540	15.816	42.710	17.084
Verdure Rau (rau lang, chuối cây, v.v... feuilles de patates, tronc de bananier, etc...	67.540	45.026	69.630	46.420	58.910	39.273	60.060	40.040	63.260	42.173	59.800	39.866

§ 4 - I- AUX et I- ORÊTS

A.- OBJECTIFS.

I.- SITUATION ACTUELLE.

a.- Le Capital forestier.-

Le domaine boisé de la République du Viêt-Nam recouvre environ 6.000.000 hectares sur une superficie nationale de 16.080.000 ha (soit 27%), dont la majeure partie constitue les forêts hautes de Feuillus et Résineux. Les forêts inondées de mangrove et d'arrière-mangrove occupent seulement 550.000 hectares :

Forêts hautes	Feuillus	5.315.000 ha.
	Résineux	135.000 ha.
Forêts inondées	Mangrove	350.000
	Arrière mangrove	200.000

L'Etat général de ce domaine n'est pas florissant car pendant ces dernières années de troubles, l'insécurité a provoqué des exploitations irrationnelles et abusives le long des voies de communication. Il en résulte un appauvrissement poussé de ces forêts en essences commerciales tandis que les 20% de la superficie boisée qui sont en retrait des voies de communication et par suite inaccessibles, restent relativement riches.

Notre capital forestier réel se réduit donc à 3.450.000 hectares de forêts exploitables :

Forêts hautes	Feuillus	3.000.000 ha.
	Résineux	100.000 ha.
Forêts inondées	Mangrove	150.000
	Arrière mangrove	200.000
		3.450.000

b.- Le Revenu forestier.-

Normalement, on devrait pouvoir prélever chaque année du domaine boisé national exploitable un matériel ligneux estimé à :

- 1.500.000 m3 de bois feuillus provenant de 3.000.000 ha de forêts hautes (soit 0,m3 500 par ha),
- 150.000 m3 de bois résineux provenant des 100.000 ha de forêts de résineux (soit $1,^{m3}500$ par ha),
- 240.000 m3 de bois à charbon provenant de 120.000 ha de forêts de mangrove (soit 2^{m3} par ha),
- 50.000 m3 de bois de feu provenant de 150.000 ha de forêts d'arrière-mangrove (soit 1^{m3} par ha).

Total 1.940.000 m3 de produit ligneux.

Mais nous sommes encore loin de pouvoir tirer pleinement profit de nos richesses forestières faute de moyens.

Le tableau comparatif ci-dessous nous montre que si pour le bois de feu et le charbon de bois, l'exploitation a été à peu près totale, il n'en est point de même pour le bois d'oeuvre dont la production n'a jamais dépassé de beaucoup 30% de nos possibilités.

	1954	1956	Possibilités
Bois d'oeuvre	299.610 m3	551.500 m3	1.650.000 m3
Bois de feu	402.291 stères	771.704 stères	800.000 stères
Charbon de bois	14.272 T	50.000 T	50.000 T

c.- Besoins du pays.-

Bois d'oeuvre :

Habitations	342.000 m3 grume
Bâtiments publics	20.000 m3
Chemins de fer(traverses, wagons)	3.000
Poteaux télégraphiques et électriques	500
Batellerie	20.000
Voubles	12.000
Caisseries	5.000

Allumettes . . . . . 3.000 m3 grume

405.500 m3 grume

Bois de feu (y compris celui destiné à la fabrication du charbon) 1.000.000 stères environ.

d.- Commerce extérieur .-

Nos importations proviennent essentiellement du Cambodge - Ce courant commercial s'est beaucoup ralenti au cours des années 1955-1956.

	1954	1955	1956
Bois de feu et à charbon		35.372 T.	
Bois d'oeuvre	57.000 m3	29.000 m3	

II.- OBJECTIFS VISES ET MOYENS PRECONISES.-

Le capital boisé reste sensiblement le même durant les 5 années à venir, étant entendu que les travaux de sylviculture entrepris maintenant ne sont rentables qu'à partir de 1972.

Par conséquent, l'augmentation du Revenu national dans le domaine des "Eaux et Forêts", ne peut être atteinte dans l'immédiat que dans une revalorisation du revenu actuel de la forêt et dans une amélioration de nos moyens d'exploitation pour récolter, si non le total des possibilités de nos forêts, du moins le maximum exploitable.

Ceci nécessite le concours à la fois du Secteur public et du Secteur privé.

Autrement dit, il faudra obtenir une meilleure utilisation du produit forestier en le transformant, par exemple en marchandises de plus grande valeur, susceptibles de remplacer les produits similaires importés : papier, panneaux fibres, contreplaqués, acide acétique remplacant l'acide formique) ...

L'estimation d'une plus-value possible du revenu forestier par cette revalorisation se monte à 131.311.000 $ VN.

Il est clair qu'une telle entreprise ne peut intéresser que le secteur privé et c'est dans lé dit secteur seulement que les initiatives et les capitaux doivent être recherchés.

Cette plus value est citée uniquement à titre d'exemple pour montrer qu'il existe encore des ressources inexploitées dans le domaine forestier. Une grande partie de ces ressources telles que le bois à papeterie, les déchets pour panneaux fibres, le bois de 2è catégorie pour contre-plaqués... seront mises en valeur dans la présente période quinquennale (secteur "Industrie"). D'autres, par contre, pour des raisons matérielles, doivent être remises à la prochaine période quinquennale.

Du côté gouvernemental, il faudra exiger des exploitants privés une économie stricte du matériau en bois en faisant récupérer au maximum tout ce qui peut être récupéré dans les exploitations : surbilles, bois de branchage, menus bois de la souille, bois dits secondaires, peu exploités jusqu'ici, mais susceptibles d'être lancés dans le commerce après traitement (imprégnation).

De cette facon, nous pouvons récupérer chaque année environ 100.000 m3 de matière ligneuse et 100.000 stères de bois de feu :

Bois de subilles et de branchage	50.000 m3 de bois d'oeuvre 100.000 stères de bois de feu
Morts bois susceptibles d'être récupérés et utilisés comme bois de feu libérant un volume égal de bois non classés à livrer dans le commerce après traitement	50.000 m3

L'équipement et l'aménagement de la forêt devront être poussés activement afin d'une part, d'atteindre les massifs riches encore non exploités parce qu'inacdessibles, et d'autre part, de concentrer les exploitations annuelles à venir sur des superficies bien déterminées pour éviter l'éparpillement des efforts et faciliter le contrôle.

Dans ces conditions, notre production forestière annuelle en bois d'oeuvre atteindra 1.000.000 m3 et bénéficiera à elle seule d'un accroissement de 448.500 m3 environ valant 448.500 x 375 = 168.200.000 $ VN.

Mais cet accroissement ne sera réel qu'à partir de la cinquième année, c'est à dire 1961. Elle sera en outre conditionnée, d'une part par l'exécution du présent programme d'équipement, et d'autre part par les débouchés. L'estimation sommaire des besoins intérieurs en bois d'oeuvre a fait ressortir pour 1956 un chiffre global de 410.000 m3 grume. En admettant qu'avec le présent Plan Quinquennal ces besoins soient doubles, la quantité disponible exportable restera :

1.000.000 - 820.000 = 180.000 m3 de bois d'oeuvre.

B.- DEPENSES PREVUES

I.- MESURES DESTINEES A MAINTENIR LA CAPITAL BOISE.

Ces mesures sont à rentabilité indirecte, mais nécessaires, car elles permettant d'obtenir du domaine boisé un revenu annuel soutenu, au moins égal au revenu actuel.

a/- Renforcement du service des Eaux et Forêts.

Il s'agit de resserrer le réseau de Contrôle et de surveillance par la création de nouveaux postes forestiers bien équipés. Les investissements à cet effet concernent les dépenses pour les constructions nouvelles, le recrutement de personnel supplémentaire, l'acquisition de moyens de transports et autres outils de travail.

Le montant global des crédits destinés à ce chapitre est de 149.818.000 $VN y compris les 29.700.000 $VN de frais d'entretien.

Les 40.125.000 $VN (prévus pour les constructions) comprendront :

1 direction générale nationale

15 cantonnements aux Chefs-lieux de Province

60 divisions de Provinces

300 Poste de triage.

Les 50.648.000 $VN nécessaires pour le recrutement du personnel supplémentaire permettront de tripler notre effectif de contrôle et de réduire à 100.000 ha l'étendue d'action de chacun des 60 divisions ainsi formées.

Les frais d'acquisition de moyens de transports et autres outils de travail se montent à 785.870 US$ (soit 27.505.450 $VN) nécessitant un crédit d'entretien et de frais généraux de 31.530.500 $VN.

b/- Aménagement de la forêt.

1)- Inventaire. Seul un inventaire peut déterminer d'une façon sûre la politique à suivre en matière d'exploitation et de repeuplement. En outre, l'aménagement de la forêt n'est possible qu'en fonction des connaissances précises quant à la valeur, en quantité et en qualité, du matériel sur pied et aux lois d'accroissement annuel dudit matériel, essence par essence. C'est dire que le recensement des ressources forestières actuelles est indispensable, mais ce travail est lent et exige une spécialisation préalable.

Le gouvernement a l'intention de terminer l'inventaire des 3.000.000 d'hectares économiquement exploitables en 2 périodes quinquennales soit avant fin 1966.

Les crédits nécessaires pour la présente période quinquennale se montent à 6.550.000 $VN et concernent les frais d'interprétation de la photographie aérienne et d'inventaire au sol (délimitation - bornages).

2)- Pistes et routes forestières.

Le but des travaux du présent Plan Quinquennal est d'élargir le réseau embryonnaire actuel qui compte environ 5.400 km de pistes et routes abandonnées sans entretien depuis 1945, de manière à :

1/- Débloquer les massifs inaccessibles mais riches encore d'un abondant matériel ligneux.

2/- Atteindre progressivement un développement normal de 9.000 km de pistes en terre et 2.100 km de route empierrées, c'est-à-dire un réseau de voies théoriquement suffisant pour équiper rationnellement les 3.000.000 d'ha de forêts exploitables. Mais cet objectif, parce que coûteux, ne sera entièrement atteint qu'à la fin de la 2è période quinquennale.

1.000 km de	pistes en terre nouvelles	30.000.000
8.367 km de	pistes en terre remises en état ou entretenues	83.505.000
150 km de	routes empierrées remises en état ou entretenues	660.000
7.000 km de	canaux remis en état ou entretenus	34.000.000
	TOTAL :	148.165.000

II.- TRAVAUX DE BOISEMENT ET DE REPEUPLEMENT.

Ce sont des mesures destinées à enrichir le capital boisé et en augmenter le revenu annuel. Le montant global de 104.750.000 $VN investi sous ce chapitre comporte les 85.000.000 $VN de frais de boisement et 19.750.000 $VN de frais d'entretien.

Ce sont des investissements à rentabilité directe mais à longue échéance. Ils permettent, outre la régénération naturelle de 5.000 ha de forêts hautes,

- le boisement de 10.000 ha de dunes de sable (en filaos)
- le boisement de 5000 ha de mangrove (Đước)
- le reboisement de 5000 ha d'arrière-mangrove Tràm

TOTAL : ..... 20.000 ha

RECAPITULATION DES DEPENSES PREVUES

1/- Dépenses de fonctionnement.

Renforcement du Service des Eaux et Forêts (785.870 US$ et 122.303.550 $VN

2/- Dépenses d'aménagement.

Inventaire du domaine forestier ...	6.550.000
Pistes et routes forestières	148.165.000

3/- Dépenses de création de capital.

Travaux de boisement et de reboisement	104.750.000
TOTAL :	(381.768.550 $VN ((et 785.870 US $

ECHELONNEMENT EN 5 ANS

nées	Dépenses de fonctionnement		Dépenses d'aménagement	Dépenses d'investissement
	Piastres	US $	Piastres	Piastres
57	13.413.050	161.270	15.750.000	500.000
958	26.583.000	251.900	40.400.000	14.700.000
959	26.523.500	177.100	56.725.000	19.150.000
960	26.464.000	106.200	18.220.000	33.775.000
961	29.320.000	89.400	23.620.000	36.625.000
TOTAL	122.303.550	785.870	154.715.000	104.750.000

I.- MESURES LEGISLATIVES

Pour obtenir une utilisation rationnelle du matériel ligneux dans notre pays, il faudra dans l'avenir se fixer une ligne de conduite :

a)- réserver la manoeuvre, l'arrière-mangrove, les essences à croissance rapide de reboisement, la souille des forets hautes pour en faire du bois de feu et à charbon.

b) réserver les essences classées et non classées de forêts hautes (feuillus et résineux) pour en faire du bois d'oeuvre et d'industrie (pâte à papier, contreplaqués, bois améliorés)

c)- on a remarqué d'autre part une nette préférence du Viêtnamien pour le bois "Dâu" (diptérocarpacées) dans les constructions d'habitation même légères. Il en résulte une pénurie de plus en plus marquée de cette essence et, afin d'y remédier, le gouvernement compte encourager l'emploi des essences de remplacement telles que, tràm ... surtout quand la construction n'est pas appelée à supporter une charge notable.

d)- Dans le but d'économiser notre matériel ligneux, et de réduire au minimum tout gaspillage dans les constructions, les dimensions des bois débités, doivent être standardisées et classées suivant les conditions de travail exigées : chevrons, pannes, madriers, bâtis d'huisseries, montants, liteaux, latis, planches,

II.- MESURES ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES.

Le problèmes des Eaux et Forêts se présente sous deux aspects différents qu'il convient de distinguer dès le début :

- l'exploitation des produits ligneux
- l'aménagement du domaine forestier.

1/- Les problèmes de l'Exploitation

La déficience de notre production forestière actuelle (1/3 seulement de nos possibilités) provient de deux causes principales :

a)- De la part du service des Eaux et Forêts, la pénurie actuelle de personnel fait que la surveillance et le contrôle des coupes laissent à désirer, permettant ainsi un gaspillage et une détérioration systématique de notre domaine boisé. La structure du Service des Eaux et Forêts devra être renforcée de manière à conserver et protéger le domaine boisé contre les exploitations abusives, les feux de brousse, les cultures itinérantes.

b)- L'insuffisance d'équipement des exploitants forestiers les empêche de récupérer les surbilles, bois de branchage. Ces gaspillages sont pourtant importants et l'on estime à 50.000 m3 en bois d'oeuvre et 100.000 stères de bois de feu, les surbilles et branchages ainsi délaissés annuellement.

Il s'agit donc de grouper les petits exploitants en coopératives et d'encourager les grands exploitants à mieux s'équiper en leur accordant d'une part des prêts et d'autre part en retirant le permis de coupe aux entreprises insuffisamment équipées.

2/- Les problèmes de l'aménagement du domaine forestier.

L'état de nos forêts laissées sans soins pendant ces dernières années, nécessite un effort d'aménagement particulier.

Dans cet ordre d'idée, on pourra songer à la création d'un "Office d'aménagement forestier" qui gèrera les crédits accordés à cette fin, crédits auxquels s'ajoutera une certaine surtaxe prélevée sur les bois abattus et appelée "surtaxe d'aménagement et de conservation de la foret".

3/- Le problème des débouchés.

A la fin de 1961, notre production annuelle en bois d'oeuvre atteindra 1.000.000 m3.

Or notre marché interieur ne pourra absorber que 820.000 m3 de bois d'oeuvre, compte tenu des besoins de reconstruction du Plan Quinquennal dans tous les secteurs.

Il est donc nécessaire de trouver avant 1961 un débouché sur le marché exterieur pour le 180.000 m3 excédentaires.

D. RESULTATS ESCOMPTES

I.- Perspectives d'avenir.

Exploités à partir de 1972 par une coupe rase du 1/1[illegible] seulement de leur superficie, coupe suivie de réplantation, les 20.000 ha de forêts denses artificielles à croissance rapide (boisement et reboisement) prévus dans le présent Plan Quinquennal fourniront indéfiniment au marché local une quantité moyenne annuelle de 1.000.000 m3 de bois. (Bois d'oeuvre pour constructions légères, bois à charbon et bois de feu). En continuant à reboiser de 1962 à 1972 au même rythme et avec les mêmes essences à croissance rapide (tràm, đước, filao), il nous est permis d'espérer qu'à partir de 1992, le volume de matières ligneuses mis en circulation sera de l'ordre de 5.000.000 m3 (revenu des 60.000 ha de reboisements + revenu des peuplements naturels).

2.- Accroissement dans l'immédiat.

A la fin du Plan Quinquennal, c'est à dire en 1961, la production forestière en bois d'oeuvre sera amenée de 551.500 m3 à 1.000.000 m3, soit avec un accroissement net de 448.500 m3.

En outre, rien que par une stricte économie dans les coupes de bois, nous pouvons récupérer chaque année :

Bois de surbille et de branchage (50.000 m3 en bois d'oeuvre
(100.000 stères en bois de feu

Morts-bois : 50.000 m3 de bois de feu soit 62.500 stères

Accroissement total dans l'immédiat.

Produits	Quantités	Valeurs
Bois d'oeuvre	498.500 m3	186.950.000
Bois de feu	162.500 stères	4.062.500

V - PÊCHE

GÉNÉRALITÉS.

La mer borde le Viêt-Nam sur une longueur de 2.500 km dont 1.500 km au dessous du 17è parallèle. Les eaux territoriales viêtnamiennes renferment, d'après les recherches de l'Institut Océanographique de Nha-Trang, une faune et une flore extrêmement riches.

De même, l'immense plaine arrosée par le Mékong et le Bassac constitue une réserve abondante de poissons d'eau douce.

SITUATION ACTUELLE.

Nous ne retirons actuellement qu'une faible partie de nos richesses maritimes.

Les pêcheurs viêtnamiens sont en général doués pour le travail de mer mais leurs moyens sont rudimentaires et leurs méthodes peu efficaces.

L'absence de mécanisation de nos embarcations et le manque de glace à bord empêchent les longues randonnées.

Par surcroît, la dernière guerre a détruit une grande partie des moyens de pêche.

Il en résulte qu'en 1953, la production est tombée à 30.000 Tonnes alors qu'elle était estimée à 150.000 Tonnes avant la guerre. Actuellement, la République du Viêt-Nam produit 130.000 Tonnes de poissons d'eau doude. Ces chiffres concernent le secteur contrôlé et commercialisé. Il convient de tenir compte des quantités de poissons pêchées pour les besoins de la famille et soustraites au commerce. Ces dernières sont estimées à 70.000 T

Dans le même temps, les importations de poissons se sont élevées à :

...Ba4à1

- 1955 : 5.000 T valant 75.000.000$00
- 1956 : 1.500 T " 12.000.000$00

Au point de vue distribution, il n'existe pour ainsi dire aucune organisation rationnelle du commerce des produits de la pêche. Les conditions de transport et de conservation sont défectueuses; aucun contrôle n'est exercé sur les prix. D'où un grand écart de prix entre la production et la consommation et des fluctuations sensibles d'un mois à l'autre comme le montre le tableau suivant :

	Prix à la production	Prix à la consommation			Ecart des prix	
		Maximum	Minimum	Ecart	Maximum	Minimum
Cá lóc	15$ en gros	50	31	19	35	16
Cá thu	-id-	80	58	22	15	43
Cá chét	-id-	75	55	20	60	40
Cá chim	-id-	55	42	13	40	27
Cá gộc	-id-	76	60	16	61	455
Lương	-id-	50	38	12	35	23
Cá đo dạ	-id-	34	30	4	19	15
Cá mòi	-id-	29	28	1	14	13
Cá đuối	-id-	30	21	9	15	6
Cá đối	-id-	34	20	14	19	5

OBJECTIFS VISÉS

Les objectifs se résument comme suit :

1°/ Accroître la production pour

a) supprimer les importations et augmenter la consommation intérieure

b) accroître les exportations.

...Ba4-2

2°/ Diminuer le prix du poisson à la consommation par une meilleure organisation commerciale.

Il ressort des chiffres qui précèdent qu'à l'heure actuelle le Viêt-Nam consomme en moyenne 40 gr de poissons par tête et par jour. Ce chiffre est insuffisant; une ration de 60 gr par tête par jour, soit 33% d'accroissement semble être un objectif raisonnable. Le Japonnais, par exemple, consomme 135 gr de poisson par jour.

Sur cette base, la consommation intérieure atteindra 180.000 T pour le secteur commercialisé en 1961.

Nos importations actuelles, consistant en poissons d'eau douce, pourront être aisément remplacées.

D'autre part, nous envisageons de porter les exportations à 90.000 T par an à la fin du Plan.

La production escomptée marque un progrès très net par rapport à la situation actuelle, 270.000 T contre 130.000 T pour le secteur commercialisé.

PROGRESSION DE LA PRODUCTION

Année	Poissons de mer	Poisson d'eau douce	Totaux
1956	100.000	30.000	130.000 T.
1957	120.000	30.000	150.000
1958	150.000	30.000	180.000
1959	175.000	35.000	210.000
1960	205.000	35.000	240.000
1961	235.000	35.000	270.000

...Ba4-3

L'accroissement de la production est surtout sensible dans la pêche maritime. La pêche continentale ne justifie pas à notre avis un investissement nouveau. Nous estimons que la production de poissons d'eau douce augmentera de 5.000 Tonnes par le seul fait du développement de la pêche familiale.

IV - MOYENS PRECONISÉS

a/ Aspect technique

Le programme de développement comprend 3 aspects :

1.- Recherches et Etudes

2.- Modernisation des moyens de pêche existants
Création des coopératives.

3.- Exploitation à l'échelle industrielle réservée au secteur privé

4.- Réorganisation du marché du poisson

1/- Etudes et recherches.

Dans le domaine de la pêcherie maritime, il faut créer un service de détection systématique des bandes de poissons avec le matériel moderne, une école de formation de techniciens à Vũng-Tàu.

2/- Nos embarcations de pêche doivent être motorisées afin d'accroitre leur rayon d'action. Nos pêcheurs ont besoin d'une aide technique et financière. A ces fins, le programme prévoit une augmentation du nombre de coopératives existantes chargées d'aider les pêcheurs à tout point de vue. Jusqu'à présent chaque coopérative reçoit un prêt de 2.000.000$. Les prêts sont classés comme suit :

a) prêt à moyen terme de 3 à 5 ans pour l'achat du matériel durable tel que : machine-embarcation -fûts à saumure ou équipement pour industrie dérivée de la pêche.

...Ba4-4

L'intérêt du prêt est de 8%.

b) prêt à court terme de 1 an à 18 mois - soit pour l'entretien et l'achat du matériel peu durable tels que - filets etc.. soit pour le financement des travaux pendant la saison de pêche.

L'intérêt est fixé à 10%.

Les coopératives sont responsables de la restitution des 2.000.000$- à l'organisme de prêt dans le délai fixé par ce dernier.

3/- L'exploitation sur une grande échelle au moyen de chalutiers est réservée au secteur privé avec l'appui du Gouvernement.

4/- La réorganisation du système de commercialisation des produits de la pêche est nécessaire si on veut diminuer le prix de ces denrées. Des entrepôts et des halles seront créés afin de favoriser le contrôle sanitaire et les prix.

b/ Aspect financier

Le financement sera assuré par deux secteurs distincts

1/- Secteur public : pour a/- les recherches
b/- l'équipement
c/- les prêts

II/- Secteur privé - pour l'achat des chalutiers l'équipement des chaînes de conservation et de transport.

Comme appui gouvernemental, ce secteur aura besoin uniquement de devises.

Les dépenses prévues sont groupées comme suit :

		US $	$ V.N.	
I/- Secteur public				
Création et équipement	(a/ Recherches...	100.000	500.000	
	(b/ Création Sce pêche.....		18.570.000	
		100.000		19.070.000
Fonctionnement	(a/ Recherche		11.500.000	
	(b/ Sce pêche		53.202.000	
				64.702.000
Totaux : ...		100.000		83.772.000

...Ba4-5

II/- Secteur privé

	US $	$ V.N.
Coopératives	480.000	4.600.000
		100.000.000
		104.600.000

Equipement pour la
Pêche industrielle.....4.515.000

Les coopératives recevront une aide financière de la part des organismes de crédit de l'Etat.

V - EFFETS ATTENDUS

1) Sur la balance des paiements

Le plan prévoit supprimer l'importation des poissons (12.000.000$ VN. chiffre de 1956) à la fin de 1961 selon le rythme suivant :

1ère année	(remplacement des importations par les poissons de mer).....	3.000.000
2ème année	(-id-).....	3.000.000
3ème année	(-id-) (remplacement des importations (par les poissons d'eau douce)....	3.000.000
4ème année	(remplacement des importations (par les poissons d'eau douce)....	3.000.000
5ème année	(-id-).....	3.000.000
		18.000.000$VN.

Selon la progression de la production prévue ci-dessus nous pourrons exporter dès 1960 : 20.000 T valant 300.000.000$ VN. et en 1961 : 90.000 T (1.350.000.000$ VN.).

2) Sur le Revenu National

En 1961 la production de la pêche dans le secteur commercialisé sera portée à 270.000 T soit un accroissement de 140.000 T valant 2.100.000.000 $ VN (à raison de 15$ le kilo); le secteur non commercialisé totalise 74.200 T.

.....Ba4-6

L'échelonnement de l'augmentation du Revenu National est prévu au tableau suivant :

Année	Pêcherie maritime	Pêcherie continentale	Secteur non commercialisé
1ère année	300.000.000$VN		
2ème année	450.000.000		
3ème année	375.000.000	75.000.000	63.000.000$ VN.
4ème année	375.000.000	75.000.000	
5ème année	375.000.000	75.000.000	
	1.875.000.000$VN.	225.000.000$VN	63.000.000$ VN.

soit un total de 2.163.000.000$ VN.

3) Rapport Investissement Production

A/ Investissement

a/- Secteur public $ VN.

en piastres ..83.772.000 $ VN
en devises... 100.000 $ US

b/- Secteur privé ..... 387.400.000 $ VN

474.672.000 $ VN

Les dépenses effectuées en devises étrangères au titre de la pêche industrielle ont été majorée de 75% pour tenir compte des frais intérieurs.

Rapport $\frac{\text{Investissement}}{\text{Production}}$: $\frac{474.672.000}{2.163.000.000}$ $ 0,22

A N N E X E I

DEPENSES PREVUES

Les Services de pêche ont été réorganisés par la lettre de service No. 672 du 18 Avril 1957 de la Présidence groupant la pêcherie maritime et continentale en un organisme unique.

Pour compléter l'organisation centrale, il faudra créer 2 secteurs Saigon-Huế groupant 19 quartiers. Les quartiers de Thừa-Thiên, Tourane, Phú-Yên, Khánh-Hòa, Bình-Thuận, Bình-Tuy, Ba-Ria, Phú-Quốc ont été provisoirement installés avec un Chef de quartier et quelques secrétaires. Il reste à créer ceux de Quảng-Trị, Quảng-Nam, Quảng-Ngãi, Bình-Định, Ninh-Thuận, Mỹ-Tho, Bến-Tre, Trà-Vinh, Sóc-Trăng, Cà-Mau, Rạch-Giá.

.....Ba4-8

A N N E X E I

I.- SECTEUR PUBLIC

A) Etudes et Recherches

	US $	VN $
Année 1957		
- Achat de matériel pour l'enseignement	100.000.-	
- Frais d'installation de l'école		500.000.-
- Personnel enseignant		1.000.000.-
- Frais de déplacement		500.000.-
Total..	100.000	2.00.000.-
Année 1958		
- Personnel enseignant		1.500.000.-
- Entretien de l'Ecole		500.000.-
- Frais de déplacement		500.000.-
Total..		2.500.000.-
Année 1959 - 60 - 61		
- 2.500.000 x 3		7.500.000.-
Total pour 5 années.	100.000US$	12.000.000VN$

B) Services de pêche

Dépenses de création

Année 1957

- Réorganisation du marché de poissons à Saigon, Cholon, Phanthiêt, Hàm-Tân, Phước-Hai, Gò-Công.....10.000.000 VN $
- Construction d'un port de pêche à Saigon 5.000.000
- Mobilier pour les nouveaux quartiers de pêche 3000 x 15 450.000

Total : 15.450.000

Année 1958

- Construction des ports de pêche à Phan-Thiết, Gò-Công, Tourane 2.500.000
- Mobilier pour 4 quartiers de pêche nouveaux 30.000 x 4 ..... 120.000

Total : 2.620.000

Année 1959

- Construction des ports de pêche à Rach-Gia, Ca-Mau 500.000

500.000

Total des 5 années 18.570.000

....Ba4-9

- 1 c -

C) Fonctionnement

Année 1957

- Location des immeubles 2.000 x 15 x 12	360.000 VN.$	
- Salaire	9.960.000	
- Frais de déplacement	234.000	
		10.554.000

Année 1958

- Location des immeubles 2.000x15x12	360.000	
-Fournitures de bureau, entretien matériel des lers 15 quartiers 2.000 x 15	30.000	
- Salaire et frais de déplacement . . .	10.194.000	
		10.584.000

Année 1959

- Location des immeubles 2.000x19x12	456.000	
- Fournitures de bureau 2.000 x 19	38.000	
- Salaire et frais de déplacement	10.194.000	
		10.688.000

Année 1960

- Location des immeubles 2.000x19x12	456.000	
- Fournitures de bureau 2.000x19. . .	38.000	
- Salaire et frais de déplacement . .	10.194.000	
		10.688.000

Année 1961

- Location des immeubles 2.000x19x12	456.000	
- Fournitures de bureau	38.000	
- Salaire et frais de déplacement . .	10.194.000	10.688.000
Total des 5 années		53.202.000

- 1 d -

D) Coopératives

a)- Equipement du transport et de la conservation

- Année 1957	500.000 VN.$
- Année 1958	800.000
- Année 1959	800.000
- Année 1960	1.000.000
- Année 1961	1.000.000
Total	4.100.000 VN$

b)- Equipement en engins de pêche (y compris les embarcations et les moteurs)

Ce matériel sera mis en vente à tempérament (payable en 2 ans au maximum) aux pêcheurs par les coopératives.

- Année 1957	60.000 US$	500.000 VN$
1958	60.000	
1959	100.000	
1960	130.000	
1961	130.000	
Total	480.000 US$	500.000$VN

c)- Fondsde roulement

Chaque coopérative a besoin d'un fonds de roulement de 2.000.000$- remboursable après 5 ans.

- Année 1957	15	nouvelles coopératives.....	30.000.000 VN$
1958	15	-id-	30.000.000
1959	10	-id-	20.000.000
1960	5	-id-	10.000.000
1961	5	-id-	10.000.000
		Total . . .	100.000.000

Total des 5 années 480.000 US$ 104.600.000VN$

II.- SECTEUR PRIVE

L'exploitation de la pêche à l'échelle industrielle est laissée aux initiatives privées. Nous favorisons l'investissement de leurs capitaux en leur réservant une certaine quantité de devises pour l'importation du matériel et payer les services des techniciens étrangers.

Année 1957

- Achat de 6 chalutiers	65.000x6	390.000 US$
- " 4 sardiniers	65.000x4	260.000
- Fabrique de filets aveo des fibres locales		140.000
- Achat de 6 camions frigorifiques		36.000
- 3 chambres froides.		75.000
- Salaire des techniciens étrangers		408.000
Total		1.309.000 US$.

Année 1958

- Achat de 6 chalutiers		390.000
- " 2 sardiniers		130.000
- Equipement frigorifique		100.000
- Salaire des techniciens		204.000
		824.000

Année 1959

- Achat de 8 chalutiers		520.000
- Equipement frigorifique		100.000
- Salaire des techniciens		102.000
		722.000

Année 1960

- Achat de bateaux de pêche . . .		500.000
- Equipement frigorifique		100.000
- Salaire des techniciens		30.000
- Usine de conserve		200.000
		830.000

Année 1961

- Achat de bâteaux de pêche . . .		500.000
- Equipement frigorifique		100.000
- Salaire des techniciens		30.000
- Usine de conserve		200.000
		830.000
Total des 5 années		4.515.000 US$

Ba4-13

A N N E X E II

T A B L E A U I

Prix des poissons au marché de Saigon-Cholon

	Année 1955												Année 1956											
Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Cá lóc	35	33	30	42	35	34	38	40	43	41	41	35	31	37	40	37	39	40	50	50				
Cá thu	49	56	45	58	53	54	52	55	59	60	53	57	58	60	59	60	60	60	75	80				
Cá chét	60	40	36	46	45	42	54	57	59	60	57	56	62	62	59	60	60	55	75	75				
Cá chim	37	50	42	38	48	48	46	43	48	47	45	50	55	46	42	50	45	50	50	50				
Cá gộc	50	-	37	43	43	-	57	60	63	63	59	60	64	63	62	60	-	-	76	75				
Lương	22	23	20	20	23	25	29	-	30	-	29	-	42	38	39	43	40	-	50	50				
Cá đỏ da	27	25	22	28	25	24	27	24	25	22	22	23	33	33	34	34	30	32	-	-				
Cá mồi	20	20	20	20	23	25	25	25	25	24	24	26	28	28	29	29	-	-	-	-				
Cá duồi	13	13	11	-	15	16	17	21	20	19	19	20	23	22	25	22	22	21	28	30				
Cá đối	21	27	27	30	-	-	-	-	-	-	-	-	34	28	29	30	21	20	27	-				

Prix des poissons au marché de production (Cap St Jacques - Phan-thiêt)

-o-o-

Nature	Cap Saint Jacques	Saigon
So Le	15$ (C.S.)	70$
Thu	15$ (Phan-Thiêt)	55$
Ca Chét	15$ (Cap St Jacques)	45$

Ba4-14

TABLEAU II

IMPORTATION comparée des produits de pêche (55-56)

PRODUITS	PROVENANCES	1955 Tonnes	1955 1.000$ VN	1956 Tonnes	1956 1.000$ VN	OBSERVATIONS.
Poissons eau douce frais	Cambodge	2.503	20.473	877,362	5.965,740	
et d'autres espèces,	-id-	73	639	51.600	547.476	
Poissons mer conservés						
Poissons salés ou fumés	France	2.435	17.017	0.217	19.470	
Harengs: Filets	-id-			0.016	7.250	
Poissons simplement salés						
Poissons salés fumés				4.265	248.440	
ailerons requins	Chine			1.397	283.560	
	Japon			0.957	47.500	
	Malaisie			1.918	117.380	
Poissons salés fumés				233.979	1.343.719	
autres eau douce	France			0.045	19.753	
	Cambodge			233.894	1.323.566	
	Laos			0.040	0.400	
Crustacés crevettes	Chine	20	345	0.898	53.880	
Mollusque huître		260	35.840	6.571	460.00	
	France			0,3	33	
	Chine			2,341	153	
	Japon			3,930	274	
Mollusque de mer et autres	Japon			283.498	3.314.248	

Ba4-15

TABLEAU III

EXPORTATION comparée des produits de pêche (55-56)

PRODUITS	PROVENANCES	1955		1956		OBSERVATIONS.
		Tonnes	1.000$ VN	Tonnes	1.000$ VN	
Poissons de mer frais conservés	TR CD NAV FTR			18,880	41,612	
	Cambodge			0,02	1,800	
				18,860	39,812	
Poissons salés ou fumés et autres de mer	Laos	2	25	0,755	10,425	
Crustacés crevettes		396	6.301	31,240	1.366,050	
	France			1,03	36,3	
	Hongkong			16,5	742,5	
	Malaisie			13,6	584,000	
	Laos			0,1	3,250	
				4,645	17,600	
Crustacés Langoustes	Cambodge			4,285	15,440	
Humard	France			0,360	2,160	
Mollusque de mer	Laos	18	152	0,555	35,750	
Déchets poissons vessies	Hongkong			0,6	60	
	Malaisie			9,6	428,7	

156

Ba4-16

TABLEAU IV

EXPORTATION des produits de la pêche

-o-o-

Nature	1940		1947		1954		1955	
	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN
Poissons d'eau douce	71.600	15.200	13.600	268.000			1.200	1.000
-id- de mer	900	400	19.800	180.000	500	19.000		
-id- sechés	150.900	19.400	1.743.200	22.076.000			2.200	25.000
-id- vi ca	1.400	1.500			100	1.000		
Autres poissons	30.036.500	6.933.800			28.900	145.000		
Crevettes, crabes	1.495.700	700.900	529.700	3.107.000	330.700	11.856.000	396.300	6.301.000
Coquillages	1.700	600	700	21.000	2.800	26.000	18.800	152.000
Vessie poissons	20.800	213.500	27.600	73.000	14.900	1.692.000	40.900	3.698.000
Ecailles	30.700	6.300			700	5.000		
Coquille	300	1.500			56.800	568.000		
Saumure	180.000	27.200	2.100	18.000				
Conserve	500	1.200	10.500	14.100			114.200	2.617.000
Peaux des reptiles, batraciens								
Poissons d'eau de mer								
Corail					100	1.000	100	11.000
Nid d'hirondelle	100	3.500						
Algues de mer								
Huiles de poissons	2.945.400	6.763.300	735.500	2.075.900				
Oeufs de poissons (caviar)								
Sangsue de mer	4.100	2.300	32.300	420.000				
Perles								
Totaux.....	34.940.600	14.600.900	3.114.900	28.253.000	407.600	14.408.000	908.200	13.955.000

TABLEAU V

IMPORTATION des produits de la pêche

-o-

Nature	1940		1947		1954		1955	
	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN
Poissons d'eau douce	100	100			18.300	311.000	2.503.800	20.423.000
-"- de mer	100	200			1.116.000	12.386.000	73.800	639.000
-"- séchés	10.700	12.500	7.300	74.000	32.000	964.000	2.435.100	17.017.000
-"- vi ca	15.500	60.400	8.700	154.000	25.000	1.989.000		
Autres poissons	46.500	32.900			45.200	1.531.000		
Crevettes et crabes	2.100	3.000	800	16.000	42.000	661.000	20.700	345.000
Coquillage	125.000	150.900	52.000	340.000	1.172.400	20.258.000	2.600.200	35.840.000
Vessie poisson	9.400	17.400			1.300	144.000	78.300	201.000
Ecailles	9.600	5.800	400	2.000	6.100	496.000		
Coquilles	8.200	4.300	600	4.000	2.100	140.000	100	37.000
Saumure								
Conserve	239.100	238.200	1.409.900	12.500	2.917.400	51.250.000	2.414.800	46.722.000
Peaux reptiles, batraciens							2.100	145.000
poissons eau de mer							400	171.000
Corail								
Nid d'hirondelle			100	20.000	2.700	424.000		
Algues de mer					130.900	9.858.000		
Huiles de poissons	8.700	12.000	1.200	6.000			48.000	1.143.000
Oeufs poissons (caviar)					1.600	442.000	3.400	345.000
Sangsue de mer	27.300	52.700	4.000	65.000				
Perles						263.000		
TOTAUX.....	503.300	595.200	1.496.600	393.500	5.513.000	81.021.000	10.160.700	123.028.000

159

TABLEAU VI

MATERIELS DE PÊCHE

I M P O R T A T I O N

-o-

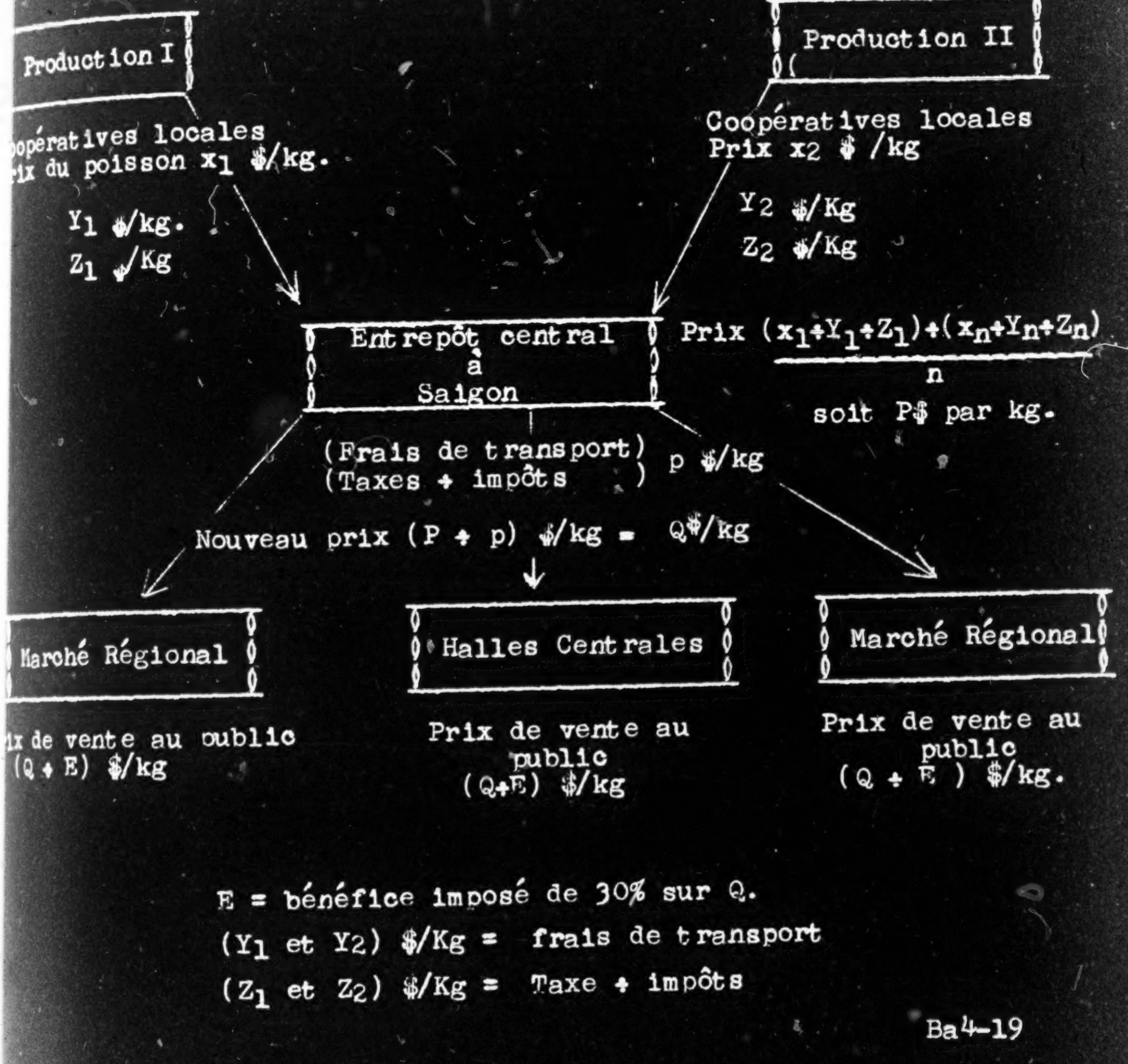
	1940		1947		1954		1955	
	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN	Kilo	$ VN
Armoires frigorifiques				1.010.000		25.466.000		17.591.000
Matériels de pêche		300		30.200		3.098.000		1.460.000
Chanvre	2.800	20.000	177.300	1.470.000				
Jute	10.100	28.500	10.100	92.000	18.700	1.596.000	401.900	13.351.000
Fil en fibre de cocotiers			30.200	126.000	217.300	1.956.000	600.000	17.555.000
Filet	60.200	235.500	30.300	809.000	25.800	3.270.000	203.300	41.021.000
TOTAUX....	73.100	282.300	247.900	3.567.000	261.800	35.486.000	1.205.200	90.978.000

A N N E X E III

Commercialisation des produits de la Pêche

On devrait exercer un contrôle serré sur la vente des produits de la pêche afin d'abaisser le prix du poisson à la consommation.

Voici un résumé proposé pour la commercialisation :



E = bénéfice imposé de 30% sur Q.

(Y_1 et Y_2) $/Kg = frais de transport

(Z_1 et Z_2) $/Kg = Taxe + impôts

Taxes, impôts, tous frais transport 7,IO I kg.

Prenoms un exemple sur le thon

- vente en gros à la production par kilo ..... I5$
- taxes, impôts, tous frais transport par kilo. 7,IO

Prix de revient d'un kilo ..... 22$IO

Or au marché de consommation le kg se vend à 40$ - 60$.

- Bénéfice réalisé par le vendeur.

50$ - 22$: 28$ kg

soit $\frac{IOO \times 28}{22}$ I26% du prix de revient

Conclusion.

- En laissant une marge de bénéfice : E=30% du prix de revient le prix de vente serait porté à :

22$IO + $\frac{22,IO \times 30}{IOO}$: 30$ /kg

- Les consommateurs auront économisé par an :

(50$ - 30$) x 48.000.000 : 960.000.000$ VN. /an.

- La coopérative de vente aurait réalisé un bénéfice de :

(30$ - 22$) 48.000.000 : 384.000.000$ / par an.

- Le coût d'un kg de poisson serait de :

$\frac{IOO \times 30}{50}$: 60% du prix actuel.

En résumé .-

La proposition faite a pour but de :

- Iº) protéger les intérêts des pêcheurs (en empruntant de l'argent aux coopératives de prêt les pêcheurs ne sont plus exploités par les particuliers).
- 2º) Supprimer les intermédiaires qui font augmenter le prix à la consommation.
- 3º) normaliser les prix de vente.

..../

Les calculs ci-dessous montrent que ce taux de bénéfice est à la fois raisonnable et suffisant.

Toute cette organisation devrait être dirigée par les coopératives de pêche de la Région Saigon-Cholon.

Le contrôle du prix de vente doit être fait par le Service des Pêches.

Calcul Economique.

Population Saigon(Cholon /—/ 2.000.000 habitants.

Consommation annuelle (sur 300j. à 80g/tête/jour)48.000^{T}/an.

Impôts, taxes, frais de transport de Cap St Jacques à Saigon pour un panier de I50 kg

- taxe à la production (3$ I kg) x I50	450$
- frais de transport camion	20
- frais de manipulation	40
- frais de transvort par bateau	57
- frais de déchargement	50
- taxe d'octroi	I5
- frais de transport du port de débarquement au dépôt..	50
- frais de glace I$ I kg x I50	I50
- Rémunération des intermédiaires (80$/tonne).....	I20
- panier (prix 200$ pour I0 transports).....	20
- balle de paddy	5
- entretien de paddy	5
- frais de retour du panier vide	25
- surveillance	20
	I.067$00

ou par kg de poisson $\frac{I.067.00}{I50}$: 7$I0

.../

ANNÉE		1957		1958		1959		1960	
Unité I.000		US$:	VN.	US$:	VN.	US$:	VN.	US$:	VN.
SECTEUR PUBLIC	(Création et équipement								
	(a) Recherches.....	100:	500:						
	(b) Création du service de pêche		15.450:		2.620		500:		
	(Fonctionnement								
	(a) Recherche		1.500:		2.500		2.500:		2.500:
	(b) Service de pêche		10.554:		10.584		10.688:		10.688:
SECTEUR PRIVÉ	(Coopératives	60:	1.000:	60:	800	100:	800:	80:	1.000:
	(		30.000:		30.000		20.000:		10.000:
	(Equipement pour la pêche industrielle	1309:		824:		722:		80:	
Répercussion sur la balance commerciale									
Exportation en plus	(Pêcherie maritime								
	(Pêcherie continentale								
Importation en moins	(Pêcherie maritime		3.000:		3.000		3.000:		3.000:
	(Pêcherie continentale								
Accroissement du Revenu National Escompté									
- Pêcherie maritime			300.000:		450.000		375.000:		375.000:
- Pêcherie continentale							75.000:		75.000:

1960		1961		TOTAUX: Pêcherie maritime		TOTAUX: Pêcherie continentale		TOTAUX: Pêcherie maritime et pêcherie continentale
US$:	VN.	US$:	VN.	US$:	VN.	US$:	VN.	VN.
				I00:	500:			
					I8.570:			
								83.772 $VN.
								I00 $US.
	2.500:		2.500:		II.500:			
	I0.688:		I0.688:		53.202:			
I30:	I.000:	I30:	I.000:	480:	4.600:			
	I0.000:		I0.000:		I00.000:			I04.600 $VN.
830:		830:		4.5I5.000				4.5I5.480 US$
			I.350.000:	I.350.000				I.350.000 VN$
				9.000				
	3.000:		3.000:			9.000:		I8.000 VN$
	375.000:		375.000:	I.875.000				
	75.000:		75.000:			225.000:		2.I00.000 VN$

§ 6 - RECHERCHES

L'effort de recherche en matière agricole n'est pas en rapport avec l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale. Nous manquons de laboratoires, de stations expérimentales et de chercheurs.

Le Premier Plan Quinquennal n'envisage pas un développement de la recherche pure. Le programme de recherche est concu en fonction des activités inscrites dans le Plan et orienté vers l'obtention des résultats pratiques.

Il s'agit d'accroître la production au double point de vue quantitatif et qualitatif en partant des essais de culture, de trouver des utilisations plus variées des produits et sous-produits agricoles.

A. Recherches sur les cultures

Les recherches sur les cultures englobent :

- l'étude des sols pour déterminer les cultures les plus appropriées,
- la conservation de la fertilité des sols,
- le choix des engrais et les techniques de fumure,
- la multiplication des espèces végétales sélectionnées,
- la mécanisation de l'agriculture,
- la lutte contre les maladies et les parasites.

1o/ Le riz

Certaines recherches sur le riz relèvent jusqu'à présent de l'Office du Riz.

Lorsque les stations de sélection des semences de Saigon, Mỹ-Tho, Long-Xuyên, Nha-Trang et Phan-Rang auront été transférées à la Direction des Recherches, les activités suivantes figureront au programme de travail :

a) Sélection massale des variétés convenant le mieux à chaque région :

- station de Nha-Trang et Phan-Rang: pour les rizières du Centre Viêt-Nam,
- station de Long-Xuyên: pour Cái-Sắn et la Plaine des Joncs,
- station de Mỹ-Tho: pour Bac-Liêu - Camau et les autres

...

provinces.

La station centrale de Mỹ-Tho s'occupe également de la conservation des variétés, des essais d'hybridation et de la sélection pédigree.

b) Essais de modernisation des techniques culturales pour accroître le rendement et réduire le prix à la production :

- essai de lessivage des sols alunés,
- essai des engrais,
- étude comparée des rendements du riz provenant des semences sélectionnées,
- étude de l'espacement, de l'assolement, etc...

Des stations provisoires seront créées pour des problèmes particuliers en terrains alunés, saumâtres, pour le riz de montagne, le riz flottant et le riz de décrue.

2o/ Le Thé

Les essais sont poursuivis à la station de Blao :

- Rassemblement et conservation des espèces de qualité,
- Création des pépinières et diffusion des semences,
- Essai de plantation par bouture,
- Essai des engrais,
- Accroissement du rendement: essai de plantation en haie, en plancne, étude de la taille,
- Amélioration des techniques de préparation du thé pour orienter vers la production du thé noir.

La station de Blao sera agrandie et une nouvelle station sera créée à Banméthuôt.

3o/ Le café

La culture de l'arabica ayant connu de lourds échecs, les planteurs l'ont remplacé d'une manière empirique par le Robusta et le Chari. Mais les résultats ne sont pas encore satisfaisants faute de connaissances précises sur les sols, les engrais à utiliser.

Une plantation expérimentale a été créée depuis 1954 à Blao pour étudier les effets des engrais pendant la période de croissance du café: urée, sulfate d'ammoniaque, fumier de ferme.

Ces essais ont donné des résultats concluants et

...

seront poursuivis.

Une 2è plantation expérimentale sera créée à Banmêthuôt pour :

- réunir les variétés et comparer les rendements,
- essayer les engrais, la plantation par bouture, la variété indienne d'Arabica.

4o/ Le coton

Les recherches sur le coton ont été menées d'une manière satisfaisante par l'Inspection Générale de l'Agriculture et de l'Elevage de 1940 à 1944. Elles seront poursuivies dans les endroits où des résultats concrets ont été obtenus avec pour but de :

- réunir les espèces locales et étrangères,
- trouver les terres convenant à chaque espèce et les espèces réussissant au Viêt-Nam,
- expérimenter les techniques culturales,
- déterminer les conditions d'une culture rentable.

A cette fin, les stations suivantes d'une superficie de 2 à 3 ha. seront rétablies ou créées : Ninh-Thuận, Banmêthuôt, Baria ou Ba-Tri.

5o/ Autres plantes textiles : jute, roselle, hibiscus canabinus, ramie.

Le jute a été le premier à retenir l'attention des services agricoles parce qu'on importe chaque année des quantités importantes de sacs de jute pour l'ensachage des récoltes. Les essais sur cette culture commencèrent au Sud Viêtnam en 1935.

Puis viennent la roselle, l'hibiscus cananibus, le crotalaria juncéa et le polompon.

D'une manière générale les prix de revient élevés des fibres obtenues et la faiblesse des débouchés n'ont pas permis le développement de ces cultures, principalement le jute.

Le Plan Quinquennal ayant ouvert de nouvelles perspectives, le programme de travail suivant a été concu :

a) Station expérimentale du jute, de la roselle et de l'hibiscus canabinus à Long-Xuyên pour :

- réunir les variétés de jute locales et étrangères (Inde, Cambodge, Formose).

...

- procéder à la sélection pédigree pour obtenir les variétés s'adaptant aux conditions de sol et de climat,
- étudier les techniques culturales et l'utilisation des engrais,
- étudier la préparation des fibres.

b) Station de Gia-rai (ramie et autres fibres pour les terres hautes):

- réunir les variétés de ramie locales et étrangères,
- réunir les autres variétés de fibres,
- essai de culture, étude comparée des rendements et de la qualité des fibres,
- étude des procédés de préparation des fibres,
- Expertise des fibres.

6o/ Le ricin

L'effort d'extension de la culture du ricin dans le Plan Quinquennal mérite d'être souligné car elle a pratiquement disparu dans la République du Viêt-Nam.

Il est nécessaire de chasser de l'esprit de l'agriculteur les mauvais souvenirs de la période de culture forcée, sous l'occupation japonaise et de le convaincre du caractère rentable de cette culture.

Deux plantations expérimentales seront créées à Blao et Giarai pour :

- réunir et sélectionner les variétés locales et étrangères,
- choisir les variétés à haut rendement tant en graines qu'en huile,
- étudier l'extraction et la préparation de l'huile.

A Giarai on fera également des essais sur le palmier à huile.

7o/ Les Plantes médicinales

Les espèces médicinales en provenance de Chine et importées par le Viêt-Nam s'élèvent à une centaine. Certaines de ces espèces poussent dans notre pays, car elles présentent les mêmes caractéristiques botaniques. Toutefois, on n'est pas sûr de leurs vertus médicinales.

Il s'agit de déterminer les espèces utilisables, d'en vulgariser la culture pour approvisionner la pharmacopée extrême-orientale.

Parallèlement, la pharmacie occidentale utilise certaines plantes poussant au Viêt-Nam; il est normal qu'elles remplacent les plantes importées jusqu'à présent.

Pour atteindre ces objectifs, des stations expérimentales seront créées à des altitudes différentes Chi-Hoà, Trang-Bom, Gia-rai et Blao pour :

- cultiver les espèces médicinales locales,
- étudier leur adaptation aux sols et au climat,
- étudier les effets des engrais,
- étudier leurs vertus médicinales.

8o/ La canne à sucre

De 1932 à 1935, l'Institut des Recherches Scientifiques et Techniques avait collaboré avec l'Office Indochinois du Riz pour expérimenter la culture de la canne à sucre en assolement avec d'autres plantes.

Auparavant, des essais furent également effectués à Gia-Rai et à Quảng-Nam.

On peut dire que les connaissances indispensables concernant cette culture ont été réunies.

Dans le cadre du Plan Quinquennal, une station expérimentale sera créée dans la région des sols alunés à Đức-Hoà pour :

- rassembler les variétés locales,
- rassembler et enrichir la collection des variétés étrangères remaniées,
- sélectionner les variétés à haut rendement,
- rechercher l'amélioration des techniques culturales et de l'utilisation des engrais,
- procéder à des essais d'écartement,
- comparer les rendements en sucre,
- procéder à des essais d'hybridation.

9o/ Le tabac

Il s'agit de reprendre les recherches effectuées par l'Institut des Recherches Agronomiques de l'Indochine et les services agricoles locaux. Ces recherches ont donné des résultats appréciables, susceptibles d'être mis à profit dans de nombreuses années; elles ont été malheureusement interrompues par les évènements.

...

Le programme de recherches envisagé comporte les points suivants :

- sélectionner les meilleures variétés locales pour chaque sol,
- acclimater les variétés étrangères s'adaptant à nos sols et climat,
- améliorer les techniques culturales pour améliorer le rendement et la qualité,
- étudier les techniques de préparation du tabac brun,
- essayer la culture et la préparation du tabac de Virginie.

Deux plantations seront créées à Blao et Gia-Rai.

10o/ Etudes des sols.

Les études des sols ont été menées depuis Avril 1957 avec l'assistance des experts de la F.A.O.

Elles comportent des études de la fertilité des sols et prospection des sols.

Certains résultats de la 1ère branche seront aussitôt vulgarisés. Ceux de la 2è branche devra permettre de dresser la carte des sols du Viêt-Nam.

11o/ Transformation des produits agricoles.

Sous cette rubrique sont groupées les recherches visant à la valorisation de diverses productions, l'utilisation des sous-produits ou produits abandonnés jusqu'ici.

Il sera possible, en cas de succès, d'augmenter certaines exportations, de supprimer certaines exportations, d'assurer une meilleure répartition intérieure des produits agricoles et d'accroître le revenu national.

B - Recherches forestières

1o/ Recherches forestières strictosensu. Elles groupent les recherches sur :

- le comportement des forêts et des arbres pour arriver à des méthodes simples et efficaces d'enrichissement du domaine boisé,
- le reboisement,
- l'acclimatation des essences étrangères.

2o/ Recherches sur les produits forestiers. Elles portent sur :

- les techniques de conservation du bois,

...

- la nature et la résistance des bois en vue d'une économie du bois par une utilisation judicieuse,
- la fabrication des placages, du contre-plaqué, des bois améliorés,
- l'utilisation des déchets,
- la fabrication de la pâte à papier,
- la récupération des pyroligneux.

Certaines recherches donnent des résultats à brève échéance ; d'autres nécessitent de nombreuses années pour porter des fruits.

C - Recherches sur les produits de l'élevage

Les recherches sur l'élevage rentrent dans les attributions de la Direction de l'Elevage.

La Direction des Recherches s'intéressent uniquement à la transformation des déchets ou sous-produits, à l'amélioration des techniques industrielles du poisson.

x

x x

MOYENS DE REALISATION

L'exécution du programme de recherches ci-dessus analysé et du programme de vulgarisation qui traduit ses résultats sur le plan pratique nécessite des moyens techniques et financiers énumérés dans le tableau suivant :

...

Objet des recherches	Crédits	Personnel spécialisé requis ou à former
iz	13.500.000$00	1 généticien 1 ingénieur statisticien 1 ingénieur mécanique agricole
ais (achat et multiplication des semences)	820.000,-	
rbres fruitiers :		
- vergers nationaux : 9.600.000$		
- vergers spécialisés: 12.280.000$	49.880.000,-	
- pépinières : 28.000.000$		
afé	300.000,-	
oivre:		
- recherches : 500.000$		
- distribution des boutures : 13.000.000$	13.500.000,-	
anne à sucre	6.000.000,-	1 ingénieur spécialiste de la canne à sucre.
abac (Station expérimentale de Nhatrang)	1.300.000,-	
ocotier (Pépinières)	9.600.000,-	
icin	3.000.000,-	1 ingénieur spécialiste des plantes oléagineuses.
oton :		
- achat de semences: 2.875.000$	3.875.000,-	1 généticien des
- station expérimentale: 1.000.000$	3.875.000,-	plantes industrielles 1 ingénieur spécialiste de la culture des plantes textiles.
ériciculture:		
- pépinières et stations expérimentales : 891.000$		
- magnaneries modèles: 535.000$		
- ateliers de grainage: 3.250.000$		
- ateliers de filature modèle : 315.000$	27.475.000,-	
- souches de vers à soie : 1.550.000$		
- moyens de transport: 2.280.000$		
-frais de fonctionnement : 18.654.000$		
ute :		
- station expérimentale à Longxuyên : 2.518.200$	4.768.200$00	1 ingénieur spécialiste du Jute
- fourniture de semences : 2.250.000$		
amie: station de multiplication à La-Vân	2.468.200,-	1 ingénieur spécialiste de la Ramie
lantes médicinales	1.818.500,-	
tudes des sols	7.050.000,-	3 groupes de techniciens (1 ingénieur + 3 techniciens)
à reporter	145.354.900$00	

.../

Objet des recherches		Crédits	Personnel spécialisé requis ou à former
Report		145.354.900$00	
sformation des pro- its agricoles		2.300.000,-	1 ingénieur chimiste 2 aide-préparateurs
erches forestières:			
oisement :	3.500.000$00	4.300.000,-	1 ingénieur spécialiste du boisement
cclimatation des ssences étrangères:	800.000,-		5 contrôleurs et moniteurs
herches sur le bois		1.500.000,-	1 ingénieur forestier ou 1 ingénieur du bois 2 contrôleurs 3 moniteurs
nsformation des produits forestiers		1.850.000,-	1 ingénieur chimiste 2 aide-préparateurs
nsformation des produits de l'élevage		1.000.000,-	
		156.304.900$00	

8.- LE CREDIT AGRICOLE

I.- HISTORIQUE

A.- ORGANISATION

Jusqu'au 27 Novembre 1956, date de la signature du texte prévoyant la mise sur pied d'un Office National du Crédit Agricole, l'aide à l'agriculture était dispensée par les organismes suivants :

I) Le Service National du Crédit Agricole et Artisanal Coopératif (S.N.C.A.A.C.) créé par l'arrêté du 28-7-1952.

Le S.N.C.A.A.C., en dehors de ses activités propres qui avaient commencé seulement au mois de Novembre 1953, s'occupait également de la liquidation des opérations relevant de l'ex Office du Crédit Populaire (O.C.P.) et de ses affiliations en exécution de la Convention intergouvernementale (Cambodge, France, Laos et Viêtnam) du 30-12-1949. Le S.N.C.A.A.C. octroyait surtout des prêts de campagne (court terme) et des prêts aux paysans qui achetaient des terres aux propriétaires (long terme). Il contrôlait en outre plus d'une vingtaine de Coopératives dont 20 Coopératives de stockage et de vente de paddy.

A l'échelon provincial, le S.N.C.A.A. était doté de 4 Caisses Provinciales de Crédit Agricole Mutuel (Giadịnh, Mytho, Cântho et Khánh-Hòa).

2) L'Administration du Crédit Agricole Populaire (CAP) créée par l'Ordonnance No 29-a du 25-4-1955, octroyait des prêts de campagne, en priorité aux fermiers ayant souscrit un contrat du type B ou C, puis aux petits propriétaires remettant directement en culture leurs rizières abandonnées.

Le C.A.P. était chargé en outre de l'octroi des prêts à moyen terme soit en nature (animaux de labour importés de Thailand), soit en espèces pour la construction des paillotes.

3) Crédit Agricole géré par le Ministère de l'Agriculture

Divers plans d'action financés par l'Aide Américaine sont contrôlés par le Département de l'Agriculture : Coopératives rizicoles de stockage, Coopératives de tabac, Coopératives de bûcherons etc...

B.- VOLUME DES OPERATIONS EFFECTUEES - RESULTATS OBTENUS

Au 31-12-1956, les opérations effectuées par le SICAAC d'une part et le CAP peuvent être résumées comme suit :

1/- Opérations du S.I.C.A.A.C. :

Nature des prêts	Sommes prêtées	Terres achetées	Sommes recouvrées	Restant dû
Prêts à long terme pour l'achat des terres	3.155.230$	645.6784 Ha	124.433$99	3.030.796$01 (dont 393.254$54 échus
Avances aux Coopératives.....	(2.500.000$	-	2.000.000,00	500.000$00
	(2.184.448	-	-	2.184.448,00
	(23.572.780	-	1.155.440,00	22.417.340,00
Prêts à court terme	9.388.250	-	5.241.550,00	4.146.700,00
Totaux (1)	41.440.708$		8.738.223$99	32.702.484$01
2/- Opérations du C.A.P. :				
Prêts à court terme:	144.100.747$		20.083.462$00	124.017.285$00
Prêts en bétail	41.660.500	11.903 animaux	79.695,00	41.580.805,00 (non échus)
Prêts pour la construction des paillotes	108.000			108.000$00 (non échus)
Totaux (II)	185.869.247$		20.163.157$00	165.706.090$00
Totaux (I) + (II)	227.309.955$		28.901.380$99	198.408.574$01

II.- Moyens d'action actuels ou à venir -

1) Personnel - Le Crédit Agricole dispose actuellement d'un personnel dont l'effectif se monte à 120 unités réparti comme suit :

- Bureau Central à Saigon ..... : 46 unités
- 4 Caisses Provinciales de Crédit Agricole ..... : 14 -
- Coopératives ..... : 60 -

Parmi ce personnel, un nombre infime de techniciens sont capables d'assumer les fonctions de direction ou de contrôle. Le restant est composé d'agents d'exécution dont il conviendra d'améliorer la formation.

2/ Ressources financières -

Grossièrerent, elles peuvent se décomposer comme suit :

I.-)	Liquidités :	91.000.000$-
2.-)	Créances à recouvrer à plus ou moins longue échéance	198.400.000
	Total :	289.400.000$-

III) -CE QU'IL FAUT PENSER DE L'ORGANISATION ACTUELLE EN FONCTION DES RESULTATS OBTENUS

I - Manque d'unité dans l'organisation

L'existence de deux organismes (SICAAC et CAP) s'occupant des opérations similaires sinon identiques, a comme corollaires :

- un éparpillement de personnel déjà très réduit,
- un manque d'unité de vue,
- l'impossibilité d'un contrôle efficace.

2.- Manque d'organisation de base

A part les quatre organismes affiliés au S.I.C.A.A.C., l'inexistence d'agences spécialisés à l'échelon province et délégation confère à la structure d'ensemble un caractère d'instabilité que réflèterait bien l'image d'une pyramide renversée. Les autorités administratives, dont il convient ici de souligner le courage et le dévouement, n'ont ni la possibilité matérielle, ni la formation pour s'occuper d'une activité d'un genre aussi spécial qu'est le crédit à l'agriculture. Certes, leur collaboration restera précieuse et encore indispensable pour de nombreuses décades. Mais il est urgent de les épauler par des institutions dotées d'un personnel adéquat.

3.- Volume restreint des opérations

C'est la conséquence logique de (1) et (2)
L'agriculture viêtnamienne a besoin annuellement non pas de 200 millions de piastres, mais d'une somme très supérieure.

4.- Importance relative des sommes restant à recouvrer -

Tout ce qui précède n'a pas permis d'organiser un crédit sain : lacunes dans l'examen des demandes de prêt, mauvais contrôle ou manque de contrôle de l'emploi des fonds, inefficacité des moyens de recouvrement.

Bref, l'agriculture viêtnamienne n'a jusqu'à présent que très peu bénéficié du crédit tant au stade de la production qu'aux stades de la récolte, de la conservation et de l'écoulement des produits.

IV)- PRINCIPALES DONNEES DU PROBLEME -

Les principales données suivantes doivent guider l'élaboration de tout programme concernant le crédit à l'agriculture.

I.- La lutte contre l'usure et l'endettement rural n'a pas seulement un caractère social. L'insufflation massive à la paysannerie des moyens d'action financiers est la condition sine qua non de la stabilisation des exploitations agricoles. De cette stabilisation dépendent pour une large mesure d'autres facteurs de la production.

2.- Les capitaux privés, intérieurs ou étrangers, répugnent à s'investir dans l'agriculture pour la bonne raison que l'activité agricole, à rendement différé, est la moins rentable de toutes les activités. Le caractère presque archaïque de notre agriculture aggrave cette situation.

Il ne faut pas non plus trop compter sur l'épargne rurale tant que l'usure sévissant à l'état endémique, commande l'économie à tous les échelons et dans tous les Secteurs.

3.- Corollairement, le secteur public, devra pour de longues années encore, assumer la charge totale du financement agricole.

4.- Trois obstacles majeurs seront à considérer dans l'échelon communal, problème qui ne pourra être solutionné que sous l'angle politico-militaire.

b) Les échecs successifs enregistrés dans le domaine du crédit agricole public ont fini par rendre les paysans indifférents ou sceptiques vis à vis du meilleur bon vouloir.

D'un autre côté, la psychose d'inefficacité née principalement d'une bureaucratie lourde et stérilisante gagne peu à peu bon nombre de milieux responsables qui n'attachent pas au crédit agricole toute l'attention voulue.

c) L'application de la réforme agraire créera, à ses débuts, un bouleversement des données économiques et sociales tendant vers un abaissement de la production. Le morcellement des grands domaines donnera naissance à de nouveaux petits propriétaires qui réclameront une masse importante de crédit jusqu'ici fournie par les propriétaires.

5.- La formation de nouveaux cadres, le perfectionnement du personnel existant et l'éducation de base devront être entrepris parallèlement sinon préalablement, à l'exécution de tout programme.

V) - BUTS ET OBJECTIFS DU PLAN -

A) Le Plan visera les buts essentiels suivants :

I.- Mettre sur pied l'Office National du Crédit Agricole, construire une infrastructure dotée d'un minimum d'installations et de personnel qualifié, aptes non seulement à assurer l'activité propre du Crédit Agricole, mais aussi le financement des programmes élaborés par le Département de l'Agriculture, le Département de la Réforme Agraire et l'Administration Générale des Projets Spéciaux de Développement Economique.

2.- Dispenser un crédit sain, à bon marché, souple et régulier pour :

- combattre l'usure et ses méfaits;
- redonner à l'exploitation agricole sa stabilité;
- augmenter l'intensité de l'utilisation du sol;
- accroître le revenu national;
- faire bénéficier au producteur une grande part de ce revenu en réduisant le rôle des intermédiaires surtout en période de soudure;
- augmenter la productivité par l'accroissement des moyens de production : bétail, moyens mécaniques, bonnes semences, engrais, insecticides, aménagements hydrauliques secondaires et tertiaires, motopompes ...
- une meilleure conservation de la récolte : battage mécanique, magasins et silos coopératifs, sacherie, décortiquerie mécanique, batellerie;
- un meilleur écoulement des produits agricoles : prêts de warrantage;

3.- Tendre vers la généralisation du crédit coopératif.

4.- Contribuer directement à l'effort général de relance économique en se guidant des deux principales directives suivantes :

a) Encourager **la diversification** des cultures.

b) Encourager l'extension des zônes de cultures, notamment dans les P.M.S. et les plaines marécageuses pour réaliser du même coup une meilleure répartition démographique.

B/- Pour atteindre les buts ci-dessus énoncés, le Plan s'est assigné les objectifs suivants à la fin de sa cinquième année :

1.- Parfaire l'organisation centrale : installations, personnel.

2.- Recrutement et stage de perfectionnement de 31 directeurs d'agences provinciales.

3.- Formation accélérée de 300 directeurs de Coopératives.

4.- Mettre sur pied une agence de crédit agricole dans chaque province, soit au total 31 agences et 3 sous-agences par agence, soit au total 93 sous-agences.

5.- Consolider les Sociétés coopératives existantes par de nouveaux crédits.

6.- Financer les coopératives villageoises à buts multiples.

- Constituer une Union Nationale des Coopératives.

7.- Installer à Saigon, Phatrang, Dalat, Banméthuot, Anxuyên et Caolanh des entrepôts d'engrais chimiques.

8.- Octroi de prêts de campagne aux fermiers ayant souscrit des contrats de fermage.

9.- Octroi des prêts à moyen terme pour les travaux tertiaires d'hydraulique agricole et pour l'acquisition d'instrument aratoires, d'animaux de labour, de motopompes etc...

10.- Financer les cultures diverses prévues au plan agricole et l'agriculture.

11.- Financer partiellement les Projets spéciaux de développement économique : P.M.S., Plaine des Joncs, Anxuyên Ba-Xuyên, Cái-sắn.

VI)- ECHELONNEMENT DES TRAVAUX .-

Ière année : 1957

1/- Installation des Services centraux.

2/- Transformation des quatre caisses provinciales de Crédit Agricole en agences :

- Caisse de Gia-Dinh
- Caisse de Mỹ-Tho
- Caisse de Cần-Thơ
- Caisse de Khánh-Hoà

3/- Création de douze (12) nouvelles agences :

- An-Xuyên (ex-Càmâu)
- An-Giang (ex- Long-Xuyên -Châu-Đốc)
- Kiến-Phong (ex Phong-Thạnh - Cao-Lãnh)
- Tây-Ninh
- Darlac (Banmethuot)
- Pleiku
- Kontum
- Binh-Thuận
- Bình-Định
- Quảng-Ngãi
- Quang-Nam
- Thừa-Thiên

4/- Recrutement et stage de perfectionnement de 16 directeurs d'agences provinciales.

5/- Deux (2) cycles de formation accélérée de 40 agents de cadre (directeurs de coopératives, comptables).

- Durée de chaque cycle : 2 mois
- Agents formés 2 x 40 : 80

6/- Enquêtes monographiques dans toutes les provinces en vue de la constitution d'associations de fermiers, notamment dans les régions nécessitant l'exécution de travaux tertiaires d'hydraulique agricole : canaux, écluses, digues, pistes, barrages en terre ...

..../...

7.- Consolidation des coopératives existantes :

- 23 coopératives rizicoles de stockage et de vente .
- 8 coopératives de canne à sucre (6 à Quảng-Ngãi, 1 à Chợlớn, 1 à Gia-Định).
- 3 coopératives de tabac (2 au Centre, 1 au Sud Việt-Nam).
- Coopérative de thé à Blao.
- 3 coopératives de coco : Bến-tre, An-Hoà, Hoà-Hảo.
- 5 coopératives de pompage au Centre.
- Coopératives installées par les Réfugiés du Nord Việt-Nam.
- Coopérative Agricole de Khanh-Hậu (Tân-An)
- Coopérative d'élevage de ver-à-soie de Tân-Châu.

8.- Octroi des prêts individuels aux fermiers de différentes catégories.

9.- Octroi des prêts aux cultures diverses en liaison avec le Ministère de l'Agriculture .

10.- Prêts dans le cadre des Projets Spéciaux de développement économique .

11.- Etudes et Plans des entrepôts

12.- Elaboration du programme d'importation des engrais chimiques et d'insecticides.

2ème année : 1958

1.- Création et financement de 50 coopératives villageoises à fins multiples .

2.- Création de six (6) nouvelles agences provinciales à :

- Bình-Dương (ex-Thủ Dầumột)
- Phước-Tuy(ex-Baria-Vũng-Tầu)
- Vĩnh-Long
- Vĩnh-Bình (ex-Trà-Vinh)
- Ba-Xuyên (ex-Soctrang-Bạcliêu)
- Ninh-Thuận
- Phú-Yên

(Nombre total d'agences provinciales vers fin 1958 : 16 + 6 : 22

3.- Renforcement les 16 agences créées en 1957 par 32 sous-agences .

4.- Construction de 6 entrepôts.

5.- Importation d'engrais chimiques ;

Démarrage de la campagne de prêts en nature (engrais, semences, insecticides) par le canal des coopératives et des associations de fermiers.

6.- Formation accélérée de 120 agents de cadre en 3 cycles de trois mois chacun. Total d'agents formés en fin 1958 :

8 + 120 : 200.

7.- Création d'associations de fermiers.

8.- Prêts de campagne ordinaires.

9.- Prêts aux cultures diverses

10.- Prêts dans le cadre des Projets Spéciaux de développement économique.

11.- Prêts à long terme aux associations de fermiers pour l'exécution des travaux d'intérêt collectif et achat de motopompes, animaux de labour etc...

IIIème année : 1959

I.- Création et financement de cent (100) coopératives à buts multiples .

2.- Nouveaux crédits aux 50 coopératives villageoises créées en 1958.

3.- Création de l'Union des Coopératives

4.- Création de cinq (5) agences provinciales à :

- Quảng-Trị
- Bình-Tuy
- Đồng-Nai-Thượng
- Biên-Hoà
- Long-An (ex Tân-An)

(Nombre total d'agences provinciales vers fin 1959 : 16 + 6 + 5 : 27.

5.- Renforcement des 6 agences créées en 1958 par la création de 12 sous-agences .

6.- Prêts de campagne ordinaires.

7.- Prêts aux cultures diverses.

8.- Prêts à long terme aux associations de fermiers pour l'exécution des travaux d'intérêt collectif.

9.-Formation de 160 agents de cadre en 4 cycles de 12 mois chacun. Total d'agents formés en 1959 :80 + 120 + 160 : 360.

10.- Importation d'engrais.

IVème année : 1960

1.- Création et financement de Cent cinquante (150) coopératives villageoises à fins multiples .

2.- Nouveaux crédits aux 100 coopératives villageoises créées en 1959.

3.- Création de 4 nouvelles agences provinciales à :

- Long Khánh (ex. Xuân-Lộc)
- Phước-Long (ex. Bà-Rịa)
- Bình-Lang (ex. Hớn-Quản)
- Kiến-Tường(ex. Mộc-Hoá)

{ Nombre total d'agences provinciales vers fin 1960 : 16+6+5+4 : 31.

4.- Renforcement des 5 agences créées en 1959 par 10 sous-agences.

5.- Formation de 200 agents de cadre en 5 cycles de 2 mois chacun. Total d'agents formés vers fin 1960 :

80 + 120 + 160 + 200 : 560.

6.- Stage de perfectionnement de 10 jours pour les directeurs de coopératives.

7.- Prêts de campagne ordinaires.

8.- Prêts aux cultures diverses

9.- Importation d'engrais chimiques.

Vème année : 1961

1.- Crédits aux 150 coopératives villageoises créées en 1960.

2.- Création de 31 sous-agences pour les 31 agences provinciales.

3.- Stage de perfectionnement des directeurs d'agences provinciales et de coopératives villageoises.

4.- Congrès national des coopératives.

DEPENSES PREVUES

-:-

Les programmes d'extension de certaines cultures (caoutchouc, arbres fruitiers, café, poivre, cocotier) ont prévu les prêts en faveur des planteurs.

Les activités du Crédit Agricole, tel qu'elles viennent d'être décrites nécessiteront les crédits suivants :

	$
- Organisation et fonctionnement du service	100.000.000,00
- Dotation pour prêts et avances	200.000.000,00
	300.000.000,00 $

Cette dotation s'ajoute au capital actuel du crédit agricole ainsi qu'aux autres ressources financières que cet organisme se créera pour étendre ses activités.

T I T R E II

I N D U S T R I E

---

§ 1.- GENERALITES

- Les besoins
- Les ressources naturelles

§ 2.- LES PLANS D'ACTION

- Filatures et tissages
- Charbonnage de Nông-Sơn
- Cimenteries de Long-Thọ et de Hà-Tiên
- Papeterie
- Verreries
- Sucrerie
- Wall board
- Matériaux de construction
- Pneumatiques pour bicyclettes
- Industries mécaniques (- Clouteries et visseries ; - Laminage de fer
- Phosphates des îles Paracels.

§ 3.- BESOINS CONNEXES A LA REALISATION DES PROJETS

- Energie
- Cadres techniques
- Financement

§ 4.- ANNEXES

I N D U S T R I E

---

§ 1.- GEITERALITES -

Les faits saillants de la situation économique actuelle sont constitués par les transformations profonds amenées par un état de guerre prolongé. Les moyens de production sont fortement atteints. La production industrielle déjà faible avant la guerre a vu ses équipements en partie détruits, en partie vieillis sans renouvellement. La perte du Nord a amené la perte des industries extractives (charbon) et des industries de transformation des plus importantes (cotonnières, cimenterie, verrerie) rendent le Viêt-Nam libre entièrement dépendant de l'étranger pour tous les produits manufacturés; ce qui entraîne un déficit important de la balance commerciale.

Le tableau suivant donne les chiffres des principales importations dont l'ordre d'importance permettra au Plan d'Equipement industriel d'arrêter ses objectifs immédiats.

Substances	Valeur de piastres	En millions Viêt-Nam
	1955	1956
1.- Tissus de coton	856,8	667
2.- Papiers et cartons non façonnés	220,3	203,7
3.-Pneus et chambres	188,6	200
4.- Sucre raffiné	161	152
5.- Ciment	147,1	161
6.- Verreries (gobelets et bouteilles)	102,7	55 (x)
7.- Charbons	46,8	70
8.- Clous vis et boulons	59,6	26 (x)
9.- Laminés et fers à béton	22,1	7,6 (x)
10.- Céramiques et sanitaires	2,9	37,9
11.- Panneaux de bois		13,5

12.- Petits outillages	2,5	4,1
13.- Essences	192,3	174,4
14.- Mazout et fuel oil	89,4	84
15.- Gazoil	17,6	21
(x) dix mois		

Ce tableau ne mentionne pas les produits ne pouvant être fabriqués dans le pays dans un proche avenir tels que les machines et les moteurs.

Notons d'abord qu'il est impossible de produire des combustibles liquides (essences, mazout et fuel oil, gazoil) mais qu'on peut espérer réduire leur importation par l'exploitation du charbon local. De même on ne peut envisager la fabrication des pneumatiques pour les voitures rapides ou avions, mais la fabrication des pneus pour vélos est possible.

Dans la liste des produits susceptibles d'être fabriqués, mentionnons les tissus de coton, les papiers et cartons, le sucre, les ciments, les verreries, les céramiques et sanitaires les quincailleries ordinaires, les matériaux de construction et éventuellement des laminés et fers à béton si on veut résoudre le problème de la reconversion de l'Arsenal. Pendant la période quinquennale, des efforts seront faits dans la prospection minière pour dresser un inventaire des richesses naturelles du pays afin de faciliter des exploitations éventuelles.

x

x x

La réalisation du programme d'industrialisation nécessite des ressources financières, humaines et naturelles.

Nous postulons que des moyens financières adéquats tant

en monnaie locale qu'en devises seront trouvés pour les projets retenus et analysés dans la suite.

Les ressources humaines ne paraissent pas poser des problèmes majeurs. Il s'agit de produire des articles de grande consommation ne nécessitant pas une main-d'oeuvre spécialisée et un équipement coûteux et très perfectionné.

ANALYSE DES RESSOURCES

A.- Ressources minières -

1) Le charbon.- Les gissements d'anthracite de Nông-Sơn ont été étudiés et montrent que les réserves certaines à ce jour sont de 2.000.000 Tonnes, que les réserves probables sont de 6.000.000 Tonnes. Le charbon, par un lavage convenable, sera livré à moins de 2 o/o de soufre.

2) Le phosphate - Le phosphate des Îles Paracels convient bien pour l'agriculture et les estimations donnent un tonnage certain de 9.500.000 Tonnes dont 4.750.000 Tonnes à plus de 20 o/o d'anhydride phosphorique.

3) Les gisements de calcaires et des argiles

Dans le centre Việt-Nam, le gisement de calcaire de Long-Tho anciennement exploité pour fabriquer la chaux hydraulique a des réserves qui ne dépassent pas 10.000.000 Tonnes. Mais dans le Sud, les affleurements calcaires répartis à l'Est de Hatiên en plusieurs collines dominent la plaine basse constituée de mangrove. Les réserves dépassent la centaine de millions de Tonnes.

En ce qui concerne les argiles et autres adjuvants, des analyses faites soit sur les carrières existantes à proximité de Long-Tho soit sur les terres de mangrove, montrent qu'on trouve sur place les quantités et qualités nécessaires à la fabrication du ciment. D'autres argiles à briques ou à faiences,

voire à porcelaine, existent en abondance dans les pays.

Les sables, le kaolin et le feldspath nécessaires aux cuissons ne sont pas rares.

En ce qui concerne la construction, les ressources connues en marbre sont pratiquement inutilisées actuellement.

4) Le sable -

Les matières premières de verreries comportent:

- sable siliceux : 60 o/o
- calcaire : 30 o/o
- produits chimiques 10 o/o

Les ressources du Việt-Nam en sables et calcaires sont abondantes. Les sables blancs de Cam-Ranh, Đà-Nẵng, Huế au Centre, les couches de sables blancs depuis Baria jusqu'à Chơn-Thành renferment des gites importants.

Pour les verreries établies à Saigon, la mise en exploitation des sables du Delta du Donnai éviterait les charges de transport depuis Đà-Nẵng.

5) Autres minerais -

Les indices certains ont été relevés pour les minerais suivants :

- a) molybdénite à Krong-Pha
- b) ferrite à Quang-Trị
- c) mica à Quảng-Nam.

B.- Ressources forestières et agricoles

1) Le pin à trois feuilles -

Ce conifère à fibres longues est très intéressant pour la fabrication du papier. Nous disposons dans la région de Dran de 90.000 hectares peuplés de cette de pin (Pinus khasya) dont 30.000 hectares sont facilement exploitables.

Un programme de travail préliminaire a été conçu pour assurer le ravitaillement régulier d'une usine à pâte et papier. Suivant ce programme, on dispose de 1957 à 1966 de 20.000 m3 de bois, soit 10.000 Tonnes de pâte sèche par an.

2) Le bambou - Dans la région de Biên-Hòa il existe des peuplements de bambou (Tre Lò-Ô) qui occupent une superficie de 12.000 hectares. Pour assurer la réproduction de l'espèce, on peut exploiter seulement 6.000 hectares qui donnent annuellement par hectare 5 Tonnes de matières fibreuses.

3) La paille - En dehors de l'alimentation des buffles, la paille peut être utilisée pour la fabrication des cartons et papiers. Dans la région de Cân-Thơ, Vĩnh-long, Sóctrang et Mỹ-tho, nous avons 640.000 hectares de rizières qui peuvent fournir pour l'industrie du papier 100.000 Tonnes de matières fibreuses.

Enfin, elle peut former avec les déchets de scierie, la barasse et les balles de paddy des matières de choix pour la fabrication des panneaux de construction.

4) La canne à sucre - Le plan de développerent agricole prévoit un accroissement de la superficie de culture actuelle de 13.000 hectares qui peuvent donner environ 30.000 Tonnes de sucre.

5) Le coton - La culture du cotonnier n'est qu'au stade d'essai au Việt-Nam et le plan agricole espère obtenir 800 tonnes de filés au maximum par an vers 1961.

6) Le caoutchouc - On trouve au Việt-Nam, le caoutchouc brut en abondance et la charge en terre rouge qui, d'après les études de l'Institut des Recherches de Caoutchouc, remplacerait facilerent le carbon black.

x

x x

Les analyses précédentes permettent d'établir des plans d'action concernant les postes suivants :

- Filature et tissages
- Charbon
- Cimenterie
- Papeterie
- Verrerie
- Sucrerie
- Panneaux de mur
- Céramiques
- Clouterie, visserie etc...
- Pneumatiques pour vélos.
- Phosphate.

En dehors de ces projets qui ont été l'objet d'études détaillées, nous mentionnons la possibilité d'un développement éventuel des industries d'extraction et de traitement du fer et du mica de Quảng-Nam et Quảng-Ngãi, de la molybdénite de Krong-Pha etc...

§ 2- PLANS D'ACTION

FILATURES ET TISSAGES

A.- BESOINS.

Nous importons annuellement

8.000 Tonnes de tissus de coton

et 4.000 Tonnes de filés

Actuellement il existe dans l'ensemble du Viêt-Nam

5.500 métiers à main

et 2.500 métiers mécaniques

Soit au total : 8.000 métiers et 10.000 broches en cours d'installation.

B.- PROGRAMME.

a) Tissages.- Le capacité d'un métier est en moyenne de 600 kilogrammes de tissus. Le plan prévoit le développement des centres de tissages pour produire 3.000 Tonnes de tissus en plus de la production actuelle. Ce projet nécessite 5.000 métiers nouveaux à répartir entre les petites usines, et les ateliers familiaux ou artisanaux, les 5.000 métiers coûtent 4.000.000 de dollars et utilisent 2.000 kilowatts installés.

Le Programme d'action doit être conduit avec le concours de l'Etat, en faveur d'entreprises nationales ou privées ou d'organisations coopératives d'artisans. Les installations sont réparties sur les années 57, 58, 59, 60 et les unités utiliseront des filés d'importation tant que les filatures nationales ne seront pas suffisantes.

Il faut s'attendre également à la production des tissus de qualités inférieures dont la commercialisation doit être soutenue par une propagande intensive.

b) Filatures.- Pour les tissages locaux, nous aurons besoin de 70.000 broches pour produire 7.000 T. de filés. Compte tenu des 10.000 broches existantes, le Plan prévoit l'installation de 60.000 broches à la cadence suivante :

1957 : 20.000 broches
1958 : 10.000 -
1959 : 10.000 -
1960 : 20.000 -

le montant des investissements s'élève à

6.600.000 dollars US

et 180.000.000 piastres

Voici l'échelonnement des investissements prévus pour les projets de tissages et filatures dans le cadre du Plan.

a - tissages.

Années	Piastres VN.	Devises en US$	Total en piastres VN.
1957	5.000.000	1.000.000	40.000.000
1958	5.000.000	1.000.000	40.000.000
1959	5.000.000	1.000.000	40.000.000
1960	5.000.000	1.000.000	40.000.000
Total	20.000.000	4.000.000	160.000.000

b - filatures.

Années	Piastres VN.	Devises en US$	Total en piastres VN.
1957	60.000.000	2.200.000	137.000.000
1958	30.000.000	1.100.000	68.500.000
1959	30.000.000	1.100.000	68.500.000
1960	60.000.000	2.200.000	137.000.000
Total	180.000.000	6.600.000	411:000.000

C.- ECONOMIE DES PROJETS.

Le tableau suivant montre les productions escomptées ainsi que l'augmentation du revenu national pendant la période quinquennale.

Années	Production escomptée	Valeur en $ V.N.
1958	1.000 Tonnes de tissus	90.000.000
	3.000 T de filés	150.000.000
1959	2.000 T de tissus	180.000.000
	4.000 T de filés	200.000.000
1960	2.500 T de tissus	225.000.000
	5.000 T de filés	250.000.000
1961	3.000 T de tissus	270.000.000
	7.000 T de filés	350.000.000

EXTRACTION DU CHARBON DES MINES DE NÔNG-SON.

A.- BESOINS.

Depuis les accords de Genève, la République du Viêt-Nam a été séparée de la source de combustibles solides qui l'alimentaient jusque là : les charbonnages de Hongay; la consommation s'élevait à 100.000 Tonnes par an.

Actuellement les besoins à satisfaire en combustibles solides sont répartis de la manière suivante :

30.000 Tonnes pour les centrales thermiques

15.000 Tonnes pour les chemins de fer

10.000 Tonnes pour les petites industries et les usages domestiques soit au total 55.000 Tonnes.

Avec le développement industriel prévu il faut compter vers 1960 :

40.000 Tonnes pour les centrales thermiques

30.000 Tonnes pour les cimenteries

20.000 Tonnes pour les chemins de fer

50.000 Tonnes pour les industries et usages domestiques soit au total 140.000 Tonnes.

Pour le moment, les besoins en combustibles sont satisfaits uniquement par l'importation dont voici les chiffres :

En 1955 : 55.125 Tonnes de charbons
130.301 Tonnes de Mazouts et fueloil

En 1956 : 67.000 Tonnes de charbons
54.237 Tonnes de Mazouts et fueloil
(1er semestre)

Sur ces chiffres il faut ajouter un tonnage non négligeable de bois de chauffe.

Le chiffre de 140.000 Tonnes par an doit être considéré comme la cadence de production annuelle à atteindre.

B.- PROGRAMME ENVISAGÉ.

La mise en exploitation du gisement d'anthracite de Nông-Sơn est envisagée à la cadence suivante :

Année	1957	1958	1959	1960	1961
Production annuelle escomptée	15-20.000^{T}	40.000^{T}	90.000^{T}	110-120.000^{T}	140.000^{T}

A l'heure actuelle les réserves sont calculées en fonction des résultats de sondages, des travaux de fond et des extensions observées au voisinage des travaux dans un rayon de 500 mètres.

Le tonnage des réserves certaines (2.000.000^{T}) correspond à 36 années d'importation au rythme actuel ou une dizaine d'années de besoins estimés.

L'exploitation se fait en deux tranches :

- Dans la 1ère tranche, on prévoit deux postes d'équipement du quartier Président Ngô et une production annuelle totale

de 50.000 Tonnes. Cette cadence devrait pouvoir être atteinte en 1958.

- Dans la 2ème tranche, l'équipement du quartier Giáp-Phu permettra une production annuelle de 100.000 Tonnes vers la fin du Plan Quinquennal.

C.- DEPENSES DES PROGRAMMES.

Les investissements totaux pour Nông-Sơn même s'élèvent aux environs de : 30.000.000$

et 900.000 Us dollars.

Voici le tableau montrant l'échelonnement des dépenses pour 5 ans :

Année	Piastres VN.	Dollars US
1957	20.000.000	378.000
1958	4.500.000	
1959	3.800.000	400.000
1960 et 1961	2.600.000	100.000
TOTAL..	30.900.000	878.000

PROBLEME DU TRANSPORT.

Le moyen de sortage le plus économique en investissement et le plus rapide à mettre en oeuvre est une solution mixte comprenant :

- le transport par voie fluviale de la mine jusqu'au pont du chemin de fer de Kỳ-Lâm (34 kilomètres)
- le transbordement mécanique à Kỳ-Lâm
- la voie ferrée métrique de Kỳ-Lâm à Đà-Nẵng (21 kilomètres).

Avant la remise en état de la voie ferrée jusqu'à Kỳ-Lâm, le charbon sera amené à Câu-Lâu ou Vĩnh-Điện par voie fluviale, puis de là à Đà-Nẵng par camion.

ECONOMIE DU PROJET.

Année	Production escomptée	Economie sur les importations (en piastres V.N.)
1957	15.000 Tonnes	15.000.000
1958	40.000 T.	40.000.000
1959	90.000 T.	90.000.000
1960	110.000 T.	110.000.000
1961	140.000 T.	140.000.000

Le projet Nông-Sơn fournit du travail à 10.000 ouvriers environ.

En dehors de la réduction des importations, le charbon de Nông-Sơn réduira la consommation du bois de chauffe et par conséquent la déforestation.

o
o o

FABRICATION DU CIMENT.

A.- BESOINS.

Comme pour le charbon, depuis 1954, la République du Viêt-Nam est totalement privée de ses approvisionnements nationaux en ciment qui provenaient des cimenteries de Haiphong. Les besoins actuels du pays peuvent être estimés à 150.000 T. dont 10.000 T. pour le Centre-VietNam. Voici les tonnages de ciment importés :

En 1955	:	147.119 Tonnes
En 1956 (10 mois)	:	155.619 Tonnes

La fabrication du ciment est donc capitale pour le Viêt-Nam car elle conditionne la reconstruction et l'amélioration de l'habitat.

La consommation qui sera atteinte dans cinq ans peut être estimée à 180.000 Tonnes.

B.- PROGRAMME ENVISAGÉ.

L'équipement d'une cimenterie à Long-Tho (Thừa-Thiên) et d'une autre à Hà-Tiên permettra la cadence de production suivante :

1959 : 20.000 T.
1960 : 70.000 T.
1961 : 150.000 T.

Il ne peut être question pour Long-Tho de satisfaire la totalité des besoins du Viêt-Nam car

- le gisement n'a pas assez de réserves
- le coût du transport dans le Sud grèverait exagérément le prix de vente du ciment.

Les besoins du Centre-VietNam étant estimés à une dizaine de milliers de tonnes par an, ils pourront être largement satisfaits par l'installation d'une unité de 20.000 T. par an à Long-Tho; à ce rythme le gisement suffit pour plus d'un siècle.

Le surplus des approvisionnements doit être obtenu par la mise en exploitation de Hà-Tiên avec l'installation de deux unités de 60.000 Tonnes par an.

C.- DEPENSES DES PROGRAMMES.

Pour l'installation d'une unité de 20.000 T/an à Long-Tho, les investissements s'élèvent à 10.000.000 piastres et 390.000 dollars à répartir sur les années du plan de la manière suivante :

Année	Piastres V.N.	Dollars U.S.
1957	1.000.000	260.000
1958	4.000.000	130.000
1959	5.000.000	-
TOTAL	10.000.000	390.000

L'installation de deux unités de 80.000T/an à Hà-Tiên demande approximativement

100.000.000$
et
2.260.000 de dollars

Le table au suivant montre l'échelonnement des investissements pour les cinq années du plan.

Année	Piastres V.N.	Dollars US	Observations
1957	100.000	100.000	Etudes
1958	2.500.000	100.000	Préparation des carrières et fondations.
1959	23.000.000	970.000	1er four à 80.000 T/an
1960	32.000.000	870.000	2è four à 80.000 T/an
1961	42.000.000	220.000	Complément et Fonds de roulement.
	99.600.000	2.260.000	

Economie des projets Long-Tho et Hà-Tiên.

Année	Production escomptée	Economie sur les importations en piastres.
1959	20.000 T.	20.000.000
1960	70.000 T.	70.000.000
1961	150.000 T.	150.000.000

PROBLEME DE TRANSPORT.

Les projets ne semblent soulever aucune difficulté majeure de transport. Hà-Tiên est relié à la région consommatrice du Sud-Viêtnam par le réseau de canaux qui le parcourent; Long-Tho est à proximité de la voie ferrée qui le relie au port de Đà-Nẵng

Ces cimenteries demandent pour leur réalisation et leur fonctionnement 2.000 ouvriers.

x x
x x

FABRICATION DU PAPIER

A.- BESOINS.

Nous importons annuellement de 20.000 à 27.000 Tonnes de papier. A ces chiffres il faut ajouter un tonnage de papiers spéciaux non estimable produit par la fabrique de Cholón et l'Artisanat. Les besoins en 1961 pourraient être estimés à 35.000 Tonnes. La mise sur pied d'une industrie nationale du papier est une des tâches urgentes pour l'amélioration de notre balance commerciale.

B.- PROGRAMME ENVISAGÉ.

Comme il a été dit ci-dessus, les ressources du Viêt-Nam en matières fibreuses sont importantes, mais pour la période de démarrage industriel, il convient de créer une usine utilisant un procédé simple de fabrication pour produire économiquement les qualités de papier les plus utilisées.

Avec ces données, il est avantageux d'installer pour la période quinquennale, une papeterie d'une capacité de 15.000 Tonnes/an. L'usine fabriquera la pâte mécanique et la pâte semi chimique à partir du bois de pin à trois feuilles de Dran et de quelques feuillus à bois tendre de la région de Biên-Hòa, et plus tard du bambou.

Le mélange de ces pâtes à des proportions définies donnera toutes les sortes de papier qui représentent actuellement les plus grands tonnages à l'importation.

Grâce au procédé de fabrication à haut rendement, le

choix de Biên-Hòa comme emplacement futur de l'usine paraît justifié à cause de sa situation au voisinage de Saigon, lieu de distribution à la consommation.

Pour assurer le ravitaillement de l'usine en fibres longues, des mesures de protection contre le feu et des programmes de coupes méthodiques des réserves de Pinus Khasya situées dans le triangle Fimnom, Dran et Dalat ont été conçus.

DEPENSES DES PROGRAMMES.

Les investissements peuvent s'élever aux environs de 130.000.000 de piastres

dont 80.000.000 en devises

ECONOMIE DU PROJET.- Le tableau suivant montre la production escomptée et l'augmentation du revenu national.

Année	Production escomptée	Valeur en piastres
1960	5.000 Tonnes	50.000.000
1961	15.000 Tonnes	150.000.000

LES PROBLEMES DU TRANSPORT.

Biên-Hòa est tout désigné pour l'emplacement de la future usine car on peut disposer de 6 hectares de terrain.

- le ravitaillement en eau est facile (Sông Rạch-Cát)
- les voies de communication sont installées (chemins de fer et routes)
- le terrain se trouve sur la route Dran-Saigon et au voisinage des peuplements de bambou et de la forêt
- La main-d'oeuvre locale est abondante (l'usine aura besoin de 1.000 ouvriers).

x

x x

VERRERIE.

A. Actuellement, dans la République du Viêt-Nam, les besoins en verreries sont satisfaits par l'importation dont voici les chiffres :

1955 2515 Tonnes de bouteilles et gobeletteries
1956 2276 Tonnes " "

Le reste des importations se compose de récipients pleins tels que les vins et les apéritifs etc...
A ces chiffres il faut ajouter le renouvellement du stock de bouteilles actuellement insuffisant.
Notre consommation réelle s'élève à 8.000 Tonnes par an dont

4.500 Tonnes de bouteilles pour les boissons gazeuses
1.500 Tonnes de gobeletteries
2.000 Tonnes de bouteilles de toute nature pour les produits liquides viêtnamiens tels que nước-mắm, sauce de soja, eaux minérales locales.

B. Il faut noter la possibilité éventuelle d'exportation de bouteilles vides ou pleines et les besoins supplémentaires venant du développement de l'exploitation d'eaux minérales de Vĩnh-Hảo. En définitive, les débouchés en 1961 peuvent être estimés à 12.000 Tonnes de bouteilles et gobeletteries.

C. L'installation d'une verrerie d'une production annuelle de 12.000 Tonnes demande 98.000.000 piastres dont 28.000.000 en devises étrangères. Le tableau suivant montre les productions escomptées avec leur valeur, les quantités d'alcalis et de charbons nécessaires pour la fusion du verre.

Année	Production escomptée	Valeur en piastres V.N.	Charbon	Alcalis
1959	8.000 T.	70.000.000	I0.000 T	I.200 T.
1960	10.000 T.	88.000.000	I2.500 T	I.500 T.
I96I	I2.000 T.	I06.000.000	I5.000 T	I.600 T.

Le charbon sera fourni par les gisements de Nông-Sơn. Le fonctionnement implique l'ouverture de chantiers d'extraction de sable (Cam-Ranh) et de calcaire (Hà-Tiên). Ce sera une source d'emploi pour les techniciens et ouvriers viêtnamiens.

SUCRERIES

-:-

A.- Avant la dernière guerre, il existait deux sucreries dans le territoire de la République du Viêt-Nam, l'une à Tuy-Hoà l'autre à Hiêp-Hoà. À l'heure actuelle, seule l'usine de Hiêp-Hoà fonctionne au ralenti et sa production annuelle ne dépasse pas 2.000 Tonnes, chiffre bien faible par rapport à celui des années normales (15.000 T) le tableau suivant montre l'importance de nos besoins en sucre :

Année	PRODUCTION		IMPORTATION	Total	Valeur des importations (en 1.000$ VN)
	Sucre blanc	Sucre roux	Sucre blanc		
1955	1.332 T.	5.265 T.	53.918 T.	60.515 T.	160.000
1956	1.981	11.746	50.400	64.127	152.000

Avec la poussée démographique, il faudra prévoir une consommation totale en sucre de 70.000 Tonnes environ.

B.- Le plan de développement agricole compte vers 1961 accroître la superficie réservée à la culture de la canne à sucre de 13.000 hectares environ à répartir de la manière suivante :

6.000 hectares dans la région de Quảng-Ngãi

2.000 hectares dans la région de Tuy-Hòa

5.000 hectares dans la région de Hiệp-Hòa

En tenant compte des rendements qui varient suivant les régions on espère obtenir

à Quảng Ngãi 6.000 Tonnes de sucre blanc et
8.000 Tonnes de sucre roux

à Tuy-Hòa 6.000 Tonnes de sucre blanc

à Hiệp-Hòa 12.000 Tonnes de sucre blanc

Les sucreries locales de Quảng Ngãi se voient réserver la majeure partie de cannes pour produire du sucre roux, le programme de production du sucre blanc peut être fait de la manière suivante :

Année	PRODUCTIONS			Total	Valeur
	Tuy-Hòa	Quảng-Ngãi	Hiệp-Hòa		
1959	4.000 T.	4.000 T.	6.000 T.	14.000	42.000.000$
1960	5.000	5.000	9.000	19.000	57.000.000$
1961	6.000	6.000	12.000	24.000	72.000.000$

Toutefois, au Centre Viêt-Nam, le programme de culture comme celui de production de sucre qui en est la conséquence, pourront être sensiblement modifiés en fonction des conclusions des études et recherches en cours.

C.- Pour l'Usine de Hiệp-Hòa le programme de Production dépend uniquement de celui de la mise en culture de la canne.

Pour l'Usine de Tuy-Hòa, il faut dépenser :

90.000.000 $ VN. pour l'équipement et les bâtiments

4.000.000 $ VN. pour les fournitures diverses

16.000.000 $ VN. pour le fonds de roulement

soit au total 110.000.000 $ VN. dont 80.000.000$ en devises.

Pour la sucrerie de Quảng-Ngãi, les dépenses pour les investissements sont à peu près les mêmes que celles de Tuy-Hòa.

D.- En dehors des heureuses répercussions sur la main-d'oeuvre, l'installation des sucreries dans les régions précédentes permettra au pays de réduire de plus de moitié ses importations de sucre blanc.

x

x x

PANNEAUX DE MUR

Nos besoins actuels en panneaux de mur s'élèvent à 3.000 Tonnes valant 540.000 US $ (valeur CIF)-

Le Plan prévoit la création d'une unité pouvant produire annuellement 3.000 Tonnes à partir des déchets de scierie et des balles de paddy.

Pour la réalisation de cette usine il faut 1.000.000 $ VN. pour la construction des bâtiments; 200.000 $ US. pour l'équipement.

Les dépenses annuelles de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

Désignations	Valeur (en piastres VN)	Devises en US dollars
Matières importées	-	18.000 US$
- locales	950.000 $ VN	-
Main d'oeuvre	2.750.000	-
Dépréciation	-	16.200
Frais généraux	1.750.000	
AU TOTAL ...	5.450.000 $ VN	34.200 US$

La première année de fonctionnement permettra d'économiser les devises d'investissement; les années suivantes permettront une économie de 500.000 US $ par an.

MATERIAUX DE CONSTRUCTION (Céramiques).- Les besoins du Viêt-Nam en céramiques de toute nature : briques, tuiles, faiences et grès courants, céramiques sanitaires, sont couverts en partie par l'importation :

céramiques (carreaux) 3.000 Tonnes

sanitaires 10 à 50 Tonnes;

le surplus étant fourni par l'artisanat ou l'industrie locale. Pour le moment, toutes les briqueteries chauffent au bois, ce qui a le double inconvénient d'être d'un coût élevé et de dégarnir les forêts. Une grosse amélioration sera apportée dès que les mines de Nông-Sơn pourront offrir du charbon. Le développement des briqueteries et tuileries ne nécessite pas des capitaux ou des machines spécialement importants et doit être laissé dans le domaine de l'industrie privée.

L'objectif suivant est assigné au projet :

Obtenir le plein rendement des installations existantes. Sous ce rapport les usines des Céramiques du Donnai à Phu-Mỹ disposent d'un four continu Stein et Roubaix capable de produire 45 Tonnes de produits céramiques par jour soit 12 à 13.000 T/an.

La remise en état du four et son montage sont uniquement une question de financement et la production de ces usines couvrira non seulement les besoins du Viêt-Nam, mais permettra encore certaines exportations à des prix compétitifs.

Les investissements s'élèvent à :

5.000.000 piastres

et 50.000 dollars.

x

x x

2°) PNEUMATIQUES POUR BICYCLETTES

-:-

1.- Plus d'un million de bicyclettes circulent actuellement au Viet-Nam et nous avons importé en 1950 :

312 Tonnes de chambres à air valant (1.000.000 unités) 17.000.000 V.N.

1.130 Tonnes d'enveloppes valant (1.000.000 unités). 53.000.000 V.N.

Pendant la guerre, des procédés artisanaux ont permis de produire des quantités non négligeables de pneus et de chambre à air. Une des difficultés principales de la fabrication de tels matériaux réside dans le contrôle constant de la fabrication.

B.- Le Plan prévoit l'installation d'une usine qui produira annuellement 500.000 unités (chambres et pneus); l'extension de l'usine pour répondre à un accroissement éventuel des besoins a été envisagée.

Pour une usine de cette importance il faudra investir environ 20.000.000 VN. pour l'équipement et les bâtiments :

10.000.000 VN. pour le fonds de roulement, soit au total 30.000.000 VN environ dont 19.250.000 VN en devises.

La cadence de production peut être prévue de la manière suivante :

1959 : 200.000 unités
1960 : 400.000 "
1961 : 500.000 "

La production de l'usine réduira de moitié la quantité de pneumatiques pour bicyclettes importés - mais il convient de tenir compte de l'importation des accessoires (valves, tringles etc...) pour évaluer l'économie nette sur les importations.

Année	Valeur en $ VN.	
	Importation en moins	Importation en plus (accessoires)
1959	14.000.000	3.000.000
1960	28.000.000	6.000.000
1961	35.000.000	7.500.000

x
x x

INDUSTRIES MECANIQUES

Les besoins du Viet-Nam s'élèvent à 6.000 T/an de laminés et 7.000 T/an de visseries et clouteries.

Dans un très proche avenir, les besoins en laminés peuvent être estimés à 10.000 Tonnes. Ces chiffres ne justifient pas l'installation d'une industrie sidérurgique en temps d'échanges commerciaux normaux. D'autre part, si le Viet-Nam paraît avoir du minerai de fer de bonne qualité (Quang-Tri), il ne dispose pas de charbon cokéfiable, ni de grosses sources d'énergie.

Mais la fabrication des produits industriels mentionnés ci-dessus à partir de lingots importés ou de ferrailles récupérées doit être envisagée sous deux angles:

1) Développement de l'artisanat pour tout ce qui est clouteries ou produits d'estampage.

2) Création d'une véritable industrie mécanique dans le cadre de la reconversion de l'Arsenal en Centre national d'équipement industriel.

a)- CLOUTERIE ET VISSERIE.- De simples ateliers artisanaux ou de petites industries suffisent pour alimenter partiellement les besoins du Viet-Nam; le développement de telles productions est du ressort de l'initiative privée, avec crédit d'Etat pour acquérir les presses ou tours nécessaires; le coût total des investissements s'élève à 10.000.000 piastres pour les constructions et installations et 300.000 dollars pour l'importation des machines.

b) LA IMAGE DES FERS - Ce problème est plus complexe en raison de l'approvisionnement en matières premières, du procédé de traitement et de la rentabilité.

Les seules matières premières dont dispose facilement le Viet-Nam sont constituées par les vieilles ferrailles; le stock en est incertain et difficile à préciser à cause des prélèvements pour l'exportation. Il faut prévoir que l'usine de laminage sera à bref délai obligée d'importer des lingots ou bloomings bruts. Le procédé de traitement suppose la refusion des ferrailles à l'aide d'un four à réverbère alimenté à l'anthracite de Nông-Son.

Le coût approximatif de l'installation de laminage est voisin de :

2.450.000 US pour les machines

7.000.000 pour le montage

et 15.000.000 pour les bâtiments

soit au total l'équivalent de 110 millions de piastres.

Le tableau suivant résume les productions escomptées :

Année	Production escomptée	Valeur
1958	Clouterie	30.000.000
1959	Clouterie	40.000.000
1960	Clouterie - 1000 tonnes laminés	50.000.000 10.000.000
1961	(Clouterie 7.000 Tonnes (5.000 Tonnes laminés	) 50.000.000) 50.000.000

x

x x

EXPLOITATION DU PHOSPHATE DES ILES PARACELS.

Les besoins théoriques du Viet-Nam en engrais phosphatés peuvent être estimés à 250.000 Tonnes environ par an.

Nous avons importé en 1955 seulement 22.950 Tonnes d'une valeur de 37.450.000 $ VN. Ce tonnage est très inférieur aux besoins et ceci est dû au prix trop élevé des engrais par rapport à celui du paddy.

Les débouchés du phosphate naturel sont nombreux et les exportations présentent un attrait suffisant pour justifier la création d'une entreprise ayant pour but l'exploitation et le traitement du minerai des îles Paracels.

L'extraction peut suivre la cadence suivante :

1957	1958	1959	1960	1961
10.000 T.	25.000 T.	50.000 T.	50.000 T.	50.000 T

Jusqu'à la mise sur pied de l'usine de traitement vers 1959 le phosphate sera utilisé ou exporté à l'état brut. Pour réaliser l'exploitation et le traitement, il faut investir environ :

266.000 US Dollars

et 14.700.000 $ V.N.

L'exploitation du phosphate des îles Paracels fournira un engrais précieux aux agriculteurs pour augmenter le rendement de leurs terres. D'autre part l'exportation vers les pays asiens constitue une source appréciable de devises.

x

x x

BESOINS CONNEXES ESSENTIELS A LA REALISATION DU PROGRAMME INDUSTRIEL

Les matières premières ayant été traitées ci-dessus, il reste à examiner les problèmes énergétiques, les besoins en cadres techniques et le financement.

I - BESOINS ENERGETIQUES -

Ces besoins consistent en :

1°/- Kilowattheures électriques empruntés à un réseau existant
2°/- Kilowattheures à fournir, dans un lieu isolé du réseau
3°/- Combustibles solides
4°/- Combustibles liquides.

Le tableau suivant donne approximativement les besoins énergétiques des projets prévus pour le Plan Quinquennal.

Référence	Besoins annuels en énergie			Besoin en	
	KM installés pris au réseau				
	dispersés	Concentrés	autres	charbon T/an	Fuels oil T/an
1- Tissages	2.000	-	-	-	-
2- Filatures	-	10.000	-	-	-
3- Charbon	-	-	500	5.000	-
4- Papeterie	-	500	-	5.000	-
5- Sucreries	-	-	3000	20.000	-
6- Pneus	-	300	-	-	-
7- Ciment Long-Tho	-	-	300	4.000	-
8- Ciment Ha-Tien	-	-	1500	30.000	-
9- Céramiques	-	300	-	4.000 ou	2.000
10- Verreries	-	300	-	-	5.000
11- Laminage etc...	-	5.000	-	1.000	-
12- Wall board	-	-	100	1.500	-
13- Industries extractives	-	-	1000	-	-
	2.000	16.400	5800	70.500 66.500	5.000 7.000

Ces chiffres montrent que l'exécution du Plan d'équipement industriel consommerait un supplément d'énergie électrique de 25.000 KW installés environ.

Dans l'ensemble du Plan, les besoins énergétiques en kilowatts exigent :

- le développement de l'électrification rurale
- l'électrification de stations de pommage

La production et l'utilisation de l'énergie électrique dans les années à venir peuvent être obtenues :

- soit par une seule centrale de grande capacité même éloignée des centres de consommation.
- soit par une série de centrales adaptées aux besoins locaux interconnectées progressivement entre elles.

Dans le cadre du premier Plan Quinquennal, la production d'énergie électrique doit aller de pair avec l'exploitation du charbon.

LES CADRES TECHNIQUES

Dans le seul but de faire fonctionner les installations du Plan Quinquennal, les besoins du Viet-Nam se décomptent sensiblement comme suit :

Références	Ingénieurs	Maitrises
Filature	2	6
Charbon	3	40
Papeterie	3	20
Pneumatiques	p.m.	10
Sucreries	6	20
Ciments	3	28
Verreries	I	IO
Laminage etc.	3	50
Céramiques	I	10
Wall board	I	6
Industries extractives	2	20
T O T A L	25	220

Ces effectifs devront être atteints progressivement dans les cinq ans du Plan.

Ingénieurs - L'effectif nécessaire d'ingénieurs comprend :

pour un quart : des ingénieurs de Grandes Ecoles, ayant une culture générale suffisante pour prendre, en dehors de la technique proprement dite, les responsabilités de direction de diverses branches (filature, charbon, ciments, industries mécaniques)

pour trois quarts : des ingénieurs sortis des écoles plus spécialisées telles que Arts et Métiers, Ecoles des Mines, Ecole de Papeterie etc...

Pour les besoins immédiats du Plan, durant la période quinquennale de création, le Viet-Nam sera obligé d'avoir recours à des techniciens étrangers recrutés provisoirement qui auront la tâche de mettre en marche les installations nouvelles et d'en assurer le fonctionnement technique jusqu'à la relève par des techniciens nationaux. La formation de ces derniers se fera de plus en plus dans le pays.

CADRES DE MAITRISE

Cette catégorie comprend les maitrises supérieures, parmi lesquelles on peut citer :

- pour les mines : porions et chefs porions
- pour la mécanique : chefs mécaniciens, spécialistes, électriciens, chef d'atelier d'entretien, de réparation ou de construction.
- pour les industries de transformation : chefs de laminoirs ou de cubilots, chefs mouleurs électriciens, chefs de fabrication (ciments, papiers, filatures etc ...)

De telles qualifications peuvent être progressivement obtenues par la formation de candidats dans les écoles techniques envisagées au Viet-Nam.

Une certaine propagande doit être faite pour attirer un plus grand nombre de jeunes gens vers des carrières techniques.

FINANCEMENT

En totalisant les montants estimés provisoirement pour la réalisation du Plan d'Equipement Industriel du Plan Quinquennal on reste frappé du peu d'importance de ce total. Les chiffres provisoires donnent des totaux suivants :

Désignations	Piastres V.N.	Dollars U.S.	Total en piastres VN.
Tissages (5.000 métiers)	20.000.000	4.000.000	160.000.000
Filatures (17.000T/an)	180.000.000	6.600.000	411.000.000
Charbons (140.000T/an)	30.900.000	878.000	61.630.000
Papeterie (15.000T/an)	50.000.000	2.500.000	137.500.000
Wall Board (3.000T/an)	6.450.000	200.000	13.450.000
Cimenterie (Long-Tho 20.000T/an)	10.000.000	390.000	23.650.000
Cimenterie (Hà-Tiên 160.000T/an)	99.600.000	2.260.000	179.700.000
Pneumatiques (200.000 unités)	11.100.000	550.000	30.350.000
Verreries (12.000T/an)	70.000.000	800.000	98.000.000
Clouterie (7.000T/an)	12.000.000	360.000	24.600.000
Fers à béton et laminés (10.000T/an)	48.000.000	3.600.000	174.000.000
Céramiques (3.000T/an)	5.000.000	50.000	6.750.000
Phosphates (50.000T/an)	14.700.000	288.000	24.780.000
Sucreries	60.000.000	4.000.000	200.000.000
Recherches minières (1)	29.000.000	600.000	50.000.000
TOTAL	646.750.000	27.076.000	1.594.410.000

(1) Faute d'un programme de recherches, il n'est pas possible de donner une estimation plus ou moins précise de dépenses. Ce chiffre mentionné souligne plutôt l'intérêt accordé au problème.

On peut dire que l'ordre de grandeur des dépenses du Plan d'Equipement Industriel est fixé par les deux chiffres suivants :

Devises : 30.000.000 US $

Piastres VN. : 600.000.000 US $

Notons que ce total est à peu près équivalent au montant des importations annuelles des denrées dont la fabrication est envisagée par le Plam.

Il est permis d'espérer que le problème de financement sera assez facile à résoudre avec :

- les capitaux privés nationaux ou étrangers
- l'aide économique extérieure
- éventuellement les ressources budgétaires.

La mobilisation des capitaux nationaux, dans le but d'assurer le financement en piastres est très difficile. Les grosses fortunes nationales sont en majeure partie foncières. Il ne semble pas que l'on puisse se procurer de cette facon plus de 20o/o des besoins en piastres (100 millions).

Desressources plus importantes pourraient être trouvées dans des fonds en capitaux plus ou moins flottants appartenant à des étrangers.

La déclaration du Président de la République sur les investissements doit inciter à notre avis, ces capitaux, comme d'autres capitaux neufs, à s'investir dans des affaires nouvelles.

Mais la source la plus importante de financement réside encore dans les appuis extérieurs que le Gouvernement trouvera auprès des démocraties amies.

x

x x

La modicité relative de l'effort d'industrialisation dans ce présent Plan Quinquennal doit être appréciée à la lumière des conditions qui prévalent dans le pays et des efforts consentis dans les domaines agricoles et équipement public.

Cependant, la réussite de ce programme aura une importance considérable sur la vie économique du pays et ouvrira des perspectives plus brillantes pour un proche avenir.

Annexe I

I N D U S T R I E

Répercussions sur la balance commerciale

Année	Production escomptée		Importation en moins ∅ VN.	Importation en plus ∅ VN.	Exportation ∅ VN.	Observations
	Tonnes					
1957	4.000	Tissus	360.000.000	200.000.000 (filés)	-	-
	15.000T	Charbon	15.000.000	-	-	-
	10.000-	Phosphates	-	-	3.000.000	Brut
		Total	375.000.000	200.000.000	3.000.000	
1958	5.000T	Tissus	450.000.000	150.000.000 (filés)	-	-
	2.000T	Filés	100.000.000	85.000.000 (coton)	-	-
	40.000-	Charbon	40.000.000	-	-	-
	25.000-	Phosphates	-	-	7.500.000	Brut
	3.000-	Wall board	19.000.000	630.000	-	-
	4.000-	Clouterie	30.000.000	700.000	-	-
	3.000-	Céramiques	15.000.000	-	-	-
		Total	654.000.000	236.330.000	7.500.000	
1959	6.000T	Tissus	540.000.000	150.000.000 (filés)	-	-
	3.000-	Filés	150.000.000	130.000.000	-	-
	90.000-	Charbon	90.000.000	-	-	-
	50.000-	Phosphates	-	-	70.000.000	Sec, moulu
	20.000-	Ciment	20.000.000	-	-	
	8.000-	Verrerie	70.000.000	8.000.000 produits chimiques		
	14.000-	Sucre	42.000.000	2.800.000	-	-
	3.000-	Wall board	19.000.000	630.000	-	-
	200.000-	Pneus	14.000.000	3.000.000 (accessoires)	-	-
	5.500-	Clous	40.000.000	960.000	-	-
	3.000-	Céramiques	15.000.000	-	-	-
		Total	1.000.000.000	295.390.000	70.000.000	-

(suite) 2

Année	Production escomptée	Importation en moins en $ V.N.	Importation en plus en $ V.N.	Exportation en $ V.N.	Observations
1960	6.500T tissus	585.000.000	125.000.000	-	-
	4.000- filés	200.000.000	172.000.000	-	-
	110.000- charbon	110.000.000	-	-	-
	50.000- phosphate	35.000.000	-	35.000.000	sec, moulu
	70.000- ciment	70.000.000	-	-	-
	10.000- verreries	88.000.000	10.000.000	-	-
	5.000- papier	50.000.000	5.000.000	-	-
	19.000- sucre	57.000.000	3.800.000	-	-
	3.000- wall board	19.000.000	630.000	-	-
	400.000- pneus	28.000.000	6.000.000	-	-
	7.000- clous	50.000.000	1.225.000	-	-
	1.000- laminés	10.000.000	1.000.000	-	-
	3.000- céramiques	15.000.000	-	-	-
	Total	1.317.000.000	324.655.000	35.000.000	-
1961	7.000T tissus	630.000.000	-	-	-
	7.000- filés	350.000.000	274.000.000	-	-
	140.000- charbon	140.000.000	-	-	-
	50.000- phosphate	35.000.000	-	35.000.000	-
	150.000- ciment	150.000.000	-	-	-
	12.000- verrerie	106.000.000	12.000.000	-	-
	15.000- papier	150.000.000	15.000.000	-	-
	24.000- sucre	72.000.000	4.800.000	-	-
	3.000- wall board	19.000.000	630.000	-	-
	500.000 pneus	35.000.000	7.500.000	-	-
	7.000T clous	50.000.000	1.225.000	-	-
	5.000- laminés	50.000.000	5.000.000	-	-
	3.000- céramiques	15.000.000	-	-	-
	Total	1.802.000.000	320.155.000	35.000.000	-

TRANSPORTS INTERIEURS SUPPLEMENTAIRES

en milliers de tonnes - kilomètres

Désignation	1957	1958	1959	1960	1961
Charbon					
Ferroviaires	300	800	1.800	2.200	2.800
Fluviaux	500	1.200	2.700	3.300	5.200
Maritimes	-	31.500	72.000	90.000	117.000
Phosphate					
Maritimes	33.000	83.500	165.000	165.000	165.000
			plus exportation		
Ciments					
Ferroviaires	-	-	2.000	2.000	2.000
Fluviaux	-	-	-	15.000	39.000
Maritimes	-	-	9.000	9.000	9.000
Papier					
Ferroviaires	-	-	-	150	450
Total					
Ferroviaires	300	800	2.000	4.350	5.250
Fluviaux	500	1.200	2.700	18.300	44.200
Maritimes	33.000	115.000	246.000	264.000	291.000

Désignation	1956		1961	
	Quantité	Valeur ₱ VN	Tonnes	Valeur ₱ VN.
Charbon	o	o	140.000 T	140.000.000
Phosphate	o	o	50.000 T	70.000.000
Sucre blanc	2.000 T	6.000.000	24.000 T	72.000.000
Wall board	o	o	3.000 T	19.000.000
Ciment	o	o	150.000 T	150.000.000
Papier	o	o	15.000 T	150.000.000
Verrerie	o	o	12.000 T	106.000.000
Tissus de coton	4.000 T	360.000.000	7.000 T	630.000.000
Filés de coton	o	o	7.000 T	350.000.000
Pneumatiques pour vélos	o	o	500.000 unités	35.000.000
Matériaux de construction	o	o	3.000 T	15.000.000
Industries mécaniques	o	o	5.000 T laminés cloutteries 7.000 T	50.000.000 50.000.000
TOTAL		366.000.000		1.837.000.000

ANNÉE 1961

Production escomptée	Besoins prévus	Importation à prévoir	Valeur
7.000 T Tissus	13.000 T	6.000 T	540.000.000
7.000 T Filés		o	o
140.000 T Charbon	140.000 T	o	o
50.000 T Phosphate	25.000 T	o	o
150.000 T Ciment	180.000 T	30.000 T	30.000.000
12.000 T Verrerie	12.000 T	o	o
15.000 T Papier	35.000 T	20.000 T	200.000.000
24.000 T Sucre blanc	44.000 T Sucre blanc	20.000 T	60.000.000
3.000 T Wall board	3.000 T	o	o
500.000 T Pneus	1.000.000 Unités	500.000 Pneus	35.000.000
7.000 T Clous	7.000 T	o	o
5.000 T Laminés	6.000 T	1.000 T	10.000.000
3.000 T Céramiques	3.000 T	o	o

INDUSTRIE

INVESTISSEMENTS

Désignations	Production escomptée	Estimations		Total en V.N.
		En dollars U.S.	En piastres V.N.	
Filatures	3 Unités de 20.000 broches soit 6.000 T de fils par an	6.600.000	120.000.000	351.000.000
Tissages (Artisanat)	5.000 unités produisant 3.000 T de tissus de coton par an	4.000.000	2.000.000	142.000.000
Charbon de Hông-Gai	140.000 Tonnes par an	870.000	21.000.000	51.730.000
Cimenteries Long-Tho	20.000 Tonnes par an	390.000	4.000.000	17.650.000
Hà-Tiên	130.000 Tonnes par an	2.260.000	64.000.000	143.100.000
Papeterie	15.000 Tonnes par an	2.500.000	30.000.000	117.500.000
Kraft board	3.000 Tonnes par an	200.000	1.000.000	3.000.000
Pneumatiques pour vélos	500.000 unités	550.000	2.500.000	21.750.000
Sucreries	2 unités soit 12.000 Tonnes	6.000 T Tuy-Hoà 6.000 T	4.300.000	29.500.000
Verreries	12.000 Tonnes par an	800.000	70.000.000	98.000.000
Céramiques et sanitaires	3.000 Tonnes par an	50.000	5.000.000	6.750.000
Papeteries	7.000 Tonnes par an	360.000	12.000.000	24.600.000
Ciments	15.000 Tonnes par an	2.940.000	24.000.000	126.900.000
Recherches minières		600.000	29.000.000	50.000.000
Phosphate	50.000 Tonnes par an	2[illegible].000	14.700.000	24.780.000
	Total	26.716.000	420.700.000	1.363.760.000

RAPPORT INVESTISSEMENT / PRODUCTION POUR LES PROJETS CONCERNANT L'INDUSTRIE

-:-:-

MATIERE	Production	Investissement	Rapport Investissement / Production
Filatures	350.000	351.000	1
Tissages	630.000	142.000	0,22
Charbon	140.000	51.730	0,37
Cimenterie Long-Tho	20.000	17.650	0,89
Cimenterie Hà-Tiên	130.000	143.100	1;1
Papeteries	150.000	117.500	0,78
Wall board	19.000	8.000	0,42
Pneumatiques	35.000	21.750	0,62
Sucreries	72.000	180.000	2,5
Verrerie	106.000	98.000	0,92
Céramiques	15.000	6.750	0,45
Clouterie	50.000	24.600	0,5
Laminés	50.000	126.900	2,55
Phosphates	70.000	24.750	0,36
Recherches			
TOTAL :	1.837.000	1.313.760	0,71

2° INDUSTRIE

-:-

DEPENSES TOTALES

-+-

Désignations	Capacité de production	Estimations		Total en piastres VN.
		En dollars US	En piastres VN	
Filatures	3 unités de 20.000 broches soit 6.000 T de files par an	6.600.000	160.000.000	411.000.000
Tissages (artisanat)	5.000 métiers produisant 3.000T de tissus de coton par an	4.000.000	20.000.000	160.000.000
Charbon NongSon	140.000 T/an	678.000	30.900.000	61.630.000
Cimenteries a) Long-Tho	20.000 T/an	390.000	10.000.000	23.650.000
b) Hà-Tiên	160.000 T/an	2.260.000	90.600.000	170.700.000
Papeterie	15.000 T/an	2.500.000	50.000.000	137.500.000
Kell board	3.000 T/an	200.000	6.450.000	13.450.000
Verreries (priv)	12.000 T/an	600.000	70.000.000	98.000.000
Pneumatiques (privé)	500.000 unités	550.000	11.100.000	30.350.000
Sucreries	2 unités (60000T Tuy-Hoà)	2.150.000	34.750.000	110.000.000
	(60000T Quảng Ngai)	2.150.000	34.750.000	110.000.000
Céramiques & Sanitaire (priv)	3.000 T/an	50.000	5.000.000	6.750.000
Clouteries	7.000 T/an	360.000	12.000.000	24.600.000
Lamin's	10.000 T/an	3.600.000	48.000.000	174.000.000
Phosphates	50.000 T/an	288.000	14.700.000	24.750.000
Recherches minières		600.000	29.000.000	50.000.000
TOTAL		27.376.000	656.250.000	1.614.410.000

Désignations	PRODUCTION 1956 Quantité	PRODUCTION 1956 Valeur	PRODUCTION 1961 Quantité	PRODUCTION 1961 Valeur en piastres VN.	IMPORTATION 1956 Quantité	IMPORTATION 1956 Valeur	IMPORTATION 1961 Quantité	IMPORTATION 1961 Valeur	Broches en production 1956	Broches en production 1961	Métiers 1956	Métiers 1961
Coton brut importé au Viêt-Nam					0	0	7.620 T.	174.000.000	0	70.000	8.000	13.000
Coton brut récolté et filés au Viêt-Nam	0	0	830 T.	32.500.000$ (artisanale)								
Coton brut importé et filés au Viêt-Nam	0	0	7020T.	350.000.000$								
Filés tissés au Viêt-Nam												
a) Filés filés au Viêt-Nam et tissés	0	0	7000T.	650.000.000$								
b) Filés importés au Viêt-Nam et tissés	4000T.	360.000.000$	0	0								

T I T R E III

-:-

EQUIPEMENT PUBLIC

—

§ 1 - TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

- Généralités
- Transports routiers
- Chemins de Fer
- Transports aériens
- Navigations maritime et fluviale

§ 2 - POSTES TELEGRAPHES TELEPHONES

§ 3 - METEOROLOGIE

§ 4 - ADDUCTION D'EAU

§ 5 - HYDRAULIQUE AGRICOLE

§ 6 - ENERGIE ELECTRIQUE

Désignations	PRODUCTION		IMPORTATION				Broches en production	Métiers
	1956		1961		1956			
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur		
	tité	piastres VN.	tité		tité		1956	1961

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES D'EQUIPEMENT PUBLIC.-

Désignations	Total des dépenses en 1.000 VN.	Partie en devises 1.000 US$.
Communications routières	1.659.000	21.000
Communications ferroviaires	849.000	16.550
Communications aériennes	750.000	5.875
Communications fluviales	540.000	2.270
Communications maritimes	100.000	2.000
Postes Télégraphes Téléphones	173.000	3.200
Météorologie	30.000	315
Adduction d'eau	1.450.000	21.315
Hydraulique Agricole	450.000	2.100
Energie électrique	2.200.000	37.670
Total	8.206.000	112.295

RAPPORT INVESTISSEMENT / PRODUCTION POUR LES PROJETS CONCERNANT L'EQUIPEMENT PUBLIC

MATIERES	PRODUCTION (Accroissement)	INVESTISSEMENT	Rapport Investissement / Production.
Communication ferroviaire	150.000.000	849.000.000	5,65
Adduction d'eau	200.000.000	1.450.000.000	7,25
Energie	2.000.000.000	2.200.000.000	1,10

§ 1 - TRANSPORT ET COMMUNICATIONS

Géographiquement à l'heure actuelle le Viêt- Nam se présente comme une masse homogène surmontée à l'Est d'une partie allongée. L'image rappelle celle d'un oiseau flottant sur l'eau. Le corps charnu est abondamment irrigué par ses grands fleuves, ses rivières et ses canaux. Le cou avec sa colonne vertébrale vitale est néanmoins surtout osseux.

Le système de communications existant dans le pays traduit ce fait géographique : Communications faciles dans le corps, dans toutes les directions; communications longitudinales dans le cou.La liaison avec le Nord augmentait encore tellement cet étirement, que l'on ne savait s'il fallait développer les communications maritimes, les communications ferroviaires, les communications routières, les communications fluviales, toutes dans le sens Nord-Sud. Après la guerre, l'avion est venu ajouter une artère de plus dans la même direction. Il n'y a jamais eu une priorité donnée à chacun des moyens de communication qui a grandi selon les rivalités des services. Chargés nous mêmes d'arbitrer, nous ne savons pas, faute d'études précises, et devant tant de contingences diverses, d'ordre politique, économique , géographique, météorologique et militaire, fixer un ordre de priorité précis. Les communications existantes imposent néanmoins des impératifs très précis, et notre ordre de priorité traduit beaucoup plus un ordre dans l'urgence du rétablissement et de l'amélioration qu'une idée neuve.

../..

Néanmoins, il s'est avéré indispensable d'ajouter encore les communications dans la partie osseuse, c'est-à-dire achèvement de la communication Nord-Sud par l'intérieur - Route SAIGON - BANMETHUOT, TRUOI-HUE et amélioration des transversales EST-OUEST mettant en communication avec la maille Nord-Sud et surtout permettant d'aérer le cou par les communications avec l'extérieur soit LAOS, SIAM à l'Ouest, et sortie vers la mer à l'Est.

Ces vues générales conduisent au programme matérialisé par le tableau suivant :

	Crédit total 1.000 VN $	Piastres 1.000 VN $	Devises 1.000 US
Communications routières	1.657.000	73.300	26.273
Communications ferroviaires	849.000	270.000	10.550
Communications aériennes	750.000	545.000	5.875
Communications maritimes	100.000	30.000	2.000
Communications fluviales	540.000	460.500	2.270
TOTAL :	3.896.000	1.378.800	52.968

Détails :	Fonds perdu	Prêts	Fonds perdu	Prêts	Fonds perdu	Prêts
	3.861.750	34.250	1.370.000	8.000	52.218	75

TRANSPORTS ROUTIERS

En plus de son importance économique bien connue, le réseau routier est pour le Viêtnamien un moyen de réaliser un désir profond de déplacement. Il suffit de voir le nombre extraordinaire d'autocars presque toujours bondés pour avoir une idée du dédain de l'inconfort pour le plaisir de se déplacer. De plus la route est liée à cet attrait présent des classes aisées pour le véhicule automoteur.

Le plan essaie de concilier les besoins de l'économie avec ces besoins sociaux. Il affectera le transport routier à un transport relativement léger (20 T.) réservant le transport lourd au chemin de fer dans le sens Nord-Sud et au transport fluvial dans le Sud.

Situation actuelle -

A la fin de 1955, la République du Viêt-Nam dispose d'un réseau routier de 13.870 Km environ de long dont 65 o/o seulement sont praticables pendant toute l'année. Le reste est formé de chemins de terre utilisables uniquement en saison sèche.

L'état général des routes à la fin des hostilités était déplorable et malgré les efforts notables fournis par le département des Travaux-Publics, des réparations plus systématiques et des travaux plus poussés restent nécessaires pour adapter le réseau routier aux besoins de la circulation moderne.

Les routes nationales constitueront la plus lourde charge dans ce programme de réparations et d'aménagements, étant donné l'importance du trafic à l'heure actuelle. Totalisant 3.300 Km de longueur, elles ne comptent guère que 30 o/o de routes asphaltées et 40 o/o prêts à recevoir un revêtement d'asphalte. Les 30 o/o restant sont formés de routes empierrées de gravier ou de latérite. Plus de la moitié des routes nationales, artères principales des échanges commerciaux, possèdent des chaussées et des

ponts plus étroits. Aussi enregistre t-on des accidents fréquents et des pertes de temps énormes dans les transports, paralysant plus ou moins les mouvements des échanges commerciaux du pays.

Les routes interprovinciales possèdent une longueur totale de 2.430 Km environ dont 28 o/o sont asphaltés et 40 o/o empierrés. Elles sont entrecoupées dans certaines régions de tronçons en très mauvais état, totalisant une longueur approximative de 600 Km (Kontum-Quảng-Ngãi, Mỹtho-Tràvinh, Tràvinh-Vĩnhlong, Vòng-Vgự-An-Hữu).

Enfin les 930 Km d'artères urbaines ainsi que les 5.330 Km de routes locales ne doivent occasionner qu'une faible part de dépenses car leurs réparations et leur entretien sont beaucoup moins coûteux et financés par les budgets municipaux et provinciaux.

Objectifs -

Le présent Plan Quinquennal vise les points suivants :

1) Remmettre en état le réseau routier au moins tel qu'il était avant guerre.

2) Améliorer ce réseau afin de l'adapter aux besoins de la circulation moderne.

Par ordre de priorité, on procèdera à la réalisation du programme de travaux suivants :

1) Créer une nouvelle route reliant Saigon à Biên-Hòa large de 12 mètres avec des ponts de 25 tonnes de charge maximum.

2) Réparer les routes nationales Nos 9, 19, 21, 21-bis, 14-bis et établir une voie de communication entre Hué et les Plateaux Montagnards prolongeant la Route Nationale No 14 existante qui sera à élargir.

3) Améliorer la portion Tuv-Hòa Faifoo de la Route Nationale No.1 (chaussée légère et ponts provisoires).

4) Elargir la route d'intérêt commun No.4 reliant Saigon aux provinces du Sud (Hậu-Giang) avec amélioration du trafic du bac Mỹ-Thuận.

5) Créer une nouvelle route rejoignant Hòng-Ngự, Gò Bắc-Chiên et Đức-Hòa, route d'intérêt provisoirement stratégique.

6) Réparer un certain nombre de routes interprovinciales reliant les agglomérations suivantes : Kontum-Quangngãi, Dakson-Phanthiết, Mytho-Bêntre, TràVinh-VĩnhLong, ChâuĐốc- HàTiên, RạchGia-Càmau, Cần-thơ-Càmau, NúiSập-ThanhQuới.

Dépenses prévues -

Le coût des travaux prévus par le présent Plan Quinquennal se monte à 1,659 milliards répartis de la façon suivante :

Années	Piastres VN.	Devises US $	Total en piastres VN.
1957	126.300.000	3.860.000	262.900.000
1958	309.100.000	7.860.000	581.100.000
1959	294.000.000	5.890.000	501.000.000
1960	132.500.000	2.860.000	233.000.000
1961	48.500.000	930.000	81.000.000
Totaux	910.400.000	21.400.000	1.659.000.000

Main-d'oeuvre et personnel technique

Pour réaliser entièrement ce programme de réparation et de modernisation du réseau routier, le Département des Travaux Publics devrait disposer au minimum de 150 techniciens (Ingénieurs et personnel technique) et de 3.000 ouvriers. Des mesures seront prises immédiatement afin de parer à une pénurie possible de main-d'oeuvre spécialisée dans les années qui viennent.

M a t é r i a u x

On a inclu dans le montant total des dépenses prévues, les frais d'équipement des carrières pour mettre ces dernières en mesure de ravitailler les futurs chantiers au rythme prévu par le Plan Quinquennal.

EFFETS ATTENDUS

Ces travaux permettront de doubler le trafic actuel et de réduire d'environ 30 o/o la perte de temps causée par le passage des bacs mal équipés et des ponts trop étroits.

Il n'y aura pas d'accroissement des dépenses d'entretien qui resteront au niveau de 300 millions de piastres par an.

TRAVAUX ROUTIERS 1957-1961

TRAVAUX A REALISER	Ordre de priorité	Devises Ø U.S.	Total des dépenses en Ø V.N.
A - ROUTES D'INTÉRET COMMUN			
SAIGON-BIEN-HÒA (30Km Chaussée asphaltée 12 m de large Ponts de 25T)	1	3.420.000	120.000.000
SAIGON-BANMETHUOT			
Chaussée asphaltée	1	570.000	30.000.000
Ponts définitifs	2	143.000	10.000.000
BANMETHUOT-KONTUM			
Chaussée empierrée	1	1.430.000	150.000.000
Ponts définitifs	2	330.000	23.000.000
KONTUM-TRUÒI			
Chaussée légère	1	1.140.000	120.000.000
Ponts provisoires	1	715.000	50.000.000
R.N. TUY-HÒA-FAIFOO			
Chaussée asphaltée	2	1.000.000	50.000.000
Ponts définitifs à voie unique	1	2.850.000	200.000.000
PHAN-THIET-TUY-HÒA			
Chaussées asphaltée	1	570.000	30.000.000
FAIFOO-QUANG-TRI			
Ponts définitifs à voie unique	2	715.000	50.000.000
R.N 9 DONG-HÀ-LACBÀO			
Chaussée asphaltée	1	170.000	8.000.000
KONTUM-MOÛC (Quang-Ngãi)			
Chaussée empierrée	1	114.000	12.000.000
Ponts provisoires	1	315.000	22.000.000
R.N.19 PLEIKU-BINHDINH			
Chaussée asphaltée	1	285.000	30.000.000
Ponts provisoires	1	215.000	15.000.000
R.N.21 VINHHÒA-BANMETHUOT			
Chaussée empierrée (latérite)	1	570.000	60.000.000
Ponts provisoires	1	285.000	20.000.000
BANMETHUOT-PHAN			
Chaussée empierrée	2	285.000	30.000.000
Ponts provisoires	2	143.000	10.000.000
A reporter :		15.265.000	1.040.000.000

TRAVAUX ROUTIERS 1957 - 1961

TRAVAUX A REALISER	Ordre de priorité	Devises US	Total des dépenses en $VN
Report		15.265.000	1.040.000.000
11- Hồng-Ngự - Mộc-Hóa - Đức-Hòa			
Chaussées empierrées		860.000	100.000.000
Ponts définitifs	1	860.000	60.000.000
12- Route d'intérêt commun No.4			
Saigon-Cần-thơ			
Chaussée asphaltée)			
Ponts définitifs)	1	570.000	30.000.000
Augmenter le trafic du Bac de Mỹ-Thuân et Cần-Thơ	1	285.000	50.000.000
Cần-Thơ - Camau			
Chaussée asphaltée	1	485.000	25.000.000
Ponts définitifs	2	285.000	20.000.000
Camau-Năm-Căn			
Chaussée empierrée	1	230.000	25.000.000
Ponts provisoires	1	200.000	14.000.000
13- An-Hữu - Cà-Lanh - Hồng-Ngự			
Chaussée empierrée	2	230.000	25.000.000
Ponts provisoires	2	143.000	10.000.000
B - Route d'intérêt agricole			
14- Cây-Lậy - Mộc-Hóa			
Chaussée empierrée)			
Ponts provisoires)	1	429.000	45.000.000
15- Route communale no.1			
Long-Xuyên - Núi-Sập le long du canal de Lx			
Réparation de chaussée empierrée	1	143.000	17.600.000
16- R.I.P. 8 Núi-Sập - Thanh-Quới	1	114.000	12.000.000
17- Route Hương-Thôn no.53			
Châu-Đốc - Tân-Châu			
Chaussee empierrée)			
Renforcer les ponts)	1	43.000	4.000.000
18- Route Hương-Thôn no.55			
Trinh-Biên - Lạc-Quới - Tri-Tôn			
Chaussee empierrée	1	17.000	3.600.000
à reporter		20.158.000	1.481.200.000

TRAVAUX ROUTIERS 1957 - 1961

TRAVAUX A REALISER	Ordre de priorité	Devises US	Total des dépenses en $VN
Report :		20.158.000	1.481.200.000
19- Châu-Đốc-Hà-Tiên chaussée empierrée Ponts provisoires	1	114.000	20.000.000
20- Route communale No 11 et 12 Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	1	28.000	3.300.000
21- RIP No,12 Rach-Gia-Càmau Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	1	143.000	15.000.000
22- R. MinhLương-AnLiêm CanGáo-XcoRo-ThớiBình Chaussées empierrées			
Ponts provisoires	1	143.000	20.000.000
23- Routes longeant les canaux No 1, 2, 3, 4 région U-Minh (170-Km) Chaussées empierrée	1	143.000	30.000.000
24- Route provinciale 38 (BacLiêu-VinhChâu) Chaussée empierrée	2	57.000	8.000.000
25- TriTôn-Rach-Gia Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	1	114.000	20.000.000
26- BanDon-Banmêthuột Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	1	28.000	5.500.000
27- BounTrap-Banmêthuôt Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	1	42.000	3.000.000
28- RIP 7 CungSon-ChoRco (85 Km) Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	2	143.000	20.000.000
29- R. Kontum-ChuteXaly (54 Km) Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	2	143.000	20.000.000
30- Kontum-PleiKlong (20 Km) Chaussée empierrée			
Ponts provisoires	2	57.000	9.000.000
		21.213.000	1.655.000.000

RÉGIE DES CHEMINS DE FER DU VIET NAM

1o) SITUATION ACTUELLE

Les Chemins de Fer actuellement exploités comptent une longueur totale de 1.200 km, et sont sectionnés en 3 troncons. L'exploitation en est onéreuse et déficitaire. La reconstruction vise à supprimer toute solution de continuité et à former un réseau unique, soit à reconstruire 2[illegible] km. de voies, et à remettre en état 20[illegible] autres affaiblis (sur les 1.200 km exploités à ce jour).

La Régie des Chemins de Fer assure ces dernières années un trafic de :

1954 - 123.438.278 voyageurs/km. et 98.219.710 tonnes/km.
1955 - 377.487.474 - 78.917.250 -
1956 - 383.703.837 - 69.526.570 -

2o) OBJECTIFS VISES

La Régie des Chemins de Fer au Viêt-Nam vise à :

- Reconstruire entièrement la voie ferrée au Sud du 17è parallèle.
- Doter le Chemin d'un Parc de materiel capable de satisfaire à tout accroissement de trafic, conséquence du relèvement économique et de l'industrialisation du pays.

Il serait possible qu'après la reconstruction, nous aurions à faire face à un trafic ne restant pas proportionnel à la longueur de voie exploitée mais pouvant être double; c'est ainsi qu'au moment de l'ouverture à l'exploitation du "Transindochinois" le nombre de voyageurs empruntant le rail au cours d'une année qui était de 100.000 passa vite à 200.000 (voyageurs faisant la distance entière du reseau).

INVESTISSEMENTS

1o) Le montant total des investissements, 849 millions de piastres, se repartit de la facon suivante :

Voie ferrée et ouvrage d'art	419.000.000 $VN.
Bâtiments et installations fixes	30.000.000
Diesélisation et entretien des locomotives	250.000.000
Materiel roulant excepté locomotives	150.000.000

2o) Echelonnement sur 5 ans

Année	Devises 1000 $US	Piastres 1000 $VN	Total 1000 $ VN.
1957	5.860	40.000	245.000
1958	4.000	40.000	180.000
1959	3.060	70.000	177.000
1960	2.290	60.000	140.000
1961	1.340	60.000	107.000
	16.550	270.000	849.000

Financement

La Régie n'est pas en mesure de financer les travaux prévus au Plan Quinquennal.

Le Gouvernement doit donc prendre à sa charge le financement de ce programme de reconstruction et de développement ferroviaire étant donnée l'importance économique et sociale du réseau ferré.

EFFETS ATTENDUS

Les effets économiques seront multiples et considérables.

- La Régie a fait en 1956, une recette de 335.534.217$40. En admettant un trafic double après la reconstruction, les recettes pourraient atteindre aisément 500 millions par an et seraient capables d'équilibrer le budget de la Régie qui, en dépenses, atteignait en 1956, 400 millions, les dépenses ne s'accroissant que dans de faibles proportions.

- La masse importante des dépenses de main-d'oeuvre et de matériaux locaux permettra à des millions de travailleurs de trouver un emploi.

A part quelque cinq cents ouvriers qui seront utilisés sur le chantier, des milliers d'autres seront appelés à fournir des matériaux tels que pierre cassée, moellons, sable, gravier, briques, bois de construction, etc...

- La Régie ayant un volume de trafic plus important à assurer ne sera plus obligée à réduire son personnel de 20% (comme elle compte le faire à la suite du déficit de l'exercice 1956 et de celui en cours) ce qui évitera à 1.200 agents d'être chômeurs du jour au lendemain.

- La capacité de transport de nos Chemins de Fer peut atteindre facilement 1.000.000.000 de tonnes/kilomètre par an.

- Ce qui permettra de faire face à un accroissement des transports lourds tel que le développement économique du pays permet de prévoir.

TRANSPORTS AERIENS

Le gros du trafic aérien sur notre territoire est constitué de communications avec l'Etranger : France, Amérique, Japon, Laos, Cambodge, Iles Philippines etc...

Aussi le développement de l'infrastructure des autres moyens de transports intérieurs tels que les routes, les voies ferrées et fluviales n'entrave-t-il guère celui de l'infrastructure du transport aérien, incontestablement le plus commode pour les longues distances.

Le programme d'intensification de la navigation aérienne se divise en deux parties :

1) développement de l'aviation civile

2) aménagement des bases aériennes

et totalise en dépenses 750 millions de piastres, échelonnés comme suit :

Année	Aviation civile 1.000 $VN	Aviation civile 1.000 $US	Bases aériennes 1.000 $VN	Bases aériennes 1.000 $US	Total des dépenses 1.000 $VN	Total des dépenses 1.000 $US
1957	-	962	50.000	1.950	50.000	2.912
1958	-	1.530	158.000	1.350	158.000	2.880
1959	-	50	184.000	-	184.000	50
1960	-	20	92.000	-	92.000	20
1961	-	13	61.000	-	61.000	13
TOTAL		2.575	545.000	3.300	545.000	5.875
	90 M.$ VN		660 M.$VN		750 M.$ VN	

AVIATION CIVILE

I.- Situation actuelle -

L'aviation civile est l'un des organismes rendus au Gouvernement du Viêt-Nam à une date récente. Cet organisme n'avait qu'un rôle exécutif et dépendait directement de Paris. Les dernières années de guerre ont empêché les dirigeants d'apporter des améliorations répondant à l'évolution des règles internationales de circulation aérienne. Il en résulte actuellement :

1o) Un manque de matériel et d'appareils pour l'aide à la navigation aérienne et à l'atterrissage avec plus de sécurité des appareils étrangers; le besoin se fait d'autant plus sentir que notre pays participe depuis 1954 à l'OACI.

2o) La nécessité de moderniser le système de télécommunication.

3o) L'urgence de former un personnel technique capable de remplacer au fur et à mesure les techniciens français.

II.- Objectif -

Pour être digne de son rôle de membre de l'OACI, et surtout pour contribuer au redressement économique national, le service de l'aviation civile doit être équipé et modernisé.

Le projet comporte :

1o) La formation de techniciens spécialisés dans diverses branches, dans le pays même et à l'Etranger, soit pour l'utilisation des appareils, soit pour le contrôle aérien (Air Trafic Control).

2o) L'achat des appareils de télécommunication et d'aide à la navigation ou à l'atterrissage et de protection contre les incendies conformément aux recommandations de l'OACI.

3o) L'équipement en matériel volant pour constituer une flotte aérienne suffisante pour les besoins des trafics intérieurs et extérieurs.

elle servira en outre à la formation et à l'entrainement du personnel technique et fournit un complètement à la flotte aérienne militaire en cas de besoins.

Investissements -

Le montant total des dépenses de 2.975.000$ US soit 90 millions de $ VII sera échelonné comme suit :

Réalisation	Montant en 1.000 US.$				
	1957	1958	1959	1960	1961
Formation des cadres techniques	61,3				
Achat d'appareils de télécommunications	900	100			
Installations et Equipement			50	20	13,7
Achat d'avions	430	1.000			
Total	1.391,3	1.100	50	20	13,7

Effets attendus -

Comme nous avons signalé, le développement de l'infrastructure aérienne ne fait pas double emploi avec celui des autres secteurs de communications intérieures.

On pourrait esperer, une fois le projet réalisé, une augmentation de 30% du trafic touristique et commercial actuel

BASES AERIENNES

I.- Aérodrome de Tân-Son-Nhât.

Par décision du Comité du Contrôle de la circulation aérienne réuni en conférence à Bangkok en 1956, l'aérodrome de Tân-Son-Nhât aura dès 1960 la visite de 24 avions de la classe à réaction DC 8 et Boeing 707 de 135 tonnes.

Le projet vise à transformer cet aérodrome en aérodrome de classe A. Les travaux consistent à construire une nouvelle piste B.W. de 3.000m de long et 60m de large, en béton de ciment de 135 tonnes de portance et à doter l'aérodrome d'installations nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation d'un aérodrome de classe internationale : aérogare avec centre de contrôle général, parking d'avions, taxiways...

Aérodromes extérieurs.

Pour que le réseau d'aérodromes dans le territoire du Viêt-Nam soit rentable et efficace il faudra les transformer rationnellement en aérodromes se complètant mutuellement suivant la classification suivante :

- Aérodrome de classe A. (135T) Tân-Son-Nhât
- - - B. (60 T) néant
- - - C. (20 T) par renforcement de l'infrastructure des aérodromes de Phu-Bai (HUE), de Nhatrang, Cap-Saint-Jacques, Dalat, Liên -Khang, Kontum, et Phu-Quôc, et nouvelle réalisation avec Rach-Gia.

Les travaux consistent à renforcer la portance des pistes et les doter de commodités appropriées.

II.- Investissements -

Les dépenses totales s'élèvent à 600 millions de piastres VN. et se résument dans le tableau ci-dessous :

	Dépenses totales		ECHELONNEMENT									
			1957		1958		1959		1960		1961	
	1.000 VN$	1.000 US$	1.000 VN$	1.000 US$	1.000 VN$	1.000 US$	1.000 VN$	1.000 US$	1.000 VN$	1.000 US$	1.000 VN$	1.000 US$
TÂN-SON-NHẤT	465.000	3.300	23.000	1.950	130.000	1.350	174.000		84.000		54.000	
BANMÉTHUỘT	20.000		6.000		8.000		2.000		2.000		2.000	
HUÉ, KONTUM ( )												
NHATRANG, CAP. ( )	40.000		15.000		10.000		5.000		5.000		5.000	
LIÊN-KHANG ( )												
PHÚ-QUỐC	10.000		6.000		3.000		1.000					
RẠCH-GIÁ	10.000				7.000		2.000		1.000			
TOTAL : ...	545.000	3.300	50.000	1.950	158.000	1.350	184.000		92.000		61.000	
soit en millions VN$			660		118		205		184		92	61

III.- Effets attendus -

Lorsque le projet sera complètement réalisé, il y aura certainement une intensification des transports aériens. Le service de l'aviation civile estime que l'ensemble des transports aériens intérieurs et extérieurs augmentera de 30% par rapport au niveau actuel.

NAVIGATIONS MARITIME ET FLUVIALE

En raison de sa forme particulière, bordé à l'Est et au Sud par une longue façade maritime et arrosé dans sa partie la plus fertile par un riche réseau fluvial, le Viêtnam est sans conteste un pays destiné à avoir une flottille importante aussi bien pour ses échanges commerciaux que pour sa défense côtière.

Pourtant on ne saurait consacrer, du moins dans un avenir immédiat, une part importante du budget national aux travaux de reconstruction, d'aménagement et d'équipement maritimes étant donné la situation économique prévu dans le présent Plan Quinquennal.

Par contre, la navigation fluviale présente pour le succès du plan un caractère à la fois urgent et primordial. C'est en effet par ce mode de transport le moins onéreux, que sont acheminés entre autres, la presque totalité des produits agricoles à travers tout le Sud Viêtnam.

L'ensemble des travaux est résumé dans le tableau suivant :

Matière	Nature des Travaux	Dépenses		Total converti en 1.000$VN.
		1.000$ VN:	1.000$ US:	
igation maritime		30.000	2.000	100.000
ts maritimes	Aménagement	21.000	1.400	70.000
rographie, dragage	aide à la navi-			
res	gation maritime	9.000	600	30.000
igation fluviale		460.500	2.270	540.000
aux	Travaux de dra ge	445.000	1.570	500.000
fluvial	Rééquipement	7.500	500	25.000
ts fluviaux	Aménagement	8.000	200	15.000

A - NAVIGATION MARITIME

I.- SITUATION ACTUELLE

a) Port de Tourane.- Le chenal du port doit être régulièrement dragué pour rendre possible l'accostement des bâteaux de quelque importance.

Le matériel de manutention en partie détruit ne suffit pas pour assurer un déchargement rapide de marchandises. Le débit de déchargement par suite de la suppression des frêts militaires tombe de 300.000 Tonnes/mois environ actuellement.

b) Port des pondéreux de Saigon.- Les hangars de stockage et les engins de déchargement mécaniques sont insuffisants. Il est en outre nécessaire d'aménager le terre-plein en prévision d'une réception de charges plus lourdes : charbon, ciment, engrais etc...

II.- OBJECTIFS

En attendant un essor économique ultérieur de plus grande envergure, le programme du présent Plan Quinquennal comporte :

a) l'équipement et l'aménagement partiel des deux ports de Tourane et Saigon en vue de réception de marchandises lourdes.

b) les études hydrographiques visant à :

1/- retracer les cartes des centres importants, des chenaux de navigation le long des côtes du Viêtnam.

2/- rétablir les coordonnées des feux de signalisation et les annuaires des marées pour faciliter les prévisions.

3/- draguer les chenaux d'accès des ports maritimes à Dinh-An, Đà-Nẵng, Hà-Tiên etc...

4/- reconstruire et moderniser les phares et balises existants d'avant guerre.

III.- DEPENSES PREVUES

Le montant des dépenses prévues s'élève à 100 millions de piastres dont 70 millions en devises et comporte essentiellement les frais d'aménagement des ports :

Nature des travaux	Total à fonds perdus 1.000$ VN	Répartition 1.000$ VN	Répartition 1.000$ US
gement des Ports			
rt de Tourane	20.000	2.500	500
rt pondéreux de Saigon	20.000	2.500	500
tres ports maritimes	30.000	16.000	400
à la Navigation maritime			
drographie	10.000	3.000	200
agage maritime	5.000	1.500	100
établissement des phares et balises	15.000	4.500	300
pour la Navigation maritime . . .	100.000	30.000	2.000

B - NAVIGATION INTERIEURE

La navigation fluviale a toujours joué un rôle prédominant dans le système de communications du Sud Viêtnam.

Mais là encore nous devons constater les nombreuses influences néfastes de la guerre durant ces dix dernières années. Un grand nombre de canaux sont très envasés, faute de curage.

Le parc fluvial ne fait pas l'objet d'inventaire exact. En première estimation, environ la moitié de la flottille de jonques est détruite. Par contre, le nombre de sampans à moteur s'est accru sans pour cela augmenter la capacité de transport de façon notable.

Le port de Cànthơ destiné essentiellement au transport des produits rizicoles, a besoin d'être réaménagé d'urgence pour faire face à un trafic plus important à la fin du Plan Quinquennal.

Nous distinguons donc dans le domaine de la navigation intérieure trois secteurs différents :

- Dragage des canaux
- Parc fluvial
- Ports fluviaux

I - <u>DRAGAGES</u>

Le volume des déblais annuels enlevés pour l'entretien des canaux s'élevait avant guerre à 2 millions de mètres cubes. En tenant compte de la décroissance du rythme d'envasement avec le temps, on estime à 15.000.000m3 le cube minimum à enlever pour rattraper le retard des années de guerre. Il faudra encore tenir compte du cube d'entretien annuel pendant 5 ans pour avoir le volume total de curage répondant aux objectifs du Plan Quinquennal.

Le programme du présent plan comporte de ce fait le curage de 29.000.000m3 provenant des 970 Km de canaux non entretenus depuis 1945 et figurant sur la liste (1) et la carte ci-jointe suivant l'ordre d'urgence des besoins.

Les travaux effectués à cet effet entraineront des dépenses suivantes :

1/- les études de dragages

2/- les travaux de dragages (en régie
(à l'entreprise

3/- le contrôle des travaux exécutés

4/- le paiement d'indemnité de déguerpissement aux propriétaires riverains.

5/- l'entretien et les réparations des barrages et des limiteurs de débit.

Les études seront entreprises par 6 ou 7 brigades d'agents viêtnamiens spécialisés devant avoir à leur disposition des appareils, instruments et matériels nécessaires: niveaux, cercles, appareils de sondage, logements, flottants, etc.

Les travaux de dragage en régie seront exécutés par des dragues du gouvernement, fournissant un rendement moyen mensuel de 200.000 m3.

Les travaux de dragage à l'entreprise doivent être exécutés par des dragues louées pouvant atteindre un déblaiement moyen de 300.000 à 400.000 m3 par mois.

Le contrôle des travaux de dragage sera assuré par des brigades d'Agents viêtnamiens spécialisés, à raison d'une brigade par drague et avec tous les équipements nécessaires.

Il convient de dédommager les propriétaires riverains pour les dégâts occasionnés aux habitations et aux cultures par le refoulement des déblais sur les berges.

Enfin, certains canaux, par leur situation particulière, nécessitent des ouvrages pour la régularisation de leur lit : barrages, limiteurs de débits etc... Les dépenses prévues sous cette rubrique comporteront la construction et l'entretien de ces ouvrages.

DEPENSES PREVUES

Années	Piastres		Devises	
	Fonds perdu	Prêt	Fonds perdu	Prêt
1957	117.000.000	6.000.000	164.000 US.	350.000 US.
1958	80.000.000	500.000	164.000 -	100.000 -
1959	80.000.000	500.000	164.000 -	100.000 -
1960	80.000.000	500.000	164.000 -	100.000 -
1961	80.000.000	500.000	164.000 -	100.000 -
	$VN.	$VN.	$US.	$US.
	437.000.000	8.000.000	820.000	750.000
	445.000.000$ VN		1.570.000$ US. ou 55.000.000$ VN.	
	Total : 500.000.000$ VN.			

II.- PARC FLUVIAL

Le tonnage global transporté annuellement s'élevait naguère à 500 millions T/Km environ. Etant donné que la production de paddy à la fin de la 5è année sera inférieure à celle d'avant guerre, on n'atteindra certainement pas ce tonnage annuel.

Le présent programme de reconstruction du parc fluvial consiste plutôt à construire selon un prototype soigneusement étudié d'un nombre restreint de chalands à paddy de 150 T à 200 T. Le secteur privé financera la presque totalité du programme de reconstruction.

Au lieu d'utiliser du bois, de qualité qui est devenu introuvable, on construira des chalands en acier soudé assemblés sur place qui présentent les avantages suivants :

- matériaux durables

- rendement meilleur (capacité de transport plus grand par rapport au poids normal)

- frais d'entretien moins lourds que pour les jonques.

Les dépenses prévues à cet effet seront limitées à 25 millions (fonds perdus) dont 500.000 US dollars.

III.- PORTS FLUVIAUX

Le programme comporte l'aménagement du port fluvial de Cânthơ et le rétablissement des feux pour aider la navigation fluviale.

DEPENSES PREVUES

Nature des travaux	$ VN.	$ US.	Total fonds perdus en $ VN.
Port de Cânthơ	3 millions	57.000	5 millions
Rétablissement des feux	5 millions	143.000	10 millions
	8 millions	200.000	15 millions

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES POUR LA SECTION NAVIGATION FLUVIALE

	Total 1.000 VN$.	Piastres VN		Devises US		Total	
		Fonds perdu 1.000 VN$.	Prêt 1.000 VN$	Fonds perdu 1.000 US$.	Prêt 1.000 US$	1.000 VN$.	1.000 US$.
- Dragages	500.000	437.000	8.000	820	750	445.000	1.570
- Paro fluvial	25.000	7.500		500		7.500	500
- Ports fluviaux	25.000	8.000		200		8.000	200
TOTAL pour Navigation intérieure	540.000	452.500	8.000	1.520	750	460.500	2.270

§ 2.- POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Le programme d'équipement des Postes et Télécommunications comporte essentiellement quatre secteurs déterminés :

I.- Extension des installations téléphoniques Saigon-Cholon

II.- Extension et équipement des Services postaux

III.- Reconstruction des liaisons par fils

IV.- Equipement du Service des Télécommunications par Radio.

1er Secteur : TELEPHONES.

A) Situation actuelle et objectifs

a) Central automatique de Saigon

Ce central débuta avec 2.000 lignes automatiques. Il a reçu en 1952 une première extension de 2.000 lignes qui ont été attribuées en moins de 20 mois.

Une deuxième extension de 2.000 lignes est en cours d'exécution et sera aussitôt utilisée à plein dès qu'achevée.

Vu le rythme croissant des besoins et le nombre de postulants en attente, une extension de 4.000 lignes au moins s'impose et qui serait réalisée en deux phases.

b) Central automatique de Cholon

C'est un central de 2.400 lignes automatiques dont la construction sera terminée en 1957.

D'ores et déjà, on peut estimer que ce central pourra couvrir les besoins pendant 20 mois.

Sur les 4.000 lignes, une première tranche de 1.000 lignes est prévue pour 1959.

c) Réseaux urbains de câbles souterrains

Corollairement aux travaux mentionnés aux paragraphes b et c, la pose de nouveaux câbles est prévue pour Saigon, Cholon et les principaux centres du pays. Il s'agit notamment d'agrandir les réseaux souterrains à Saigon et Cholon en rapport avec les nouvelles extensions de centraux et de renforcer des petits réseaux existants.

B) Investissements

L'extension des installations téléphoniques Saigon-Cholon nécessite un investissement de 50 millions de piastres dont 42 en Us dollars.

2è secteur : EQUIPEMENT DES SERVICES POSTAUX.

A) Objectifs

a) Reconstruction des anciens bureaux de poste

Ce programme est la conséquence logique du programme de rétablissement des liaisons télégraphiques et téléphoniques. En effet, pour les besoins d'exploitation, une liaison doit avoir sur son parcours, deux ou plusieurs bureaux de poste.

De plus, ces établissements sont nécessaires pour les centres non encore dotés de moyens de télécommunication.

Les travaux seront répartis en deux phases :

1/- Reconstruction des bureaux détruits

2/- Réaménagement des bureaux rétablis provisoirement.

b) Création d'un Service de Chèque Postaux et d'une Caisse d'Epargne Postale

La création des services susmentionnés au Viêt-Nam correspond à un besoin pressant.

1o) Le Service des chèques postaux favorise le développement des dépôts et des règlements par simple jeu d'écriture, réduit la circulation monétaire, supprime les risques inhérents à la détention de l'argent, fournit des facilités à la trésorerie et permet de disposer du capital dans une certaine mesure.

2o) D'un autre côté, la Caisse d'Epargne postale permet au public de faire fructifier en toute sécurité leurs disponibilités au lieu de les laisser sans emploi.

Elle draine un capital qui renforce le crédit de l'Etat et contribue aux travaux d'intérêt général.

c) Equipement des Services postaux

L'outillage des Services postaux, d'ancien modèle à fonctionnement manuel, lent et vétuste, ne correspond plus au développement actuel du trafic.

Pour que l'organisation donne un rendement satisfaisant il serait nécessaire de l'équiper d'un outillage moderne et efficace,

B) Investissements

L'extension et l'équipement des services postaux nécessitent un investissement de 30 millions de piastres dont 2 en US dollars,

3è secteur : RECONSTRUCTION DES LIAISONS PAR FIL.

A) Situation actuelle et objectifs

Du fait de la guerre, presque toutes nos liaisons télégraphiques et téléphoniques interprovinciales ont été détruites.

Ces liaisons constituaient avant 1945, un réseau assez

dense qui reliait entre elles, toutes les villes du Viêt-Nam et se ramifiaient jusqu'aux circonscriptions.

Le rétablissement de ces liaisons, qui est d'un intérêt national évident, s'est heurté jusqu'ici, aux énormes difficultés de financement.

Pour parer aux nécessités les plus immédiates, l'administration des P.T.T. a donc dû se borner, dans la limite très restreinte des crédits d'entretien, à reconstruire des sections de lignes sans cohérence technique, peu favorables à l'exploitation.

Le présent projet tend à rétablir toutes les anciennes lignes sauf pour la région des Hauts Plateaux dont l'équipement sera plus développé en raison du rôle important qu'ils sont appelés à tenir dans le programme de développement de l'économie générale du pays.

L'importance de l'équipement est pour le 1er Plan Quinquennal de l'ordre de 1.200 km. de lignes comportant en général 2 voies télégraphiques et 3 voies téléphoniques et nécessitant un crédit de 60 millions de piastres.

Ces lignes, construites d'après la technique courante, visent :

- à fournir aux usagers à n'importe quelle heure du jour et de la nuit des communications téléphoniques de bonne qualité d'audition;
- à assurer en permanence la transmission des messages télégraphiques privés et officiels.

B) <u>Investissements</u>

La reconstruction des liaisons par fils nécessite un investissement de 60 millions de piastres dont 40 en US dollars.

4è Secteur: EQUIPEMENT DU SERVICE DES TELECOMMUNICATIONS PAR RADIO.

A) Situation actuelle et objectifs

Les stations d'émission et de réception du réseau radio-électrique existant au Viêt-Nam avant 1945 furent détruites par la guerre.

En 1946, un réseau restreint a été improvisé en vue de répondre aux besoins du moment.

Les années d'insécurité n'ayant pas permis le rétablissement des liaisons par fils, d'importantes extensions ont été accomplies dans le domaine des radiocommunications intérieures.

Ces extensions, réalisées sans plan d'ensemble et manquant de cohésion, présentent inévitablement des lacunes.

Le développement de notre service de radiocommunications accompli à ce jour, la création prochaine de nouvelles liaisons internationales et l'ouverture de nouvelles stations intérieures exigent un Centre d'émission plus grand et mieux équipé. Pour la même raison et aux fins d'atténuer les influences des courants industriels et d'éviter les brouillages de toute nature, il comporterait d'installer, à l'écart de Saigon, un centre de réception très dégagé et doté de matériel répondant aux nécessités d'exploitation de la radiotélécommunication internationale.

Mais la réalisation de ces deux Centres demande un investissement considérable, 83,5 millions de piastres dont 75,5 en US dollars.

Aussi, dans le cadre du 1er Plan Quinquennal, les P.T.T. visent d'abord pour ce secteur :

1/- le renouvellement du matériel des centres existants et des stations côtières;

2/- la création d'un réseau de V.H.F. reliant Saigon avec les riches provinces de l'Ouest;

3/- l'installation d'un centre de contrôle et de laboratoire.

Investissements - L'équipement du service des Télécommunications par Radio nécessite un investissement de 28 millions de piastres en devise US.

Tableau récapitulatif - Le tableau ci-après récapitule les investissements de ces différents secteurs, y compris les 10 millions nécessaires à la formation du personnel des P.T.T.

Echelonnement sur 5 ans

Année	Devises 1.000 $ US	Piastres 1.000 $ VN	Fonds perdus Total 1.000 $ V.N.	Observations
1957	630	26.000	48.000	
1958	1.104	21.000	57.000	
1959	1.000	16.000	51.000	
1960	230	2.000	10.000	
1961	315	1.000	12.000	
	3.189	66.000	178.000	

§ 3 - METEOROLOGIE

--+++++++--

SITUATION ACTUELLE

Comme tous les autres services, celui de la Météorologie a été très négligé pendant ces dernières années. Les quinze stations météorologiques encore en fonctionnement sont :

- 1 centre de météorologie à Saigon
- 1 station régionale à Tourane
- 5 stations à Rạch-Giá, Côn-Đảo, Nha-Trang, Qui-Nhơn, Hoàng-Sa
- 9 postes d'observations à Sóc-Trăng, Phan-Thiết, Banmêthuột, Vũng-Tàu, Djiring, Dalat, Tuy-Hoà, Culao Ré, Huế.

Par ailleurs, de par notre rôle dans l'organisation internationale des prévisions météorologiques, il est indispensable d'améliorer la situation actuelle du service de météorologie.

OBJECTIF

Le plan vise à intensifier le réseau des postes d'observation.

1o/- en recréant le système tel qu'il était avant-guerre.

2o/- en modernisant les appareils de mesure.

MOYENS PRECONISES

Les postes d'observation doivent être équipés de matériel tels que radar pour détection des orages pour l'aide à la navigation aérienne, pluviomètres, postes d'émission et de réception, ichnographes, magnétomètres, gravimètres, pendules de précision etc...

INVESTISSEMENTS

Le montant total des investissements de 30 millions de piastres V.N., sera échelonné comme suit :

Année	Piastres VN	US $	Total en $ V.N.
1957	1.620.000	48.000	3.300.000
1958	2.725.000	25.000	3.600.000
1959	3.940.000	18.000	4.600.000
1960	1.150.000	216.000	8.700.000
1961	9.590.000	6.000	9.800.000
TOTAL	19.025.000	313.000	30.000.000

EFFETS ATTENDUS

Les effets seront ressentis par l'aviation civile, la navigation maritime et l'Hydraulique agricole. Ils ne sont guère chiffrables.

La réalisation du programme permet en outre de remplir notre obligation internationale.

§ 4 - [illegible] LDDUCTION D'EAU

-:-

Dans le programme d'équipement social de notre pays, le projet d'aduction d'eau s'impose par son caractere tres urgent.

On distingue un projet pour l'agglomeration de Saigon - Cholon et un projet pour les provinces.

L'ensemble des travaux occasionnent les dépenses schématisées dans le tableau suivant :

ANNEE	Agglomération Saigon - Cholon		Provinces		Total des dépenses	
	I.000 VN	I.000 US	I.000 VN	I.000 US	I.000 VN	I.000 US
1957	110.000	6.570	50.000	I.400	I60.000	7.970
1958	3I0.000	5.570	50.000	I.600	360.000	7.I70
1959	90.000	3.570	30.000	700	120.000	4.270
1960	34.225	735	10.000	400	44.225	1.135
1961	10.000	570	10.000	200	20.000	770
TOTAL	554.225	I7.0I5	150.000	4.300	704.225	2I.3I5
					I.450.000.000 00 VN	

(7) DDUCTION D'EAU POUR SAIGON - CHOLON

-:-

SITUATION ACTUELLE -

Du fait des évènements qui ont amen' un accroissement considérable de la population de l'agglomération de Saigon-Cholon le service des Eaux de la Préfecture ne dispose pas de la quantité strictement nécessaire pour les besoins de 2.000.000 d'habitants avec une distribution de 150.000 à 175.000 mètres cubes par jour. La consommation moyenne ne dépasse guère 80 litres par habitant et par jour, et ce chiffre est nettement insuffisant malgré les restrictions imposées durant la saison sèche.

Par ailleurs, le réseau de distribution, vieux de plus de trente ans, ne répond plus à une répartition rationnelle de l'eau, non seulement à cause de l'augmentation de la population, mais aussi et surtout à cause de l'encroûtement intérieur anormal des conduites dû aux oxydes de fer et à d'autres substances corrosives non éliminées. C'est ainsi qu'à cause des pertes de charge excessives, on ne dispose pas d'une pression suffisante soit pour une lutte efficace contre les incendies malheureusement très fréquents, soit pour alimenter les quartiers de Khánh-Hội, de Xóm-Chí et de Khánh-Hưng.

OBJECTIF -

Pour une ville de son importance, chaque habitant de Saigon-Cholon doit pouvoir disposer en moyenne de 200 litres d'eau par jour. Il faudra donc prévoir un débit journalier de 250.000 mètres cubes à ajouter aux 150.000 m3 tirés des puits de captage existants.

MOYENS PRECONISES -

Compte tenu de l'importance des cubes supplémentaires (250.000 m3) et des conditions de régularité et de sécurité avec lesquelles ils doivent être fournis, de la n cessité de réaliser un ensemble de caractère définitif, on ne peut envisager qu'une prise d'eau en rivière, car aucune nappe ne pouvant être considérée avec certitude comme susceptible de donner les débits nécessaires.

Or, parmi les prises en rivière possibles, à première vue, celle dans le Donnai sur la rive droite de ce cours d'eau et à peu pres en face de Biên-Hoà est la seule qui réponde aux conditions essentielles :

a) situation en dehors de la remontée des eaux saumâtres;
b) débit minimum naturel dépassant largement le débit soutiré;
c) qualité de l'eau satisfaisante d'après les analyses des échantillons prélevés en différentes périodes effectuées par l'Institut Pasteur.

Le projet comprend quatre groupes de travaux importants :

- la station de pompage et celle de traitement avec canal d'évacuation des boues.
- les réservoirs de compensation situés sur les terrains haut à environ 2,5 kms au Nord de Thủ-Đức;
- les conduites reliant la station de pompage, la station de traitement, les réservoirs de compensation, la périphérie de l'agglomération (en 2,50m de diamètre) les citernes au nombre de trois ou quatre situés à l'intérieur du périmètre de Saigon: centre de distribution à Khánh-Hội, Xóm-Chí, Khánh-hưng et centre à Phú-Thọ (en 2m de diamètre) d'où l'eau sera reprise pour être distribuée;
- amélioration du réseau des conduites de distribution.

INVESTISSEMENTS -

Le montant total des dépenses s'élevant à 1.150 millions se répartit comme l'indique le tableau suivant. :

Année	Travaux	Piastres VN	Devises US
1957	Commande de matériel d'usines, d'équipements, de tuyaux en fer et ciment		6.000.000
	Génie civil : mise en concours des traversées de rivières, conduites	100.000.000	
1958	Arrivée de matériel		5.000.000
	Mise en route du génie civil	300.000.000	
1959	Installation du matériel		3.000.000
	Travaux du génie civil	80.000.000	
	Réseau de distribution	20.000.000	1.140.000
1960	Divers paiements des garanties	94.125.000	165.000
1961	Réseau de distribution	20.000.000	1.140.000
		554.225.000	17.015.000
		1.150.000 ‡ VN	

EFFETS ATTENDUS -

A l'achèvement du programme, en pourra disposer de 400.000 m3 par jour, mais nous estimons que la consommation ne fera que doubler c'est-à-dire que l'augmentation de consommation sera seulement de 150.000 m3. Si le prix minimum de m3 d'eau est de 3, l'augmentation du revenu national est estimée à 150.000 x 3 x 365 : 165.000.000 $VN.

Les gros travaux pourront être finis en 3 ans et le cube de 250.000 m3 sera à la disposition du public dès le début de la quatrième année.

Pour assurer la production et la distribution de l'eau, un Office national sera créé sous la Direction d'un Conseil d'Administration composé des ministres des Travaux Publics, de

l'Intérieur, de la Santé, des Finances, du Budget, du Directeur Général du Plan, des représentants des consommateurs et autres services intéressés. Cet organisme autonome a pour mission d'étudier et de réaliser tous les travaux d'adduction d'eau. Par la perception des taxes, il pourvoit à ses dépenses de création et d'entretien du réseau et à l'amortissement des investissements nécessaires au projet.

(%) DDUCTION D'EAU POUR LES PROVINCES

-:-:-

SITUATION ACTUELLE -

La situation de sous alimentation en eau des provinces préoccupe également le Gouvernement. On constate en effet que dans beaucoup de villes (Camau, Hà-Tiên, Long-xuyên, Tây-Ninh, Tourane..) la ration moyenne dont dispose chaque habitant par jour est inférieure à 10 litres. Le tableau annexe montre d'ailleurs que le minimum nécessaire de 60 litres par tête par jour n'est atteint qu'à Baria, Thu-dâu-môt et Dalat.

OBJECTIF -

Le projet vise à atteindre le but très modeste d'avoir la possibilité d'alimenter les villes (sauf Saigon-Cholon) à raison 60 litres par habitant et par jour soit une augmentation du cube total journalier de 30.000 m3 environ.

MOYENS PRECONISES

Les principaux travaux consistent à :

- Réparer des ouvrages de prise, de traitement ou de distribution détruits pendant la guerre.
- Installer des stations de pompage ou augmenter leur puissance.
- Construire des réservoirs de distribution si nécessaire, et améliorer le réseau de conduites.

Le montant total des dépenses estimé à 300 millions de piastres s'échelonne comme suit :

	Total des dépenses	
	en V.N.	en U.S.
1957	50.000.000	I.400.000
1958	50.000.000	I.600.000
1959	30.000.000	700.000
1960	10.000.000	400.000
1961	10.000.000	200.000
TOTAL	I50.000.000	4.300.000

EFFETS ATTENDUS

On peut estimer l'augmentation du revenu national contribué par l'édduction d'eau des provinces à 30.000 x 3 x 365 : 33 millions de piastres.

Les effets sanitaires sont très importants quoique guère chiffrables.

Tableau Annexe

ADDUCTION D'EAU DES PROVINCES

	Débit disponible actuel	Nombre d'habitants	Débit prévu dans le Plan	Ordre d'urgence	Observations
Bà-Rịa	700m3	11.000	660	2	
Bến-Tre	600	16.000	960	2	
Biên-Hoà	1.000	40.000	2.400	1	
Bạc-Liêu	350	28.000	1.680	1	
Cà-Mâu	50	12.000	720	1	
Cần-Thơ	3.600	60.000	3.600	1	
Gia-Định	1.100	40.000	2.400	3	
Gò-Công	120	10.000	600	1	
Mỹ-Tho	1.100	50.000	3.000	1	
Châu-Đốc	780	16.000	960	2	
Hà-Tiên	40	11.000	660	1	
Long-Xuyên	400	70.000	4.200	1	
Tây-Ninh	75	13.000	780	2	
Thủ-Dầu-Một	1.100	17.000	1.020	2	
Vũng-Tầu	900	18.000	1.080	1	
Phong-Thạnh	25	5.000	300	1	
Sadec	700	25.000	1.500	2	
Vĩnh-Long	500	18.000	1.080	1	
Nha-Trang	1.850	70.000	4.000	2	
Phan-Rang	570	17.000	1.020	2	
Tourane	200	110.000	6.600	2	
Huế	1.200	100.000	6.000	3	
Dalat	3.900	60.000	6.000	2	
Darlac	1.000	33.000	1.980	1	
Đồng-Nai-Thượng	120	1.500	90	2	
Pleiku	80	5.000	300	2	
	22.060	856.500	53.590	40	

§ 5 - H Y D R A U L I Q U E

Les problèmes hydrauliques au Viet-Nam revêtent un caractère essentiellement agricole, du moins dans les objectifs du 1er plan. Sans oublier la nécessité de mener dès maintenant un programme d'études général sur tout le territoire en vue des aménagements portuaires, fluvial ou hydroélectriques ultérieur, nous signalons particulièrement l'urgence des travaux d'hydraulique agricole dont la réalisation et l'efficacité constituent une des conditions de la réussite du présent Plan Quinquennal.

L'hydraulicien rencontre ici trois problèmes assez ardus, à savoir la défense contre l'eau salée, le drainage et l'irrigation, problèmes qui coexistent parfois pour un même casier rizicole.

a) <u>DEFENSE CONTRE L'EAU SALEE</u>

Les variétés de riz, même les plus résistantes, ne peuvent survivre à une teneur de sel supérieure à 4%. La ligne d'eau salée à 4% représentée sur la carte annexée délimite une zone de formation alluvionnaire récente et très fertile si l'on pouvait empêcher l'intrusion de l'eau saumâtre. En fait, cette ligne dépend des effets de la marée et des saisons. Une évacuation rapide de l'eau salée accompagnée d'une sécheresse importante concentre la solution de sel dissous et la rend néfaste à la culture de riz.

b) <u>DRAINAGE</u>

Le problème du drainage se présente sous deux aspects : l'élimination progressive de l'alun par délavage du sol et l'évacuation des eaux de pluie ou d'étalement des crues.

L'alun se rencontre un peu partout et spécialement dans la Plaine des Joncs. La culture n'est possible qu'avec un lessivage énergique du sol et un drainage efficace pour évacuer les sels toxiques. La première condition s'obtient par les pluies, quelquefois

par irrigation et drainage. La seconde condition demande un système adéquat de canaux.

c) IRRIGATION

Le problème de l'irrigation se rencontre notamment dans la plaine de Quang-Lô - Phung-Hiệp et au Centre Viet-Nam, dans les plaines de Quang-Nam et Quang-Ngai.

Une adduction d'eau douce permettra aux cultivateurs de la région de Bacliêu et de Cà-Mau de pratiquer 2 récoltes par an au lieu d'une.

II - SITUATION ACTUELLE

De nombreux ingénieurs francais se sont penchés depuis longtemps sur ces problèmes. Ils ont concu de grands projets et les ont réalisés en partie. Mais tous ces travaux ont été interrompus et laissés à l'abandon durant les hostilités de sorte que la superficie cultivée a été très réduite (voir chapitre Agriculture) Dès la fin de la guerre, avec des cadres compétents et dévoués et avec les fonds de l'Aide américaine, certaines parties de ce système ont été reconstruites : creusement de canaux de drainage à Cai-Sắn; reconstruction de digues et ouvrages pour les casiers de Gò-công et de Tiệp-Nhứt; curage des canaux existants de la Plaine des Joncs etc... En fait, les études ont besoin d'être reprises à fond, les documents ayant été dispersés et les données hydrauliques insuffisantes pour entreprendre des travaux rationnels.

III - OBJECTIF

De cet aperçu sommaire des problèmes hydrauliques au Viet-Nam, se dégagent les nécessités suivantes :

1°) restaurer en première urgence ce qui a été fait quant à le défense contre l'eau salée et quant aux ouvrages principaux;

2°) continuer et perfectionner les études;

3°) réaliser dans la mesure du possible les projets nécessaires aux buts visés par le secteur agriculture.

IV - MOYENS PRECONISES

Le programme comporte quatre groupes de travaux importants suivants :

1°) Plan d'études général sur tout le territoire concernant le nivellement général

- le relevé topographique détaillé
- la mesure de toutes les données hydrauliques des cours d'eau et des mers (pluviométrie, débit, vitesse, marnage, salure, marée etc...).
- l'équipement du laboratoire de Phu-An en vue d'études sur modèles réduits des phénomènes hydrauliques complexes.

2°) Travaux de défense contre l'eau salée, de drainage et d'irrigation pour la plaine de Quang-Lộ et Phung-Hiệp dont 136.000 Ha. seront mis en culture selon les provisions du Plan. Ces travaux comportent :

- la construction des barrages de Cỏ-Cò, Ganh-Hao et des 4 ouvrages Rach-Cat, Nroc-Trong, Ngu-Dua et Nguễn Ba Đinh.
- la réparation des barrages de Cái-Cung et Tác-Vân
- l'installation des stations de pompage (15.000 Kw)
- les travaux de terrassement du canal Phung-Hiệp Cà-Mau.
- la construction de divers ouvrages de prise et des réseaux d'irrigation et de drainage.

3°) Parachèvement des ouvrages d'art et réfection des canaux concernant les réseaux de Liệt-Sơn et du Sông Trà Khúc (Quảng-Ngải).

4°) Réfection ou extension du réseau existant de drainage ou d'irrigation de la Plaine des Joncs et de Cái-Sắn. On prévoit une remise en culture de 75.000 Ha. de la Plaine des Joncs et de 87.000 Ha. de Cái-Sắn sans nécessiter des travaux hydrauliques importants.

L'ensemble de ces travaux justifie le montant total des investissements de 450 millions de piastres VN. dont 2.100.000 US dollars, répartis et échelonnés comme suit :

Travaux	Montant total à fonds perdu		1957	1958	1959	1960	1961
	1.000 $.VN.	1.000 $.VN.	1.000 $. VN.	1.000 $.VN.	1.000 $.VN.	1.000 $.VN.	1.000 $.VN.
ETUDES							
ur tout le ter-itoire	29.000	600	5.000	20.000	15.000	5.000	5.000
aboratoire de hu-an (aide olombo)							
aNG-LO ẠUNG-HIỆP	197.500	1.500	20.000	60.000	80.000	30.000	40.000
aNG-NGAI aNG-NAM	100.000		5.000	30.000	40.000	15.000	10.000
Ỉ-SÁN LAINE DES JONCS	50.000		10.000	10.000	10.000	10.000	10.000
Total	376.500	2.100	40.000	120.000	145.000	80.000	65.000
	450 millions VN$						

PERSONNEL

Le secteur hydraulique agricole a besoin d'un important personnel hautement qualifié pour les études et pour l'exécution des travaux. Nous estimons qu'il faudrait pour la réalisation de ce programme 1 ingénieur en chef, 4 ingénieurs principaux, 1 vingtaine d'opérateurs et 1 vingtaine de surveillants environ. La main-d'oeuvre sera prise parmi la masse des agriculteurs.

V - EFFETS ATTENDUS

Les effets des travaux hydrauliques dont il est superflu de souligner l'importance économique et psychologique seront enregistrés par le secteur agriculture. Les études ont en outre une portée plus lointaine et serviront pour des travaux ultérieurs. L'équipement du laboratoire de Phu-An permettra à nos ingénieurs de s'initier à la technique très avantageuse du modèle réduit.

§ 6 - ELECTRICITE

SITUATION ACTUELLE .- La production d'électricité a été de 205 millions de Kwh en I955.

Le tableau de répartition suivant montre que le pourcentage de population consommant du courant électrique est de 87,5 o/o pour la capitale et de 26,5 o/o seulement pour l'ensemble du pays .

Région	Population utilisant le courant électrique	Population privée de courant	Nombre des Stations	Puissance installée KW	Production (en I955) KWH
Saigon-Cholon	2.I00.000	300.000	3	60.070	I68
Côte	600.000	3.500.000	11	5.573	19
Plateaux	100.000	400.000	5	2.0I3	6
Sud	400.000	4.600.000	24	5.962	12
TOTAL	3.200.000	8.800.000	43	73.6I8	205

La puissance installée du secteur privé s'élève d'autre part à 22.404 KW. La part de l'hydraulique représentée par l'unique centrale d'Ankroet avec 2 groupes de 250 KW demeure infime. En I955 sa contribution a été de 3.600.000 KWH, ce qui représente 1,76 o/o sur la production totale .

Aussi, pendant la même année, rien que pour les centrales de Saigon-Cholon la CEE (Compagnie des Eaux et d'Electricité de l'Indochine) devait importer :

. . .

36.944 Tonnes de charbon

61.497 - de fuel oil

et 4.267 - de Diesel oil

totalisant une dépense en devises de 2.600.000 dollars US.

Les usines existantes, fortement surchargées, ne parviennent plus à satisfaire aux besoins de la population dont le rythme d'accroissement de la consommation annuelle est de IO o/o pour la capitale et 6,5 o/o pour le reste du pays .

II) OBJECTIF.- Le programme en grande partie thermique, des concessions et régies prévoit en

lère urgence : l'extension des moyens actuels de production et distribution

2è urgence : l'électrification des centres importants privés de courant depuis la guerre,

le tout nécessitant une augmentation de puissance installée de 26.500 KW.

Ce chiffre comprend les I.750 KW des deux centrales hydroélectriques d'Ankroet et Drayling.

La lère dispose actuellement de 2 groupes de 250 KW qui seront remplacés après les travaux de réparation du tunnel par 2 autres plus importants de 1.250 KW, l'un d'eux étant déjà mis en place, prêt à entrer en service .

La 2è en cours d'équipement sera dotée de 2 groupes totalisant 500 KW.

Mais la part de l'hydraulique ne l'emportera sur celle du thermique que le jour où l'on aura réalisé le projet du Danhim (bassin du Đồng-Nai) dont les deux premiers stades envisagés sérieusement jusqu'ici, fourniront annuellement

780 Millions de KWH pour une puissance installée de I60.000 KW à la centrale de Krong-Pha. Celle-ci prendra la relève des groupes thermiques de Saigon qui serviront comme centrales de pointe l'énergie excédente alimentera favorablement le futur centre industriel de Cam-Ranh dont les besoins seront satisfaits au fur et à mesure par l'aménagement des cours d'eau environnants. (La puissance prévue à part pour les petites industries dans le cadre du ler Plan Quinquennal est de l'ordre de 25.000 KW).

Il serait plus intéressant, à première vue, de commencer par exploiter les chutes de Tri-An du même bassin du Đồng-Nai, dont l'avantage incontestable réside dans sa proximité du centre de consommation. Mais ce site, avec une puissance installée maximum de 70.000 KW ne pourra prendre la relève des groupes thermiques de Saigon et assurer à la fois l'alimentation des industries. De toute façon aucune étude sérieuse n'a encore été faite pour permettre la réalisation immédiate de ce projet.

La première ligne de transport d'énergie haute tension du pays sera probablement celle qui relie la centrale de Krong-Pha du projet du Danhim à Saigon longue de 320 Km.

La distribution basse tension se fait jusqu'ici sous 110/220 volts à l'exception de quelques villes du centre qui utilisent le système d'avenir de 220/380 volts.

PERSONNEL.-

a) Le programme thermique aura besoin d'une dizaine d'ingénieurs électriciens .

b) Le programme hydraulique, en vue de l'aménagement du Danhim réclamera à lui seul 30 ingénieurs ayant les différentes formations suivantes :

1o) 5 ingénieurs hydrauliciens,

2o) 15 ingénieurs des Travaux Publics,

3o) 6 ingénieurs électriciens,

4o) 4 ingénieurs mécaniciens ou des arts et métiers.

B) Investissements

1) L'ensemble du programme des concessions et régies, correspondant à une augmentation de puissance installée de 26.500 KW, le projet du Danhim étant mis à part,

Comporte une dépense d'investissement de 500 millions de piastres dont 8,37I de millions de dollars US en devises.

Année	Piastres V.N. millions	US millions	Observations
I957	58,099	2,064	
I958	73,475	2,935	
I959	68,705	2,958	
I960	5,760	0,248	
I96I	I,540	0,066	
TOTAL	207,579	8,37I	

2) Le coût de l'aménagement du Danhim s'élève à I.723 millions de piastres dont 29,3 millions de dollars US en devises

se répartissant comme suit :

Année	Piastres V.N. millions	US $ millions	Observations
I957	I28,20	5,30	
I958	I56,90	8,60	
I959	I72,20	5,44	
I960	2I7,70	7,22	
I96I	28	2,74	
TOTAL	703,00	29,30	

Deuxième Partie

TITRE IV : EQUIPEMENT SOCIAL
EDUCATION NATIONALE

Généralités
Enseignement populaire
Enseignement primaire
Enseignement secondaire
Enseignement technique
Université de Saigon
Faculté de Médecine et de Pharmacie
Faculté Vétérinaire
Faculté des Sciences
Ecole Supéiruere d'Agriculture
Ecole des Hautes Etudes Commerciales
Bibliothèque Nationale et Centre Culturel

x
x x

SANTE PUBLIQUE

Généralités
Formation technique
Eradication du paludisme
Réorganisation des hôpitaux
Développement de la Santé Rurale
Approvisionnement d'eau dans les villages
Equipement de la Pharmacie Nationale

x
x x

ACTION SOCIALE

Généralités
Formation des cadres
Garderie d'enfants
Centres de protection maternelle et infantile
Centre d'orthopédie

x
x x

LOGEMENT

x
x x

TRAVAIL

Enquête sur la main-d'oeuvre
Service de l'emploi
Formation professionnelle
Relation professionnelle

x
x x

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

PLAN QUINQUENNAL

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES
D'EQUIPEMENT SOCIAL
-:-

DESIGNATIONS	Dépenses en 1.000 $ V.N.	Total par chapitre en 1.000 $ V.N
EDUCATION NATIONALE		
Enseignement populaire	29.055	
Enseignement primaire	215.000	
Enseignement secondaire	150.000	
Enseignement technique	115.000	
Enseignement supérieur	195.500	752.555
Bibliothèque Nationale	48.000	
SANTE PUBLIQUE		
Formation technique	52.180	
Eradication du paludisme	88.950	
Réorganisation des hôpitaux	375.000	
Développement de la Santé rurale	100.000	
Approvisionnement d'eau dans les villages	10.000	
Equipement de la Pharmacie Nationale	50.000	676.130
ACTION SOCIALE		
Formation des cadres	3.000	
Garderie d'enfants	18.800	
Centre de protection maternelle et infantile	28.540	
Centre d'orthopédie et de réadaptation professionnelle	23.044	73.384
LOGEMENT		500.000
TRAVAIL		
Enquete sur la main-d'oeuvre	2.722	
Service de l'emploi	54.291	
Formation professionnelle	6.494,2	
Relation professionnelle	20.718,4	86.225,6
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	-	-
TOTAL GENERAL ...		2.008.294,6

ENSEIGNEMENT

Pour un pays sous-développé comme le Viêt-Nam, l'enseignement représente un investissement à la fois indispensable et rentable.

Le developpement de l'enseignement envisagé sous l'angle utilitaire de la fourniture des cadres compétents aux activités économiques du pays ou sous l'angle culturel des chances données à chaque individu pour réaliser l'épanouissement maximum de sa persomne, est une oeuvre de longue haleine. Un effort sérieux sera fait durant le présent Plan Quinquennal pour souligner l'attention que le Gouvernement et la Nation accordent à ce problème.

L'enseignement populaire dont la lutte contre l'analphabétisme est le but immédiat recevra une impulsion décisive. La démocratie ne pourra se fortifier que dans le développement des qualités civiques de chaque électeur. Une condition de ce développement sera réalisée quand chaque citoyen saura lire et écrire correctement sa langue maternelle.

L'enseignement primaire qui vient ensuite requiert à lui tout seul presque un quart de milliard de piastres de crédit. Ceci n'a rien d'étonnant si l'on songe que l'instruction primaire constitue la base de notre enseignement. Et il est pénible au contraire de savoir que des enfants en âge de scolarité se voient refuser l'accès à l'école, faute de place, tant il est vrai que la grandeur ou la faiblesse d'une Nation se juge d'après le comportement et le degré de culture de ses enfants .

Le cycle secondaire est une autre étape importante de notre système éducatif. Nous pensons qu'avec la construction d'environ

...../...

600 classes nouvelles , nous aurons formé suffisamment de bacheliers pour garnir les bancs de nos facultés.

L'enseignement technique enfin est plus directement lié au développment économique, but de ce Plan. Il est indéniable que l'économie doit s'appuyer sur la technique pour prospérer ; c'est pourquoi la formation de cadres, de techniciens, mérite de recevoir un soutien total et persévérant des autorités compétentes .

-:-:-:-:-

R E C A P I T U L A T I F

Enseignement	populaire		29.055.000$ VN
"	primaire		215.000.000$ VN
"	secondaire		150.000.000$ VN
"	technique		115.000.000$ VN
<u>Université</u> :			
Faculté des Sciences		65.500.000$ VN.	
Faculté de Médecine et de Pharmacie		90.000.000$ VN.	
Faculté Vétérinaire		10.000.000$ VN.	
Ecole Supérieure d'Agriculture		20.000.000$ VN.	
Ecole des Hautes Etudes Commerciales		10.000.000$ VN.	
Bibliothèque Nationale et Centre culturel		48.000.000$ VN.	243.500.000$ VN
	Total.....		752.555.0000$ VN.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE

Généralités.-

Déjà avant les évènements de 1945, un embryon d'enseignement populaire existait au VietNam dans les grands centres sous la forme de cours d'adultes.

Ces cours donnés en français, étaient spécialement réservés aux Viêtnamiens qui, de par leur occupation, devaient entrer en contact journalier avec les Français.

Un autre aspect de l'enseignement populaire étant né d'initiatives privées avec les classes d'instruction populaire (Bình-dân Học-vụ) et de vulgarisation du Quốc-Ngữ (Truyền-bá Quốc-Ngữ).

Ce mouvement plein de désintéressement n'a pas pourtant rencontré les faveurs des autorités d'alors, qui lui prêtaient un but politique caché.

Ce n'est qu'après 1945 que cet enseignement populaire était pris sérieusement en main par le Ministère de l'Education Nationale comme moyen de lutte contre l'analphabétisme.

En instituant l'obligation de savoir lire et écrire pour tous les citoyens, le Gouvernement a pris une très importante mesure contre l'analphabétisme qui pourtant n'a pas encore complètement disparu de notre pays .

Le dernier recensement de Juillet 1956 fait ressortir le caractère préoccupant de cet état de choses car il a été estimé à 20% de la population, soit plus de 2 millions, le nombre d'illettrés au VietNam.

Le mouvement de lutte contre l'analphétisme s'amplifie chaque jour et soulève l'enthousiasme national, à preuve l'on peut voir à la ville comme à la campagne d'honorables vieillards de 50 ans et plus, s'en aller à l'école.

Le Ministère de l'Education Nationale, estime qu'avec les moyens demandés dans le projet, dans 2 ans, il n'y aura plus de Viêtnamien qui ne sache lire et écrire.

Le coût du projet s'élève à : 29.055.000$ VN.

et se répartit en :

Equipement :	I2.000.000$
Salaires (instituteurs)	I7.055.000$
	29.055.000$

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

GENERALITES

l'arrêté 6-GD du I5.I.I952 pose le principe de l'enseignement obligatoire pour les enfants de 6 à I4 ans.

L'article 26 de la Constitution du 26.I0.I956 précise et complète le principe ci-dessus en décidant que l'instruction de base est obligatoire et gratuite.

La situation actuelle de l'enseignement primaire au Viêt-Nam se présente comme suit (année I956-I957) :

2525 écoles - I0.240 classes - I.500.000 d'enfants en âge de scolarité qui n'ont pas de place à l'école, étant donné le nombre très insuffisant des écoles primaires publiques, et la faible capacité des écoles privées qui ont par ailleurs l'inconvénient de coûter cher, un très grand nombre d'enfants n'ont pas les moyens de s'instruire .

La population Vietnamienne étant essentiellement rurale, on doit construire au moins dans chacun des 5.000 villages une école primaire .

Le projet prévoit la construction 3.300 classes et I8 écoles de communauté pilote. Autant que possible, on ne recourira pas aux modèles coûteux.

En ce qui concerne les programmes, l'aspect académique actuel est satisfaisant; l'aspect vocationnel retiendra davantage l'attention pour le personnel enseignant, le projet envisage à côté de la formation normale par l'Ecole de Pédagogie une formation accélérée de maîtres et instituteurs. La durée des études, 3 ans dans le Ier cas, est ramenée à I an ; les candidats doivent avoir le Baccalauréat Ière Partie ou un diplôme équivalent.

Un crédit de 215.000.000$ V.N. est prévu pour le projet (construction, équipement et fonctionnement).

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

GÉNÉRALITÉS.-

L'enseignement du second degré comme l'enseignement primaire reste encore très insuffisant au Viet-Nam.

Ainsi notre enseignement secondaire public groupe (année 1956-57) 46 écoles - 683 classes - 35.000 élèves.

En 1956, les élèves qui finissent le cycle primaire comptent 30.000 enfants.

Parmi ces 30.000 élèves, ceux qui dépassent l'âge d'admission au second degré (15 ans pour les garcons et 16 ans pour les filles) et ceux qui doivent gagner leur vie, représentent une proportion de 30% sur le total, soit 10.000. Il reste à peu près 20.000 élèves qui auraient pu continuer les études secondaires. Mais faute de place, environ seulement 5.000 élèves nouveaux sont admis en classe de 7è dans les écoles publiques, une autre partie s'en va garnir les bancs des écoles privées, le reste est obligé d'interrompre les études faute de moyens.

Au rythme actuel, nos établissements d'enseignement secondaire forment chaque année 500 bacheliers environ.

Sous le présent Plan, on construira 600 classes en plus, le personnel enseignant sera renforcé au double point de vue de la quantité et de la qualité. Les écoles secondaires publiques seront ainsi en mesure de recevoir environ 60.000 élèves. Le nombre de bacheliers formés atteindra un millier par an, c'est-à-dire de quoi alimenter les différentes Facultés et les Grandes Ecoles de notre Université Nationale.

Un crédit de 150.000.000$ VN. est prévu pour le projet (construction, équipement et fonctionnement).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

GENERALITES.-

L'enseignement technique au Viet-Nam est encore au stade embryonnaire. On manque d'ouvriers spécialisés, sans parler de techniciens plus haut qualifiés.

Et cette pénurie d'ouvriers spécialisés se fera sentir d'une facon plus aigue encore avec la mise en exécution du Plan Quinquennal.

D'un autre côté, l'enseignement technique se révèle à l'expérience utile pour absorber un assez grand nombre d'élèves qui n'ont pas de vocation ou de moyens pour les études académiques et qui préfèrent avoir un métier pour vivre.

D'où la place particulière accordée à l'enseignement technique dans le Plan Quinquennal.

Nous envisageons le renforcement ou la création de 6 centres d'apprentissage pour répondre aux besoins des provinces suivantes : SAIGON, MYTHO, QUINHON, NHATRANG, BANMETHUOT, RACHGIA.

Le nombre des collèges techniques sera porté à 4 : SAIGON, CANTHO, TOURANE et HUE.

Enfin, le centre technique de Phú-Thọ où 3 grandes écoles fonctionnent actuellement : Travaux-Publics, Navigation Maritime et Radioélectricité sera complété par la création des branches chimie, mines, arts industriels, commerce, enseignement, ménage, pédagogie technique.

Le coût du projet (y compris les frais de fonctionnement) s'élève à 115.000.000$ VN. et se répartit comme suit :

a) 6 centres d'apprentissage	:	77.000.000 $ VN.
b) 4 collèges techniques	:	24.000.000 -
c) Centre technique de Phú-Thọ	:	14.000.000 -

UNIVERSITE DE SAIGON

GENERALITES.-

La jeunesse estudiante s'accroît sans cesse dans la capitale du Viet-Nam libre. L'on évalue actuellement à 4.100 le nombre des étudiants inscrits à Saigon et ce nombre augmentera encore chaque année, malgré l'ouverture des universités en province.

Pour répondre à ce besoin intellectuel toujours grandissant, l'Université de Saigon ne comprend que des locaux de fortune, empruntés ou loués.

La construction à Saigon d'une grande Université moderne s'avère nécessaire.

Cette grande Université comprend :

- 1 Faculté de Lettres
- 1 Faculté de Droit
- 1 Faculté des Sciences
- 1 Faculté de Médecine et de Pharmacie
- 1 Faculté Vétérinaire
- 1 Ecole Supérieure d'Agriculture
- 1 Ecole des Hautes Etudes Commerciales
- 1 Bibliothèque Nationale et 1 Centre Culturel.

Les considérations suivantes commandent la réalisation du projet :

- les constructions sont limitées aux besoins immédiats urgents
- la création d'une nouvelle branche d'enseignement doit trouver sa justification dans le nombre des étudiants inscrits.
- l'accent est mis sur les études scientifiques qui représentent 33% du crédit total.

Dans un proche avenir, l'Université continue à s'attacher le concours des professeurs étrangers pour compléter le corps enseignant national encore insuffisant.

FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE

FACULTE VETERINAIRE

Coût : 100.000.000 $ VN.

GENERALITES.-

La Faculté de Médecine et de Pharmacie, comprend actuellement quatre sections :

- Médecine
- Pharmacie
- Chirurgie dentaire
- Sage-femme

Pour l'année universitaire 1956-1957, le nombre des diplômés s'élèvera à :

- 50 Docteurs en Médecine
- 22 Pharmaciens
- 3 Chirurgiens dentistes
- 24 Sages-femmes

Ce rythme de formation, qui s'est beaucoup amélioré ces dernières années, reste insuffisant. La Faculté de Médecine compte le doubler au moins à la fin du Plan car notre pays dispose d'un nombre infime de médecins pour une population de plus de 12 millions.

Coût du projet -

Le montant du projet est évalué globalement à 90.000.000$ VN.

Il s'agit surtout d'enrichir l'équipement pour dispenser l'enseignement dans de meilleures conditions.

FACULTE VETERINAIRE -

GENERALITES

La médecine vétérinaire constitue pour ainsi dire une annexe de la médecine humaine. Le Viet-Nam, pays essentiellement agricole, ne possède pas encore de Faculté Vétérinaire.

Avec le développement de l'élevage qui s'annonce dans le Plan Quinquennal, la nécessité d'une Faculté Vétérinaire se fait plus pressante.

Un crédit de 10.000.000$ VN. est prévu pour le projet (construction, équipement et frais de fonctionnement).

FACULTE DES SCIENCES

GENERALITES.-

Notre Faculté des Sciences compte 770 étudiants inscrits pour l'année universitaire 1956-1957.

Les étudiants peuvent y postuler le diplôme de Licence ès-Sciences.

Par ailleurs, l'enseignement secondaire vietnamien souffre d'une grave pénurie de professeurs. Il convient d'y remédier en encourageant les étudiants à faire des études scientifiques.

Le développement de la Faculté des Sciences se fera par deux voies :

- Aménagement et extension des locaux actuels (enceinte Lycée Pétrus Ký) pour répondre au plus pressé.
- Construction d'une nouvelle Faculté des Sciences

Un crédit de 65.500.000$ VN. est prévu pour le projet (construction, équipement et frais de fonctionnement).

La majeure partie des dépenses pour l'équipement des laboratoires se fera en devises étrangères.

ECOLE SUPERIEURE D'AGRICULTURE

L'absence d'une Faculté d'Agriculture comme le peu d'intérêt accordé par nos étudiants aux études agricoles sont un véritable paradoxe dans un pays où l'agriculture représente le plus important secteur de l'économie.

C'est pourquoi la création d'une Ecole Supérieure d'Agriculture pour commencer figure en bonne priorité parmi nos préoccupations.

Un crédit de 20.000.000 $ VN. est prévu pour le projet (construction, équipement et frais de fonctionnement).

293

ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES

Une des difficultés auxquelles se heurte notre développement économique réside dans le manque d'hommes d'affaires, de chefs d'entreprises.

La création d'une Ecole des Hautes Etudes Commerciales fournira des cadres pour combler progressivement cette lacune.

Un crédit de 10.000.000$ VN. est prévu pour le projet (construction, équipement et frais de fonctionnement).

BIBLIOTHEQUE NATIONALE ET CENTRE CULTUREL

GENERALITES.-

L'ancienne bibliothèque de la rue Gia-Long ne suffit plus au besoin intellectuel de la capitale. D'où la nécessité de construire sur l'emplacement de l'ancienne prison d'une Bibliothèque Nationale et d'un Centre Culturel avec un grand auditorium pour 1.200 personnes.

Ce Centre Culturel pourra servir pour les congrès d'ordre national et international, les grandes conférences et les expositions artistiques diverses.

Un crédit de 48.000.000$ VN. est prévu pour le projet (construction, équipement et frais de fonctionnement).

S A N T É

En raison de son importance considérable, le problème de la Santé Publique a toujours retenu l'attention du Gouvernement.

L'amélioration de l'état sanitaire général s'est heurté à la misère de la population, l'ignorance de l'hygiène, les conséquences néfastes des années de guerre; c'est-à-dire que le problème de la santé doit être examiné dans le contexte social et économique. Il convient de résister à la tentation trop facile de forcer les dépenses de santé pour assurer un progrès continu à la mesure des ressources du pays.

Durant le Plan Quinquennal, l'effort portera aussi bien sur la médecine préventive que sur la médecine curative.

Au titre de la prévention, mentionnons le développement de la santé rurale, l'approvisionnement d'eau dans les villages, l'éradication du paludisme.

S'agissant de la médecine curative, d'importants crédits seront consacrés à la réorganisation des hôpitaux, à augmenter le nombre de maternités et dispensaires.

La fabrication sur place d'un certain nombre de médicaments est également envisagée car le Viet-Nam importe chaque année des quantités très importantes de produits pharmaceutiques.

La formation technique s'est enfin avérée indispensable parce qu'à l'heure actuelle, nous ne disposons pas suffisamment de personnel compétent pour réaliser nos projets.

RECAPITULATIF

Formation technique	52.180.000$00
Eradication du Paludisme	88.950.000,00
Réorganisation des hôpitaux	375.000.000,00
Développement de la Santé Rurale	100.000.000,00
Approvisionnement d'eau dans les villages	10.000.000,00
Equipement de la Pharmacie Nationale	50.000.000,00
	676.130.000$00

FORMATION TECHNIQUE

Généralités.-

Le manque de médecins, de sages-femmes, d'infirmières est très sensible au Viêt-Nam, plus que partout ailleurs. Alors qu'en Angleterre il y a 1 médecin pour 1.000 habitants, et qu'aux Indes la proportion est de 1 pour 6.300 habitants, au Viêt-Nam il y a seulement 1 médecin pour 30.000 habitants.

Avec le développement de la santé rurale qui requiert chaque année 240 nouveaux médecins, cette carence de spécialistes d'importance vitale ne fait que s'accroître avec le temps.

C'est un gros obstacle qu'il nous faut surmonter. La formation de nos médecins, pharmaciens, sages-femmes est assurée par la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Saigon à une carence de plus en plus importante.

Mais il est indispensable que nos techniciens enrichissent leurs connaissances par des stages dans les pays plus évolues. A cet effet, le Gouvernement accorde chaque année 12 bourses aux médecins, pharmaciens, infirmières désirant aller à l'Etranger se perfectionner dans les diverses spécialités.

Parallèlement, 32 bourses sont attribuées aux étudiants sortis de la Faculté de Medecine, de l'Ecole des sages-femmes et des infirmières pour leur permettre de suivre des cours de spécialisation.

On formera en outre 80 aides-infirmières par an. La durée des études sera de 6 mois.

ERADICATION DU PALUDISME

GENERALITES.-

Le paludisme constitue pour le Viêt-Nam un fléau national. Il est l'une des principales causes de morbidite. La productivite du travailleur viêtnamien en pâtit sérieusement.

La lutte contre le paludisme a été déclenchée depuis ces dernières années avec des résultats certains. Le programme d'éradication est concu de la facon suivante :

Dans toutes les régions où le paludisme sévit à l'état endémique on fait une pulvérisation de DDT, de préférence pendant la saison sèche dans l'intérieur de toutes les habitations (y compris les dépendances et les logements pour les animaux); cette pulvérisation se fait une fois par an car le DDT est efficace pour une période de 12 mois. On distribue ensuite des médicaments anti-malariens (quinine, nivaquine etc), à raison de 2 comprimés par personne et par semaine. A partir de la 3è année, cette consommation pourra être réduite de 80%.

Nous espérons ainsi éliminer le paludisme du territoire du Viêt-Nam en 5 ans.

Le projet nécessite l'entrainement des techniciens (personnel de laboratoire, pulvérisateurs) le matériel technique pour les laboratoires et la pulvérisation, le fourniture de DDT et des moyens de transport.

COUT DU PROJET :

Le montant du projet s'élève à :

a) Dépenses en devises :

25 voitures Station Wagon 1.000 pulvérisateurs Médicaments antimalariens 500 tonnes de DDT	3I4.000 x 5 ans = 1.570.000$US.	
soit		54.950.000$00
b) Dépenses en monnaie locale : (frais de fonctionnement)		34.000.000$00
Total ...:		88.950.000$00

REORGANISATION DES HOPITAUX

GENERALITES.-

Le Viet-Nam possède actuellement 44 hôpitaux avec environ 9.000 lits pour une population de 12 millions d'habitants. Cela fait à peu près 1 lit pour 1.300 habitants.

Ce chiffre est très au-dessous des besoins de la population étant donné les taux éleves de morbidité.

Par ailleurs, la plupart des hôpitaux existants sont construits depuis de longues années, quelques uns depuis le siècle dernier. Ils ne répondent plus au progrès de la médecine moderne. Il convient dès lors de les doter d'un équipement médical et chirurgical adéquat.

Le Gouvernement envisage d'adjoindre un pavillon de 25 lits chacun à chaque hôpital et par année, ce qui augmentera à la fin du Plan le nombre de lits de : 25 x 44 x 5 = 5.500.

Il convient de commencer par les hôpitaux des provinces, particulièrement là où sont entrepris les programmes de développement économique.

Les hôpitaux ainsi agrandis et mieux équipés pourront recevoir davantage de malades et guerir un plus grandnombre de maladies, ce qui évitera bien des déplacements onéreux à tout point de vue.

Les soins devront progressivement cesser d'être gratuits, car les frais de fonctionnement trop éleves à la charge du budget finiront par gener l'extension désirable.

Nous prévoyons un crédit de 375.000.000$00 pour les constructions et équipements nouveaux et les frais de fonctionnement.

DEVELOPPEMENT DE LA SANTE RURALE

GENERALITES.-

Plus de 70% de la population Viêtnamienne vivent à la campagne. Il est donc naturel que le Département de la Santé se préoccupe du vaste problème de la santé rurale qui peut avoir une incidence heureuse sur notre Plan quinquennal de développement économique.

A l'heure actuelle, dans 177 districts qui composent les 35 provinces du Viêtnam, 120 dispensaires maternités ont déjà été créés. Et dans 2.684 villages parmi un total de 4.880 villages, il existe déjà un poste de secours dirigé par un secouriste.

Le programme d'action sanitaire comprend la médecine curative, l'éradication des maladies contagieuses comme la variole, le choléra, la diminutiondu taux de mortalité générale et du taux de mortalité infantile...

Dans le cadre du Plan Quinquennal, le programme de santé rurale sera développé par la construction d'une cinquantaine de dispensaires-maternités pour les districts qui en sont dépourvus, ainsi qu'un accroissement des postes de secours dans les villages.

Les crédits réservés au projet s'élèvent à 100.000.000$- (construction, équipement et fonctionnement).

APPROVISIONNEMENT D'EAU DANS LES VILLAGES

GENERALITES.-

Le problème du ravitaillement des villageois en eau potable est essentiel pour le maintien de la santé. La population rurale, soit plus de 70% de la population totale - consomme l'eau souillée des rivières ou rigoles qui desservent leurs régions.

Des épidémies graves peuvent facilement éclater de ce fait.

D'où la nécessité d'entreprendre un vaste programme de creusement de puits pour donner de l'eau potable aux habitants des campagnes.

Dans le cadre du Plan Quinquennal, les villages importants seront dotés de puits propres et préservés de toute souillure.

Pour réaliser ce projet on s'appuiera sur le mouvement du développement communautaire; le Gouvernement fournit les machines de creusement, le personnel technique, éventuellement les pompes; ainsi, le coût d'un puits sera considérablement réduit.

On prévoit un crédit de 10.000.000$00 dont la moitié environ consiste en devises pour l'acquisition du matériel de creusement des pompes etc...

Db9

EQUIPEMENT DE LA PHARMACIE NATIONALE

GENERALITES.-

La Pharmacie Nationale a pour rôle de ravitailler les établissements hospitaliers publics en médicaments.

Le Ministère de la Santé a dépensé en 1956 pour les produits pharmaceutiques et autres à peu près 67 millions de piastres. Si nous déduisons de ce chiffre les 33 millions nécessaires à l'importation des instruments et des spécialités ne pouvant être fabriqués sur place dans les conditions actuelles, il reste tout de même l'importante somme de 34 millions de piastres se rapportant aux antibiotiques, autres comprimés et ampoules diverses que nous pourrons certainement produire chez nous avec un équipement facilement réalisable.

Pour 20 millions de piastres.(matières premières et salaires), on pourrait obtenir au Viêt-Nam les mêmes quantités, ce qui représente une économie d'environ 25% sans compter l'emploi fourni à nos travailleurs.

Pour réaliser ce projet, il suffit de monter :

- un laboratoire pour conditionner les antibiotiques en flacons injectables (pénicilline, streptomycine),

- un laboratoire pour conditionner les médicaments galéniques,

- un laboratoire de contrôle des médicaments.

Coût du projet -

La réalisation du projet nécessite une somme de 50.000.000$00 (construction et équipement des laboratoires, frais de fonctionnement).

ACTION SOCIALE

Les activités du Département de l'Action Sociale sont restées dans la plupart des cas au stade de la charité.

Les projets retenus dans le cadre du présent Plan Quinquennal procèdent de la volonté de substituer progressivement la notion du service social à celle de la charité. Ils s'intègrent ainsi dans un ensemble plus vaste de mesures qui traduisent la préoccupation constante du gouvernement d'améliorer le niveau de vie de la population et particulièrement celui des classes laborieuses.

o

o o

FORMATION DES CADRES DE L'ACTION SOCIALE

GENERALITES.-

Le Service Social a besoin d'un personnel qualifié, ayant reçu une formation adéquate.

Le Ministère du Travail et de l'Action Sociale avait organisé en 1952 - 1953 des cours de formation d'assistantes et d'auxiliaires sociales qui ont donné des résultats encourageants.

Il ne s'agit pas seulement de fournir des agents compétents aux services publics; il est souhaitable que les nombreuses organisations sociales privées puissent disposer d'un personnel au courant des problèmes sociaux et des méthodes d'organisation et de travail modernes.

Nous prévoyons des cours de formation (à Saigon et à Huế) de 40 assistantes sociales et 160 auxiliaires sociales.

Le montant du prjet s'élève à 3.000.000$00 V.N.

Il comprend des dépenses d'organisation et de fonctionnement des cours et les allocations aux élèves.

GARDERIES D'ENFANTS

GENERALITES.-

Pour les classes laborieuses vivant dans les grands centres, la garde des enfants constitue un grave problème dont le Gouvernement ne saurait se désintéresser. Il convient de venir en aide à ces parents déshérités qui doivent travailler pour subvenir aux besoins de la famille, et qui souvent, laissent leurs enfants libres de toute surveillance, de tout contrôle avec des risques certains de jeux et divertissements dangereux, d'accidents sans nombre.

Nous envisageons la création, dans des quartiers populaires des principales villes de 6 garderies d'enfants auxquelles chaque matin, avant de vaquer à leur besogne quotidienne, les parents viennent confier leurs enfants qu'ils reprendront le soir à la sortie de l'usine ou au retour du bureau.

Coût du projet -

Les frais de création d'une garderie s'élèvent à :

- Construction	:	1.400.000$ VN.
- Equipement	:	400.000
		1.800.000$ VN.

Le total des 6 garderies revient à :

1.800.000$ x 6 = 10.800.000$- VN.

Les 6 garderies à construire se répartissent régionalement comme suit :

En 1957	: 2 garderies	:	Saigon (2)
En 1958	: 4 garderies	: Cholon (1),	Huế (2)
		Vinh-Long (1)	Ban-Mê-Thuột (1)

Les frais de fonctionnement s'élèvent à : 8.000.000$00

CENTRES DE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Généralités -

La protection de la femme et de l'enfant répond au souci de réduire la mortalité infantile et de préparer la venue au monde des générations d'enfants sains, vigoureux, exempts de tares congénitales.

Cette protection s'impose quand la femme est en état de grossesse et l'enfant en bas-âge .

Un certain nombre de centres de protection maternelle et infantile fonctionnent déjà avec succès dans les villes. Dix nouveaux centres seront ouverts dans la durée du Plan Quinquennal.

Les centres de protection maternelle et infantile poursuivent un double but : non seulement on cherche à protéger l'enfant dès avant l'accouchement pour lui permettre de naître dans de bonnes conditions, mais encore on s'occupe de sa santé pendant les premiers mois qui suivent la naissance.

C'est la protection prénatale, complétée à un stade ultérieur par la consultation pour nourrissons.

Coût du projet -

Le coût de création d'un centre de protection maternelle et infantile s'élève à :

- Construction	:	470.000$ V.N.
- Equipement	:	484.000 -
		954.000$ V.N.

Soit pour 10 centres :

954.000$ x 10 = 9.540.000$- V.N.

Le calendrier de réalisation et la répartition régionale des 10 centres de protection sont envisagés comme suit :

...

Dc 4

En 1957 : 4 centres : Saigon (2), Cholon (1), Dalat (1)

En 1958 : 4 centres : Giadịnh (1), Kontum (1), Hội-An (1)
Quảng-Tri (1)

En 1959 : 2 centres : Cần-Thơ (1), Mỹ-Thọ (1)

Les frais de fonctionnement se montent à 19.000.000$00 pendant les 5 ans du Plan.

CENTRE D'ORTHOPEDIE ET DE READAPTATION PROFESSIONNELLE

Il existe chez nous un nombre élevé de mutilés militaires ou civils. Pour les premiers, la Direction des Anciens Combattants a monté un Centre d'appareillage et de prothèse.

La réhabilitation complète des mutilés exige la création d'un Centre de chirurgie orthopédique et de réadaptation professionnelle. Placés sous la responsabilté de la Direction des Anciens Combattants, ces organismes pourront, sans inconvénient, étendre leur activité en faveur des civils.

Le centre de réadaptation professionnelle sera créé en 1958. Les dépenses de construction et d'équipement sont estimés à 3.180.000ƒ00, les dépenses de fonctionement à 1.032.000ƒ00 par an.

Le Centre de chirugie orthopédique est envisagé pour 1959. Les dépenses de construction et d'équipement s'élèvent à 9.400.000ƒ00, les dépenses de fonctionnement à 2.088.000ƒ- par an.

	Construction et équipement	Fonctionnement	Total	Observations
Centre de réadaptation professionnelle	3.180.000ƒ00	4.128.000ƒ00	7.308.000ƒ-	Frais de fonctionnement pour 4 ans.
Centre de chirurgie orthopédique	9.400.000,00	6.264.000,00	15.664.000ƒ-	Frais de fonctionnement pour 3 ans.
		Total :	23.044.000ƒ-	

LE LOGEMENT

Comme tous les pays qui sortent d'une longue guerre, le Viêt-Nam se trouve devant un problème aigu de reconstruction de logement.

L'afflux des réfugiés du Nord-Viêt-Nam, la création de nouveaux chefs-lieu de province, les transferts envisagés de population vers les régions à mettre en valeur accroissent encore nos besoins en habitations.

Déjà en temps normal, beaucoup de maisons ne répondent pas aux normes minima d'hygiène, et un effort d'amélioration s'impose.

De toutes ces considérations, il devrait résulter un rythme de construction accéléré. Le tableau comparatif suivant montre malheureusement que nous sommes encore très loin de ce résultat.

Logements construits pour 1.000 habitants

(moyennes annuelle)

Norvège	32
Allemagne occidentale	30
Hollande	25
Italie	8
France	7
Japon	9
Viêt-Nam	0,3

La politique du Gouvernement, en matière de logement s'inspire des principes suivants :

1) - Fournir des habitations à loyer modéré aux familles économiquement faibles.

2) - Favoriser l'accession à la propriété bâtie par la vente à tempérament.

3) - Intensifier la construction.

...

L'Office National de la Reconstruction est par excellence l'instrument dans cette politique.

Quand on parle de la crise des logements, on pense généralement aux quartiers de taudis de Saigon. Une solution radicale à cet état de chose doit tenir compte des perspectives générales de développement du pays. Maintes causes qui ont attiré la population vers la capitale ont disparu alors que s'amorce un vaste programme de développement régional. En d'autres termes, l'investissement dans le logement devra étayer et non contrecarrer ces projets qui tendent à une meilleure répartition géographique de la population en vue d'une utilisation plus intensive des ressources du pays.

L'importance des besoins en logement et la faiblesse du rythme de construction obligent à tirer le maximum d'efficacité de la masse des crédits consacrés à ce chapitre. Etant donné la faveur de l'investissement dans le bâtiment auprès du public, la location-vente apparaît comme un excellent moyen pour accroître les possibilités de l'Office National de la Reconstruction et pour forcer le rythme de l'épargne et de la formation du capital.

Le coût élevé de la construction constitue un obstacle sérieux au progrès. La normalisation des matériaux, leur fabrication industrielle, les réalisations pilotes des modèles étudiés par le Ministère de la Construction et de l'Urbanisme, en levant cet obstacle, ne manquent pas d'inciter les gens à construire davantage avec plus de considération pour l'esthétique et les règles d'hygiène.

Le présent Plan Quinquennal envisage un investissement public de 500 millions de piastres dans le logement. Les modèles retenus par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme

.../

coûtent respectivement 15.000$00, 50.000$00, 70.000$00 et 120.000$00 l'unité suivant qu'il s'agit de compartiment préfabriqué, de construction en dur ou de villa.

La réalisation de ce programme que le Gouvernement voudrait bien plus important, ne posera aucun problème délicat de matières premières ou de main-d'oeuvre qualifiée.

LE PROBLEME DE L'EMPLOI
ENQUÊTE SUR LA MAIN-D'OEUVRE

GENERALITES -

La population du Viêt-Nam est estimée à 12 millions environ. Mais la population active dont la connaissance exacte facilite, dans une certaine mesure, le travail de planification, n'a jamais été recensée d'une facon précise.

Pour favoriser l'expansion économique, il faut connaître le niveau de besoin de chaque branche d'activité de l'économie nationale.

Dans ce but, une enquête générale sur la situation de la main-d'oeuvre a été commencée depuis fin 1956 par le Ministère du Travail.

Il s'agit d'obtenir rapidement toutes les informations sur la main-d'oeuvre des diverses branches de l'économie.

L'enquête fera ensuite savoir les branches d'activité où il y a pénurie de main-d'oeuvre spécialisée et pour laquelle les employeurs éprouvent les difficultés de recrutement.

Elle précisera quelques unes des raisons qui entravent le développement de certaines branches d'activité, ce qui permettra aux Départements compétents de prendre des mesures appropriées en vue d'aider les employeurs à surmonter leurs difficultés.

Elle fera aussi connaître l'étendue du chômage et du sous-emploi suivant les zônes géographiques afin d'aider les Pouvoirs Publics à adopter des solutions adéquates.

L'on peut espérer que toute cette enquête sera terminée fin 1958.

Coût du projet - Le montant du projet s'élève à :

Année 1957 : 1.442.000$- V.N.

Année 1958 : 1.280.000$- V.N.

2.722.000$- V.N.

SERVICE DE L'EMPLOI

GENERALITES -

Rationellement, le projet de service de l'emploi continue et complète celui sur l'enquête de la main-d'oeuvre.

L'activité du service de l'emploi comprend la recherche et l'application de la politique de l'emploi, la classification des professions et les bureaux de placement.

Le projet devra tendre à la création d'un Service Central de l'Emploi à Saigon et à l'installation progressive d'un réseau de bureaux municipaux et provinciaux de l'emploi bien répartis dans les régions importantes :

Service Central à Saigon et :

Sud Viêt-Nam	13 bureaux
Delta Centre Viêt-Nam	6 -
P.M.S.	3 -
Nouvelles provinces	4 -
	26 bureaux

Le souci constant du Gouvernement est d'aider les employeurs à résoudre les difficultés dans le recrutement des travailleurs spécialisés et d'assister les travailleurs et les chômeurs à trouver des occupations convenant à leurs aptitudes.

Notre but essentiel consiste à organiser le recrutement et au besoin le transfert de la main-d'oeuvre d'une région à une autre et vers de nouvelles régions industrielles ou agricoles suivant le développement économique du pays.

L'on prévoit pour

Année 1957 : Installation du Service Central de l'Emploi à Saigon

.../

Installation de 4 bureaux municipaux à Saigon

Année 1958 : Installation :

1 bureau provincial à Giadinh
1 - - à Tourane
1 - - à Dalat
1 - - à Banméthuột
1 - interprovincial à Cân-Thơ, Vĩnh-Long, Vĩnh-Bình
1 - - à Biên-Hòa
1 - - à Huế
1 - - à Nhatrang

8 bureaux

Année 1959 : Installation de

1 bureau interprovincial à Mytho
1 - - à Longxuyên
1 - - à Thudaumột
1 - - à Quảng-Ngãi
1 - - à Qui-Nhơn
1 - - à Kontum
2 pour les provinces nouvelles suivant l'état des besoins.

8 bureaux.

Année 1960 : Installation de

1 bureau interprovincial à Phước-Lễ
1 - - à Khanh-Hưng
1 - - à Phan-Thiết
1 - - à Rạch-Giá
2 pour les provinces nouvelles

6 bureaux

L'ordre d'installation des bureaux n'est donné qu'à titre indicatif.

Le nombre comme les lieux fixés pour installer ces bureaux pourra être modifié en conséquence des besoins régionaux.

.../

Coût du projet

Il s'élève à 54.291.000$ V.N.

et comprend : Matériel 17.979.000$ V.N.

Personnel 36.312.000$ V.N.

Dans ce montant en a prévu :

14.000.000$ pour l'acquisition des locaux.

FORMATION PROFESSIONNELLE

GÉNÉRALITÉS.-

La réalisation du programme de développement économique entraîne nécessairement une demande importante de main-d'oeuvre qualifiée. Ainsi en est-il des projets de la Reconstruction, des Travaux Publics, de l'Industrie.

Pour répondre à ce besoin d'ouvriers spécialisés un projet de formation professionnelle a été conçu par le Département du Travail qui comprend :

1°) Un centre d'orientation professionnelle,

2°) Des installations destinées au futurs programmes spécifiés de formation professionnelle.

Le Ministère du Travail s'occupe uniquement de la formation des ouvriers semi-qualifiés, de la reconversion de la main-d'oeuvre tandis que la formation des ouvriers qualifiés et des cadres techniques incombe à l'Education Nationale.

Un centre d'orientation professionnelle s'avère nécessaire car un individu n'est pas apte pour n'importe quel métier.

L'examen médico-psycho-technique permet, d'autre part d'éviter dans une grande mesure les accidents du travail, les maladies professionnelles et par conséquent, le gaspillage de la main-d'oeuvre.

Le Département du Travail dispose actuellement d'un noyau de centre d'orientation professionnelle. Il s'agit de compléter et de parfaire ce service, dans les cinq années du Plan.

Le coût du projet s'élève à 8.494.200 $ V.N.
et comprend :

Equipement : 5.554.200
Personnel : 2.940.000
8.494.200 $ V.N.

...Dc4-5

LES RELATIONS PROFESSIONNELLES

GENERALITES.-

L'amélioration des relations professionnelles constitue la préoccupation du Département du Travail car la mutuelle compréhension entre travailleurs et employeurs en dépend, compréhension si nécessaire à la bonne marche de la planification.

L'effet heureux de cette bonne entente se traduira par :

a) Un meilleur rendement technique,

b) Une réduction des conflits du travail, générateurs de gaspillage de ressources, de temps et de tension politique.

c) Une contribution consciente des milieux ouvriers et patronaux à l'effort économique du pays.

Le projet comporte 3 sections :

1) moyens supplémentaires pour le service d'études et de programme du Département,

2) ouverture des cours sociaux et des conférences sociales pour les cadres syndicaux ouvriers et les dirigeants patronaux,

3) création d'au moins trois maisons syndicales :

l'une à Saigon, les deux autres dans deux centres industriels du pays à déterminer, compte tenu des développements futurs du Plan Quinquennal.

Ces maisons syndicales abriteront au minimum une bibliothèque, une salle de lecture, une salle servant pour la formation syndicale et éventuellement pour les réunions syndicales.

Coût du projet.- Le montant du projet s'élève à : 20.718.400$00$VN.

Il se décompose en :

Matériel	:	14.796.000
Personnel	:	5.922.400
		20.718.400 $VN.

R E C A P I T U L A T I F

DES CREDITS

Enquête sur la main-d'oeuvre	:	2.722.000 $ 00
Service de l'emploi	:	54.291.000 $ 00
Formation professionnelle	:	8.494.200 $ 00
Relation professionnelle	:	20.718.400 $ 00
		86.225.000 $ 00

LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Mis à exécution vers le début de 1957 le programme de développement communautaire s'assigne comme objectif d'éveiller le sens civique de la population, de développer chez elle l'esprit d'initiative, le goût de l'action collective et de l'effort personnel pour l'encourager à améliorer délibérément et spontanément ses conditions de vie par ses propres efforts et avec ses propres ressources, dans le cadre de ses institutions tradionnelles.

La réalisation d'un tel programme suppose l'intégration de deux complexes de force, d'un côté une action constante de la part du Gouvernement visant à éclairer la population sur ses problèmes et ses possibilités et à l'aider dans ses efforts de développement, de l'autre l'élan confiant d'une population consciente de ses ressources et de ses responsabilités et décidée à participer activement à l'amélioration de sa condition sociale.

Ainsi concu le programme de développement communautaire s'analyse comme une mesure destinée à assurer la pleine utilisation des forces vives de la nation dans l'oeuvre de redressement national. Son importance est d'autant plus grande que le Gouvernement entend mobiliser les ressources humaines et l'apport-travail de la population pour suppléer particllement à l'insuffisance des ressources financières. On comprend dès lors qu'un rôle majeur soit réservé au développement communautaire dans le Plan Quinquennal.

Le Développement communautaire et le Plan Quinquennal

1/- Mission du programme de développement communautaire dans le cadre du Plan Quinquennal - Une double mission est assignée au développement communautaire dans le cadre du Plan Quinquennal.

a)- par le processus éducatif, assurer la diffusion du Plan et aider la population à prendre conscience de ses responsabilités à l'égard de l'oeuvre de reconstruction économique et sociale du pays.

b)- stimuler la participation de la population à la réalisation du Plan dans le cadre des programmes réservés à l'initiative populaire.

.../...

2/- Programmes de travaux à réaliser par le développement communautaire.

A - AGRICULTURE.-

a) Cultures
- Diversification des cultures
- Amélioration de la production rizicole par l'emploi des semences sélectionnées et des engrais.
- La lutte contre les ennemis du riz et des cultures en général.

b) Elevage
- Amélioration des méthodes d'élevage
- Développement de la production animale
- Prévention médicale vétérinaire

c) Pêcheries (surtout pêche maritime)
- Amélioration des techniques de pêche et de conservation des poissons
- Organisation du Commerce et de la distribution des produits de pêche

d) Crédit agricole
- Action éducative en matière de coopérative

B - EQUIPEMENT PUBLIC.-

a) Hydraulique agricole et génie rural en particulier
- Défense contre l'eau salée, drainage et irrigation par des travaux tertiaires tels que le creusement des canaux, la construction de digues ou de barrages en terre.

b) Voies de communication
- Construction ou réparation de routes, de chemins ou de pistes (P.M.S.) d'intérêt local.

C - EQUIPEMENT SOCIAL.-

a) Education Nationale
- lutte contre l'analphabétisme
- développement de l'enseignement primaire rural.

b) Santé rurale
- Participation à la campagne d'éradication du paludisme
- Collaboration aux programmes de médecine préventive : éducation sanitaire
- travaux de construction de maternités et de dispensaires ruraux
- approvisionnement en eau potable.

Ces investissements non monétisés de la population se chiffrent à environ un milliard de piastres, soit le 1/17 du coût total du Plan Quinquennal.

Il convient de souligner toutefois que la part contributive de la population aux efforts de redressement économique et social du pays sera en réalité plus grande car le domaine du développement communautaire dépasse largement le cadre des programmes prévus par le plan. En particulier certains projets non compris dans le plan ont été déjà élaborés ou mis en exécution.

a)- éducation des adultes (éducation civique, initiation aux progrès techniques ...)

b)- programme d'amélioration du foyer :(aménagement de l'habitat, puériculture, nutrition, industries familiales).

c)- programme d'activités récréatives visant à une utilisation saine des loisirs de la population dans le cadre du village

d)- programmes spéciaux à l'intention de la population montagnarde et des Chams.

Etapes du programme

La réalisation d'un programme d'une telle envergure doit s'échelonner dans le temps.

Toutefois, avec la nature particulière du développement communautaire il ne saurait être question de fixer à l'avance un programme de longue durée avec des étapes bien définie.

Dans le cadre du Plan Quinquennal, des programmes annuels seront progressivement établis en fonction des progrès réalisés et des principes de base ci-dessous définis :

a)- Le programme de développement communautaire doit viser à assurer à la population par des méthodes démocratiques et une politique souple d'encouragement et d'orientation un développement harmonieux et continu. Ce développement doit être adapté

..../

1°) aux besoins, aspirations et possibilités de la population.

2°) aux progrès de l'esprit communautaire.

3°) au rythme de réalisation des programmes d'action du Gouvernement.

b) Le programme de développement communautaire doit tendre à résorber le sous-emploi et à englober dans son orbite toutes les couches de la population.

c) Dans les premières phases, le développement communautaire limitera son champ d'action au cadre territorial du village et à la réalisation des projets d'un rapport immédiat.

Ce n'est qu'au cours des phases ultérieures que la population sera encouragée à entreprendre des travaux à caractère inter-villageois ou régional.

o

o o

Avec la place réservée au développement communautaire dans le cadre du Plan Quinquennal, il est permis de considérer que la réalisation du programme de redressement économique et social du pays sera pour une bonne part conditionnée par le succès de l'oeuvre de développement communautaire.

Sans doute il est trop prématuré pour porter un jugement sur les succès futurs du mouvement, le programme étant encore dans sa phase d'expérimentation et d'organisation.

Mais devant l'enthousiasme avec lequel la population accueille actuellement le programme de développement communautaire, il est d'ores et déjà possible d'envisager l'avenir avec assurance.

TITRE V - DIVERS

Services Financiers .....

Services Géographiques .....

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES DE SERVICES DIVERS

Désignations	Dépenses en 1.000$ V.N.	Total par chapitre en 1.000$ V.N.
SERVICES FINANCIERS		
Direction Générale des Contributions	101.600	
Administration des Douanes	278.052	
Trésor	25.753	
		405.405
SERVICES GEOGRAPHIQUES		
Formation du Personnel	11.570	
Equipement	5.400	
		16.970
	Total général	422.375

SERVICES FINANCIERS

La réalisation des objectifs du Plan Quinquennal, tel qu'ils ont été décrits dans la lère partie de ce document confère aux services financiers un rôle extrêmement important. Le Gouvernement, en effet, compte sur le produit de la fiscalité pour équilibrer le budget et assurer la relève partielle de l'aide extérieure. La fiscalité est encore l'instrument par excellence pour accélérer la formation de capital qui conditionne l'essor de l'économie.

A l'heure actuelle, l'organisation inadéquate des services fiscaux fait perdre chaque année au budget des revenus appréciables.

L'amélioration de la situation politique, le développement escompté de la production interne permettent d'envisager une politique fiscale dictée par les besoins. Cependant, toute réforme fiscale si rationnelle et si prometteuse soit-elle, sera vouée à l'insuccès tant que les organismes chargés de de l'appliquer n'ont pas les moyens pour se montrer à la hauteur de leur tâche.

En effet, la Direction Générale des Contributions ne dispose pas suffisamment de personnel pour rassembler la documentation fiscale et pour exercer un contrôle indispensable; elle ne dispose pas de bureaux dans les provinces.

Le réseau de contrôle douanier est insuffisamment serré; les fonctionnaires de l'Administration des Douanes manquent de moyens de locomotion rapides pour lutter efficacement contre la contrebande.

Le dévelopement des deux services précédents entraine nécessairement l'extension parallèle des services du trésor. Les paieries provinciales devront être reconstruites ou créées, étant donné les responsabilités du Trésor dans l'exécution du budget.

Le renforcement de ces trois rouages essentiels du Ministère des Finances s'avère justifié et urgent.

I - DIRECTION GENERALE DES CONTRIBUTIONS

Un changement important s'opère et ne manquera pas de s'accentuer dans la structure des recettes de l'Etat : les

les contributions directes et indirectes prennent progressivement la première place au détriment des droits percus à l'importation, passant de 2,1 milliards sur un total de 7,3 milliards en 1956 à 3,3 milliards sur 8,4 milliards en 1957.

L'accroissement total des recettes fiscales est estimé à 5,3 milliards du début à la fin du Plan Quinquennal.

La Direction Générale des Contributions a absolument besoin de compléter son organisation et de renforcer son personnel quantitativement et qualitativement pour s'acquitter de sa mission.

Un relâchement de l'effort fiscal a prévalu dans les provinces pendant les années de trouble que le Gouvernement se trouvait obligé de tolérer en raison de la situation politique. C'est donc en province que l'effort de réorganisation des services de contributions devra porter en premier lieu. Ceux de la capitale retiennent également l'attention car le gros des taxes est percu dans cette place.

Le rassemblement d'une documentation fiscale en vue d'une meilleure perception, l'étude des réformes éventuelles commandent la formation d'un personnel qualifié nombreux.

L'éducation fiscale de la population facilitera grandement la tâche des percepteurs.

Les dépenses prévues pour 5 ans s'élèvent à :

Formation du personnel	950.000$00
Lquipement	7.400.000$00
Traitement du personnel	92.200.000$00
Education fiscale	1.050.000$00
	101.600.000$00

II - ADMINISTRATION DES DOUANES

La contrebande fait perdre actuellement à l'Etat des sommes importantes qu'il n'est pas possible de chiffrer.

Le relâchement du contrôle douanier s'explique par l'insécurité, mais surtout par l'absence d'un réseau serré de postes à la frontière même et à l'insuffisance des moyens de patrouille rapide.

La lutte contre la contrebande ne se justifie pas seulement au point de vue fiscal, elle contribue à l'application

efficace de la politique de redressement économique en général.

La mise en place d'un réseau de contrôle efficace suppose la réouverture des recettes principales et auxiliaires détruites ou fermées pendant les années de guerre, le rétablissement le long de nos frontières d'un réseau de postes de surveillance, la mise à la disposition d'un personnel étoffé, d'un équipement adéquat pour assurer régulièrement des rondes.

Les dépenses sont évaluées, pour 5 ans, à :

Constructions des postes	28.000.000$00
Equipement	102.101.000,00
Formation du personnel	3.524.000,00
Traitement du personnel	144.427.000,00
	278.052.000$00

Les 102.101.000$00 de dépenses d'équipement comprennent 86.571.000$00 en devises.

TRESOR

Le programme d'extension des services du trésor prévoit l'agrandissement de la Trésorerie Générale à Saigon et l'installation de 11 paieries provinciales.

Les dépenses sont estimées à :

Construction	12.600.000$00
Equipement	1.695.100,00
Frais de fonctionnement	11.457.900,00
	25.753.000$00

Récapitulation

Direction Générale des Contributions	101.600.000$00
Administration des douanes	278.052.000$00
Trésor	25.753.000,00
	405.405.000$00

SERVICES GEOGRAPHIQUES

Du point de vue cartographique, le territoire de la République du Viet-Nam se trouve entièrement couvert à l'échelle du 100.000è, soit par des coupures levées sur le terrain, soit par des esquisses planimétriques. Seules les régions deltaiques disposent des coupures au 25.000è.

Cependant, la plupart des cartes existantes, établies depuis très longtemps (certaines datent de 1904) ne sont plus à jour.

La guerre, les mouvements de la population, les travaux de reconstruction d'après guerre ont modifié profondément la physionomie du pays.

L'essor de l'économie nationale exige une précision planimétrique et altimétrique plus poussée ainsi que des renseignements plus récents.

De la précision de ces renseignements dépend dans une large mesure la réussite de notre Plan Quinquennal :

1°) dans le secteur "Agriculture" pour l'hydraulique agricole, le défrichement des terres nouvelles, l'aménagement et l'exploitation du domaine boisé;

2°) dans le secteur "Industrie" pour la prospection et l'exploitation des ressources naturelles;

3°) dans le secteur "Equipement public" pour la construction des routes, l'extension du chemin de fer, la production et le transport de l'électricité, la navigation aérienne et maritime.

4°) dans le Secteur "Equipement social" pour la reconstruction,

l'urbanisme, le tourisme, la localisation rationnelle des écoles.

La réalisation de la carte générale du pays incombe à la Direction des Services Géographiques Nationaux, laquelle a grand besoin d'être mieux équipée..

Le programme de renforcement dans le cadre du présent Plan Quinquennal comporte deux parties essentielles :

1°) Formation du personnel.- Les Services Géographiques souffrent actuellement d'une pénurie de personnel qualifié et nous devons recourir à un nombre élevé de techniciens étrangers.

Afin d'y remédier, une "Ecole des techniques géographiques" sera créée pour fournir des cadres techniques (opérateurs, adjoints-géographes) à la cadence de 20 techniciens par année (voir tableau annexe).

Des bourses seront en outre accordées aux étudiants pour former à l'étranger des cadres dirigeants (ingénieurs, géomètres) dont nous avons besoin.

Ces derniers auront pour mission de fonder dans un proche avenir et dans le pays même une école d'ingénieurs et de géomètres appelée "Ecole des Sciences Géographiques".

2°) Equipement du service.- Les Services Géographiques Nationaux ont besoin d'être équipés quasi totalement pour ce qui est du matériel de géodésie, de photogrammétrie, de topographie et de photographie.

Ces frais d'équipement sont estimés à 154.000 US$ soit 5.400.000 $VN.

Dépenses prévues

	Piastres VN$	Devises US$	Total en piastres
Formation du personnel	10.200.000	39.000	11.570.000
Equipement	0	154.000	5.400.000
	10.200.000	193.000	16.970.000